Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage

NOTE D'INFORMATION

Emission d'un emprunt obligataire

Montant global de l'émission : 800 000 000 Dh

Tranche A cotée	Tranche B non cotée
Plafond de la tranche A : 800 000 000 Dh	**Plafond de la tranche B : 800 000 000 Dh**
Nombre maximum de titres : 8 000 obligations cotées	**Nombre maximum de titres : 8 000 obligations non cotées**
Valeur nominale : 100 000 Dh **Taux nominal : 5,90 %** **Prime à l'émission : 150 points de base** **Maturité : 7 ans**	

Période de souscription : du 25 au 26 Décembre 2008 inclus

Emission réservée aux investisseurs institutionnels de droit marocain

Organismes Conseils	Organisme chargé de l'enregistrement	Chef de file du syndicat de placement	Membres du syndicat de placement

Visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières

Conformément aux dispositions de la circulaire du CDVM n°04/04 du 19 novembre 2004, prise en application de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1- 93- 212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, l'original de la présente note d'information a été visé par le CDVM le 18 décembre 2008 sous la référence VI/EM/053/2008.

ABREVIATIONS

AB	Forme juridique suédoise i.e. Société Anonyme
AGE	Assemblée Générale Extraordinaire
AGIP	Azienda Generale Italiana Petroli
AGO	Assemblée Générale Ordinaire
ANIC	Azienda Nazionale Idrogenazione Combustibili
BBL / J	Baril par jour
BEPI	Bureau des Etudes et des Participations Industrielles
BFR	Besoin en Fonds de Roulement
BMCI	Banque Marocaine du Commerce et de l'Industrie
BP	British Petroleum
C	Celsius
CA	Chiffre d'Affaires
CAF	Capacité d'Autofinancement
CDG	Caisse de Dépôt et de Gestion
CDM	Crédit du Maroc
CDVM	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
CEC	Compagnie d'Entreposage Communautaire
CIF	Cost Insurance and Fret
CMH	Compagnie Marocaine des Hydrocarbures
CRM	Customer Relationship Management
D (2D/3D)	Dimension
DGA	Directeur Général Adjoint
Dh	Dirham
e	Estimé
EBE	Excédent Brut d'Exploitation
ENI	Ente Nazionale Idrocarburi
ENSPM	Ecole Nationale Supérieure du Pétrole et des Moteurs
EPCM	Engineering, Procurement, Construction, Management
ERP	Entreprise Resource Planing
FIFO	First In First Out
FOB	Free On Board
GNL	Gaz Naturel Liquéfié
GO	Gasoil
GOP	Gasoil Oil Pêche
GPL	Gaz de Pétrole Liquéfié
GPM	Groupement des Pétroliers Marocains
GWH	Giga Watt Heure
H2S	Hydrogène Sulfuré
HDI	High pressure direct injection (type de moteur diesel)
HT	Hors Taxe
IFP	Institut Français du Pétrole
IR	Impôt sur le Revenu
IS	Impôt sur les Sociétés
Kdh	Kilo Dirhams (milliers de dirhams)
Kg	Kilogramme
Km²	Kilomètres carrés
KTM	Kilo Tonnes Métriques (milliers de tonnes métriques)
KV	Kilo Volt (milliers de Volts)
LAN	Local Area Network
LCP	Livraison Contre Paiement
LSTK	Lump Sum Turn Key
M&O	Matériel et Outillages
M.	Monsieur
MAD	Moroccan Dirham
MDh	Million de dirham
Mds	Milliard
Md Dh	Milliard de dirhams
MT	Million de tonne

MW	Méga Watt
NA	Non Applicable
ND	Non Disponible
NIOC	National Iranian Oil Company
Nm3	Nano mètre cube
NS	Non Significatif
NWE	North West Europe (Europe du Nord-Ouest)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODEP	Office d'Exploitation des Ports (aujourd'hui Marsa Maroc)
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONA	Omnium Nord Africain
ONCF	Office National des Chemins de Fer
ONE	Office National de l'Electricité
ONHYM	Office National des Hydrocarbures et des Mines
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PLLC	Professional Limited Liability Companies
ppm	parties par million
REX	Résultat d'Exploitation
RH	Ressources Humaines
RN	Résultat Net
ROA	Return on Assets : rentabilité des actifs
ROE	Return on Equity : rentabilité des fonds propres
SA	Société Anonyme
SAP	Systèmes Applications Progiciels
SCP	Société Chérifienne des Pétroles
SDBP	Société de Distribution de Butane et de Propane
SICAV	Société d'Investissement à Capital Variable
SMDC	Société Marocaine de Distribution de Carburants
SO2	Anhydride sulfureux
SOMAP	Société Marocaine des Pétroles
SOMAS	Société Marocaine de Stockage
SOMEPI	Société Marocaine des Produits Industriels
SONANGOL	Société nationale des hydrocarbures en Angola
SONATRACH	Société Nationale pour la Recherche, la Production, le Transport, la Transformation, et la Commercialisation des Hydrocarbures
SNAM	Société Nationale des Autoroutes du Maroc
T	Tonne
T/an	Tonne par an
T/h	Tonne par heure
TCAM	Taux de Croissance Annuel Moyen
TCC	Thermofor Catalytic Cracking
TCR	Topping ("distillation atmosphérique"), craquage et reformage
TDI	Turbo Diesel à Injection Directe
TEP	Tonne Equivalent Pétrole
TIC	Taxe Intérieure à la Consommation
TM	Tonne Métrique
TRI	Taux de Rendement Interne
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
TWH	Tonne Watt Heure
UE	Union Européenne
USD	United States Dollar
VA	Valeur Ajoutée
Var.	Variation
VDU	Unité de Distillation sous Vide
VGO	Gasoil sous Vide
vs	Versus
WAN	Wide Area Network
WTI	West Texas Intermediate

SOMMAIRE

ABREVIATIONS **2**

SOMMAIRE **4**

AVERTISSEMENT **8**

PREAMBULE **9**

Partie I ATTESTATIONS ET COORDONNEES **11**

I. Le Conseil d'Administration **12**
II. Les commissaires aux comptes **12**
III. Les conseillers financiers **28**
IV. Le conseiller juridique **30**
V. Les responsables de l'information et de la communication financière **30**

Partie II PRESENTATION DE L'OPERATION **31**

I. Cadre de l'opération **32**
II. Objectifs de l'opération **32**
III. Structure de l'offre **33**
IV. Renseignements relatifs aux titres à émettre **33**
V. Cotation en bourse **36**
VI. Calendrier de l'opération **36**
VII. Syndicat de placement – intermédiaires financiers **37**
VIII. Garantie de bonne fin **37**
IX. Modalités de souscription des titres **37**
IX.1. Période de souscription *37*
IX.2. Souscripteurs *37*
IX.3. Identification des souscripteurs *38*
IX.4. Modalités de souscription *38*
X. Modalités de traitement des ordres et d'allocation **39**
X.1. Modalités de centralisation des ordres *39*
X.2. Modalités d'allocation *39*
X.3. Modalités d'annulation des souscriptions *39*
XI. Modalités de règlement et de livraison des titres **40**
XI.1. Règlement et livraison des titres *40*
XI.2. Résultats de l'opération *40*
XI.3. Date prévue pour l'inscription en compte des titres *40*
XI.4. Domiciliation de l'émission *40*
XII. Régime fiscal des obligations à émettre **40**
XII.1. Revenus *40*
XII.2. Plus values *41*
XIII. Charges relatives à l'opération **41**

Partie III PRESENTATION GENERALE DE LA SAMIR **42**

I. Présentation Générale de la Samir **43**
I.1. Renseignements à caractère général *43*
I.2. Renseignements sur le capital de la Samir *45*
I.3. Nantissement d'actifs *48*
I.4. Nantissement des actions Samir *48*
I.5. Marché des titres de la Samir *49*
I.6. Notation *49*
II. Organes d'administration **49**

II.1. Composition du Conseil d'Administration 49
II.2. Fonctionnement du Conseil d'Administration 50
II.3. Autres mandats d'administrateur du Directeur Général Jamal Ba Amer 51
III. Organes de direction 52
III.1. Liste des principaux dirigeants 52
III.2. Organigramme fonctionnel de la Samir 52
IV. Gouvernement d'entreprise 53
IV.1. Rémunérations attribuées aux membres du Conseil d'Administration 53
IV.2. Rémunérations attribuées aux principaux dirigeants 54
IV.3. Prêts accordés ou constitués en faveur des membres des organes d'administration et de direction 54
IV.4. Intéressement et participation du personnel 54
IV.5. Comités de contrôle 55

Partie IV MARCHE DE LA SAMIR 56

I. Le cadre réglementaire 57
I.1. Généralités 57
I.2. Le code des hydrocarbures 58
I.3. Les intervenants du secteur 59
I.4. Politique tarifaire et fiscale 61
I.5. Stock de sécurité 62
I.6. Environnement 62
II. Le marché international 64
II.1. Évolution du marché international entre 2004 et 2008 64
II.2. Évolution récente 65
III. Marché national 69
III.1. Contexte national 69
III.2. Echanges internationaux de produits pétroliers 73
III.3. Structure et évolution du marché national des hydrocarbures 79
III.4. Marché des carburants 80
III.5. Le marché du GPL 85
III.6. Le marché des bitumes, des huiles de base et des paraffines 88

Partie V ACTIVITE DE LA SAMIR 92

I. Historique 93
II. Appartenance de la Samir à un groupe 94
II.1. Présentation du groupe Corral 94
II.2. Relations entre la Samir et les sociétés du groupe Corral 94
III. Filiales de la Samir 95
III.1. Organigramme juridique 95
III.2. Présentations des filiales de la Samir 95
IV. Conventions conclues entre la Samir et ses administrateurs 99
IV.1. Convention conclue au cours de l'exercice 2007 99
IV.2. Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice 2007 100
V. Métiers de la Samir 101
V.1. Activité Raffinage 101
V.2. Exploration et production 109
VI. Evolution de l'activité de la Samir 109
VI.1. Evolution de l'activité de raffinage 109
VI.2. Evolution des ventes de la Samir 114
VI.3. Le projet de modernisation (Projet Upgrade) 120
VII. Approvisionnements 126
VII.1. Pétrole brut 126
VII.2. Produits raffinés 129
VIII. Ressources humaines 131
VIII.1. Politique des ressources humaines 131

VIII.2. Structure de l'effectif 132
VIII.3. Politique sociale 135
VIII.4. Politique de rémunération 135
IX. Moyens techniques 137
IX.1. Sites de production 137
IX.2. Capacités de stockage 138
IX.3. Pipelines et gazoducs 139
IX.4. Système d'information et de gestion 140
X. Politique marketing et système qualité 144
X.1. Politique marketing 144
X.2. Système de management qualité 144
XI. Recherche et Développement 144
XII. Environnement, Hygiène & Sécurité 145
XII.1. Protection de l'environnement 145
XII.2. La sûreté et la sécurité 146
XIII. Politique d'investissement 147
XIII.1. Le projet de modernisation de l'outil de raffinage 147
XIII.2. Le projet de cogénération 148
XIII.3. Investissements de maintien et renouvellement (entre 2005 et 2007) 148
XIV. Politique de développement 150
XIV.1. Stratégie de développement 150
XIV.2. Programme d'investissement 151

Partie VI ANALYSE FINANCIERE DE LA SAMIR 157

I. Analyse de l'état des soldes de gestion 158
I.1. Périmètre de consolidation 158
I.2. Analyse du compte de résultats consolidé 159
II. Analyse du bilan consolidé 177
II.1. Analyse du bilan consolidé – Actif 177
II.2. Analyse du bilan consolidé - Passif 181
II.3. Analyse des engagements données et reçus par la Samir (hors opérations du crédit bail) 185
III. Analyse financière 186
III.1. Equilibre financier 186
III.2. Structure de l'actif 186
III.3. Structure du passif 187
III.4. Ratios de profitabilité 187
III.5. Ratios de solvabilité 187
IV. Tableau de financement 189
IV.1. Autofinancement : 189

Partie VII PERSPECTIVES 2008-2011 191

I. Hypothèses du Business Plan 192
I.1. Capacités de production prévisionnelles 192
I.2. Volumes de vente prévisionnels 193
I.3. Prix de vente prévisionnels 194
I.4. Hypothèses de financement 196
I.5. Autres hypothèses du Business Plan : 196
II. Compte de produits et de charges consolidé prévisionnel 197
II.1. Chiffre d'affaires prévisionnel 198
II.2. Produits d'exploitation prévisionnels 199
II.3. Charges d'exploitation prévisionnelles 200
II.4. Résultat d'exploitation prévisionnel 202
II.5. Évolution prévisionnelle de la marge de raffinage 202
II.6. Résultat financier prévisionnel 202
II.7. Résultat net prévisionnel 203
III. Bilan prévisionnel consolidé 205
III.1. Bilan - Actif 206

III.1.1. Actif immobilisé 206
III.1.2. Actif circulant 207
III.2. Bilan - Passif 208
III.2.1. Financement permanent 208
III.2.2. Passif circulant 209
III.2.3. Endettement net 209
IV. Equilibre financier 209
V. Tableau des flux de trésorerie consolidé prévisionnel 210

Partie VIII FACTEURS DE RISQUE 211

I. Risques liés au marché marocain 212
I.1. Risque concurrentiel 212
I.2. Risque règlementaire 212
II. Risques afférents à la Samir 213
II.1. Risque lié au Projet Upgrade 213
II.2. Risque industriel 213
II.3. Risque de changement de contrôle 213
II.4. Risque lié à la modification de la formule des prix 213
II.5. Risque relatif au financement du dépassement lié au projet Upgrade 214
III. Risques liés à l'environnement international 214
III.1. Risque lié aux cours du pétrole brut 214
III.2. Risque de change 215

Partie IX ANNEXES 216

DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES DE LA SAMIR 216
BULLETIN DE SOUSCRIPTION AUX OBLIGATIONS EMISES 216
TABLEAU D'AMORTISSEMENT 216
DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES DE LA SAMIR 217
I. Etats de synthèse – comptes sociaux 218
I.1. Principes et- méthodes comptables 218
I.2. Etats de synthèses des comptes sociaux (en Dh) 219
II. Etats de synthèses de la Samir – Comptes consolidés 260
II.1. Principes et méthodes comptables 260
II.2. Etats de synthèse des comptes consolidés de la Samir (en Dh) 262
BULLETIN DE SOUSCRIPTION DES OBLIGATIONS EMISES 272
TABLEAU D'AMORTISSEMENT 275

AVERTISSEMENT

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en obligations est soumis au risque de non remboursement. Cette émission obligataire ne fait l'objet d'aucune garantie si ce n'est l'engagement donné par l'émetteur.

Le CDVM ne se prononce pas sur l'opportunité de l'opération d'émission d'obligations ni sur la qualité de la situation de l'émetteur. Le visa du CDVM ne constitue pas une garantie contre le risque de non remboursement des échéances de l'émission d'obligations, objet de la présente note.

La présente note d'information ne s'adresse pas aux personnes dont les lois du lieu de résidence n'autorisent pas la souscription ou l'acquisition des obligations, objet de ladite note d'information.

Les personnes en la possession desquelles ladite note viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont elles dépendent en matière de participation à ce type d'opération.

Chaque établissement membre du syndicat de placement ne proposera les obligations, objet de la présente note d'information, qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre.

Ni le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM), ni la Samir, ni Attijari Finances Corp., n'encourent de responsabilité du fait du non respect de ces lois ou règlements par un ou des membres du syndicat de placement.

PREAMBULE

En application des dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, la présente note d'information porte, notamment, sur l'organisation de l'émetteur, sa situation financière et l'évolution de son activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'opération envisagée.

Ladite note d'information a été préparée par Attijari Finances Corp., CDG Capital et la Banque Centrale Populaire conformément aux modalités fixées par la circulaire du CDVM n° 04/04 du 19/11/04 prise en application des dispositions de l'article précité.

Le contenu de cette note d'information a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes :

- **Les commentaires et analyses de la Direction Générale de la Samir notamment lors des due diligences effectuées auprès de celle-ci ;**
- **Les rapports de gestion de la Samir relatifs aux exercices 2005, 2006 et 2007 ;**
- **Les rapports et statistiques de la Samir et du Ministère de l'Energie et des Mines pour 2005, 2006 et 2007 ;**
- **Les comptes sociaux et consolidés de la Samir pour les exercices 2005, 2006 et 2007 ;**
- **Les comptes semestriels sociaux et consolidés de la Samir au 30 juin 2008 et au 30 juin 2007 ;**
- **Les rapports des commissaires aux comptes de la Samir pour les exercices 2005 à 2007 (comptes sociaux) ;**
- **Les rapports des commissaires aux comptes de la Samir pour les exercices 2005 à 2007 (comptes consolidés) ;**
- **Les rapports des commissaires aux comptes de la Samir portant sur l'examen limité de la situation provisoire du bilan et du compte de produits et de charges consolidés arrêtés au 30 juin 2007 et au 30 juin 2008 ;**
- **Les rapports spéciaux des commissaires aux comptes de la Samir relatifs aux conventions réglementées des exercices clos aux 31 décembre 2005, 2006 et 2007 ;**
- **Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires de la Samir relatives aux trois derniers exercices et à l'exercice en cours.**

En application des dispositions de l'article 13 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, cette note d'information doit être :

- **Remise ou adressée sans frais à toute personne dont la souscription est sollicitée ou qui en fait la demande ;**
- **Tenue à la disposition du public selon les modalités suivantes :**
    - **elle est disponible à tout moment dans les lieux suivants :**
        - ✓ **Siège social de la Samir : Route Côtière – Mohammedia BP 89-101 - Mohammedia. Tél : 023 32 74 80 ;**
        - ✓ **Attijari Finances Corp. : 163, Avenue Hassan II - Casablanca.**

Tél. : 022 47 64 35 ;

- ✓ **Siège social de CDG Capital : Place Moulay El Hassan – BP 408, Rabat. Tél : 037 66 52 54 ;**
- ✓ **Siège social de la BCP : 101, Boulevard Zerktouni – BP 20100 Casablanca. Tél : 022 20 25 33 ;**
- ✓ **Siège social de Attijariwafa bank : 2, boulevard Moulay Youssef – Casablanca. Tel : 022 29 88 88.**

- **elle est disponible sur demande dans un délai maximum de 48h auprès des points de collecte du réseau de placement ;**
- **elle est disponible sur le site du CDVM (www.cdvm.gov.ma) ;**
- **elle est disponible au siège de la Bourse de Casablanca.**

Partie I ATTESTATIONS ET COORDONNEES

I. Le Conseil d'Administration

Objet : Emission d'obligations

Le Conseil d'Administration, représenté par M. Jamal Mohamed BA-AMER, Administrateur Directeur Général, atteste que, à sa connaissance, les données de la présente note d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la Samir ainsi que les droits rattachés aux titres proposés. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Par ailleurs, l'Administrateur Directeur Général s'engage à respecter l'échéancier de remboursement selon les modalités décrites dans la présente note d'information.

Jamal Mohamed BA-AMER
Administrateur Directeur Général

II. Les commissaires aux comptes

Identité des commissaires aux comptes

Dénomination ou raison sociale	**Price Waterhouse**	**KPMG**
Prénoms et noms	Mohamed HADDOU-BOUAZZA	Mostafa FRAIHA
Fonction	Associé	Associé
Adresse	101, Bd Massira Al Khadra, Casablanca	40, Bd d'Anfa, Casablanca
Numéro de téléphone et fax	Tel : 022.98.40.40 Fax : 022.77.90.90	Tel : 022.29.33.04 Fax: 022.29.33.05
E-mail	mohamed.haddoubouazza@ma.pwc.com	mfraiha@kpmg.com
Date du 1er exercice soumis au contrôle	1999	1985
Date d'expiration du mandat	AGO statuant sur l'exercice 2010	AGO statuant sur l'exercice 2010

Price Waterhouse

101, Bd Massira Al Khadra
Casablanca

KPMG

40, Bd d'Anfa
Casablanca

Attestation des commissaires aux comptes sur les informations comptables et financières consolidées contenues dans la note d'information relative à l'émission d'obligations Samir

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les comptes semestriels consolidés, arrêtés au 30 juin 2007 et au 30 juin 2008, objet de notre examen limité.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les comptes semestriels consolidés, arrêtés au 30 juin 2007 et au 30 juin 2008, objet de l'examen limité précité.

Mohamed HADDOU-BOUAZZA
Price waterhouse
Associé

Mostafa FRAIHA
KPMG
Associé

Price Waterhouse

101, Bd Massira Al Khadra
Casablanca

KPMG

40, Bd d'Anfa
Casablanca

Attestation des commissaires aux comptes sur les informations comptables et financières consolidées contenues dans la note d'information relative à l'émission d'obligations Samir

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse consolidés audités de la Samir.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse consolidés de la Samir tels que audités par nos soins au titre des exercices 2005, 2006 et 2007.

Mohamed HADDOU-BOUAZZA
Price waterhouse
Associé

Mostafa FRAIHA
KPMG
Associé

Price Waterhouse

101, Bd Massira Al Khadra
Casablanca

KPMG

40, Bd d'Anfa
Casablanca

Attestation des commissaires aux comptes sur la situation provisoire du bilan et du compte de produits et de charges consolidés arrêtés au 30 juin 2008

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du bilan et du compte de produits et charges consolidés de la société SAMIR et ses filiales (Groupe SAMIR) au terme du semestre couvrant la période du 1er janvier au 30 juin 2008.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états de synthèse consolidés ne contiennent pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit, et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que le bilan et le compte de produits et de charges consolidés ne donnent pas, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière du Groupe SAMIR au terme du semestre arrêté au 30 juin 2008, ni du résultat de ses opérations pour le semestre clos à cette date, conformément aux principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidées.

Mohamed HADDOU-BOUAZZA
Price waterhouse
Associé

Mostafa FRAIHA
KPMG
Associé

Price Waterhouse	**KPMG**
101, Bd Massira Al Khadra Casablanca	40, Bd d'Anfa Casablanca

Rapport des commissaires aux comptes relatif aux comptes consolidés de l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2007

Nous avons procédé à l'audit des états de synthèse consolidés ci-joints, de la Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage (SAMIR) et de ses filiales (Groupe SAMIR) arrêtés au 31 décembre 2007, lesquels comprennent le bilan consolidé, le compte de produits et charges consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidé, ainsi que l'état des informations complémentaires consolidé, relatifs à l'exercice clos à cette date. La préparation de ces états de synthèse consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de la Société SAMIR. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états de synthèse consolidés sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse consolidés ne contiennent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse consolidés. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale, ainsi que de la présentation générale des états de synthèse consolidés. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

A notre avis, les comptes consolidés, mentionnés au premier paragraphe ci-dessus, du groupe SAMIR pour l'exercice clos le 31 décembre 2007, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ses opérations et des flux de sa trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les situations suivantes :

- comme indiqué dans notre rapport de commissariat aux comptes de la société SAMIR au titre de l'exercice précédent, la Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage (SAMIR) a fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2006 au titre des exercices 2002 à 2005 inclus. A ce titre, nous informons que la SAMIR a signé en date du 4 février 2008 un protocole d'accord avec l'Administration Fiscale pour la résolution définitive et irrévocable de la procédure de ce contrôle, dont l'impact net final sur le résultat de la SAMlR au 31 décembre 2007 est négatif de l'ordre de MAD 297 millions ;
- la SAMIR a procédé durant cet exercice à un changement de méthode d'évaluation des stocks en adoptant la méthode FIFO au lieu de la méthode du coût moyen pondéré. Ce changement, justifié par une harmonisation avec les méthodes d'évaluation adoptées par la société mère de la SAMIR, a eu pour effet d'augmenter la valeur des stocks A la fin de l'exercice de l'ordre de MAD 359 millions. L'impact net de ce changement sur le résultat de l'exercice 2007 est de l'ordre de MAD 271 millions.

Mohamed HADDOU-BOUAZZA	**Mostafa FRAIHA**
Price waterhouse	KPMG
Associé	Associé

Price Waterhouse

101, Bd Massira Al Khadra
Casablanca

KPMG

40, Bd d'Anfa
Casablanca

Attestation des commissaires aux comptes sur la situation provisoire du bilan et du compte de produits et de charges consolidés arrêtés au 30 juin 2007

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du bilan et du compte de produits et charges consolidés de la société SAMIR et ses filiales (Groupe SAMIR) au terme du semestre couvrant la période du 1er janvier au 30 juin 2007.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états de synthèse consolidés ne contiennent pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit, et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

La Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage (SAMIR) a fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2006 au titre des exercices 2002 à 2005 inclus. La Samir a réfuté la totalité des redressements notifiés et s'est pourvue devant la commission locale de taxation. A ce stade, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier l'impact final de ce contrôle.

Sur la base de notre examen limité, et à l'exception de la situation décrite au paragraphe précédent, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que le bilan et le compte de produits et de charges consolidés ne donnent pas, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière du Groupe SAMIR au terme du semestre arrêté au 30 juin 2007, ni du résultat de ses opérations pour le semestre clos à cette date, conformément aux principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidées.

Mohamed HADDOU-BOUAZZA
Price waterhouse
Associé

Mostafa FRAIHA
KPMG
Associé

Price Waterhouse

101, Bd Massira Al Khadra
Casablanca

KPMG

40, Bd d'Anfa
Casablanca

Rapport des commissaires aux comptes relatif aux comptes consolidés de l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2006

Nous avons procédé à l'audit des états de synthèse consolidés ci-joints, de la Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage (SAMIR) et de ses filiales (Groupe SAMIR) arrêtés au 31 décembre 2006, lesquels comprennent le bilan consolidé, le compte de produits et charges consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidé, ainsi que de l'état des informations complémentaires consolidé, relatifs à l'exercice clos à cette date. La préparation de ces états de synthèse consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de la Société SAMIR. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états de synthèse consolidés sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse consolidés ne contiennent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse consolidés. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale, ainsi que de la présentation générale des états de synthèse consolidés. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

La Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage (SAMIR) a fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2006 au titre des exercices 2002 à 2005 inclus. La SAMIR a réfuté la totalité des redressements notifiés. A ce stade et dans la mesure où la procédure de contentieux est toujours en cours, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier l'impact final de ce contrôle.

A notre avis, à l'exception de la situation décrite au troisième paragraphe ci-dessus, les comptes consolidés mentionnés au premier paragraphe ci-dessus, du Groupe SAMIR pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ses opérations et des flux de sa trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous signalons que la SAMIR a procédé durant cet exercice à la constatation d'un profit net d'impôt de l'ordre de DH 152 millions, correspondant notamment à l'apurement de provisions devenues sans objet et de certaines dettes anciennes ainsi qu'à la comptabilisation de charges et produits sur exercices antérieurs.

Mohamed HADDOU-BOUAZZA
Price waterhouse
Associé

Mostafa FRAIHA
KPMG
Associé

Price Waterhouse	KPMG
101, Bd Massira Al Khadra Casablanca	40, Bd d'Anfa Casablanca

Rapport des commissaires aux comptes relatif aux comptes consolidés de l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2005

Nous avons procédé à l'audit du bilan consolidé de la Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage (SAMIR) arrêté au 31 décembre 2005, ainsi que du compte de produits et charges consolidé, du tableau de flux de trésorerie consolidé et de l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à 1' exercice clos à la même date, présentés ci-joint. La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de la société SAMIR. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent que 1'audit soit planifie et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables utilisés et les estimations significatives retenues pour 1'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux d'audit fournissement une base raisonnable à 1' opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les comptes consolidés, mentionnés au premier paragraphe ci-dessus, de la société SAMIR pour l'exercice clos le 31 décembre 2005, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de 1'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ses opérations et des flux de sa trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables décrits dans 1'état des informations complémentaires consolidé.

Mohamed HADDOU-BOUAZZA	**Mostafa FRAIHA**
Price waterhouse	KPMG
Associé	Associé

Price Waterhouse

101, Bd Massira Al Khadra
Casablanca

KPMG

40, Bd d'Anfa
Casablanca

Attestation des commissaires aux comptes sur les informations comptables et financières sociales contenues dans la note d'information relative à l'émission d'obligations Samir

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les comptes semestriels sociaux, arrêtés au 30 juin 2007 et au 30 juin 2008, objet de notre examen limité.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les comptes semestriels sociaux, arrêtés au 30 juin 2007 et au 30 juin 2008, objet de l'examen limité précité.

Mohamed HADDOU-BOUAZZA
Price waterhouse
Associé

Mostafa FRAIHA
KPMG
Associé

Price Waterhouse

101, Bd Massira Al Khadra
Casablanca

KPMG

40, Bd d'Anfa
Casablanca

Attestation des commissaires aux comptes sur les informations comptables et financières sociales contenues dans la note d'information relative à l'émission d'obligations Samir

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse audités de la Samir.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse de la Samir tels que audités par nos soins au titre des exercices 2005, 2006 et 2007.

Mohamed HADDOU-BOUAZZA
Price waterhouse
Associé

Mostafa FRAIHA
KPMG
Associé

Price Waterhouse	**KPMG**
101, Bd Massira Al Khadra Casablanca	40, Bd d'Anfa Casablanca

Attestation des commissaires aux comptes sur la situation provisoire du bilan et du compte de produits et de charges sociaux arrêtés au 30 juin 2008

En exécution de la mission prévue par l'article 17 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du bilan et du compte de produits et charges consolidés de la Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage (SAMIR) couvrant la période du 1er janvier au 30 juin 2008.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession applicables au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits susceptibles d'entacher, de manière significative, la sincérité des informations contenues dans lesdits documents.

Mohamed HADDOU-BOUAZZA	**Mostafa FRAIHA**
Price waterhouse	KPMG
Associé	Associé

Price Waterhouse	KPMG
101, Bd Massira Al Khadra Casablanca	40, Bd d'Anfa Casablanca

Rapport des commissaires aux comptes relatif aux comptes sociaux de l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2007

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 25 avril 2005, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage (SAMIR) au 31 décembre 2007, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et de charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de DH 4 757 435 968 dont un bénéfice net de DH 421 467 304 sont de la responsabilité des organes de direction de la société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage (SAMIR) au 31 décembre 2007 ainsi que le résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les situations suivantes :

- Comme indiqué dans notre rapport de commissariat aux comptes de l'exercice précédent, la Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage (SAMIR) a fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2006 au titre des exercices 2002 à 2005 inclus. A ce titre, nous informons que la SAMIR a signé en date du 4 février 2008 un protocole d'accord avec l'Administration Fiscale pour la résolution définitive et irrévocable de la procédure de ce contrôle, dont l'impact net final sur le résultat de la SAMIR au 31 décembre 2007 est négatif de l'ordre de DH 297 millions ;
- la SAMIR a procédé durant cet exercice à un changement de méthode d'évaluation des stocks en adoptant la méthode FIFO au lieu de la méthode du coût moyen pondéré. Ce changement, justifié par une harmonisation avec les méthodes d'évaluation adoptées par la société mère de la SAMIR, a eu pour effet d'augmenter la valeur des stocks à la fin de l'exercice de l'ordre de DH 359 millions. L'impact net de ce changement sur le résultat de l'exercice 2007 est de l'ordre de DH 271 millions.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Mohamed HADDOU-BOUAZZA
Price waterhouse
Associé

Mostafa FRAIHA
KPMG
Associé

Price Waterhouse

101, Bd Massira Al Khadra
Casablanca

KPMG

40, Bd d'Anfa
Casablanca

Attestation des commissaires aux comptes sur la situation provisoire du bilan et du compte de produits et de charges sociaux arrêtés au 30 juin 2007

En exécution de la mission prévue par l'article 17 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du bilan et du compte de produits et charges consolidés de la Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage (SAMIR) couvrant la période du 1er janvier au 30 juin 2007.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession applicables au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La Société Anonyme de l'Industrie du Raffinage (SAMIR) a fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2006 au titre des exercices 2002 à 2005 inclus. La Samir a réfuté la totalité des redressements notifiés et s'est pourvue devant la commission locale de taxation. A ce stade, et dans la mesure où la procédure de contentieux est toujours en cours, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier l'impact final de ce contrôle.

Sur la base de notre examen limité, et à l'exception de la situation décrite au paragraphe précédent, nous n'avons pas relevé de faits susceptibles d'entacher, de manière significative, la sincérité des informations contenues dans lesdits documents.

Mohamed HADDOU-BOUAZZA
Price waterhouse
Associé

Mostafa FRAIHA
KPMG
Associé

Price Waterhouse	KPMG
101, Bd Massira Al Khadra Casablanca	40, Bd d'Anfa Casablanca

Rapport des commissaires aux comptes relatif aux comptes sociaux de l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2006

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 25 avril 2005, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage (SAMIR) au 31 décembre 2006, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et de charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de DH 4 929 011 295 dont un bénéfice net de DH 435 058 982 sont de la responsabilité des organes de direction de la société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

La Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage (SAMIR) a fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2006 au titre des exercices 2002 à 2005 inclus. La SAMIR a réfuté la totalité des redressements notifiés. A ce stade et dans la mesure où la procédure de contentieux est toujours en cours, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier l'impact final de ce contrôle.

A notre avis, et à l'exception de la situation décrite au paragraphe précédent ci-dessus, les états de synthèse cités au premier paragraphe donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage (SAMIR) au 31 décembre 2006 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésoreries pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous signalons que la SAMIR a procédé durant cet exercice à la constatation d'un profit net d'impôt de l'ordre de DH 152 millions, correspondant notamment à l'apurement de provisions devenues sans objet et de certaines dettes anciennes ainsi qu'à la comptabilisation de charges et produits sur exercices antérieurs.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Mohamed HADDOU-BOUAZZA	**Mostafa FRAIHA**
Price waterhouse	KPMG
Associé	Associé

Price Waterhouse

101, Bd Massira Al Khadra
Casablanca

KPMG

40, Bd d'Anfa
Casablanca

Rapport des commissaires aux comptes relatif aux comptes sociaux de l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2005

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 25 avril 2005, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage (SAMIR) au 31 décembre 2005, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et de charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de DH 5 169 108 741 dont un bénéfice net de DH 753 465 671 sont de la responsabilité des organes de direction de la société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, et à l'exception de la situation décrite au paragraphe précédent ci-dessus, les états de synthèse cités au premier paragraphe donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage (SAMIR) au 31 décembre 2005 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésoreries pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Mohamed HADDOU-BOUAZZA
Price waterhouse
Associé

Mostafa FRAIHA
KPMG
Associé

III. Les conseillers financiers

Identité du conseiller financier

Dénomination ou raison sociale	**Attijari Finances Corp.**
Représentant légal	Majid BENMLIH
Fonction	Directeur Général
Adresse	163, Avenue Hassan II – Casablanca
Numéro de téléphone	(212) 022. 47.64.35/36
Télécopieur	(212) 022. 47.64.32
E-mail	m.benmlih@attijari.ma

Dénomination ou raison sociale	**CDG Capital**
Représentant légal	Abdessamad ISSAMI
Fonction	Directeur Délégué
Adresse	Place Moulay El Hassan – BP 408 Rabat
Numéro de téléphone	(212) 037.66.52.22
Télécopieur	(212) 037.66.52.56
E-mail	issami@cdgcapital.ma

Dénomination ou raison sociale	**Banque Centrale Populaire**
Représentant légal	Mohssine CHERKAOUI
Fonction	Directeur de la Division Banque d'Investissement
Adresse	101, Bd Zerktouni – BP 20100 Casablanca
Numéro de téléphone	(212) 022. 20.25.33
Télécopieur	(212) 022. 48.76.30
E-mail	mcherkaoui@cpm.co.ma

Attestation

La présente note d'information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité conjointe et solidaire. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient.

Ces diligences ont notamment concerné l'analyse de l'environnement économique et financier de la Samir à travers :

- les requêtes d'informations et d'éléments de compréhension recueillis auprès du management de la Samir ;
- l'analyse des comptes sociaux et consolidés, des rapports d'activité des exercices 2005, 2006, 2007 et la lecture des procès verbaux des organes de direction et des assemblées d'actionnaires de la Samir ;
- les principales caractéristiques du métier du raffinage, de la production et de la vente de produits pétroliers.

Nous attestons avoir mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'objectivité de notre analyse et la qualité de la mission pour laquelle nous avons été mandatés.

Majid BENMLIH
Directeur Général
Attijari Finances Corp.

Abdessamad ISSAMI
Directeur Délégué
CDG Capital

Mohssine CHERKAOUI
Directeur de la Division Banque d'Investissement
Banque Centrale Populaire

IV. Le conseiller juridique

Identité du conseiller juridique

Dénomination ou raison sociale	A. Saaïdi Consultants
Représentant légal	Mohamed HDID
Fonction	Associé Gérant
Adresse	4, place Maréchal – Casablanca
Numéro de téléphone	022.27.99.16
Télécopieur :	022.22.10.24
E-mail	m.hdid@saaidi-consultants.com

Attestation

L'opération, objet de la présente note d'information, est conforme aux dispositions statutaires de la Société Anonyme Marocaine de l'Industrie et de Raffinage « Samir » et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés.

Mohamed HDID
Associé Gérant

V. Les responsables de l'information et de la communication financière

Identité du responsable de l'information et de la communication financière

Responsable	M. Rachid BENNOUNA LOURIDI
Fonction	DGA Administration - Finances
Adresse	Route côtière – BP 89-101– Mohammedia
Numéro de téléphone	023.32.59.80
Télécopieur :	023.32.58.44
E-mail	r.bennouna@samir.ma

Partie II PRESENTATION DE L'OPERATION

I. Cadre de l'opération

L'Assemblée Générale Ordinaire, qui s'est tenue en date du 06 juin 2008, dans sa sixième résolution, a autorisé l'émission d'obligations pour un montant global de 1,5 Milliards de dirhams et a donné tous pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet de procéder, dans un délai de cinq ans, à une ou plusieurs émissions de ces obligations et d'en arrêter les modalités et les caractéristiques.

Ainsi, le Conseil d'Administration en date du 12 juin 2008, a approuvé la négociation, la signature et l'exécution de l'emprunt obligataire d'un montant de 1,5 milliards de dirhams et a donné pleins pouvoirs à M. Jamal BA-AMER, Directeur Général, ou toute personne déléguée par lui, de négocier, au nom de la société, les termes et conditions relatifs à la mise en place de cette opération.

Le même conseil d'Administration tenu en date du 2 décembre 2008, après avoir pris connaissance des explications qui lui ont été fournies au sujet du montant de l'emprunt obligataire à émettre et particulièrement la nécessité de procéder à l'émission de cet emprunt en plusieurs tranches pour profiter au maximum des conditions de marché et tenir compte de la liquidité disponible, a décidé de fractionner le montant total de 1,5 milliards de dirhams en plusieurs tranches.

A cet effet, le conseil d'administration a décidé de procéder aux émissions ci-après :

- une première émission d'un montant de 800 millions de dirhams dans un horizon maximum de 3 mois ;
- une ou plusieurs émissions pour un montant total de 700 millions de dirhams aux dates fixées par le Directeur Général auquel tous pouvoirs sont conférés à cet effet.

Ce même Conseil a donné pleins pouvoirs à M. Jamal BA-AMER, de fixer les conditions, modalités et délais de l'emprunt de 800 millions de dirhams et de signer tous documents nécessaires à ce titre.

Le Directeur Général, en vertu des pouvoirs qui lui ont été accordés par le Conseil d'Administration, tenu en date du 2 décembre 2008, a décidé, en date du 8 décembre 2008, de répartir le montant de la présente opération en deux tranches et d'en définir les caractéristiques.

II. Objectifs de l'opération

L'émission obligataire, objet de la présente note d'information, a pour objectif de contribuer au financement d'une partie du dépassement du budget d'investissement pour la modernisation de la raffinerie de Mohammedia. En effet, ce budget qui était initialement estimé à 7 140 Mdh, a été dépassé de près de 2 000 Mdh, en raison :

- de l'augmentation du coût de construction suite à l'augmentation des quantités de matériaux et du nombre d'équipements (Nouveaux équipements introduits pendant la phase d'ingénierie de détail), ainsi qu'au renchérissement de l'euro. Il est à noter que le budget d'achat de matériels initial a été élaboré en 2006 ;
- des coûts associés à l'extension du planning de construction, lié au retard accusé sur la livraison de matériels ;
- et des coûts associés à l'accélération des travaux.

Ce dépassement dans le budget d'investissement sera financé :

- d'une part, par un emprunt bancaire de 1 200 Mdh. A ce jour, la société a entamé les négociations en vue de l'obtention du prêt ;
- et d'autre part, par l'émission obligataire, objet de la présente note d'information, portant sur un montant de 800 Mdh.

Par ailleurs, cet emprunt contribuera à:

- reconfigurer la raffinerie conformément aux attentes du marché ;
- répondre au principe d'« ecologically friendly » et par conséquent, à appliquer les standards internationaux de respect pour l'environnement ;
- être compétitif dans un marché ouvert.

III. Structure de l'offre

L'émission obligataire SAMIR porte sur 8 000 obligations d'une valeur nominale de 100.000 dirhams, soit un montant global de 800 Mdh, réparti comme suit :

- une tranche A, cotée à la Bourse de Casablanca, d'un montant plafonné à 800 Mdh ;
- une tranche B, non cotée à la Bourse de Casablanca, d'un montant plafonné à 800 Mdh .

Le montant total adjugé sur les deux tranches ne devra en aucun cas dépasser 800 Mdh autorisé par le Conseil d'Administration du 2 décembre 2008.

IV. Renseignements relatifs aux titres à émettre

Tranche A

Nature des titres	Obligations cotées à la Bourse de Casablanca, entièrement dématérialisées par inscription au Dépositaire Central (MAROCLEAR) et inscrites en compte auprès des affiliés habilités.
Forme juridique	Obligations au porteur.
Plafond de la tranche A	800 000 000 Dh.
Nombre maximum de titres à émettre	8 000 obligations.
Valeur nominale	100 000 Dh.
Prix d'émission	100%, soit 100 000 Dh
Maturité	7 ans.
Période de souscription	Du 25 décembre 2008 au 26 décembre inclus.
Date de jouissance	31 décembre 2008.
Date d'échéance	31 décembre 2015.
Procédure de 1ère cotation	Cotation directe conformément aux articles 1.2.6 et 1.2.22 du Règlement Général de la Bourse des Valeurs.
Taux d'intérêt facial	5,90%. Le taux d'intérêt nominal est déterminé par référence à l'interpolation linéaire sur 7 ans (soit 4,4%) de la valeur de marché des bonds du Trésor 5 ans interpolée par la courbe secondaire des bonds du Trésor 5 ans (4,26%) et la valeur de marché des bonds du Trésor 10 ans interpolée par la courbe secondaire des bonds du Trésor 10 ans (soit 4,59%) au 04/12/2008. Le taux d'intérêt nominal correspond au taux de référence (soit 4,4%) majoré d'une prime de risque de 150 pbs.
Prime de risque	150 points de base.
Négociabilité des titres	Les titres de la tranche A seront librement négociables à la Bourse de Casablanca. Aucune restriction ne sera imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité de ces obligations.

Paiement du coupon	Les coupons seront servis annuellement à chaque date anniversaire de la date de jouissance ou le 1er jour ouvrable suivant cette date si celle-ci n'est pas ouvrable.
Remboursement du principal	Le remboursement du principal des obligations émises par la Samir sera effectué infine, soit à l'échéance de l'emprunt.
Remboursement anticipé	La Samir s'interdit de procéder au remboursement anticipé des obligations objet de la présente émission. Toutefois, la Samir se réserve la faculté de procéder à des rachats d'obligations sur le marché secondaire, à condition que les dispositions légales et réglementaires le permettent, ces rachats étant sans conséquences pour un souscripteur qui désirerait garder ses titres jusqu'à l'échéance normale et sans incidence sur le calendrier de l'amortissement normal. Les obligations ainsi rachetées seront annulées.
Clause d'assimilation	Les obligations émises par la Samir ne font l'objet d'aucune assimilation aux titres d'une émission antérieure. Dans le cas où la Samir émettrait ultérieurement de nouvelles obligations jouissant à tous égards de droits identiques à ceux des obligations de la Tranche A, la Samir pourra, sans requérir le consentement des porteurs des obligations anciennes, à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives unifiant ainsi les opérations relatives à leur service financier et à leur négociation.
Rang/Subordination	Les Obligations émises par la Samir et leurs intérêts constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang entre eux et toutes les autres dettes chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.
Représentation des obligataires	En attendant la tenue de l'Assemblée Générale des Obligataires, le Conseil d'Administration de la Samir procédera dès l'ouverture de la souscription, à la désignation d'un mandataire provisoire parmi les personnes habilitées à exercer les fonctions d'agent d'affaires. L'identité de ladite personne sera portée à la connaissance du public par voie de communiqué de presse le 25 décembre 2008, au plus tard. Etant précisé que le mandataire provisoire nommé est identique pour la Tranche A et B de l'Emprunt, lesquelles seront regroupées dans une seule et même masse.
Garantie	Les obligations émises par la Samir ne font l'objet d'aucune garantie.
Notation	Les obligations émises par la Samir n'ont pas fait l'objet d'une demande de notation.
Droit applicable	Droit marocain.
Juridiction compétente	Tribunal de Commerce de Mohammedia.

Tranche B

Nature des titres	Obligations, non cotées à la Bourse de Casablanca, entièrement dématérialisées par inscription au Dépositaire Central (MAROCLEAR) et inscrites en compte auprès des affiliés habilités.
Forme juridique	Obligations au porteur.
Plafond de la tranche	800 000 000 Dh.
Nombre maximum de titres à émettre	8 000 obligations.
Valeur nominale	100 000 Dh.
Prix d'émission	100%.

Maturité	7ans.
Période de souscription	Du 25 décembre 2008 au 26 décembre inclus.
Date de jouissance	31 décembre 2008.
Date d'échéance	31 décembre 2015.
Taux d'intérêt facial	5,90%. Le taux d'intérêt nominal est déterminé par référence à l'interpolation linéaire sur 7 ans (soit 4,4%) de la valeur de marché des bonds du Trésor 5 ans interpolée par la courbe secondaire des bonds du Trésor 5 ans (4,26%) et la valeur de marché des bonds du Trésor 10 ans interpolée par la courbe secondaire des bonds du Trésor 10 ans (soit 4,59%) au 04/12/2008. Le taux d'intérêt nominal correspond au taux de référence (soit 4,4%) majoré d'une prime de risque de 150 pbs.
Prime de risque	150 points de base.
Négociabilité des titres	Aucune restriction ne sera imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité de ces obligations.
Paiement du coupon	Les coupons seront servis annuellement à chaque date anniversaire de la date de jouissance ou le 1er jour ouvrable suivant cette date si celle-ci n'est pas ouvrable.
Remboursement du principal	Le remboursement du principal des obligations émises par la Samir sera effectué infine, soit à l'échéance de l'emprunt.
Remboursement anticipé	La Samir s'interdit de procéder au remboursement anticipé des obligations objet de la présente émission. Toutefois, la Samir se réserve la faculté de procéder à des rachats d'obligations sur le marché secondaire, à condition que les dispositions légales et réglementaires le permettent, ces rachats étant sans conséquences pour un souscripteur qui désirerait garder ses titres jusqu'à l'échéance normale et sans incidence sur le calendrier de l'amortissement normal. Les obligations ainsi rachetées seront annulées.
Clause d'assimilation	Les obligations émises par la Samir ne font l'objet d'aucune assimilation aux titres d'une émission antérieure. Dans le cas où la Samir émettrait ultérieurement de nouvelles obligations jouissant à tous égards de droits identiques à ceux des obligations de la Tranche B, la Samir pourra, sans requérir le consentement des porteurs des obligations anciennes, à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives unifiant ainsi les opérations relatives à leur service financier et à leur négociation.
Rang/Subordination	Les Obligations émises par la Samir et leurs intérêts constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang entre eux et toutes les autres dettes chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.
Représentation des obligataires	En attendant la tenue de l'Assemblée Générale des Obligataires, le Conseil d'Administration de la Samir, procédera, dès l'ouverture de la souscription, à la désignation d'un mandataire provisoire parmi les personnes habilitées à exercer les fonctions d'agent d'affaires. L'identité de ladite personne sera portée à la connaissance du public par voie de communiqué de presse le 25 décembre 2008 au plus tard.
Garantie	La présente émission ne fait l'objet d'aucune garantie.
Notation	La présente émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation.

Droit applicable	Droit marocain.
Juridiction compétente	Tribunal de Commerce de Mohammedia.

V. Cotation en bourse

Les obligations émises dans le cadre de la Tranche A de l'emprunt, seront admises aux négociations sur le compartiment obligataire de la Bourse de Casablanca.

Date d'introduction et de cotation prévue	31 décembre 2008
Code	990122
Ticker	OB122
Procédure de première cotation	Cotation directe
Etablissement chargé de l'enregistrement de l'opération à la Bourse de Casablanca	Attijari Intermédiation, 163, boulevard Hassan II - Casablanca
Etablissement centralisateur	Attijariwafa bank, 2, boulevard Moulay Youssef - Casablanca

VI. Calendrier de l'opération

Ordre	Etapes	Dates
1	Réception par la Bourse de Casablanca du dossier complet de l'opération	17 décembre 2008
2	Emission par la Bourse de Casablanca de l'avis d'approbation	18 décembre 2008
3	Réception par la Bourse de Casablanca de la Note d'information visée par le CDVM	18 décembre 2008
4	Publication de l'avis d'introduction des obligations émises dans le cadre de l'Emprunt A au bulletin de la cote	19 décembre 2008
5	Publication de l'extrait de la note d'information dans un journal d'annonces légales	22 décembre 2008
6	Ouverture de la période de souscription	25 décembre 2008
7	Clôture de la période de souscription	26 décembre 2008
8	Réception par la Bourse de Casablanca des résultats de l'opération	26 décembre 2008
9	Cotation des obligations Annonce des résultats de l'opération au bulletin de la cote Enregistrement des transactions en bourse Règlement Livraison (LCP)	31 décembre 2008
10	Publication des résultats de l'opération dans un journal d'annonces légales	2 janvier 2009

VII. Syndicat de placement – intermédiaires financiers

Type d'intermédiaires financiers	Nom et adresse
Conseillers Financiers	**ATTIJARI FINANCES CORP** 163, Boulevard Hassan II, 20 000, Casablanca **CDG CAPITAL** Place Moulay El Hassan – BP 408, Rabat **BANQUE CENTRALE POPULAIRE** 101 boulevard Mohamed Zerktouni, Casablanca
Coordinateur global	**ATTIJARI FINANCE CORP**
Chef de File du Syndicat de Placement	**ATTIJARIWAFA BANK** 2, Boulevard Moulay Youssef, Casablanca
Membres du Syndicat de placement	**CDG CAPITAL** **BANQUE CENTRALE POPULAIRE**
Établissement Centralisateur	**ATTIJARIWAFA BANK**
Etablissement assurant le service financier de l'émetteur	**ATTIJARIWAFA BANK**
Etablissements garantissant la bonne fin de l'opération	**CDG CAPITAL**
Etablissement chargé de l'enregistrement de l'opération à la Bourse de Casablanca	**ATTIJARI INTERMEDIATION** 163, Boulevard Hassan II, 20 000, Casablanca

VIII. Garantie de bonne fin

CDG CAPITAL, en accord avec SAMIR, s'engage à assurer une garantie de bonne fin de l'emprunt objet de la présente note d'information. A ce titre, elle s'engage irrévocablement et inconditionnellement à souscrire les obligations non placées à hauteur d'un montant de 600 Mdh au terme de la période de souscription comme le montre le tableau ci-dessous, et ce au plus tard à la date de clôture des souscriptions.

Etablissement	Nombre de titres	Montant (dh)	En % de l'émission
CDG CAPITAL	6 000	600.000.000	75%
TOTAL	**6 000**	**600.000.000**	**75%**

Conformément à l'article 3.3 de la circulaire du CDVM n° 06-06 relative au placement des titres admis à la Bourse des Valeurs, CDG Capital s'engage à faire ses meilleurs efforts pour céder les titres acquis dans le cadre de la garantie de bonne fin sur le marché secondaire dans un délai maximum d'un an à compter de la clôture de l'opération.

IX. Modalités de souscription des titres

IX.1. Période de souscription

La période de souscription à la présente émission débutera le 25 décembre 2008 et sera clôturée le 26 décembre 2008 inclus.

IX.2. Souscripteurs

La souscription primaire des obligations, objet de la présente note d'information, est réservée aux personnes morales marocaines résidentes telles que définis ci-après :

- les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) régis par le Dahir portant loi n°1-93-213 du rabii II 1414 (21 septembre 1993) relatif aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières, sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
- les compagnies financières visées à l'article 14 du Dahir n°1-05-178 du 14 février 2006 portant promulgation de la loi n°34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
- les établissements de crédit visés à l'article premier du Dahir n°1-05-178 précité, sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
- les entreprises d'assurance et de réassurance agréées, sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
- la Caisse de Dépôt et de Gestion, sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui la régissent ;
- les organismes de retraite et de pension sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent.

Les souscriptions sont toutes en numéraire, quelle que soit la catégorie de souscripteurs.

IX.3. Identification des souscripteurs

Les membres du syndicat de placement doivent s'assurer de l'appartenance du souscripteur à l'une des catégories définies ci-dessus. A cet effet, ils doivent obtenir copie du document qui l'atteste et le joindre au bulletin de souscription.

Catégorie de souscripteur	Document à joindre
Personnes morales marocaines	Photocopie du modèle d'inscription au Registre de Commerce comportant l'objet social qui fait apparaître son appartenance à la catégorie
OPCVM	Photocopie de la décision d'agrément : - Pour les fonds communs de placement (FCP), le numéro du certificat de dépôt au greffe du tribunal ; - Pour les SICAV, le numéro du registre de commerce

IX.4. Modalités de souscription

Les souscripteurs peuvent formuler une ou plusieurs demandes de souscription en spécifiant le nombre de titres demandé et la nature de la tranche souhaitée.

Les souscriptions sont cumulatives quotidiennement, par chaque membre du syndicat de placement, par investisseur et par tranche.

Il n'est pas institué de plancher ou de plafond de souscription au titre de cette émission obligataire.

Chaque souscripteur a la possibilité de soumissionner pour l'emprunt coté et/ou non coté.

Les membres du syndicat de placement sont tenus de recueillir les ordres de souscription auprès des investisseurs à l'aide de bulletins de souscription, fermes et irrévocables, dûment remplis et signés par les souscripteurs, selon le modèle joint en Annexe.

Par ailleurs, les membres du syndicat de placement s'engagent à ne pas accepter de souscription collectée par une autre entité.

Tout bulletin de souscription doit être signé du souscripteur ou son mandataire et transmis au membre du syndicat de placement. Toutes les souscriptions se feront en numéraire et doivent être exprimées en nombre de titres.

X. Modalités de traitement des ordres et d'allocation

X.1. Modalités de centralisation des ordres

Chaque membre du Syndicat de Placement devra remettre à l'Etablissement Centralisateur, sous pli fermé, au plus tard le 26 décembre 2008 à 16 heures, l'état récapitulatif, définitif, détaillé et consolidé, des souscriptions qu'il aura reçues.

Il sera alors procédé, le 26 décembre, au siège de l'Etablissement Centralisateur, en présence d'un représentant de chaque Membre du Syndicat de Placement, à :

- la consolidation de l'ensemble des souscriptions ; et
- l'allocation selon la méthode définie ci-après (cf. X.2 Modalités d'allocation) ;
- l'annulation des demandes ne satisfaisant pas les conditions de souscription susmentionnées.

A l'issue de la réunion d'allocation, à laquelle assisteront les représentants dûment désignés par chacun des membres du Syndicat de Placement, l'Emetteur et le Chef de File, un procès-verbal d'allocation (détaillé par catégorie de souscripteur, par tranche et par membre du Syndicat de Placement) sera établi par le Chef de File. L'allocation sera déclarée et reconnue « définitive et irrévocable » par le Chef de File, l'Emetteur, les membres du Syndicat de Placement dès la signature par les Parties dudit procès-verbal.

X.2. Modalités d'allocation

L'allocation des obligations SAMIR sera effectuée à un taux unique à la fin de la période de souscription, selon les souscriptions présentées par les différents Membres du Syndicat de Placement et consolidés chez l'établissement centralisateur.

- Si les deux tranches sont souscrites à hauteur du plafond autorisé (800 Mdh), les souscripteurs seront servis au même taux à hauteur des montants demandés ;
- si le montant souscrit est supérieur au montant global de l'Emprunt, l'allocation des titres se fera au prorata, sur la base d'un taux d'allocation déterminé par le rapport :

  « Quantité offerte / Quantité demandée »

  Si le nombre de titres à répartir, en fonction de la règle du prorata déterminée ci-dessus, n'est pas un nombre entier, le nombre de titres sera arrondi à l'unité inférieure. Les rompus seront alloués par pallier d'une obligation par souscripteur avec priorité aux demandes les plus fortes.
- Si le montant de l'opération n'est pas entièrement souscrit, les souscriptions seront réputées non avenues, et ce conformément à l'article 298 de la loi 17-95 sur la Société Anonyme tel que modifiée et complétée par la loi 20-05.

X.3. Modalités d'annulation des souscriptions

En cas d'échec de l'émission obligataire, les souscriptions seront annulées.

Par ailleurs, toute souscription qui ne respecte pas les conditions contenues dans la présente note d'information ou la convention de placement sera annulée par le chef de file.

XI. Modalités de règlement et de livraison des titres

XI.1. Règlement et livraison des titres

Le règlement des souscriptions se fera à la date de jouissance, le 31 décembre 2008, par transmission des ordres de livraison contre paiement (LCP) par les dépositaires des souscripteurs auprès de MAROCLEAR. Les titres sont payables au comptant, en un seul versement et inscrits aux noms des souscripteurs le 31 décembre 2008.

XI.2. Résultats de l'opération

Les résultats de l'opération seront publiés, par la Bourse de Casablanca, au bulletin de la cote le 31 décembre 2008, pour la Tranche A cotée, ainsi que, par le chef de file, dans un journal d'annonces légales, le 2 janvier pour les 2 tranches.

XI.3. Date prévue pour l'inscription en compte des titres

Attijariwafa bank se charge de l'inscription en compte des titres au nom des acquéreurs et ce, le 31 décembre 2008.

XI.4. Domiciliation de l'émission

Attijariwafa bank est désigné en tant que domiciliataire de l'opération, chargée de représenter la Samir auprès du dépositaire central et d'exécuter pour son compte toutes opérations inhérentes aux titres émis dans le cadre de l'émission objet de la présente note d'information.

XII. Régime fiscal des obligations à émettre

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le régime fiscal marocain est présenté ci-dessous à titre indicatif et ne constitue pas l'exhaustivité des situations fiscales applicables à chaque investisseur.

Ainsi, les personnes morales désireuses de participer à la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier. Sous réserve de modifications légales ou réglementaires, le régime actuellement en vigueur est le suivant :

XII.1. Revenus

Investisseur	Situations fiscales
Personnes résidentes	Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à une retenue à la source de 20%, imputable sur le montant des acomptes provisionnels et éventuellement sur le reliquat de l'IS de l'exercice au cours duquel la retenue a été opérée. Dans ce cas, les bénéficiaires doivent, lors de l'encaissement desdits produits, décliner : - la raison sociale et l'adresse du siège social ou du principal établissement ; et - le numéro du Registre du Commerce et celui de l'article d'imposition à l'IS.

XII.2. Plus values

Investisseur	Situations fiscales
Personnes morales résidentes	Elles sont imposables sur les profits de cession d'obligations conformément aux dispositions prévues dans la loi n°24-86 instituant un impôt sur les sociétés ou dans la loi n°17-89 instituant un Impôt sur le Revenu.

XIII. Charges relatives à l'opération

Les frais de l'opération à la charge de l'émetteur sont de l'ordre de 0,4% du montant de l'opération. Ils comprennent notamment les charges suivantes :

(i) Les frais légaux ;
(ii) Le conseil financier ;
(iii) Le conseil juridique ;
(iv) La communication ;
(v) La commission relative au visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières ;
(vi) Le placement ;
(vii) La garantie de bonne fin ;
(viii) La centralisation de l'émission ; et
(ix) La commission d'admission à la Bourse de Casablanca pour la tranche cotée.

Partie III PRESENTATION GENERALE DE LA SAMIR

I. Présentation Générale de la Samir

I.1. Renseignements à caractère général

Dénomination sociale	Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage (Samir S.A.)
Siège social	Route côtière-Mohammedia BP 89-101, Mohammedia
Numéros de téléphone et de télécopie	(212) 023 32 74 80 (212) 023 31 29 54
Site Internet **Adresse électronique**	www.samir.ma dg@samir.ma
Forme juridique	Société anonyme à Conseil d'Administration régie par les dispositions de la loi n°17/95 relative aux sociétés anonymes promulguée par la loi 20-05 du 23 mai 2008
Date de constitution	1er janvier 1959
Date d'introduction en bourse	19 mars 1996
Durée de vie	99 ans
Numéro du RC	Mohammedia 91
Exercice social	Du 1er janvier au 31 décembre
Objet social	Conformément à l'article 4 des statuts de la Samir, la société a pour objet, tant au Maroc qu'à l'étranger : ▪ Le raffinage du pétrole brut, l'industrie de transformation des dérivés du pétrole et d'une façon générale, toutes activités relevant de l'industrie pétrolière destinées à satisfaire en priorité les besoins intérieurs du marché marocain, ainsi que toutes les opérations commerciales d'importation, exportation, admission temporaire ou autres, liées directement ou indirectement au raffinage et opérations prévues ci dessus ; ▪ Le forage et tous travaux ayant trait à la recherche ou à l'exploitation des gisements pétroliers ; ▪ L'emplissage et la distribution des gaz liquéfiés ; ▪ La vente ex raffinerie, la distribution des produits finis obtenus tels que définis ci dessus et la vente des sous-produits de raffinage ainsi que l'exportation du surplus des produits ; ▪ La fabrication, l'achat, la vente ferme ou à la commission, l'importation et l'exportation, la consignation et le commerce en général de toutes matières denrées, produits finis ou semis finis, objets et marchandises diverses ; ▪ La conservation, le magasinage et l'entrepôt de tous produits et matières ; ▪ La représentation de toutes fabriques, usines et maisons de commerce.
Capital social au 15/11/2008	1 189 966 500 dirhams composé de 11 899 665 actions d'une valeur nominale de 100 Dh, toutes de même catégorie
Documents juridiques	Les statuts, procès verbaux des assemblées générales, les rapports des commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège social de la

	Samir
Régime fiscal applicable à la Samir	La Samir est assujettie à l'Impôt sur les Sociétés et à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) au taux normal.
Tribunal compétent en cas de litige	Tribunal de 1ère instance de Mohammedia
Liste des textes législatifs applicables à la Samir	De par sa forme juridique, la société Samir S.A. est régie par le droit marocain et la loi n° 17-95 promulguée par le Dahir n° 1-96-124 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes modifiée et complétée par le Dahir n° 1-08-18 du 23 mai 2008 portant promulgation de la loi n° 20-05. De par sa cotation à la Bourse de Casablanca, elle est soumise à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives au marché financier et notamment : ▪ le Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété par la loi n° 23-01, la loi 36-05 et la loi n° 44-06 ; ▪ le Dahir portant loi n° 1-93-211 du 21 septembre 1993 relative à la Bourse de Casablanca (modifié et complété par les lois n° 34-96, 29-00 et 52-01) ; ▪ le Dahir portant loi n° 1-96-246 du 9 janvier 1997 portant promulgation de la loi n° 35-96 relative à la création d'un dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs (modifié par la loi n° 43-02) ; ▪ le règlement général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 932-98 du 16 avril 1998 et amendé par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n° 1961-01 du 30 octobre 2001 ; ▪ le règlement général de la Bourse de Casablanca approuvé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 499-98 du 27 juillet 1998 et amendé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n° 1960-01 du 30 octobre 2001. Celui-ci a été modifié par l'amendement de juin 2004 entré en vigueur en novembre 2004 ainsi que par l'arrêté n° 1268-08 du 7 juillet 2008 ; ▪ le règlement général du CDVM approuvé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 822-08 du 14 avril 2008 ; ▪ le Dahir n° 1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la loi n° 26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier marocain. De par son activité, la société est régie par les dispositions légales et réglementaires suivantes : ▪ l'arrêté du Ministre de l'Energie et des Mines n° 1546-07 du 3 août 2007 relatif aux caractéristiques des grands produits pétroliers ; ▪ le code des hydrocarbures notamment la loi n° 21-90 du 1er avril 1992, modifiée par la loi n° 27-99 du 15 février 2000 et le décret d'application du 3 novembre 1993 et complété par le décret du 16 mars 2000 ; ▪ les dispositions du Dahir du 25 août 1914 portant réglementation des établissements insalubres, incommodes ou dangereux ; ▪ les dispositions du Dahir portant loi du n° 1-72-255 du 22 février 1973 sur l'importation, l'exportation, le raffinage, la reprise en raffinerie et en centre emplisseur le stockage et la distribution des

hydrocarbures, tel qu'il a été modifié ou complété par le dahir n° 1-95-141 portant loi n° 4-95 du 4 Août 1995 ;

- la loi n° 009-71 du 12 octobre 1971 relative aux stocks de sécurité ;
- le Dahir n° 1-95-154 du 16 août 1995 portant promulgation de la loi n° 10-95 sur l'eau ;
- le Dahir du 25 juillet 1969 relatif à la défense et à la restauration des sols ;
- la loi n° 11-03 relative à la protection et à la mise en valeur de l'environnement ;
- la loi n° 12-03 relative aux études d'impact sur l'environnement ;
- la loi n° 13-03 relative à la lutte contre la pollution de l'air ;
- la loi n° 28-00 datée du 7 décembre 2006 relative à la gestion des déchets et à leur élimination.

I.2. Renseignements sur le capital de la Samir

I.2.1. Renseignements à caractère général

Situation actuelle au 30/09/2008

Au 30 septembre 2008, le capital social de la Samir s'établit à 1 189 966 500 dirhams réparti en 11 899 665 actions d'une valeur nominale de 100 dirhams chacune.

Evolution du capital social

Année	Capital initial (En Kdh)	Nature de l'opération	Nominal (Dhs)	Montant de l'opération[1] (Kdh)	Nombre d'actions créées (+) ou annulées (-)	Capital final (En Kdh)
1959		Création de la société	100	35 000	+350 000	35 000
1975	35 000	Augmentation du capital en numéraire	100	28 000	+280 000	63 000
1977	63 000	Augmentation du capital en numéraire	100	300 000	+3 000 000	363 000
1980	363 000	Augmentation du capital en numéraire	100	200 000	+2 000 000	563 000
1986	563 000	Augmentation du capital en numéraire	100	250 000	+2 500 000	813 000
1996	813 000	Réduction du nominal	50		+8 130 000	813 000
1996	813 000	Augmentation du capital par incorporation de réserves	50	219 075	+4 381 500	1 032 075
1998	1 032 075	Augmentation du nominal par regroupement	100		- 5 160 375	1 032 075
1999	1 032 075	Fusion Samir-SCP	100	157 892	+1 578 915	1 189 967
2001	1 189 967	Augmentation de capital par apport en nature réservée à la société SOMEPI	100	46 620	+466 200	1 236 587
2003	1 236 587	Réduction de capital	100	46 620	-466 200	1 189 967

Source : Samir

Le capital social de la Samir a connu plusieurs évolutions dont les plus marquantes sont :

[1] Montant de l'opération hors prime d'émission

- 5 augmentations de capital successives de 1959 à 1996, portant, au total, sur un montant global de 997 Mdh selon des modalités diverses (augmentation de capital en numéraire ou par incorporation de réserves) ;
- une opération de fusion absorption de la SCP, en 1999, donnant lieu à la création de 1 578 915 actions nouvelles ;
- une augmentation de capital par apport en nature réservée à la société SOMEPI lors de l'acquisition de Somirgy par le groupe Samir. L'augmentation de capital, intervenue en 2001, s'est traduite par la création de 466 200 actions et a porté sur un montant de 46,6 Mdh ;
- une opération de réduction de capital menée en 2003 par annulation de titres pour un montant correspondant à l'augmentation de capital opérée en 2001, soit 46,6 Mdh.

I.2.2. Pacte d'actionnaires

Il n'existe aucun pacte d'actionnaires agissant de concert pour le contrôle de la société.

I.2.3. Évolution de la structure de l'actionnariat

L'évolution de la structure du capital social de la Samir au terme des exercices 2005, 2006 et 2007 se présente comme suit :

	31/12/2005		31/12/2006		31/12/2007	
	Nombre de titres	% du capital et droits de vote	Nombre de titres	% du capital et droits de vote	Nombre de titres	% du capital et droits de vote
Corral Morocco Holding AB	8 004 699	67,27%	8 004 699	67,27%	8 004 699	67,27%
Groupe Holmarcom	838 009	7,04%	750 174	6,30%	693 064	5,82%
Flottant en bourse	3 056 957	25,69%	3 144 792	26,43%	3 201 902	26,91%
Total	**11 899 665**	**100,00%**	**11 899 665**	**100,00%**	**11 899 665**	**100,00%**

Source : Samir

L'évolution majeure qu'a enregistré l'actionnariat de la Samir est le transfert du contrôle de 67,27% de la Samir de Corral Petroleum Holdings AB à la société Corral Morocco Holding AB intervenu en juillet 2005. Le changement d'actionnariat entre les deux sociétés sœurs, faisant partie du groupe Corral, obéit uniquement à une logique de gestion du portefeuille de participations au niveau de la maison mère.

I.2.4. Structure de l'actionnariat

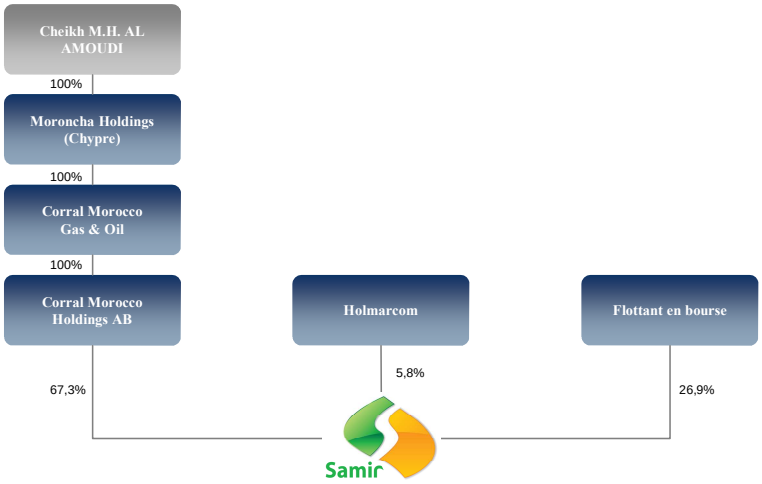
La répartition du capital social de la Samir au 15 décembre 2008 se présente comme suit :

	Nombre de titres	% du capital et droits de vote
Corral Morocco Holding AB	8 004 699	67,27%
Groupe Holmarcom	694 065	5,83%
Flottant en bourse	3 200 901	26,90%
Total	**11 899 665**	**100,00%**

Source : Samir

Le schéma suivant présente les principaux actionnaires :

Actionnariat de la Samir au 15/12/20008



Source : Samir

Corral Morocco Holdings AB contrôle 67% des actions et des droits de vote de la Samir.

Jusqu'en février 2006, Corral Morocco Holdings AB était filiale de Corral Petroleum Holdings AB, une société de droit suédois, intervenant majeur dans le secteur du raffinage grâce notamment à sa filiale Preem Petroleum, premier raffineur suédois.

En février 2006, Corral Petroleum Holdings AB a procédé à la vente de la totalité des actions détenues dans Corral Morocco Holdings AB, au profit de Corral Morocco Gas and Oil AB, contrôlée elle-même par la société Moroncha Holdings Co. Limited détenu à 100% par le Cheikh Mohammed Hussein Al-Amoudi.

Par ailleurs, 5,8% du capital et des droits de vote de la Samir sont détenus par le groupe Holmarcom présidé par Mohamed Hassan BENSALAH. Ce dernier est également administrateur de la Samir.

I.2.5. Renseignements relatifs aux actionnaires

Corral Morocco Holdings AB

Activité	Exploration, raffinerie et distribution pétrolière
Chiffre d'affaires en 2007 – Mdh	-
Résultat net en 2007 – Mdh	119,3
Situation nette en 2007 – Mdh	25,3
Actionnariat au 31 mai 2007:	100% : Corral Morocco Gas & Oil

La Samir est une filiale à 67% de Corral Morocco Holding AB, société de droit suédois, affiliée au groupe Corral dont le capital est détenu majoritairement à Sheikh Mohammed Hussein Al Amoudi.

Groupe Holmarcom

Activité	Holding de participations
Chiffre d'affaires en 2007 – Mdh	49,1
Résultat net en 2007 – Mdh	509,1
Situation nette en 2007 – Mdh	1 181,3
Actionnariat au 31 décembre 2007:	29,4% : Succession M. Abdelkader BENSALAH 29,81% : SOCHEPAR 25,4% : M. Mohamed Hassan BENSALAH

Le groupe Holmarcom, détenteur d'une participation de 5,8% dans le capital de la Samir, dispose d'un actionnariat composé majoritairement de membres de la famille BENSALAH.

I.3. Nantissement d'actifs

Les différents actifs nantis sont :

	Bénéficiaire	Montant	Commentaire	Date d'effet
Nantissement de matériel / équipement	Consortium bancaire[2]	2 milliards de Dh	Contrat de prêt pour le financement du Projet Upgrade	20/09/2007
Nantissement de fonds de commerce	Consortium bancaire	300 millions de Dh	Contrat de prêt pour le financement du Projet Upgrade	18/12/2006
Nantissement du solde de comptes bancaires	Consortium bancaire	N.d.	Contrat de prêt pour le financement du Projet Upgrade	N.d.
Nantissement des titres de placement	Consortium bancaire	N.d.	Contrat de prêt pour le financement du Projet Upgrade	N.d.
Hypothèque sur les biens immobiliers	Consortium bancaire	2,5 milliards de Dh	Contrat de prêt pour le financement du Projet Upgrade	10/11/2006
Nantissement d'outillage et de matériel d'équipement	Crédit du Maroc	352 millions Dh	Contrat d'ouverture de crédit à terme	29/03/2006

Source : Tribunal de 1ère instance de Mohammedia - Contrat de financement de la Centrale de Cogénération

Par ailleurs, au titre du prêt financé par Calyon dans le cadre de la mise en place de la centrale de cogénération, la Samir affecte, en nantissement de 1er rang au profit de Calyon, le matériel et les équipements à acquérir dans le cadre du projet et entièrement financés par le produit du crédit.

I.4. Nantissement des actions Samir

En date du 11 septembre 2008, une convention de prêt de 325 millions USD a été conclue entre Corral Morocco Holdings AB, actionnaire à hauteur de 67,27% de la Samir et Standard Bank PLC. Dans le cadre de ce contrat, Corral Morocco Holdings AB s'est engagée à accorder un nantissement de premier rang en faveur de Standard Bank la totalité des 8 004 679 actions Samir

[2] Consortium composé de Attijariwafa bank, Banque Centrale Populaire, CDG Capital, Crédit du Maroc, Arab Bank, BMCI et Crédit Agricole du Maroc.

qu'elle détient. Ainsi, la Banque Centrale Populaire (BCP) a été désignée comme agent des sûretés bénéficiaire d'un ordre de vente délivré par Corral Morocco Holdings AB qui autorise BCP à vendre, par voie boursière ou à toute personne de son choix, les actions nanties et ce, en cas de survenance de l'un des évènements suivants :

- défaut de la part de l'emprunteur : en cas de non paiement des sommes dues en remboursement du principal et des intérêts ;
- si le ratio de Loan to Value[3] est supérieur à 0,55 ou si le ratio de Loan to value est compris entre 0,45 et 0,55 sans que l'emprunteur n'ait respecté ses obligations de maintien du niveau de fonds en collatéral ;
- en cas de non respect des conditions de maintien d'un niveau de fonds en collatéral, en cas de fourniture d'informations erronées ou non fidèles à la situation de l'emprunteur, en cas d'insolvabilité des sociétés dont les actions ont fait l'objet d'un nantissement dans le cadre de ce prêt, dans certains cas de modification de la structure de l'actionnariat des différentes parties au contrat (groupe Corral) et notamment d'un changement du pourcentage de détention de Corral Morocco Holdings AB dans le capital de la Samir, en cas de défaut relatif à une dette financière contractée par l'une des sociétés dont les actions ont fait l'objet d'un nantissement dans le cadre de ce prêt, en cas d'expropriation touchant un des actifs des sociétés dont les actions ont fait l'objet d'un nantissement dans le cadre de ce prêt.

I.5. Marché des titres de la Samir

I.5.1. Caractéristiques des actions Samir

La Samir est cotée à la Bourse de Casablanca depuis le 19 mars 1995 sous le code Ticker SAM et la code valeur 6 800.

Le titre est coté au premier compartiment de la Bourse de Casablanca.

I.5.2. Emission de titres de créances

A ce jour, la Samir n'a jamais émis d'emprunt obligataire.

I.6. Notation

La Samir n'a pas fait l'objet d'une notation.

II. Organes d'administration

Les articles 13 à 21 des statuts de la société Samir S.A. relatifs à la composition, aux modes de convocation, aux attributions, aux fonctionnement et aux quorums du Conseil d'Administration sont conformes à la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes tel que modifié et complété par la loi n° 20-05.

II.1. Composition du Conseil d'Administration

Conformément aux dispositions de l'article 13 des statuts, la Samir est administrée par un Conseil d'Administration composé de 3 membres au moins et 15 au plus, nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire pour une durée maximale de 6 ans.

Selon l'article 15 des statuts, le Conseil d'Administration nomme parmi ses membres un président qui, à peine de nullité de sa nomination, doit être une personne physique. Le Conseil

[3] Montant de l'encours et des intérêts dûs / valeur de marché des actions nanties + valeur des fonds déposés en collatéral. Initialement ce ratio est fixé à 0,4.

d'Administration fixe la durée de ses fonctions qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur et peut révoquer son président à tout moment.

La composition actuelle du Conseil d'Administration se présente comme suit :

Membres du Conseil d'Administration	Date de première nomination	Date de renouvellement du mandat	Date d'expiration du mandat
Sheikh Mohammed Hussein AL AMOUDI Président du Conseil d'Administration	1997	05/05/2006	AGO statuant sur l'exercice 2008
Docteur Mahmud Habib GHAZI Vice-Président du Conseil d'Administration	1997	05/05/2006	AGO statuant sur l'exercice 2008
Bassam ABURDENE Administrateur de Fortuna Holdings Company, Preem Petroleum et de la Samir	1997	05/05/2006	AGO statuant sur l'exercice 2008
Mustapha AMHAL Administrateur de la Samir, PDG de la société des Produits de Grande Consommation (PGC)	2002	06/06/2008	AGO statuant sur l'exercice 2008
Jamal BA AMER Directeur Général de la Samir	1997	05/05/2006	AGO statuant sur l'exercice 2008
Mohamed Hassan BENSALAH Administrateur de la Samir, Président du groupe Holmarcom	2002	06/06/2008	AGO statuant sur l'exercice 2010
Lars NELSON Administrateur de Preem Holdings, de Preem Petroleum (Ex président et PDG de 1996 à 2003), de Midroc Industries AB et Administrateur de la Samir	1997	05/05/2006	AGO statuant sur l'exercice 2008
John P.OSWALD Administrateur de Preem Holdings AB et de la Samir, Président de Capital Trust Group	2004	05/05/2006	AGO statuant sur l'exercice 2008
George SALEM Administrateur de la Samir, fondateur du cabinet juridique George R. Salem, PLLC	1997	05/05/2006	AGO statuant sur l'exercice 2008
Karl Lennox WICKSTROM Administrateur de la Samir, Manager au sein de Svenska Oil Company (filiale de Corral Group)	1997	05/05/2006	AGO statuant sur l'exercice 2008

Source : Samir

II.2. Fonctionnement du Conseil d'Administration

- Actions de garantie :

Selon l'article 14, chaque membre du conseil d'administration doit être propriétaire d'au moins 2 actions de garantie, nécessairement nominatives.

- Délibérations :

D'après les dispositions de l'article 19, le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son président aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont effectivement présents. Le Conseil d'Administration prend ses décisions à la majorité de ses membres présents ou représentés, la voix du président étant prépondérante en cas de partage. Les délibérations du Conseil d'Administration sont consignées

dans des procès-verbaux établis par le secrétaire du Conseil sous l'autorité du Président et signés par ce dernier et par un administrateur au moins.

- Pouvoirs du Conseil d'Administration :

Selon l'article 17, le Conseil d'Administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société. Il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées générales.

II.3. Autres mandats d'administrateur du Directeur Général Jamal Ba Amer

M. Jamal Ba Amer, Directeur Général de la Samir est également administrateur dans les sociétés suivantes :

Sociétés	Fonction
Salam Gaz	Président du Conseil d'Administration
Corral Holding Maroc	Président du Conseil d'Administration
Corral Morocco Holding AB	Président du Conseil d'Administration
Corral Hotels & Resorts	Président du Conseil d'Administration

Source : Samir

III. Organes de direction

Les articles 16, 20 et 21 des statuts de la société Samir S.A. régissent les organes de direction de la société.

III.1. Liste des principaux dirigeants

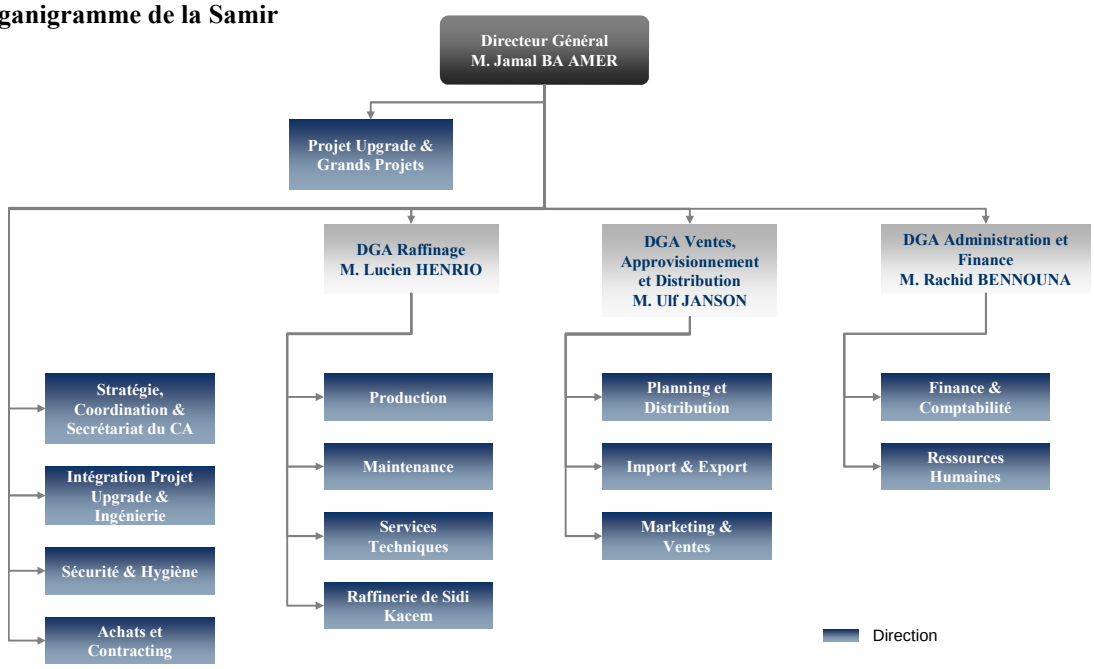
Prénom, Nom	Fonction	Date d'entrée en fonction
Jamal BA AMER	Directeur Général	2004
Ulf JANSON	Directeur Général Adjoint en charge des Ventes, de l'Approvisionnement et de la Distribution	2002
Lucien HENRIO	Directeur Général Adjoint en charge du Raffinage	2004
Rachid BENNOUNA	Directeur Général Adjoint Administration et Finance	2006

Source : Samir - Au 15/11/2008

III.2. Organigramme fonctionnel de la Samir

L'organigramme de la Samir au 15 novembre 2008 se présente comme suit :

Organigramme de la Samir



Source : Samir

III.2.1. Curriculum Vitae des principaux dirigeants

Jamal BA AMER

47 ans

Diplômé de l'Université du Pétrole et des Minéraux de Dharan en Arabie Saoudite, M. BA AMER débute sa carrière en 1985 en tant qu'ingénieur process à la raffinerie de Jeddah.

Entre 1988 et 1995, il occupe diverses fonctions au sein de sociétés pétrolières (dont Aramco).

Il rejoint le groupe Corral en 1995 en tant que spécialiste de la raffinerie et du marketing et intègre le conseil d'administration des raffineries Scanraff & Preem (localisées en Suède). Il assume par la suite les fonctions de directeur des opérations au Maroc de Corral Petroleum Holdings AB et de président de Corral Holding Maroc. Il est également nommé, en 1997, au conseil d'administration de la Samir ainsi qu'aux conseils d'administration de Salam Gaz et de SDBP, filiales de la Samir.

En 2000, M. BA AMER est nommé Directeur Général Adjoint de la Samir et Responsable de la direction Upgrading.

M. BA AMER est par ailleurs Président du Club des investisseurs arabes au Maroc. Il est également membre de la National Petroleum Refining Association (NPRA) et de l'American Society of Testing & Materials (ASTM).

Ulf JANSON

60 ans

Titulaire d'un diplôme de Physique Chimie délivré par l'Université de Goteborg (Suède), M. JANSON démarre sa carrière en tant qu'ingénieur chimique et process au sein de la raffinerie Shell de Goteborg, poste qu'il occupe durant 2 ans.

Avant d'intégrer la Samir, M. JANSON a été consultant au sein du groupe Corral dans le cadre de diverses missions en Suède ou à l'international. Il a, à ce titre, participé à l'étude du dossier de privatisation de la Samir pour le compte du groupe Corral.

Après l'acquisition de la Samir par le groupe Corral, M. JANSON a conseillé la Samir entre 1997 et 2002 avant d'intégrer le groupe Samir en 2002 pour occuper le poste de Directeur Général Adjoint en charge des Ventes, de l'Approvisionnement et de la Distribution.

Lucien HENRIO

58 ans

M. HENRIO est titulaire d'un diplôme d'ingénieur de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers.

Après une expérience de 4 ans au sein de Foster Wheeler à Paris en tant qu'ingénieur de projets, il intègre le groupe Shell au sein duquel il occupera diverses fonctions durant 25 années. Il assume notamment les fonctions d'ingénieur de projets au sein d'une raffinerie du groupe et de chef de projets au sein du siège français du groupe. En 1997, il devient responsable technique de la raffinerie de Petit Couronne, puis accède, en 2000 au poste de responsable d'exploitation de la raffinerie.

En janvier 2004, il est nommé Directeur Général Adjoint en charge du raffinage au sein de la Samir.

Rachid BENNOUNA

59 ans

Diplômé en sciences Economiques et titulaire d'un DESS en économie, M. BENNOUNA intègre le groupe Samir en 1976.

Au sein de la Samir, il occupe successivement les fonctions de Directeur Finance (de 1976 à 2001) puis de Directeur Comptabilité et Contrôle de Gestion entre 2001 et 2006 pour assumer, de 2006 à ce jour, les fonctions de Directeur Général Adjoint Administration et Finance.

IV. Gouvernement d'entreprise

IV.1. Rémunérations attribuées aux membres du Conseil d'Administration

Le montant global des rémunérations attribuées aux membres du Conseil d'Administration s'élève à 3,6 millions dirhams (montant net) au titre de l'exercice 2007.

IV.2. Rémunérations attribuées aux principaux dirigeants

Le montant global des rémunérations (primes d'intéressements comprises) attribuées aux principaux dirigeants de la Samir au titre de l'année 2007 s'élève à 12,87 millions de dirhams.

IV.3. Prêts accordés ou constitués en faveur des membres des organes d'administration et de direction

Au 31.12.2007, le montant global des prêts accordés à des membres des organes de direction (membres du comité de direction) s'élève à 3,1 millions dirhams. Les membres des organes d'administration ne bénéficient, à cette date, d'aucun prêt accordé ou constitué en leur faveur.

IV.4. Intéressement et participation du personnel

Néant.

IV.5. Comités de contrôle

La Samir dispose de 3 principaux comités de contrôle dont les principales caractéristiques sont rappelées dans les tableaux suivants :

IV.5.1. Le Comité de Direction

Intitulé	**Comité de Direction**
Périodicité	Hebdomadaire
Membres	▪ M. Jamal BA-AMER (Directeur Général) ▪ M. Ulf JANSON (DGA Ventes, Approvisionnement et Distribution) ▪ M. Lucien HENRIO (DGA Raffinage) ▪ M. Rachid BENNOUNA (DGA Finances & Administation)
Objectif	Assurer le suivi et la gestion opérationnelle, financière et stratégique du groupe

IV.5.2. Le Comité Technique (Board Technical Committee)

Intitulé	**Board Technical Committee (BTC)**
Périodicité	Trimestrielle
Membres	▪ M. Lars NELSON (Membre du Conseil d'Administration) ▪ M. Suhail NAJEEB (Consultant Corral) ▪ M. Lucien HENRIO (DGA Raffinage) ▪ M. Ulf JANSON (DGA Ventes, Approvisionnement et Distribution) ▪ M. Hmida M'HAMDI (Directeur Service Technique) ▪ M. Ahmed HARNOUCH (Directeur Stratégie & Coordination et Secrétariat du Conseil d'Administration)
Objectif	Rendre compte aux membres du Conseil d'Administration de l'état d'avancement des projets techniques

IV.5.3. Le Comité de Sécurité (Board Safety Committee)

Intitulé	**Board Safety Committee (BSC)**
Périodicité	Trimestrielle
Membres	▪ M. Lars NELSON (Membre du Conseil d'Administration) ▪ M. Suhail NAJEEB (Consultant Corral) ▪ M. Lucien HENRIO (DGA Raffinage) ▪ M. Abdelkrim LAMSSARFI (Directeur Hygiène & Sécurité) ▪ M. Ahmed HARNOUCH (Directeur Stratégie & Coordination et Secrétariat du Conseil d'Administration)
Objectif	Rendre compte aux membres du Conseil d'Administration de la politique et des actions engagées en matière de sécurité et d'environnement

Partie IV MARCHE DE LA SAMIR

I. Le cadre réglementaire

I.1. Généralités

Le Ministère de l'Energie et des Mines est chargé de la planification et de la réglementation du secteur de l'énergie. Sa tutelle s'étend à l'ensemble de la profession : la recherche et production, l'énergie électrique, le raffinage du pétrole brut, la distribution des produits pétroliers et de charbon.

A l'instar de toute autre industrie, le raffinage est soumis aux textes généraux réglementant l'activité économique au Maroc, à savoir, le droit des sociétés, la législation du travail, la législation fiscale, le commerce extérieur, le code des investissements, les établissements classés, l'environnement, etc…

Par ailleurs, en raison des particularités de l'activité pétrolière, il existe une réglementation spécifique, représentée par un corpus de lois, décrets et arrêtés. Cette réglementation est régulièrement mise à jour en fonction de l'évolution du contexte socio-économique du pays.

Les éléments fondamentaux de la réglementation actuellement en vigueur se résument comme suit :

- **Loi pétrolière** : Le Dahir portant loi No 1-72-255 du 22 février 1973 tel que modifié et complété par la loi 4/95 du 04 août 1995 est le texte de base de la réglementation de l'activité pétrolière. Il définit le champ des activités nécessitant un agrément administratif, et dresse une série de dispositions particulières à l'activité de raffinerie (création ou extension des raffineries), à la reprise en raffinerie (concernant les distributeurs de carburants), à l'importation et à l'exportation de produits pétroliers ainsi qu'aux capacités de stockage nécessaires ou stocks de sécurité ;
- **Normes des produits pétroliers** : différents arrêtés ministériels (un arrêté du 22 février 1991 ainsi qu'un arrêté du 26 août 2002) fixent les caractéristiques des produits. Désormais, l'arrêté n° 1546-07 du 3 août 2007 relatif aux caractéristiques des grands produits pétroliers instaure de nouvelles normes censées entrer en application dès le 1er janvier 2009. Ces normes instaurent des caractéristiques applicables aux produits pétroliers commercialisés à compter de 2009 ;
- **Fixation des prix ex-raffinerie et fiscalité sur les produits pétroliers** : la loi de finances de 1995 a mis en place des réformes concernant principalement l'instauration d'un système d'indexation de prix et un système de taxation fixe au niveau de la distribution pour les principaux produits pétroliers.

  Le ministère de l'Energie et des Mines établit tous les 15 jours, une structure des prix définissant de manière précise :

  - ✓ la structure du prix de reprise des produits pétroliers[4] : basée sur les cotations internationales de la place de Rotterdam, la structure des prix définit les différents frais et taxes ainsi que la marge de raffinage octroyée à la société de raffinage (en l'occurrence la Samir) matérialisée par un coefficient d'adéquation. Le prix ainsi codifié est le prix de vente des produits raffinés de la Samir aux différents distributeurs opérant sur le secteur ;

[4] Prix du butane, de l'essence super, du jet A1, du gasoil, du gasoil 350 ainsi que du fuel N2.

Le tableau ci-après reprend les principaux éléments constitutifs de la structure des prix de reprise des produits pétroliers applicable du 1er au 15 août 2008 :

	Butane Dh / tonne	Essence super Dh / hl	Jet A1 Dh / hl	Gasoil Dh / hl	Gasoil 350 Dh / hl	Fuel N2 Dh / tonne
Prix FOB[5] (indexé sur les cotations)	6 982,94	7 947,52	9 754,89	8 713,84	8 847,84	4 821,28
Fret	131,09	80,11	80,11	80,11	80,11	101,96
Frais d'approche[6]	223,19	245,37	292,36	256,25	259,74	147,39
Coefficient d'adéquation[7]	183,43	206.83	253,18	226,26	229,69	126,77
Prix de reprise HT	**7 520,65**	**626,66**	**822,14**	**771,80**	**783,53**	**5 197,40**

Source : Ministère de l'Energie et des Mines

- ✓ La structure du prix de vente des produits pétroliers au consommateur marocain[8] : elle est basée sur le prix de reprise en raffinerie appliqué aux distributeurs. La structure des prix de vente définit les marges que peuvent s'octroyer les distributeurs pétroliers ainsi que les différents frais et taxes (TIC, TVA) qui leurs sont applicables pour aboutir au prix de vente final (au détail ou au gros pour le fuel N2).

Le tableau ci-après reprend les principaux éléments constitutifs de la structure des prix de vente des produits pétroliers applicable du 1er au 15 août 2008 :

	Essence Super Dh / hl	Gasoil Dh / hl	Gasoil 350 Dh / hl	Fuel Dh / tonne
TIC (Taxe Intérieure de Consommation)	376,40	242,20	242,20	182,40
TVA	70,21	70,98	71,80	376,59
Crédit de droit[9]	1,83	1,28	1,29	2,29
Prix de reprise TTC en raffinerie (TVA et TIC comprises)	1075,1	1086,26	1098,82	5758,68
Prix de vente en gros TTC	1 083,25	692,72	976,10	3 374,00
Prix de vente au détail TTC	1 125,00	722,00	1 013,00	
Subvention de la caisse de compensation	**150,47**	**434,18**	**262,55**	**2 481,14**

Source : Ministère de l'Energie et des Mines

I.2. Le code des hydrocarbures

La recherche et l'exploitation du pétrole et du gaz naturel sont régis par le Code des Hydrocarbures (loi n° 21-90 du 1er avril 1992, modifiée par la loi n°27-99 du 15 février 2000 et décret d'application du 3 novembre 1993 et complété par le décret du 16 mars 2000).

La réforme du Code des hydrocarbures en 2000, plus avantageuse aux investisseurs, a suscité un regain d'intérêt pour la recherche pétrolière au Maroc.

Les principales dispositions du code des hydrocarbures rénové sont :

- une limitation de la participation de l'Etat dans les sociétés pétrolières opérant au Maroc à un maximum de 25% au lieu de 50% auparavant ;

[5] Incoterm signifiant prix de la marchandise sans les frais de transport, et autres frais (assurances notamment) et taxes y afférant.
[6] Comprennent les frais de transit, de débarquement, d'assurance et autres frais de transport local.
[7] Marge permettant à la Samir de supporter les variations à la baisse des prix à Rotterdam.
[8] Prix de l'essence super, du gasoil, du gasoil 350 ainsi que du fuel N2.
[9] Taxe douanière appliquée sur les importations de pétrole brut et de produits finis.

- une exonération fiscale totale de l'impôt sur les sociétés pendant une durée de 10 ans à compter de la date de production d'une concession d'exploitation ;
- une exonération des droits de douane ainsi que de la TVA sur les équipements, matériaux, produits et services nécessaires aux travaux de reconnaissance, d'exploration et d'exploitation des concessions pétrolières ;
- une exonération totale de toute taxe sur les dividendes ou sur les revenus du capital pour les profits et les dividendes générés par les sociétés concessionnaires.
- un allègement des royalties perçus par l'Etat sur la production potentielle des sociétés exploitant des concessions pétrolières ou gazières.

Les termes favorables du code des hydrocarbures rénové ainsi que la stratégie volontariste d'exploration – promotion engagée par le biais, notamment, de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines (ONHYM) a permis d'attirer de nombreuses sociétés pétrolières internationales qui opèrent ou ont opéré dans différentes régions du Maroc aussi bien en mer (offshore) que sur terre (onshore).

Les chiffres du Ministère de l'Energie et des Mines recensent (au 30/07/2008) :

- 10 concessions accordées couvrant un périmètre de 117 km² ;
- 105 permis de recherche accordés couvrant une surface totale de 185 430 km² dont :
  - ✓ 65 permis offshore couvrant 115 410 km² ;
  - ✓ 40 permis onshore couvrant 66 020 km².
- 9 autorisations de reconnaissance en onshore couvrant un périmètre de 147 164 km² ;
- 28 sociétés opérant dans le secteur de la recherche parmi lesquels des sociétés internationales telles qu'ENI, Repsol, Maersk Oil, Hydro, Dana, Petronas ou Petro Canada.

I.3. Les intervenants du secteur

I.3.1. Le Ministère de l'Energie et des Mines

Le Ministère de l'Energie et des Mines représente l'autorité de tutelle pour l'ensemble des producteurs de carburants au Maroc : il fixe le prix au détail et la marge des distributeurs.

En 2002, le Ministre de l'Énergie a créé un Comité National d'Approvisionnement constitué de représentants de la Samir et des distributeurs. Le Comité se réunit régulièrement avec pour principale mission de veiller à l'approvisionnement du marché en produits importés. Un programme mensuel d'importation a été élaboré par ledit Comité à partir de l'analyse de la production nationale et des stocks.

I.3.2. Le Groupement des Pétroliers Marocains (GPM)

Le groupement, composé des principaux distributeurs pétroliers marocains, a pour principale vocation la diffusion d'informations auprès des sociétés du secteur. Ainsi, il publie des statistiques mensuelles qui détaillent les ventes réalisées par chaque opérateur et leur répartition par types de produits : huiles moteurs, graisse, gasoils, essences, fuels, carburéacteurs.

Le groupement revêt également d'une fonction de représentation et de lobbying lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts des opérateurs du secteur, dans le cadre de négociations avec les pouvoirs publics (portant essentiellement sur la compensation, la structure de prix ou la fiscalité).

I.3.3. L'Administration des Douanes et Impôts Indirects

Cet organisme public se charge de l'élaboration et de la publication des textes réglementaires notamment liés aux achats de produits énergétiques. Cette réglementation concerne essentiellement la TIC dont l'Administration des Douanes et Impôts Indirects délimite le champ d'application et fixe les montants par catégories de produits.

De plus, l'Administration des Douanes et Impôts Indirects assure le suivi et la mise en place du démantèlement tarifaire conformément à l'accord de libre échange conclu avec l'Union Européenne. Elle se charge de diffuser des circulaires sur l'état d'avancement de l'accord et les récentes mises à jour.

I.3.4. La Caisse de Compensation

La Casse de Compensation fut instituée par le Dahir du 25 février 1941 afin de stabiliser les prix des produits de consommation de base et réorganisée par le Dahir portant loi n° 1.74.403 du 5 chaoual 1397 (19 septembre 1977).

Aujourd'hui placée sous la tutelle du Ministère des Affaires Economiques et Générales, la Caisse de compensation fut pendant longtemps le moyen pour l'Etat Marocain de venir en aide à tous les secteurs en difficulté : Artisanat, Industrie …

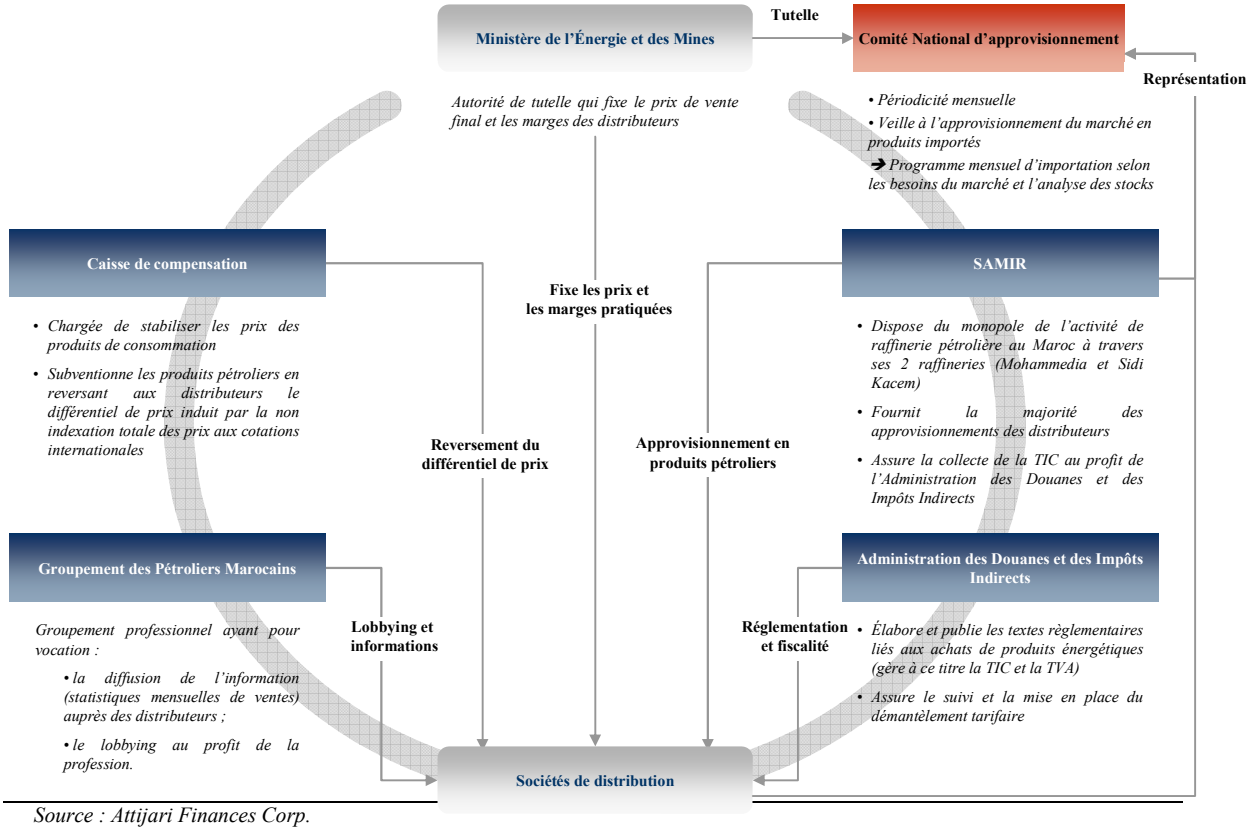
Celle-ci fut notamment réorganisée par le Dahir portant loi n° 1.74.403 du 5 chaoual 1397 (19 septembre 1977).

La Caisse de Compensation contribue aujourd'hui à stabiliser les prix des produits de consommation de base, et remplit donc une fonction sociale.

Elle intervient dans le secteur pétrolier à travers le subventionnement de certains produits pétroliers (hors propane, huiles de base et gasoil de pêche) en reversant aux distributeurs le différentiel de prix induit par la non indexation totale des prix aux cotations internationales.

Les différentes interactions entre les intervenants du secteur sont présentées dans le schéma suivant :

Interactions entre intervenants



Source : Attijari Finances Corp.

I.4. Politique tarifaire et fiscale

L'évolution récente de la politique tarifaire et fiscale des prix des produits pétroliers au Maroc repose sur trois dates clés, à savoir 1995, juillet 2002 et novembre 2002.

I.4.1. Structure tarifaire et fiscale

L'année 1995 a marqué un tournant important en matière de structure tarifaire des prix publics des produits pétroliers. Les principales réformes instituées par la loi de Finances de 1995 sont :

- l'indexation des prix de reprises sur les cotations internationales de la place de Rotterdam ;
- la libéralisation des prix des huiles de base, du bitume, de la paraffine et du propane ;
- le maintien de la taxation des produits raffinés importés au delà d'un certain seuil, protégeant ainsi les industries de raffinage locales ;
- la franchise des droits d'importation sur le pétrole brut, remplacés par la Taxe Intérieure de Consommation.

Ainsi, au lendemain de la loi des finances de 1995, la TIC et la TVA demeurent les principales taxes sur les produits pétroliers.

En juillet 2002, il fut décidé de procéder à un démantèlement progressif des droits d'importation des produits raffinés, à hauteur de 10% par an. L'objectif de cette politique est d'arriver à une libéralisation totale des prix des produits raffinés à horizon 2009.

I.4.2. Démantèlement douanier

Un programme de démantèlement douanier a démarré à partir du mois de juillet 2002. En effet, les termes de l'accord de privatisation de la Samir a jeté les bases d'un démantèlement total des

droits de douane sur les produits pétroliers en fixant l'année 2009 comme année charnière à partir de laquelle les droits de douane seraient nuls. De même, suite à l'accord de libre échange avec l'Union Européenne, les droits de douane pour la zone Euro devraient atteindre un taux de 0% à horizon 2012.

Cette dernière mesure a été précipitée par le sinistre[10] ayant touché la Samir (novembre 2002) entraînant la levée complète des barrières douanières permettant aux distributeurs d'importer (en exonération de droits de douane) afin de combler le déficit causé par l'arrêt de production de la Samir. Un comité d'approvisionnement a été créé afin d'organiser les importations notamment par la répartition des quotas importés sur l'ensemble des distributeurs, et par le contrôle des quantités importées, ne devant pas dépasser le déficit de la production nationale.

I.5. Stock de sécurité

Compte tenu de l'importance du secteur de l'énergie dans le circuit industriel marocain, les compagnies d'hydrocarbures, conformément à la loi n° 009-71 du 12 octobre 1971, sont tenues de constituer un stock de sécurité égal à 2,5 fois la moyenne mensuelle de leurs ventes de l'année précédente pour tous les produits (sauf autorisation de la Direction de l'Energie).

Quant à la Samir, le contrat de privatisation est le seul texte de référence concernant les stocks de sécurité. En effet, les termes du contrat de privatisation fixent, pour les produits raffinés, à 30 jours de ventes sur le marché local le stock de sécurité que se doit de détenir en permanence la Samir. Dans les faits, la Samir dispose d'un stock avoisinant 1 mois de produits finis.

Le stock de sécurité reconstitué doit être détenu en permanence. Un contrôle périodique est effectué par des agents de l'Etat pour s'assurer du respect de cette réglementation.

I.6. Environnement

I.6.1. Opérations de raffinage

La Samir, en sa qualité d'unique raffineur au Maroc, est soumis à plusieurs textes réglementaires qui ont pour objectif d'encadrer l'impact de ses activités sur l'environnement. Ces contraintes réglementaires se structurent autour des thèmes suivants :

- Protection de l'environnement : la loi n° 11-03 relative à la protection et au développement de l'environnement (entrée en vigueur le 19 juin 2003) impose à la Samir – en tant qu'établissement classé[11] l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires à la prévention et à la lutte contre la pollution ou la dégradation de l'environnement, conformément aux lois, normes et réglementations environnementales en vigueur.

  Concrètement, la Samir est amenée dans ce cadre à contrôler ses émissions liquides et gazeuses ainsi que ses rejets industriels. Cependant, en l'absence de normes précises et chiffrées sur les limites en la matière, la portée de la loi demeure limitée. Néanmoins, la Samir tend à se conformer, dans ce domaine, aux normes internationales en vigueur ;

- Enquêtes sur l'impact environnemental : selon les dispositions de la loi n° 12-03, une enquête sur l'impact environnemental est nécessaire préalablement à toute demande d'autorisation, de permis ou d'accord de l'administration marocaine compétente présenté par le raffineur.

  En l'espèce, toute extension des capacités de production, toute cession ou reprise d'activité ou toute autre opération nécessitant un accord écrit du Ministère de l'Energie et des Mines[12] doit donner lieu à une enquête sur l'impact environnemental. Cependant, une autorité

[10] Inondations ayant affecté l'ensemble des installations techniques de la Samir et ayant causé un incendie qui a affecté les installations off site de la Samir, à savoir la centrale thermo électrique, les bacs de stockage de produits intermédiaires et les installations de traitement d'eau.
[11] Au sens du Dahir du 25 août 1914 portant réglementation des établissements insalubres, incommodes ou dangereux.
[12] Listées par le Dahir du 22 février 1973 sur l'importation, le raffinage, la reprise en raffinerie et en centre emplisseur, le stockage et la distribution des hydrocarbures.

statuant sur l'impact environnemental des projets éventuels reste toujours à mettre en place et devrait faire l'objet d'un décret l'instituant à une échelle régionale ou nationale. C'est donc au Ministère de l'Energie et des Mines de l'Eau et de l'Environnement qu'incombe le rôle de statuer sur la recevabilité des projets.

- Pollution de l'air : la loi n° 13-03 relative à la lutte contre la pollution de l'air interdit à la Samir d'émettre ou de rejeter des polluants tels que les gaz corrosifs ou toxiques, les fumées, vapeurs ou résidus toxiques. Les niveaux de concentration ainsi que les normes demeurent à définir de manière précise.

La Samir est également soumise aux dispositions des textes législatifs suivants :

- Le Dahir du 25 Août 1914 portant réglementation des établissements insalubres, incommodes ou dangereux qui soumet au contrôle de l'autorité administrative les établissements classés comme insalubres, incommodes ou dangereux. Le texte précise également les conditions d'octroi d'une autorisation d'exercer ainsi que les sanctions en cas d'infraction à la législation ;
- Le Dahir n°1-95-154 du 16 août 1995 portant promulgation de la loi n° 10-95 sur l'eau qui vise à organiser la répartition et le contrôle de l'utilisation des ressources en eau et d'en assurer la protection et la conservation ;
- Le Dahir du 25 juillet 1969 relatif à la défense et à la restauration des sols qui dresse le cadre de la conclusion des conventions pour l'exécution de travaux hors des périmètres de défense et de restauration des sols d'intérêt national, qui fixe le périmètre de défense et de restauration des sols d'intérêt national et précise le rôle de contrôle de l'administration et son pouvoir de sanctions ;
- La loi n°28-00 datée du 7 décembre 2006 relative à la gestion des déchets et à leur élimination. Ce texte vise à prévenir la nocivité des déchets ainsi que la baisse de leur production, l'organisation de la collecte, du transport, du stockage, du traitement des déchets et de leur élimination de façon écologiquement rationnelle ainsi que la valorisation des déchets et la mise en place d'un système de contrôle.

I.6.2. Qualité des produits

Durant ces dernières années des efforts ont été déployés au Maroc dans la perspective d'améliorer la qualité des carburants automobiles. Cette évolution prend comme référence le cas européen où la teneur en souffre dans le gasoil est actuellement fixée à 50ppm et tend vers 10ppm pour 2010.

Au Maroc, les grandes lignes des modifications retenues par le Ministère de l'Energie et des Mines sont les suivantes :

Produits	Normes en vigueur	Normes applicables au 1er janvier 2009
Gasoil	▪ gasoil à teneur en souffre de 10 000 ppm est toujours commercialisé ; ▪ gasoil à teneur en soufre d'un maximum de 350 ppm. Cette qualité de gasoil a été mise sur le marché marocain (en quantités limitées), pour la satisfaction, des usages spécifiques qui correspondent par exemple aux modèles évolués de moteurs automobiles (TDI, HDI).	▪ gasoil à teneur en soufre inférieure ou égale à 50 ppm (50 mg/kg) ; ▪ interdiction de la commercialisation du gasoil à 10 000 ppm et du gasoil à 350 ppm.
Essence super	▪ indice d'octane de minimum 95 ;	▪ disparition de l'essence super et

sans plomb	▪ teneur en plomb d'un maximum de 130 ppm ; ▪ teneur en souffre de maximum 1000 ppm.	remplacement par l'essence super sans plomb ; ▪ baisse de la teneur en soufre de 1000 ppm à 50 ppm (50 mg/kg) en 2009 ;
Essence super	▪ indice d'octane de minimum 95 ; ▪ teneur en plomb de max 500 ppm ; ▪ teneur en souffre de maximum 1500 ppm.	▪ réduction de la teneur en plomb de 130 ppm à 5 ppm (5 mg/l) en 2009 ; ▪ indice d'octane supérieur à 95.
Fioul	▪ teneur en plomb inférieure à 4%.	▪ introduction de nouvelles catégories avec une teneur en souffre inférieure à 2% (fioul 20 centistokes), 3 et 3,5%.

Source : Arrêtés du Ministère de l'Energie et des Mines du 22/02/1991 , du 26/08/2002 et du 03/08/2007 relatif aux caractéristiques des grands produits pétroliers.

Au 1er janvier 2009, et selon les termes de l'arrêté du 3 août 2007, deux catégories de carburants seulement seront proposées aux consommateurs à savoir *(i)* l'essence super sans plomb d'une teneur en souffre maximale de 50 ppm et une teneur en plomb maximale de 5 ppm ainsi que *(ii)* le gasoil à teneur en souffre inférieure ou égale à 50 ppm qui remplacera les gasoils à teneur en souffre de 10 000 ppm et même de 350 ppm.

L'institution de ces nouvelles normes, répond, outre à l'aspect environnemental, à la nécessité d'adapter les produits marocains à ceux des pays voisins notamment européens et cela pour répondre à trois principaux enjeux :

- satisfaire la demande du parc automobile marocain : une grande part des véhicules commercialisés au Maroc sont européens ou disposent de moteurs répondant à des normes européennes. La non conformité des produits pétroliers aux normes européennes risque d'entraîner à long terme une incompatibilité croissante entre le parc automobile marocain et les hydrocarbures commercialisés localement ;
- faire face à la concurrence des produits importés : suite à la libéralisation du marché, une partie des approvisionnements sera assurée directement par des produits « finis » importés aux normes européennes, impliquant une perte de compétitivité pour les produits Samir ;
- pouvoir continuer à exporter : les excédents de la Samir en produits raffinés ne pourront trouver de débouchés à l'exportation que s'ils sont conformes aux normes en vigueur dans les pays destinataires.

II. Le marché international

II.1. Évolution du marché international entre 2004 et 2008

Au cours des 4 dernières années, le marché pétrolier international a connu une forte croissance de la demande de produits pétroliers. Cette situation, accentuée par l'incertitude sur l'offre, la baisse des stocks et la saturation des capacités de raffinage, a conduit à la flambée des cours de pétrole brut et de produits raffinés. Ce contexte a été globalement favorable pour le secteur pétrolier malgré la baisse du dollar sur la même période.

La hausse du prix des produits pétroliers profite à l'ensemble des maillons de la chaîne de valeur de la filière pétrolière : de l'exploration-production à la distribution en passant par le raffinage, la construction navale, le transport et le stockage.

Le graphique ci-après met en évidence l'évolution significative du prix du pétrole brut depuis 2004 :

Évolution du prix du baril de brut Brent entre 2004 et octobre 2008

Source : Département de l'Energie (Etats-Unis) – Prix quotidien du NYMEX Light Sweet Crude, Contract 4

II.2. Évolution récente

II.2.1. Évolution des cours internationaux

En 2007, les prix du pétrole brut ont connu une croissance significative pour atteindre des niveaux historiquement élevés. En dépit d'une baisse prononcée en tout début d'année, provoquée par un climat exceptionnellement doux aux Etats-Unis et en Europe (réduisant la demande de produits distillés), et d'une accalmie des prix en été par crainte d'une contagion de la crise naissante sur les marchés boursiers, les prix du brut ont poursuivi leur trend haussier sur fond de forte volatilité, un bas niveau des stocks lié à une offre limitée ainsi qu'à la persistance de tensions géopolitiques plus ou moins graves.

De plus, la croissance du niveau de prix a été portée par les inquiétudes liées à la sphère économique et financière. Les prix ont été dopés par des craintes d'une croissance américaine moins forte que prévu, ainsi que par la faiblesse du dollar face aux principales devises, facteur qui a également été à l'origine d'une spéculation influençant également les prix à la hausse.

La politique menée par l'OPEP n'a pas été pour apaiser les tensions sur le marché. Le relèvement de la production de 500 000 barils / jours décidé en novembre n'a pas suffit à ralentir la chute du niveau des stocks, déjà éprouvés par un hiver assez froid. Cette tension s'est matérialisée en fin d'année avec un prix du baril qui s'est approché de la barrière symbolique des 100 dollars.

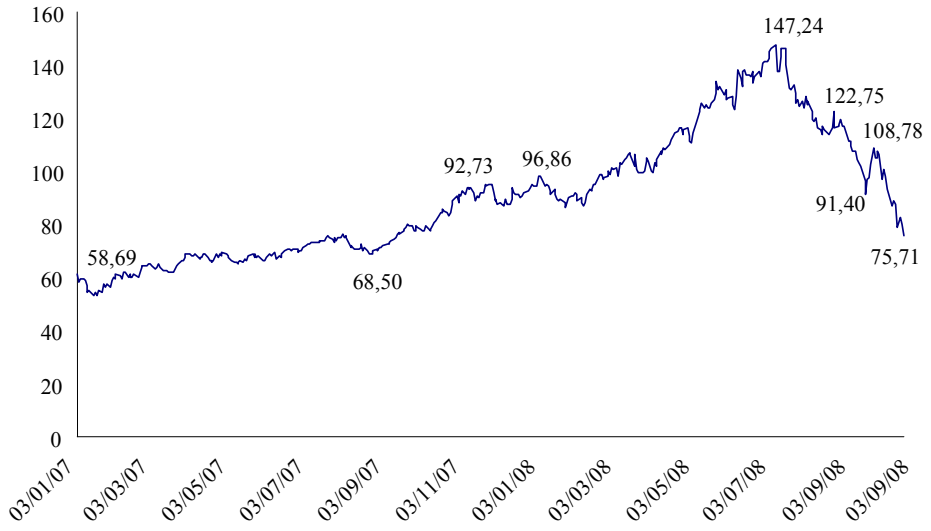
Durant l'année 2008, les cours du pétrole ont poursuivi leur ascension au-dessus du niveau de 100 dollars pour atteindre un pic historique à 147 dollars le 11 juillet 2008. Les raisons persistantes qui ont été derrière cette hausse significative demeurent les risques géopolitiques autour des zones de production (Moyen-orient, Nigéria, etc.), les catastrophes naturelles affectant des installations pétrolières, ainsi que la saturation des capacités de raffinage dans un contexte de marché tendu et affecté par le niveau du dollar. Dans le même temps, en 2008, l'OPEP a maintenu son niveau de production durant le 1er semestre de 2008.

Une seconde phase d'évolution des prix s'est dessinée à partir de la fin juillet 2008 puisque les cours se sont inscrits sur un trend baissier depuis, atteignant un niveau de 75,7 dollars au 15 octobre 2008. Durant cette période, l'OPEP a décidé de réagir à cette baisse des cours et d'abaisser la production des pays membres de 520 000 barils par jour en Septembre.

Globalement, au titre de l'année 2007, le baril de Brent s'est échangé en moyenne au prix de 72,4 dollars par baril *vs* 65,1 dollars en 2006. Cependant, le pic atteint en 2007 s'établit à 96 dollars contre un pic de 78,7 dollars pour 2006.

Le prix du baril de brut Brent a évolué de la manière suivante depuis janvier 2007 :

Évolution du prix du baril de brut Brent depuis janvier 2007



Source : Département de l'Energie (Etats-Unis) – Prix quotidien du NYMEX Light Sweet Crude, Contract 4

II.2.2. Equilibre global du marché

En 2007, la demande globale de pétrole s'est accrue de 1 M baril / jour soit une hausse de 1,2% par rapport à 2006.

La croissance de la demande mondiale a été majoritairement le fait des pays non membres de l'OCDE. La demande s'est située, en moyenne, pour les pays non membres de l'OCDE, à 36,9 millions de barils / jours, en hausse de 1,4 millions de barils / jour par rapport à 2006, provoquant une pression sur l'offre des pays de l'OPEP.

Parallèlement, l'offre mondiale de pétrole s'est établi, en 2007, à une moyenne de 85,6 millions de barils / jours, ce qui représente une hausse d'environ 100 000 barils / jours, soit 0,1% de hausse comparativement à l'exercice précédent, avec une part des pays de l'OPEP s'établissant à 42,8%. Les pays de l'ex-URSS ont enregistré une hausse de 0,5 millions de barils / jour.

Au terme du 1er semestre 2008, la demande totale a connu une croissance de 0,6% par rapport au 1er semestre de 2007 tandis que l'offre s'appréciait de 1,8%, impulsée par la croissance de l'offre des pays de l'OPEP (+0,6%).

Les données résumant l'équilibre de l'offre et de la demande sont présentées ci-dessous :

Millions de Barils / jour	1er trim. 07	2ème trim. 07	3ème trim. 07	4ème trim. 07	2006	2007	1er sem. 08	Var 07-06	Var S08-S07
Demande totale	**86,2**	**85,1**	**85,8**	**87,2**	**85,1**	**86,1**	**86,2**	**1,2%**	**0,6%**
dont pays de l'OCDE	*49,8*	*48,2*	*48,9*	*49,8*	*49,6*	*49,2*	*48,1*	*-0,8%*	*-1,8%*
Offre totale	**85,5**	**85,2**	**85,1**	**86,5**	**85,5**	**85,6**	**86,9**	**0,1%**	**1,8%**
Offre non OPEP	*50,0*	*49,7*	*49,2*	*49,7*	*49,2*	*49,6*	*49,7*	*0,8%*	*-0,2%*
Offre OPEP	*35,6*	*35,5*	*36,0*	*36,8*	*36,3*	*35,9*	*37,2*	*1,2%*	*0,6%*
Surplus / Déficit	**-0,7**	**0,1**	**-0,7**	**-0,7**	**0,4**	**-0,5**	**0,7**	**N.s.**	**N.s.**

Source : Agence Internationale de l'Energie (IEA)

II.2.3. Offre de l'OPEP

En 2007, l'OPEP a subit une pression internationale afin d'élever son offre sur le marché, avec comme objectif de provoquer une baisse des cours du pétrole et d'éviter ainsi un risque de récession.

Néanmoins, les 3 conférences tenues par les pays membres de l'OPEP n'ont donné lieu qu'à une seule reprise (en novembre) à un rehaussement de la production de 500 000 barils / jour. Les pays membres de l'OPEP tiennent pour principal argument que la hausse actuelle des prix est fortement voire exclusivement alimentée par les fonds financiers spéculatifs opérant sur le marché.

A la fin de l'année 2007, la production cible était de 29,67 millions de barils / jour pour les pays membres. Le nouveaux membres à savoir l'Angola et l'Equateur ont accepté les quotas qui leur ont été alloués à savoir des quantités respectives de 1,9 millions et 520 000 barils / jour.

Globalement, sur l'ensemble de l'année, la production totalisée par les pays de l'OPEP s'est établie en moyenne à 35,9 millions de barils / jour. La production de l'OPEP fut notamment affectée par les travaux de maintenance sur le champ de Zakum aux Emirats Arabes Unis mais le repli occasionné par ces travaux (481 000 barils / jour) a été partiellement compensé par les hausses de production de la part de l'Arabie Saoudite et de l'Angola.

Au cours des 6 premiers mois de l'année 2008, l'offre de l'OPEP s'est située, en moyenne, à un niveau de 37,2 millions de barils / jour, en hausse de 0,6% par rapport au 1er semestre 2007.

L'évolution majeure enregistrée en 2008 a été la baisse de production décidée par les pays membres de l'OPEP afin de tenter d'enrayer la baisse des cours constatée sur les marchés internationaux et nourrie par les craintes de récession. Ainsi, l'OPEP a décidé, en septembre, d'abaisser sa production de 520 000 barils par jour.

II.2.4. Évolution des marges de raffinage

Les marges de raffinage en Europe ont été supérieures, en moyenne sur 2007, aux marges prévalant l'année précédente.

Les deux principaux marchés pris pour référence dans le pricing des produits raffinés sont le marché NWE (North West Europe i.e. Europe du Nord Ouest) et le marché méditerranéen. Le premier marché (NWE) est réputé plus représentatif de la réalité du marché que le méditerranéen pour des raisons de volumes traités (plus importants sur le NWE). Ce dernier se révèle donc dans certains cas un référentiel moins crédible que le NWE.

Sur le marché NWE, les marges des raffineries de type « Hydroskimming » ont été, en 2007, d'environ 0,9 dollar / baril supérieures qu'en 2006. Sur le marché méditerranéen, ce type de raffinerie a enregistré une marge en hausse d'environ 0,2 dollar / baril.

Concernant les types de raffineries plus complexes, les gains ont été plus contrastés : en hausse de 1,3 dollar / baril sur le marché NWE et de seulement 0,35 dollar sur le marché méditerranéen, comparativement à 2006.

Globalement, les marges de raffinage ont connu, au cours de l'année 2007, 4 étapes de progression :

- un trend haussier de janvier à mai, plus soutenu au printemps qu'en hiver. Au cours du printemps, le secteur a profité de fortes marges de raffinage alimentées par les craintes de ruptures d'approvisionnement en essence aux Etats-Unis après une baisse inhabituelle des stocks. Le niveau historiquement bas atteint par les stocks, a eu pour effet d'augmenter les prix et de tirer ainsi vers le haut les marges de manière significative ;
- un trend baisser de mai à juillet, conséquence de la poursuite de l'augmentation des prix du brut alors que les produits raffinés (principalement l'essence) n'ont pas suivi le même

rythme de hausse. Les marges générées par les raffineries d'Hydroskimming ont même été négatives durant les mois de juin et juillet ;

- un rattrapage à partir de juillet, malgré un niveau inférieur aux marges prévalant au printemps 2007 mais supérieures aux niveaux enregistrées au cours de la même période de 2006 ;
- un affaiblissement des marges à partir de novembre résultant des niveaux particulièrement bas des prix du diesel « cracks ». Dans le même temps, les marges des raffineries de type « Hydroskimming » se sont durablement maintenues à des niveaux négatifs.

Au cours des 10 premiers mois de l'année 2008, sur le marché NWE, les marges de raffineries de type « Hydroskimming » ont été, en moyenne, supérieures de 0,15 dollar / baril à leur niveau de 2007. Sur le marché méditerranéen, la marge de raffinage moyenne a enregistrée une baisse de 2 dollars / baril.

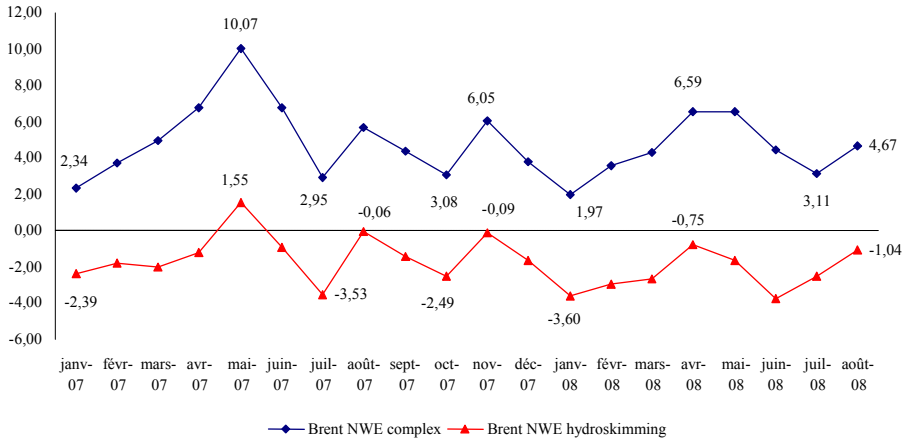
Quant aux raffineries complexes, et pour la même période (de janvier à octobre 2008), la baisse enregistrée par rapport à 2007 été de 0,15 dollar / baril sur le marché NWE a et de 0,5 dollar / baril sur le marché méditerranéen.

Concernant les 8 premiers mois de 2008, trois tendances se dégagent :

- une hausse des marges à partir de janvier sur fond de croissance significative du prix du pétrole brut ;
- un recul des marges à partir du mois d'avril ou de mai (selon les marchés) ;
- un raffermissement des marges à partir de l'été 2008 (juin/juillet) impulsé

Les marges enregistrées par les raffineries sur le Brent NWE ont évolué de la manière suivante entre janvier 2007 et août 2008 :

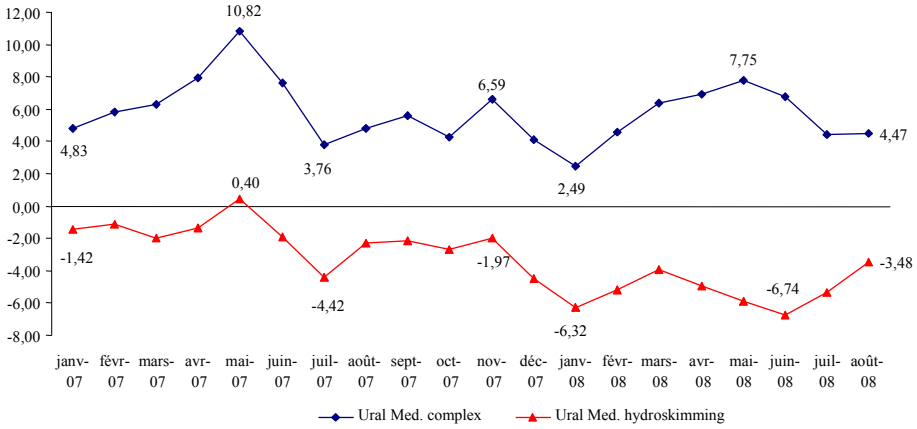
Évolution des marges de raffinage du Brent NWE depuis janvier 2007 (USD)



Source : Agence Internationale de l'Energie

Les marges générées par les raffineries de type Hydroskimming ou de type plus complexe sur l'Ural Méditerranéen, en 2007 et jusqu'en août 2008, se présentent comme suit :

Évolution des marges de raffinage de l'Ural Méditerranéen depuis janvier 2007 (USD)



Source : Agence Internationale de l'Energie

III. Marché national

III.1. Contexte national

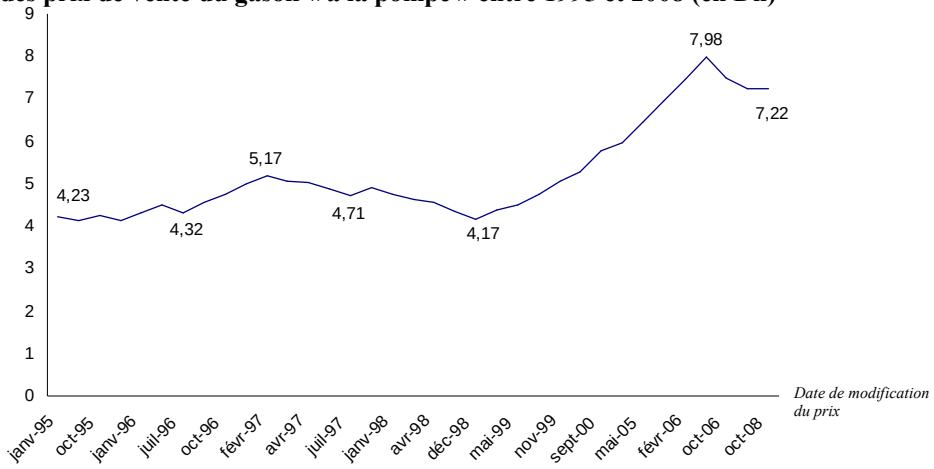
En 2002, suite à une décision gouvernementale[13], les sociétés de distribution ont le droit d'importer 20% du besoin national en matière des carburants, ce qui correspond au déficit structurel de la production de l'unique raffineur du Royaume.

Les 4 dernières années ont été marquées par un renchérissement notable des prix internationaux du pétrole brut, ce qui a bien entendu eu des répercussions sur la facture énergétique du pays.

Alors que la demande nationale de produits pétroliers n'a cessé d'augmenter (à un TCAM de 4,85% entre 2001 et 2007) pour accompagner la croissance du pays et les besoins énergétiques des différents secteurs de l'économie (industrie, tourisme, pêche, etc.), les autorités ont été contraintes de répercuter partiellement l'augmentation des prix internationaux sur les consommateurs marocains.

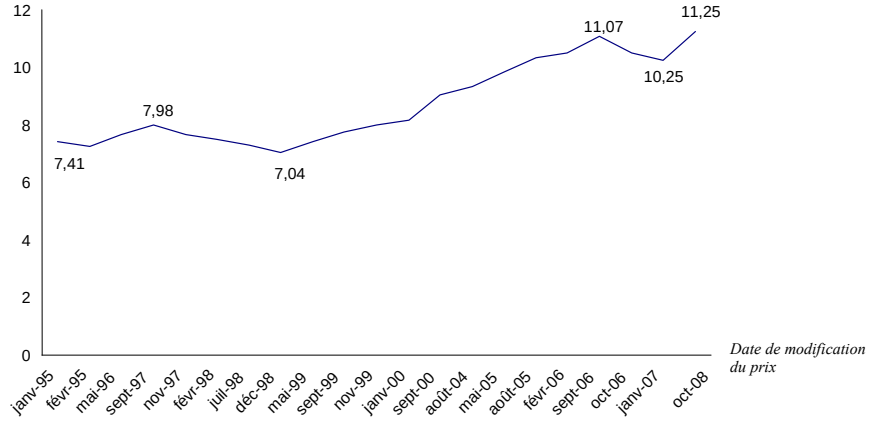
Ainsi, l'évolution des prix de vente des principales catégories de carburants s'est présenté comme suit :

Évolution des prix de vente du gasoil « à la pompe » entre 1995 et 2008 (en Dh)

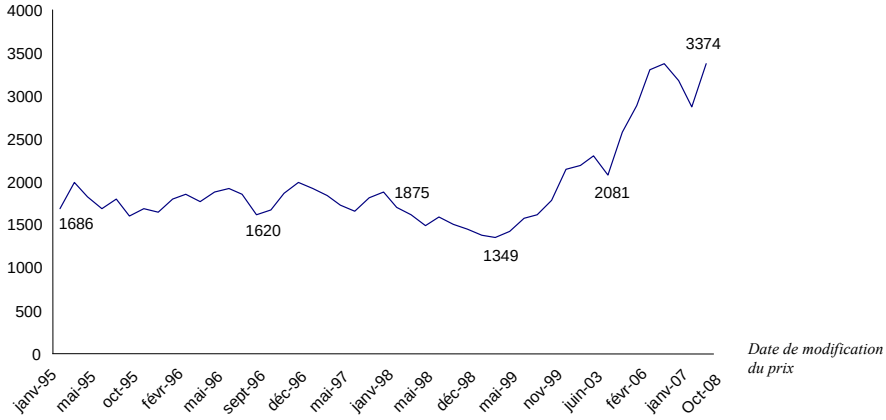


[13] Dahir n°1-02-362 du 31 décembre 2002 portant promulgation de la loi de finances n°45-02 pour l'année budgétaire 2003.

Évolution des prix de vente de l'essence super « à la pompe » entre 1995 et 2008 (en Dh)



Évolution des prix de vente du fioul entre 1995 et 2007 (en dh)



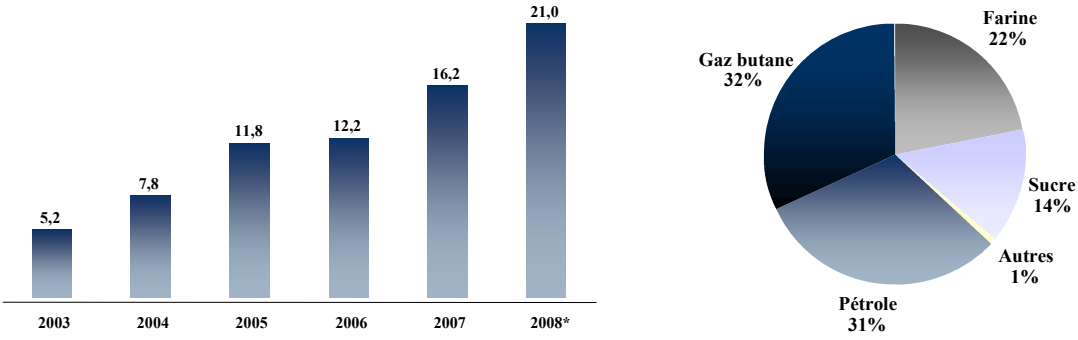
Source : Ministère de l'Energie et des Mines

Disposant de ressources énergétiques de plus en plus faibles, le tissu économique national a développé une double dépendance vis-à-vis de l'étranger et de la ressource pétrolière. Cette double dépendance compromet fortement la compétitivité du tissu productif et donc la croissance économique marocaine.

La facture énergétique que subit le pays affecte les finances publiques à travers la charge de la Caisse de Compensation, qui, en l'absence d'une totale répercussion des hausses des cours pétroliers internationaux voit le budget qui lui y est alloué croître de manière significative.

L'évolution des dépenses globales de compensation entre 2003 et 2008 ainsi que la structure de la charge de compensation en 2007 se présentent de la façon suivante :

Évolution de la charge de compensation entre 2003 et 2008(p) (en Md Dh) et structure de la charge en 2007



*Source : Association des Membres de l'Inspection Générale des Finances (AMIF) - * : charge prévisionnelle*

La charge de compensation s'inscrit, entre 2003 et 2008, sur une tendance haussière provoquée essentiellement par le renchérissement des cours des matières premières énergétiques. Ainsi, le poids des produits énergétiques, qui représentent, en 2007, près de 63% de la charge totale, est prépondérant quant à l'évolution du montant de la charge. Après une hausse modérée entre 2005 et 2006 (+3,4%), les croissances plus marquées en 2007 (+32,8%) et 2008(p) (+29,6%) sont principalement le fait de la plus forte croissance des cours des matières premières dont le Maroc reste structurellement importateur, au premier rang desquelles se trouve le pétrole brut.

Plusieurs pistes de réflexion sont engagées afin de réduire le poids de la charge subie par la caisse de compensation, dont une réforme de celle-ci avec l'objectif de mieux en cibler les bénéficiaires.

Une refonte de la politique énergétique est également en question. Il s'agit de réduire la dépendance du pays vis-à-vis du pétrole en amenant par exemple la part des énergies renouvelables à 10% des énergies utilisées au Maroc à l'horizon 2012. Cet objectif ambitieux passe notamment par la création d'un cadre incitatif ainsi que la construction d'infrastructures adaptées, tâche à laquelle s'est attelée le gouvernement avec notamment un plan de création de parcs d'éoliennes (14 parcs devraient être crées d'ici 2012[14]) avec l'assistance de partenaires étrangers.

Par ailleurs, en raison d'une procédure de libéralisation entamée très tôt avec la privatisation de la distribution des produits pétroliers en 1994 et du raffinage en 1997, le secteur énergétique marocain est devenu un secteur précurseur en matière d'attraction d'investissements étrangers puisque doté d'un secteur libéralisé avec un cadre réglementaire clair et transparent.

Parmi les principales réalisations figurent aussi la construction du Gazoduc Maghreb-Europe, les réformes tarifaires concernant les produits pétroliers et la révision du Code de recherche d'hydrocarbures en février 2000.

III.1.1. Exploration

Le nouveau Code des Hydrocarbures a permis d'insuffler une dynamique nouvelle à l'exploration pétrolière. Il incite les principales entreprises mondiales à s'intéresser au Maroc et, tout particulièrement, à son offshore. Cependant, aucune découverte d'importance n'a encore été réalisée. Mais un espoir raisonnable est de mise. La multiplication des travaux de recherche et de prospection ces dernières années augmente les chances de découverte de gisements. A cet égard, il y a lieu de citer les espoirs soulevés par le potentiel dont dispose le Maroc dans l'exploitation des schistes bitumineux[15], dont le coût d'exploitation, auparavant jugé prohibitif, est aujourd'hui relativisé face aux niveaux élevés atteints par les cours de brut.

De l'avis de plusieurs experts, le sous-sol demeure encore sous exploré sachant que l'étendue des bassins sédimentaires terrestres et maritimes est d'une superficie totale de près d'un million de km². L'offshore atlantique marocain, avec ses 350 000 km² de bassins sédimentaires, constitue toujours, un objectif intéressant et une zone pratiquement vierge pour l'exploration.

Les efforts menés par l'ONHYM et par le ministère de tutelle se sont d'ailleurs inscrits dans cette optique en se basant sur une intensification de la recherche des hydrocarbures et de l'exploration minière. Ainsi, les travaux réalisés par les différents partenaires de l'ONHYM, ont porté sur des acquisitions de données de gravimétrie et de magnétométrie, de données sismiques 2D et 3D, la poursuite des évaluations géologiques, géophysiques, géochimiques et pétrolières dans les différents permis et zones de reconnaissance avec l'intégration des nouvelles données issues des forages offshore réalisés au cours des 4 dernières années.

Ces travaux étaient destinés à mieux évaluer les objectifs existants, à constituer de nouveaux portfolios de prospects et à préparer de nouveaux programmes sismiques 3D et d'autres forages sur les permis concernés.

[14] Source : Ministère de l'Energie et des Mines.
[15] Le Maroc disposerait selon l'ONHYM des 6èmes réserves mondiales, estimées à près de 50 millions de barils.

Les permis et autorisations de reconnaissance s'étalent sur près de 332 594 km² dont 35% en offshore. De plus, 10 concessions ont été accordées pour un périmètre de 117 km².

Les sociétés opérant actuellement ou ayant opéré dans le secteur de la recherche pétrolière au Maroc sont :

	Majors et opérateurs majeurs indépendants	Sociétés indépendantes	Compagnies nationales
Au 31 mai 2008	ENI, Repsol YPF, Maersk Oil, Hydro, Dana.	Anschutz, Direct Petroleum Exploration Inc., Maghreb Petroleum Exploration SA (MPE), Cabre Maroc Limited, Kosmos, Heyco Maroc, Stratic Energy, Energy Corp., Transatlantic Maroc Limited, Thetys, Eastern Petroleum, San Leon, Island Oil & Gas, Circle Oil, Genting Oil, GBP, MND, Hunt Oil, PEL, Sphere & Longreach.	Petronas Carigali SDN.BHD, Petro-Canada.
De 1997 à juin 2006	Shell, Total, E&P Maroc, Conoco Philips, ENI, Kerr Mc Gee, Repsol YPF, Maersk Oil, Wintershall, Tullow (Energyafrica), Norsk Hydro, Petrocanada, Genting Oil and Gas, Maersk Oil.	Anschutz, Direct Petroleum Exploration Inc., Tullow (Energy Africa Limited), Vanco Energy Company, Taurus Petroleum AB, Maghreb Petroleum Exploration SA (MPE), Pionieer, Cabre Maroc Limited, Enterprise Oil Plc, Roc Oil, Kosmos Energy Offshore, Morocco HC, Heyco maroc, Stratic Energy (Morocco) Inc., Energycorp Maroc, Transatlantic Maroc Ltd, Tethy's Oil AB, Eastern Petroleum (Cyprus), **Samir**.	Petronas Carigali SDN.BHD, CNOOC.

Source : Office National des Hydrocarbures et des Mines

Le dernier accord en date a été signé en juillet 2008, entre l'Office National des Hydrocarbures et des Mines (ONHYM) et les sociétés Petro Canada et RWE Dea AG et porte sur les permis dits "Bas Draa" d'une superficie de 13.086,9 km².

III.1.2. Le raffinage

Historiquement, le raffinage du pétrole au Maroc était assuré par 2 sociétés : la Samir et la SCP. Après la décision de privatisation de la Samir et de la SCP et la cession en bourse de 25% du capital de la première, les deux raffineries ont été acquises en juin 1998 par le groupe Corral Petroleum Holdings. Le 24 juin 1999 est intervenue la fusion absorption de SCP par la Samir. L'histoire du raffinage se confond avec celle des deux raffineries, située à Mohammedia et Sidi Kacem.

D'une capacité de production (en 2008) de 7,75 millions de tonnes, ces deux raffineries assurent entre 80 et 85% des besoins du pays en produits pétroliers. Aujourd'hui, la Samir dispose ainsi d'une capacité de traitement de 125 000 barils / jour. En ce qui concerne les capacités de stockage, la Samir jouit d'une capacité de stockage significative de 2 millions de m^3 répartis entre 1,04 million de m^3 pour le pétrole brut et 1,06 million de m^3 pour les produits finis et semi-finis (produits raffinés).

Depuis juillet 2002, le système qui garantit la protection de l'industrie du raffinage évolue progressivement vers une libéralisation totale des importations prévue en 2009. Les garanties de marges de raffinage disparaîtront progressivement.

Au lendemain du sinistre[16] ayant affecté la Samir en novembre 2002, un comité national d'approvisionnement regroupant les représentants des industries de raffinage et les distributeurs de produits pétroliers a été mis en place. Le gouvernement avait décidé de suspendre les droits d'importation sur certains produits pétroliers (gasoil, super, ordinaire, fuel et bitume). En parallèle, les trois unités de raffinage endommagées ont été remises en service respectivement en janvier, mars et juillet 2003 permettant à la Samir de retrouver progressivement sa capacité de production.

III.1.3. Perspectives du secteur énergétique national

Appelé à suivre la poussée démographique (1,6% par an) et le rythme de croissance économique escompté, le secteur énergétique serait confronté à l'avenir à plusieurs défis parmi lesquels il convient de citer :

- **Défi géopolitique et stratégique :** garantir la sécurité de l'approvisionnement et l'indépendance énergétique. L'approvisionnement demeure une préoccupation majeure pour un pays comme le Maroc, qui importe près de 96% de ses besoins en produits pétroliers de l'extérieur. A l'horizon 2010, les besoins sont estimés à 16 millions de TEP[17] pour le pétrole et près de 27 TWH[18] pour l'énergie électrique. L'objectif est de ramener cette dépendance à 80% en 2020 ce qui devrait se traduire par un allégement substantiel du budget de l'Etat ;
- **Défi environnemental :** assurer la protection de l'environnement en s'orientant vers les énergies renouvelables et le gaz naturel ;
- **Défi socio solidarité :** permettre l'accès à l'énergie pour tous et conférer à tout citoyen un droit à l'électricité ;
- **Défi économique :** fournir une énergie compétitive. Achever le processus de libéralisation du secteur pétrolier et de l'électricité à usage industriel. En premier lieu, il s'agira de permettre aux industriels marocains de bénéficier de tarifs aussi avantageux que les industriels étrangers concurrents, et de contribuer ainsi à la compétitivité des prix des produits industriels nationaux dans le contexte d'ouverture de l'économie. Enfin, la libéralisation stimulera l'intégration du marché électrique national dans le vaste espace euro méditerranéen, ce qui fera profiter l'électricité marocaine de fortes synergies et consolidera sa compétitivité.

III.2. Echanges internationaux de produits pétroliers

III.2.1. Les importations

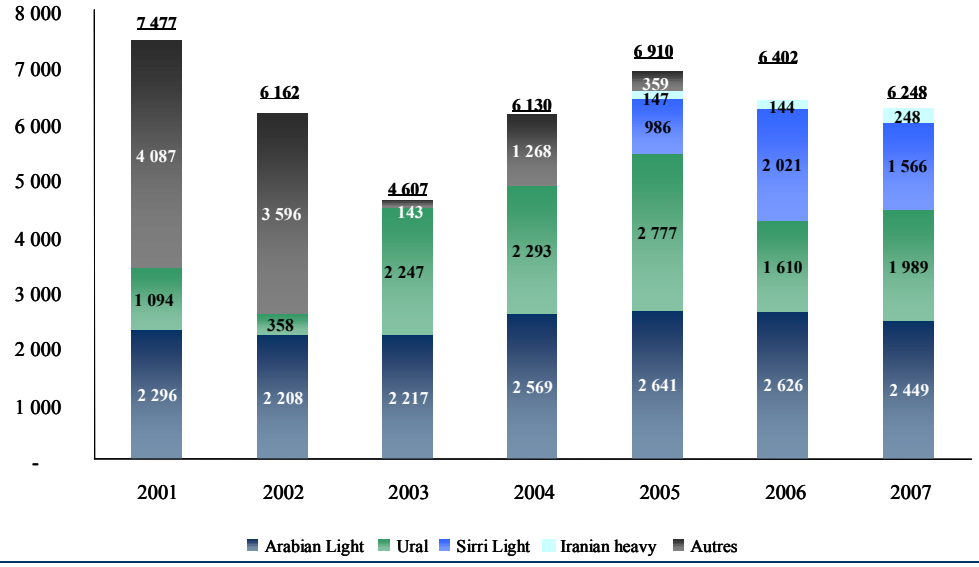
Le Maroc importe du pétrole brut mais également des produits raffinés.

Importations de pétrole brut

Le volume des importations de pétrole brut évolue de la manière suivante entre 2001 et 2007 :

[16] Inondations ayant affecté l'ensemble des installations techniques de la Samir et ayant causé un incendie qui a affecté les installations off site de la Samir, à savoir la centrale thermo électrique, les bacs de stockage de produits intermédiaires et les installations de traitement d'eau.
[17] Tonnes équivalent pétrole.
[18] Tonnes Watt heure.

Importations marocaines de pétrole brut entre 2001 et 2007 (milliers de tonnes métriques)



Sources : Samir

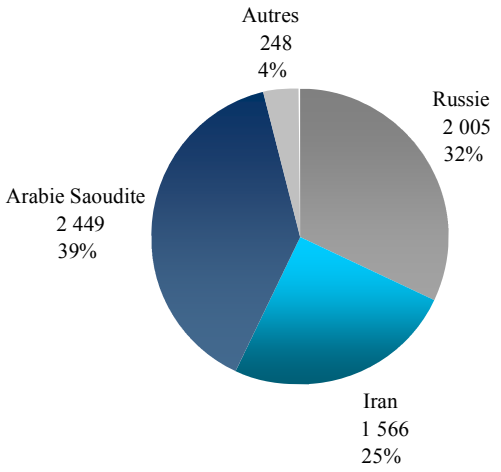
La Samir étant l'unique raffineur du pays, les importations de brut à l'échelle nationale correspondent aux importations de brut opérées par la Samir.

Les importations de pétrole brut connaissent un TCAM de -2,9 % entre 2001 et 2007 avec un plus bas atteint en 2003. Ce recul s'explique essentiellement par l'indisponibilité de l'outil de production de la Samir à partir de novembre 2002 suite au sinistre ayant affecté le site de Mohammedia. La libéralisation des importations qui s'en est suivie a de fait entraîné une baisse de ses parts de marché consécutive à la mise en concurrence de la Samir par les distributeurs. En effet, la baisse constatée des importations à partir de 2006 correspond au véritable démarrage,de la part des distributeurs, d'importations de volumes importants de produits raffinés. L'évolution des importations entre 2003 et 2007 progresse en revanche selon un TCAM de 7,9%.

L'Arabian Light (en provenance d'Arabie Saoudite) demeure la première catégorie de brut importée par le Maroc avec une moyenne de 39% des approvisionnements sur la période 2001-2007. L'Ural, principalement en provenance de la Russie, vient en deuxième position avec une moyenne de 29% des importations réalisées par la Samir.

La ventilation géographique des importations marocaines en 2007 se présente comme suit :

Provenance des importations de pétrole brut au Maroc en 2007 (en milliers de tonnes métriques)



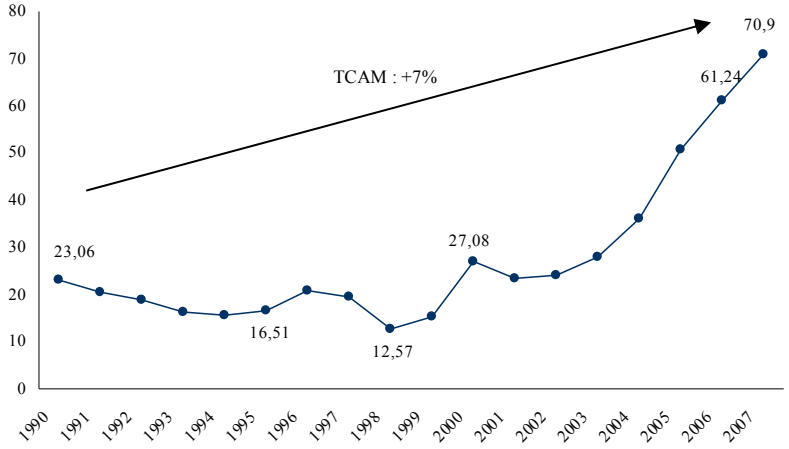
Source : Ministère de l'Energie et des Mines

Le pétrole importé provient, et cela de manière historique, majoritairement d'Arabie Saoudite. Actuellement, le Maroc s'approvisionne également, en quantité importante, à partir de la Russie (32% des importations de pétrole brut en 2007) et d'Iran (25% des importations de pétrole brut).

L'importance de la Russie est réelle depuis 2003 et provient essentiellement de l'arrêt des importations en provenance d'Irak et d'une moindre mesure de l'Iran (par rapport à 2005).

Par ailleurs, le nombre réduit du nombre de fournisseurs de pétrole brut tient d'une part à la solidité des liens entre les pays et les compagnies nationales (en ce qui concerne l'Arabie Saoudite) et d'autre part à des considérations liées au volume total de pétrole brut consommé par le Maroc qui ne permet pas une grande diversification des fournisseurs.

Évolution du prix d'achat moyen du pétrole brut par le Maroc entre 1990 et 2006 (Prix CIF en US dollar / baril)



Source : Ministère de l'Energie et des Mines

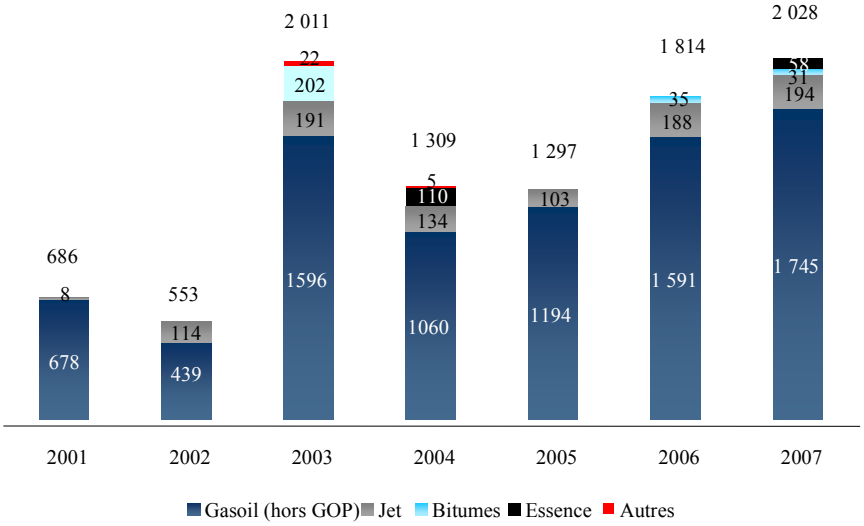
Le prix d'achat moyen de pétrole brut par le Maroc a évolué, au cours de la période considérée (1990-2006) de façon corrélée aux cours internationaux du pétrole brut.

Ainsi, ce prix a évolué entre 1990 et 2006 à un rythme de croissance annuelle moyen de 7%. Ce même taux de croissance annuelle moyen passe à 26% lorsqu'on considère la période 2002-2006 comme référence.

Importations de produits raffinés

Le volume des importations de produits pétroliers raffinés (hors GPL) évolue de la manière suivante sur les sept dernières années :

Importations marocaines de produits raffinés entre 2001 et 2007 (milliers de tonnes métriques)



Source : Samir

Les importations de produits pétroliers raffinés connaissent un TCAM de 19,8% entre 2001 et 2007.

Suite au sinistre[19] ayant touché la Samir en novembre 2002, l'Etat a levé toutes les restrictions à l'importation de produits pétroliers, afin d'assurer la continuité de l'approvisionnement du pays en produits pétroliers.

La levée des restrictions ainsi que celle des droits de douane conjuguées à l'évolution récurrente de la consommation, notamment de gasoil, expliquent l'évolution significative des importations de produits raffinés. Le gasoil, hors GOP (Gasoil Oil Pêche) a représenté en moyenne 87,1% des importations opérées par les acteurs du marché (distributeurs et Samir) entre 2001 et 2007, tandis que le jet et le bitume ont représenté 9,76% des importations sur la même période.

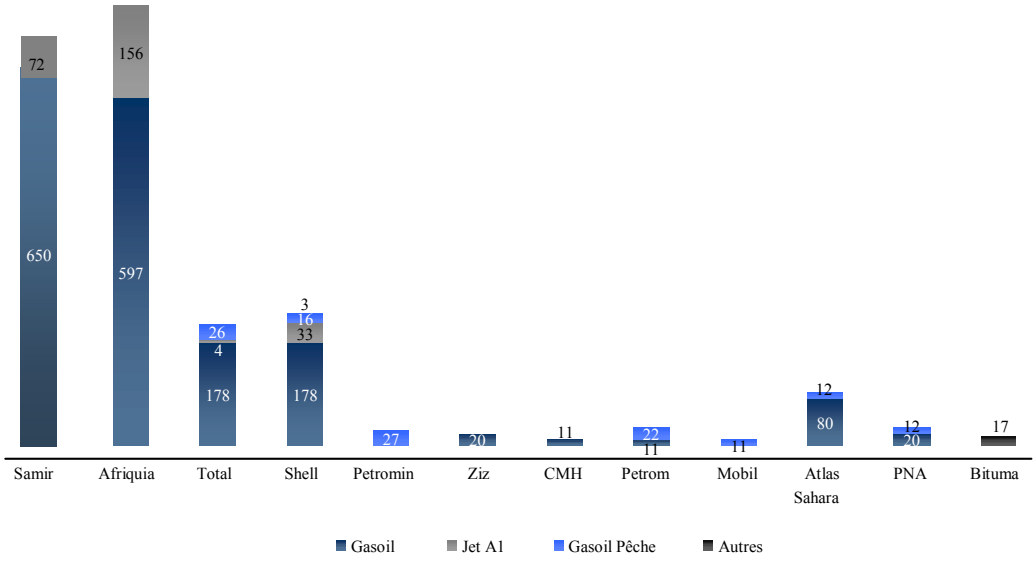
Outre la Samir, les importations sont principalement le fait de trois grands opérateurs du secteur, à savoir Afriquia SMDC, Total et Shell qui ont totalisé, en 2007, 1,1 millions de TM soit 88% du volume total des importations de produits raffinés par les distributeurs en 2007. Des facteurs logistiques justifient la part importante qu'occupent ces trois distributeurs puisqu'ils disposent des plus fortes capacités de stockage parmi les opérateurs du secteur. A ce titre, il y a lieu de noter que Afriquia SMDC bénéficie d'une capacité de stockage cumulée de 139 525 KTM dont 80 242 KTM pour le gasoil[20].

La Samir, qui de son côté procède à l'importation de produits raffinés dépendamment des niveaux de marge de raffinage qui prévalent ainsi que des déficits constatés sur le marché national, a totalisé, au titre de l'exercice 2007, 722 000 de TM.

Globalement, les importations ont essentiellement concerné deux produits à forte valeur ajoutée à savoir le gasoil et le jet A1 (destiné à l'aviation). Les importations en GOP, destiné à fournir les flottes de pêche (concentrées sur la côte Atlantique) représentent une part minime des importations.

Dans le détail, la structure des importations (1 434 KTM de volume global cumulé, y compris le GOP) par opérateur concernant l'année 2007 se présente comme suit :

Structure des importations de produits raffinés par distributeur en 2007 (milliers de tonnes métriques)



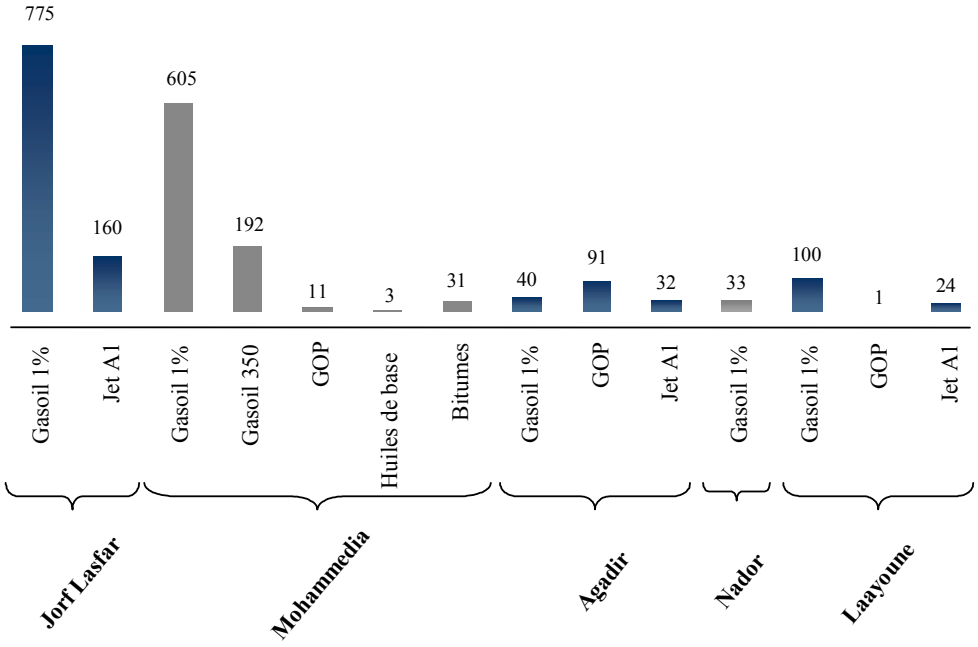
Source : Samir

La structure des importations par port en 2007 est présentée dans le graphique suivant :

[19] Inondations ayant affecté l'ensemble des installations techniques de la Samir et ayant causé un incendie qui a affecté les installations off site de la Samir, à savoir la centrale thermo électrique, les bacs de stockage de produits intermédiaires et les installations de traitement d'eau.

[20] Source : Samir

Structure des importations par port en 2007 (milliers de tonnes métriques)



Source : Samir

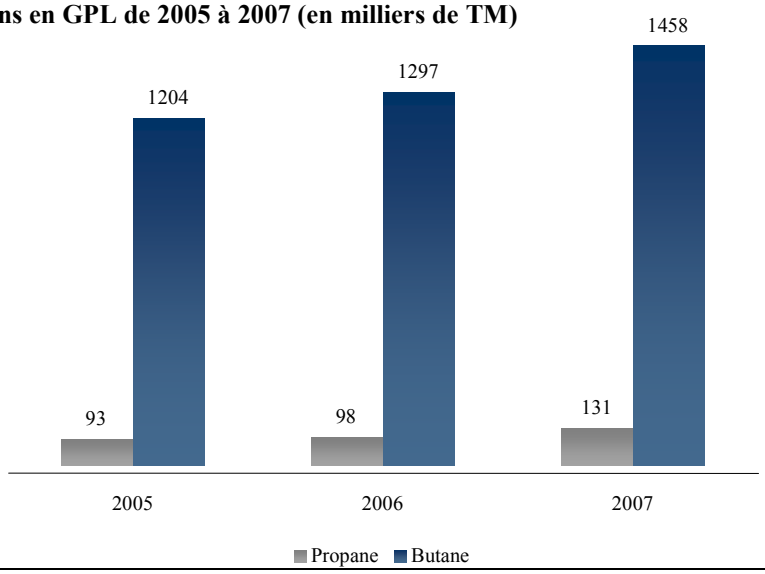
La structure des importations par port fait ressortir l'importance des ports de Mohammedia et de Jorf Lasfar qui ont enregistré, en 2007, 93,8% des flux d'imports de produits raffinés par les opérateurs d'hydrocarbures.

Les produits transitant par le port de Mohammedia sont principalement les produits importés par la Samir. En 2007, la totalité des produits raffinés importés par la Samir, représentant un volume de 721 000 MT, a transité par le port de Mohammedia. Le gasoil a représenté 90% du volume importé.

Les produits importés transitant par le port de Jorf Lasfar sont de deux types : gasoil 1% et Jet A1. La totalité des flux transitant par ce port est importée par Total et Afriquia SMDC. A cet effet, les deux opérateurs ont créée une société commune, la Société d'Entreposage de Jorf Lasfar, qui assure la gestion d'un dépôt d'hydrocarbures liquides et approvisionne les stations-service et les clients industriels d'Afriquia et de Total Maroc.

Les importations en GPL ont progressé de la manière suivante, au cours des exercices 2005, 2006 et 2007 :

Importations en GPL de 2005 à 2007 (en milliers de TM)



Source : Samir

Les importations de GPL enregistrent, au cours de la période s'étalant de 2005 à 2007, une croissance annuelle moyenne de 19% pour le propane et de 10% pour le butane.

Même moindres, ces croissances restent à l'image de la progression du marché national qui affiche, sur la même période, des croissances annuelles moyennes de 5% pour le butane et de 9% pour le propane.

Les importations en GPL sont uniquement le fait d'opérateurs privés puisque la Samir ne procède pas à l'importation de GPL. Par conséquent, les importations sont le moyen, pour les opérateurs de combler le déficit d'offre en GPL qui caractérise le marché national avec une offre de l'unique producteur (Samir) qui demeure insuffisante.

III.2.2. Les exportations

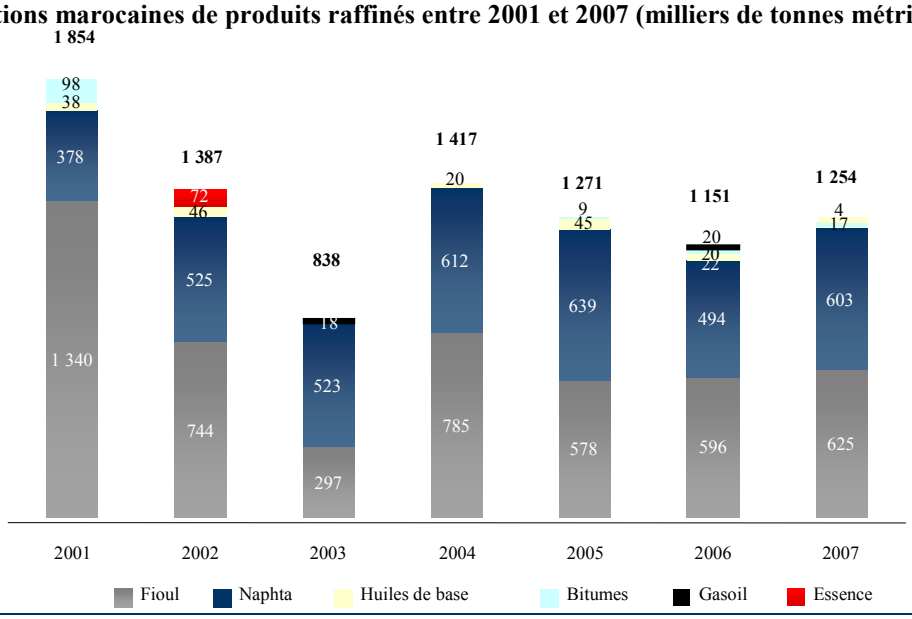
Les exportations de produits raffinés sont essentiellement composées de fuel et de naphta. Ces deux produits ont constitué en moyenne 96% des exportations marocaines au cours des 4 dernières années.

L'importance de la part de ces deux produits dans les exportations de produits raffinés s'explique par la structure même de l'offre. En effet, l'outil de production de la Samir, de type Hydroskimming, produit globalement un volume de produits raffinés dits lourds (dont un important volume de fioul), supérieur à la demande locale.

Les produits exportés sont donc en fait le fruit des capacités excédentaires de la Samir qui, pour augmenter ses recettes, s'est tournée vers l'export en y consacrant une part de sa production correspondant au surplus dégagé par rapport à la demande locale.

Les exportations de produits pétroliers raffinés évoluent de la manière suivante entre 2001 et 2007 :

Exportations marocaines de produits raffinés entre 2001 et 2007 (milliers de tonnes métriques)

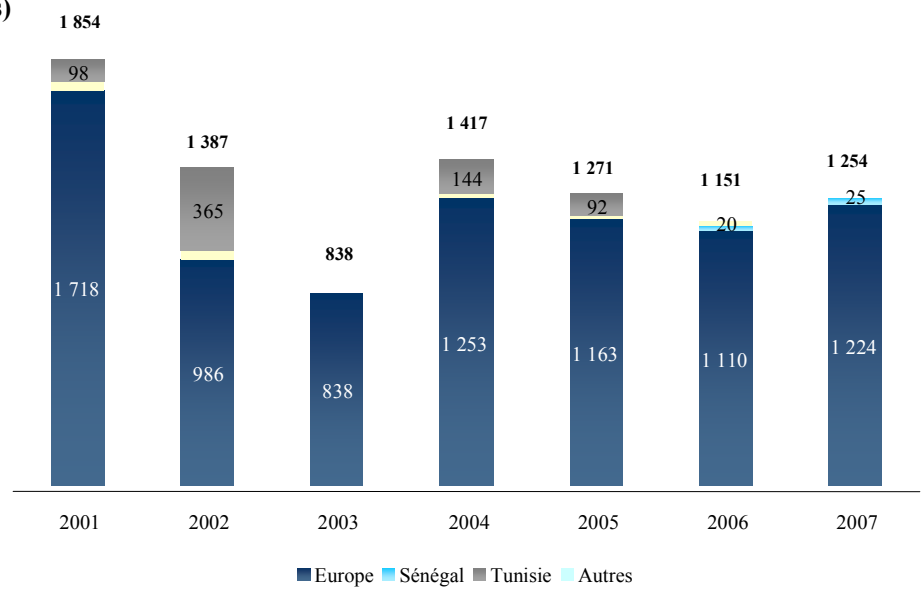


Source : Samir

Les exportations de produits raffinés connaissent une baisse en 2003, dûe à la récupération progressive par la Samir de ses capacités de production. Entre 2004 et 2006, les exportations s'inscrivent dans une tendance baissière du fait de la priorité accordée par la Samir au marché intérieur ainsi qu'à des conditions de marché ne justifiant pas un accroissement des exportations. Enfin, l'année 2007 a enregistré une hausse des volumes exportés dans un contexte d'amélioration des cours observés à l'export.

La répartition des exportations par marché destinataire se présente comme suit, pour l'année 2007 :

Exportations marocaines de produits raffinés par pays destinataire en 2007 (milliers de tonnes métriques)



Source : Samir

En 2007, plus de 98% des exportations étaient destinées au marché européen. Ces exportations ont concerné plusieurs produits dont le naphta et le fioul oil (pour 98% du total des exportations) ainsi que le bitume et la paraffine.

Les exportations vers le Sénégal ont essentiellement concerné le fioul ainsi que le gasoil.

Enfin, le marché tunisien qui représente moins d'1% des exportations, constitue un client traditionnel et constant sur les 7 dernières années en important des huiles de base de production locale.

III.3. Structure et évolution du marché national des hydrocarbures

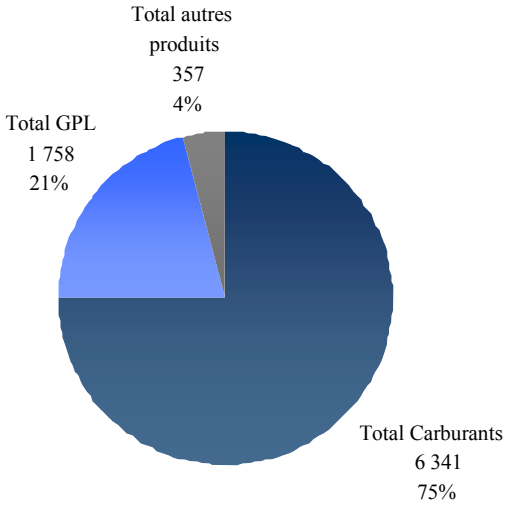
Le marché national des hydrocarbures s'est établi, à fin 2007, à 6,341 millions de tonnes métriques illustrant une hausse annuelle moyenne de 3,7% sur la période s'étalant de 2000 à 2007.

Le marché des hydrocarbures au Maroc est constitué essentiellement des produits suivants :

- les carburants composés de 4 types de produits à savoir le gasoil, le fioul, les essences et les carburéacteurs. Le marché des carburants connaît, entre 2004 et 2007, une croissance annuelle moyenne de 5% ;
- le GPL composé des 2 sous-produits que sont le butane et le propane. La demande de GPL s'est accrue significativement, enregistrant une croissance annuelle moyenne de 7,5% entre 2001 et 2007 ;
- les bitumes et les huiles de base. Ces deux produits ont enregistré des croissances annuelles moyennes respectives de 12,7% et 3,4% entre 2001 et 2007.

La structure du marché national des hydrocarbures, par produit, en 2007, se présente comme suit :

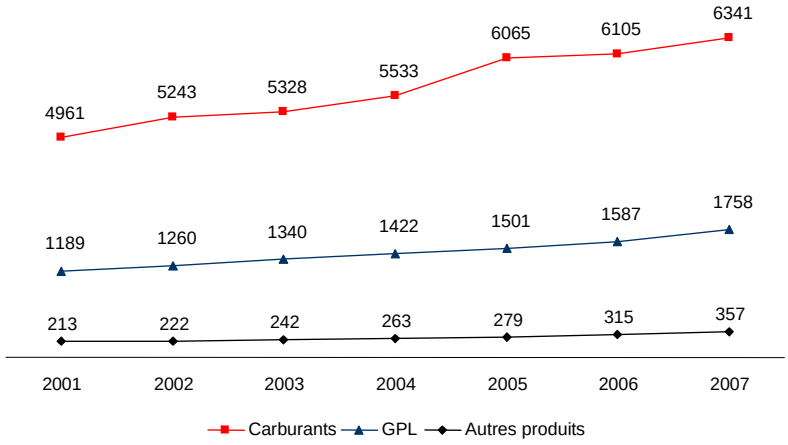
Structure du marché des hydrocarbures au Maroc en 2007



Source : Samir

L'évolution de la consommation nationale en produits pétroliers sur les 7 dernières années se présente comme suit :

Évolution de la consommation nationale en produits pétroliers entre 2001 et 2007 (en milliers de TM)



Source : Samir

III.4. Marché des carburants

III.4.1. Structure du marché des carburants

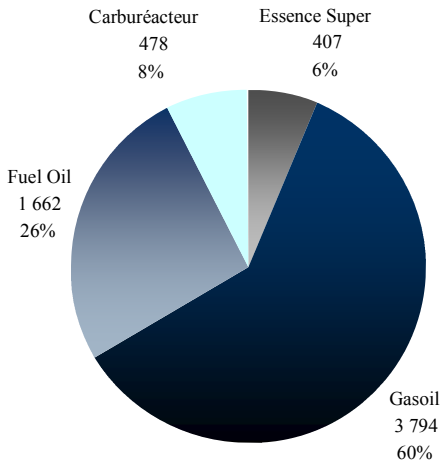
Le marché marocain des carburants est composé de quatre types de produits :

- le gasoil : il s'agit du carburant le plus utilisé et celui qui affiche le taux de croissance le plus élevé du marché. Son évolution est fortement liée à celle de la diésélisation du parc automobile marocain ;
- le fioul : principalement utilisé au niveau industriel, la consommation de fuel connaît un ralentissement en raison de l'utilisation de plus en plus fréquente d'autres sources d'énergies telles que le charbon, le coke de pétrole, le GPL ou encore le gaz naturel ;
- les essences : de la même manière que le gasoil, la courbe de consommation des essences est corrélée à celle du parc automobile marocain. Toutefois, sa progression demeure entravée par une fiscalité moins avantageuse ;
- les carburéacteurs : les carburéacteurs trouvent essentiellement leur marché au niveau du secteur aéronautique, étroitement lié à la progression de l'activité touristique ;

Le pétrole lampant, destiné principalement à l'éclairage enregistre une consommation quasi nulle depuis 2006 (date à laquelle il a cessé d'être commercialisé) en raison de la progression de l'électrification rurale.

La structure du marché des carburants (en terme de consommation) en 2007 se présente de la manière suivante :

Structure du marché des carburants en 2007 (milliers de tonnes métriques)

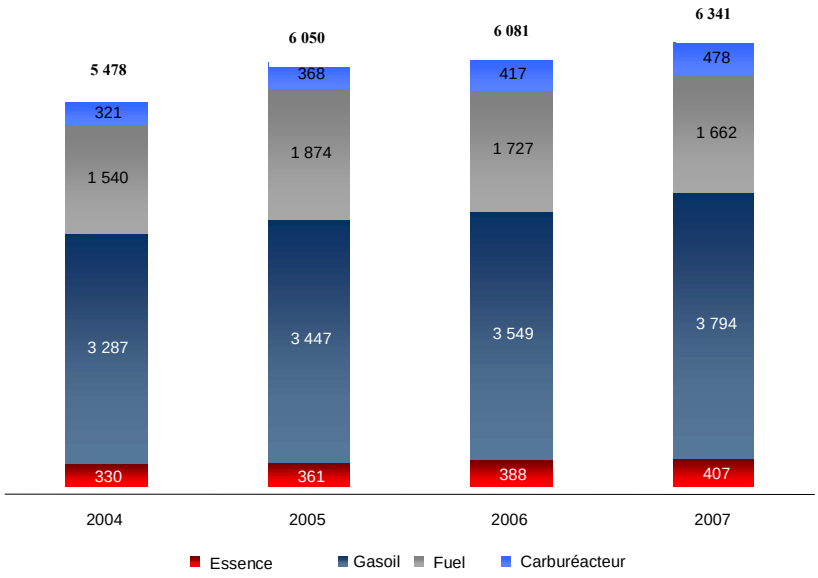


Source : Samir

III.4.2. Évolution du marché des carburants

La consommation de carburants entre 2004 et 2007 évolue de la manière suivante :

Structure du marché des carburants en 2007 (milliers de tonnes métriques)



Sources : Ministère de l'énergie

La demande globale de carburant s'inscrit en hausse sur la période 2004 à 2007 avec un TCAM de 5%. La plus forte hausse fut constatée entre 2004 et 2005 avec une progression de la demande de 10%, tirée par une forte demande en gasoil et en fuel.

L'évolution des ventes de carburant s'explique par les éléments suivants :

- La croissance annuelle moyenne de la demande de gasoil entre 2004 et 2007 s'élève à 4,9%. La progression des gasoils s'inscrit en parallèle de la croissance du parc automobile et de sa diésélisation (les moteurs diesel représenteraient aujourd'hui entre 60 et 70% du parc). La

différence de prix à la pompe entre l'essence et le gasoil explique en grande partie la structure du parc automobile marocain. De plus l'apparition d'un gasoil propre, en l'occurrence le gasoil 350, a également contribué à la croissance de la consommation de gasoil ;

- les ventes d'essences s'inscrivent en hausse de 7,2% en moyenne annuelle entre 2004 et 2007, alors même que la croissance annuelle sur la période 2000-2004 n'était que de 0,3%. Les principales raisons à ce récent développement de la consommation d'essence sont :
  - ✓ l'apparition de nouveaux carburants propres tel que l'essence sans plomb ;
  - ✓ la forte pénétration sur le marché de véhicules (particulièrement les petites citadines, majoritairement de marque asiatique) disponibles uniquement en version essence.

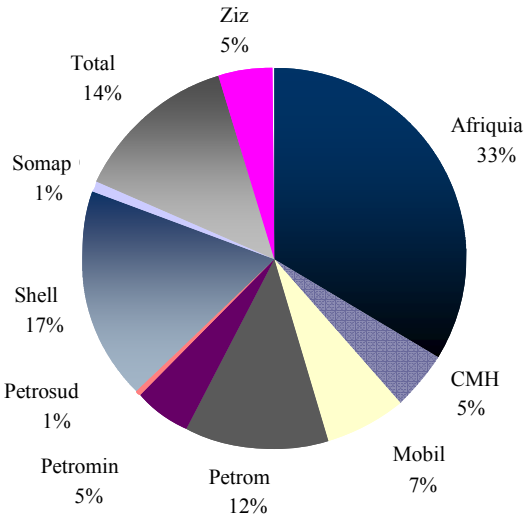
  Ainsi, malgré la prédominance des moteurs diesel dans le parc automobile marocain, les voitures à moteur essence connaissent une croissance notable qui se traduit en terme de consommation par une demande en croissance pour l'essence.
- les ventes de fuel s'affichent en légère hausse de 2,6% sur la période 2004 à 2007 du fait de la reconversion de certaines industries au charbon ou encore à d'autres sources d'énergie telles le coke de pétrole, le GPL ou encore le gaz naturel. De plus, la consommation de fuel demeure fortement liée à la demande formulée par l'ONE (pour la production d'énergie) qui fluctue en fonction de ses choix d'approvisionnement (fuel, énergie importée notamment d'Espagne, etc.). En 2007, l'ONE a notamment augmenté ses importations d'électricité. Le fuel représente toutefois plus de 26,2% du volume total des ventes de carburants en 2007 ;
- les ventes de carburéacteurs s'inscrivent en forte hausse de 14,2% en moyenne annuelle entre 2004 et 2007. La consommation de carburéacteurs est fortement liée à la santé du tourisme et du trafic aérien. Le volume d'affaires généré par les carburéacteurs a connu un recul marqué en 2001 (baisse de 2,5% entre 2000 et 2001) et une croissance modérée entre 2001 et 2003 (croissance annuelle moyenne de 2,4% entre 2001 et 2003), principalement expliqué par les évènements du 11 septembre 2001 qui ont marqué le début d'une période de ralentissement du trafic à l'échelle mondiale qui a également touché le marché marocain. Mais à partir de 2004, les ventes ont connu une forte croissance (à un taux annuel moyen de 14,2% entre 2004 et 2007) corrélée au développement accélérée du secteur touristique marocain et du nombre de passagers transportés par les compagnies aériennes opérant au Maroc.

III.4.3. Les distributeurs

Actuellement, une quinzaine de sociétés opèrent, en tant que repreneurs en raffineries et distributeurs de produits pétroliers auprès du consommateur final marocain.

Les parts de marché, en 2007, des principaux distributeurs se présentent comme suit :

Parts de marché des principaux distributeurs de combustibles liquides en 2007



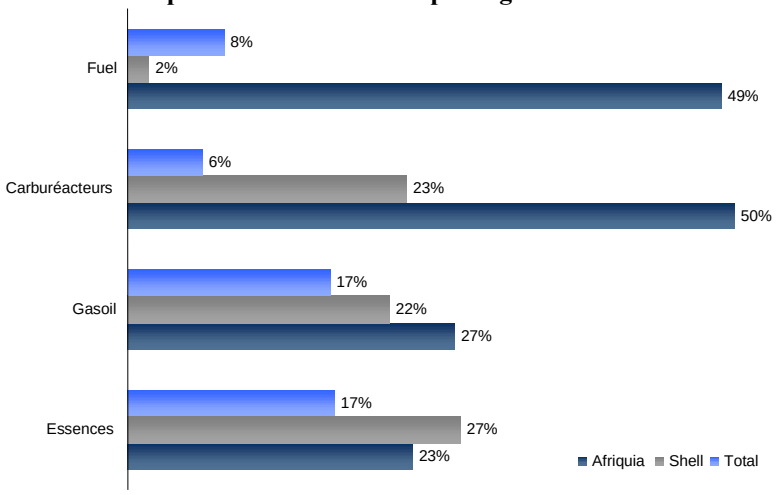
Source : Groupement des Pétroliers Marocains (GPM)

Les trois principaux acteurs du marché à savoir Afriquia, Shell et Total représentent 65,3% du volume global des ventes du marché.

Dans le détail des différents segments du marché, Afriquia est leader sur les segments du gasoil, du fuel ainsi que celui des carburéacteurs tandis que Shell occupe le premier rang sur le marché des essences.

En 2007, la répartition des parts de marché, par segment, pour les trois premiers acteurs du marché s'est établie comme suit :

Parts de marché des 3 premiers distributeurs par segment en 2007



Source : Groupement des Pétroliers Marocains (GPM)

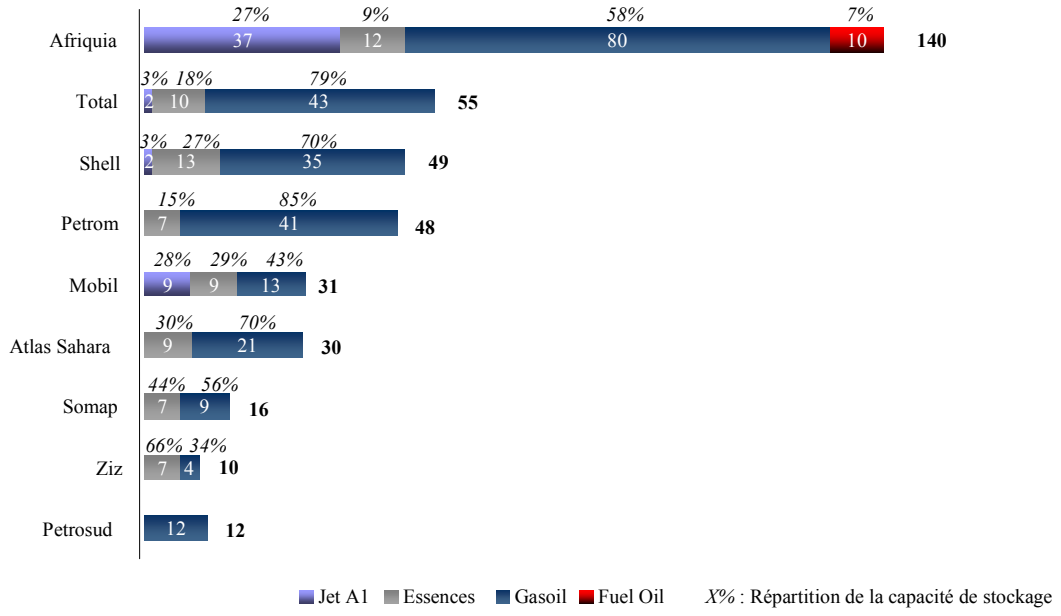
Les principaux opérateurs du secteur sont :

- **Afriquia SMDC :** Né de la fusion opérée en 2006 entre Afriquia SMDC et Oismine Group (propriétaire du réseau de distribution Somepi), Afriquia SMDC est présent sur tous les segments du marché des combustibles liquides et occupe la position de leader sur trois segments sur quatre. La société, filiale à hauteur de 76% du groupe Akwa compte parmi ses clients les plus grandes entreprises nationales publiques et privées.

- **Shell Maroc :** Créée en 1961 et affiliée au groupe multinational anglo-hollandais Royal Dutch Shell, Shell Maroc couvre l'ensemble des segments du marché des combustibles liquides et occupe la position de leader sur le segment des essences.
- **Total Maroc :** Filiale de la multinationale française Total, Total Maroc dispose d'une offre couvrant l'ensemble des produits du marché des combustibles liquides en opérant dans les secteurs de la distribution des produits pétroliers, carburants, gaz, lubrifiants, aviation et d'approvisionnement des navires. La société est présente sur le marché national depuis 1927.
- **Petrom :** Société anonyme créée en 1945 et spécialisée dans l'importation et distribution de produits pétroliers et de produits chimiques, gaz, butane, propane et lubrifiants, Petrom occupe le quatrième rang du marché en terme de volumes vendus. Le tour de table est composé de la famille Bouaida qui détient 100% du capital de Petrom.
- **Mobil Maroc :** Affiliée depuis sa création en 1923 et jusqu'à fin 2007 au groupe multinational Exxon Mobil, Mobil Maroc a changé d'actionnariat après la prise de contrôle de son capital opérée par Libya Oil Holdings Limited au début de l'exercice 2008. Mobil Maroc propose une offre complète de combustibles liquides excepté le segment du fioul sur lequel la société n'est plus présente depuis 2006.
- **Ziz :** Filiale à hauteur de 75,1% du groupe Omni Holding, Ziz dispose d'un tour de table marocain et opère dans la distribution de combustibles liquides mais demeure absent du marché des carburéacteurs.
- **CMH :** Filiale du groupe Hogespar, la Compagnie Marocaine des Hydrocarbures (CMH) est présente depuis 1976 (date de sa création) sur les segments de la distribution de produits pétroliers (à l'exception des carburéacteurs).
- **Petromin Oils :** Société anonyme créée en 2002, Petromin Oils est présente sur les segments de la distribution de carburants liquides et de fioul.
- **Atlas Sahara :** Société distribuant de l'essence super et du gasoil.
- **CPHM :** Société de distribution opérant sur les segments des carburants liquides.

Les capacités de stockage par distributeur et par produit sont présentées ci-dessous :

Capacités de stockage en 2007 par distributeur et par produit (capacité en milliers de TM et répartition en %)



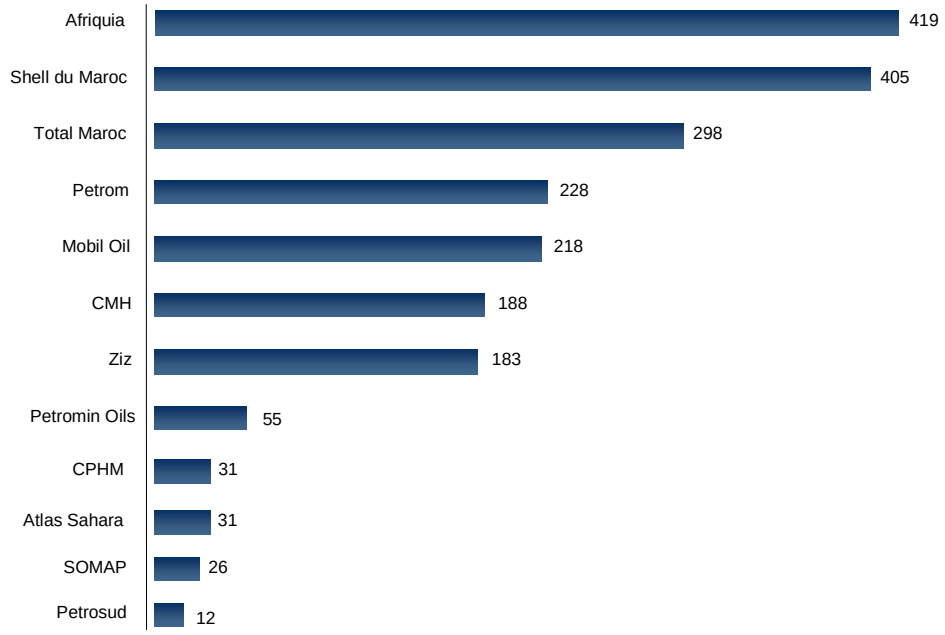
Source : Samir

Afriquia dispose de la capacité de stockage la plus importante, bénéficiant de l'importante logistique offerte par le terminal de Jorf Lasfar, exploité conjointement avec Total.

L'essentiel des capacités des installations de stockage concernent le gasoil qui est, par ailleurs, le produit le plus consommé sur le marché marocain et celui pour lequel les opérateurs ont le plus recours aux importations.

L'étendue du réseau dont disposent les principaux opérateurs distributeurs est présentée ci-dessous :

Nombre de points de vente par distributeur à fin 2007



Source : Samir

Les trois leaders du marché en terme de ventes globales disposent également des trois réseaux de distribution les plus importants en terme de nombre de points de vente (stations d'essence).

Afriquia dispose du réseau le plus important avec 419 points de vente à fin 2007, couvrant l'ensemble du territoire. Afriquia est talonnée par Shell qui s'appuie sur un réseau de 405 stations à travers le Royaume. Il est à noter que les 3 leaders du marché (Afriquia, Shell et Total couvrent, de par leur réseau de distribution, 14 régions sur les 16 que compte le Maroc[21].

III.5. Le marché du GPL

Le marché du GPL se compose en deux produits, le Butane et le Propane.

Le butane est essentiellement consommé en milieu urbain par les ménages pour le chauffage et la cuisine. Son évolution est étroitement liée à celle de la croissance du nombre de ménages et par conséquent à la croissance démographique du pays. Le butane est considéré comme un produit de base et son prix est donc réglementé et subventionné par les autorités via l'intervention de la Caisse de Compensation.

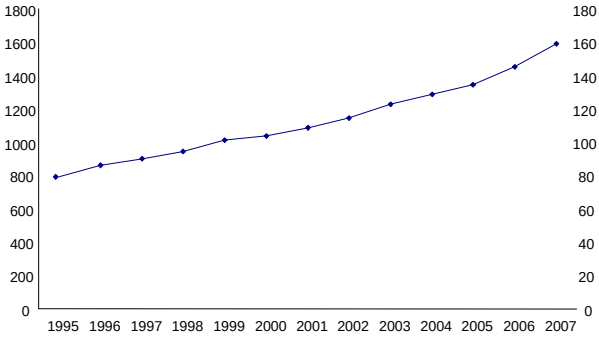
Le propane est principalement consommé par les industries (notamment des industries céramiques, métallurgiques et agroalimentaires). L'évolution des ventes de propane est donc corrélée à la croissance économique nationale. Jusqu'en 1995, le propane bénéficiait des mêmes mesures de soutien de la part du gouvernement (fixation d'un prix de vente et subventionnement par les autorités). En 1995, le prix du propane est libéralisé, ce qui a occasionné une baisse immédiate de la consommation l'année suivante. Néanmoins, la consommation s'inscrit

[21] Les 3 sociétés mentionnées sont absentes des régions Laayoune-Boujdour-Sakia El Hamra et Oued Eddahab-Lagouira.

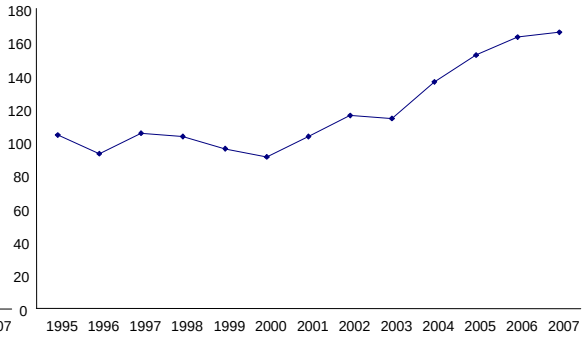
globalement dans un trend haussier, nettement marqué à partir de 2003, mais demeure sensible aux variations des prix internationaux.

L'évolution de la consommation de GPL entre 1995 et 2007 se présente comme suit :

Consommation de butane (milliers de TM)



Consommation de propane (milliers de TM)



Sources : Ministère de l'énergie - Samir

La consommation de GPL a connu une croissance importante au cours des dernières années avec un taux de croissance annuel moyen de 7,5% entre 2001 et 2007. Cette progression régulière repose sur la croissance démographique[22] et sur les habitudes de consommation des ménages marocains qui restent attachés à ce produit.

La Samir, avant l'incendie qui a frappé ses installations en 2002, assurait l'approvisionnement, en moyenne, de 17 à 20% de la demande en butane et de 35 à 40% de la demande en propane. Le solde de la demande était couvert par l'importation. Cependant, suite à l'incendie de la Samir survenu en novembre 2002, les distributeurs de GPL ont été amenés à s'approvisionner en grande majorité par la voie de l'importation. Les distributeurs continuent, depuis cette date, à recourir aux importations en fonction d'arbitrages des conditions de marché.

III.5.1. Structure du marché des GPL

Chacun de ces deux produits qui composent le marché marocain des GPL (Propane et Butane) se décline selon deux formes, conditionné et vrac.

Le marché national est fortement dominé par le butane qui représente près de 91% de la consommation[23]. Le butane est principalement distribué sous forme conditionnée (96% de la distribution de butane) tandis que le propane est essentiellement utilisé en vrac (92% de la distribution de propane).

De manière générale, les produits conditionnés sont destinés à l'usage domestique tandis que les produits en vrac répondent à une demande industrielle et professionnelle : industries céramiques, métallurgiques et agroalimentaires…

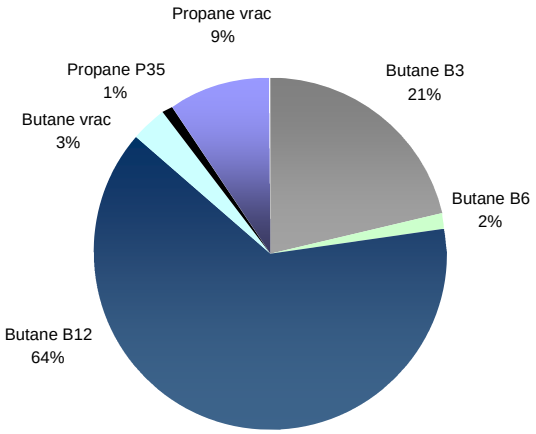
Concernant le GPL conditionné, représentant près de 87% de la demande, le marché propose les produits suivants : le butane sous cylindre de 3 Kg, le butane B6 sous cylindre de 6 kg, le butane B12 sous cylindre de 12 Kg et le propane P35 sous cylindre de 35 Kg.

Le segment vrac, ne représente pour sa part qu'environ 13% du marché GPL.

[22] La croissance annuelle moyenne de la population entre 2001 et 2007 a été de 1,1%.
[23] Données 2007, source : Groupement des Pétroliers Marocains - Samir

Avec un volume global de plus de 1,6 millions de tonnes, le marché marocain des GPL se décline de la manière suivante :

Ventilation de la demande en GPL en 2007

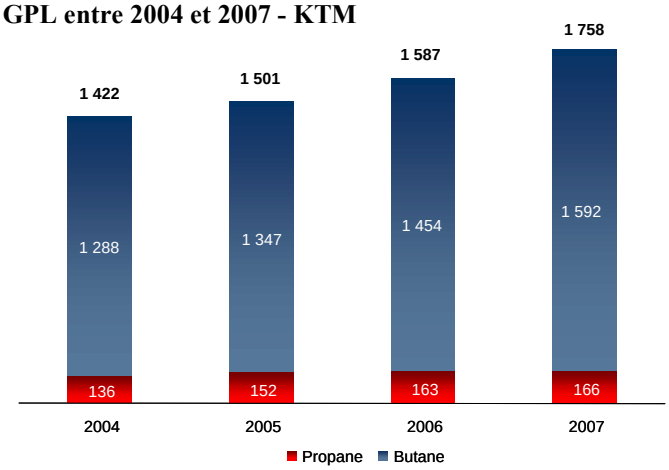


Source : Groupement des Pétroliers Marocains - Samir

III.5.2. Évolution du marché des GPL

Le graphique suivant reprend l'évolution des ventes entre 2004 et 2007 :

Evolution du marché GPL entre 2004 et 2007 - KTM



Source : Groupement des Pétroliers Marocains - Samir

La demande globale de GPL est en hausse régulière depuis 2004, avec une croissance annuelle moyenne de 7,3% sur la période. Cette progression concerne aussi bien le butane (TCAM de 7,3%) que le propane (TCAM de 6,9%).

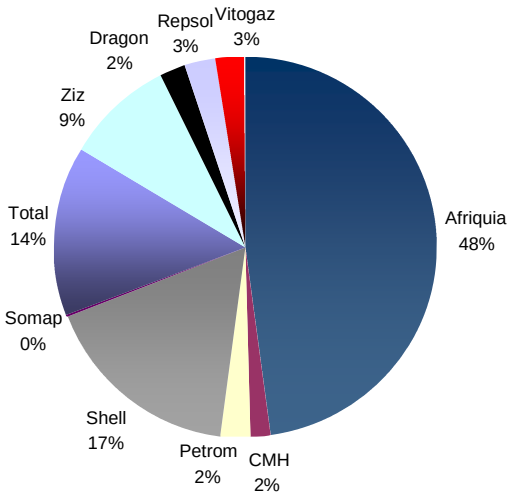
Les éléments marquants expliquant cette évolution sont :

- la stabilisation des ventes de butane conditionné sous cylindres de 3 Kg en raison de la poursuite du programme d'électrification rurale ;
- la progression des ventes de butane conditionné sous cylindres de 6 Kg et 12 Kg en raison de la politique d'électrification entraînant une substitution des ventes de butane sous cylindres de 3 Kg par des ventes de butane conditionné sous cylindres de 6 Kg et 12 Kg. Par ailleurs, la hausse des ventes de butane conditionné sous cylindres de 6 Kg et 12 Kg répond également à la croissance démographique et au phénomène d'urbanisation que connaît le Maroc ;
- la hausse importante de la demande de GPL en vrac du fait d'une forte croissance de la demande industrielle. Cependant, cette dernière s'est quasiment stabilisée entre 2006 et 2007.

III.5.3. Les distributeurs

Le marché de la distribution de GPL se présente de la manière suivante :

Structure du marché des GPL en 2007



Source : Groupement des Pétroliers Marocains - Samir

La distribution de GPL au Maroc est un marché oligopolistique avec près de 79% du marché dominé par seulement trois acteurs (Afriquia, Shell et Total). Ce marché dépend étroitement de la capacité d'emplissage de chacune des sociétés ainsi que de son parc de bouteilles, eu égard à la forte prédominance du marché GPL conditionné.

III.6. Le marché des bitumes, des huiles de base et des paraffines

III.6.1. Structure du marché

Marchés des bitumes

Les différents bitumes commercialisés appartiennent aux catégories suivantes :

- **Bitumes purs (40-50 et 80-100)**

Ils sont obtenus par la distillation sous vide du pétrole brut suivi d'un soufflage à l'air. Ils existent sous deux grades : 80/100 et 40/50, représentants les limites de pénétrabilité de l'aiguille.

Les bitumes purs sont utilisés dans le secteur des infrastructures routières pour la construction et l'entretien des chaussées et pour la formulation des enrobés.

Les bitumes purs sont également utilisés comme matière première de base pour la formulation des bitumes fluidifiés (cut-backs) entre autres.

- **Bitumes oxydés (90-40 et 85-25)**

Ils sont obtenus par soufflage d'air d'une charge bitumineuse. La Samir commercialise le bitume oxydé 90-40 et 85-25. Le premier chiffre (90 et 85) représente le point de ramollissement et le deuxième (40 et 25) la pénétrabilité à l'aiguille.

Les bitumes oxydés peuvent être utilisés pour l'étanchéité multicouche, pour l'isolation thermique et phonique et pour la protection anticorrosion des ouvrages d'art.

En plus de leur commercialisation en vrac, les bitumes oxydés sont également proposés sous forme conditionnées en sacs.

- **Bitume fluidifié ou Cut-Back (800-1400 et 0-1)**

Il est obtenu en fluidifiant les bitumes purs avec du kérosène. Il existe plusieurs grades de bitumes fluidifiés selon leur viscosité et sont des liants, ayant pour but d'assurer la liaison entre granulats et support.

Le bitume fluidifié est employé dans la confection d'enduits routiers superficiels, comme liant dans une sous-couche servant de base à une structure bitumineuse imperméable ou comme liant d'un revêtement de sable enrobé à chaud.

Marchés des huiles de base

Le procédé de raffinage menant à la production d'huiles de base comprend des opérations comme la distillation par aspiration, la désaromatisation, le déparaffinage, le désasphaltage et l'hydrogénation.

Les matières premières, objet de procédures strictes d'homologation sont issues soit du schéma classique de raffinage (distillation atmosphérique) soit d'un schéma d'hydrocraquage.

Les huiles de base produites par la Samir sont de 3 types :

- **Les huiles minérales**

Les huiles minérales proviennent de la distillation du pétrole brut. D'un prix peu élevé, elles présentent des performances "moyennes".

Les huiles minérales sont les plus utilisées aussi bien dans les applications automobiles qu'industrielles.

- **Les huiles de semi-synthèse**

Les huiles de semi-synthèse s'obtiennent à partir d'un mélange d'huiles minérales et d'huiles de synthèse (généralement 70 à 80% d'huile minérale et 20 à 30% d'huile de synthèse).

- **Les huiles de synthèse ou synthétiques**

Ces bases sont des produits obtenus par réaction chimique de plusieurs composants.

Deux grandes familles de produits sont utilisées pour la formulation des lubrifiants :

- ✓ les esters ;
- ✓ les hydrocarbures de synthèse, plus particulièrement les polyalphaoléfines fabriquées à partir d'éthylène.

Ces huiles, obtenues par des procédés chimiques complexes sont plus chères mais elles offrent des performances supérieures :

- ✓ indice de viscosité plus élevé ;
- ✓ meilleure tenue thermique ;
- ✓ meilleure résistance à l'oxydation.

Les huiles de base sont exportés ou commercialisées par la Samir à des opérateurs nationaux. Ces derniers procèdent ensuite à la transformation des huiles de base réceptionnées en vrac, en lubrifiants par le biais d'un mélange avec des additifs importés.

Marché des paraffines

La paraffine est un produit dérivé du pétrole, solide, pur, blanc, sans odeur, de faible teneur en huile dont le point de fusion est compris entre 45 et 70°. Ses propriétés protectrices, la complexité de sa structure cristalline, forment une barrière difficilement franchissable par l'eau, et les gaz. Sa rigidité est supérieure à celle des cires.

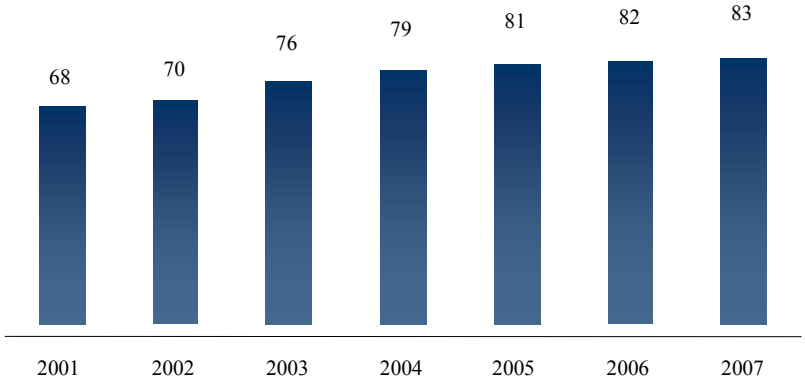
Les principales applications des paraffines résident dans les usages pharmaceutiques et cosmétiques, la fabrication de bougies de matières protectrices d'aliments, dans le traitement des papiers, des cartons et agglomérés.

III.6.2. Evolution du marché

Marchés des huiles de base

L'évolution des ventes d'huiles de base sur le marché national sur la période 2001-2007 se présente comme suit :

Evolution des ventes d'huiles de base entre 2001 et 2007 (en milliers de TM)



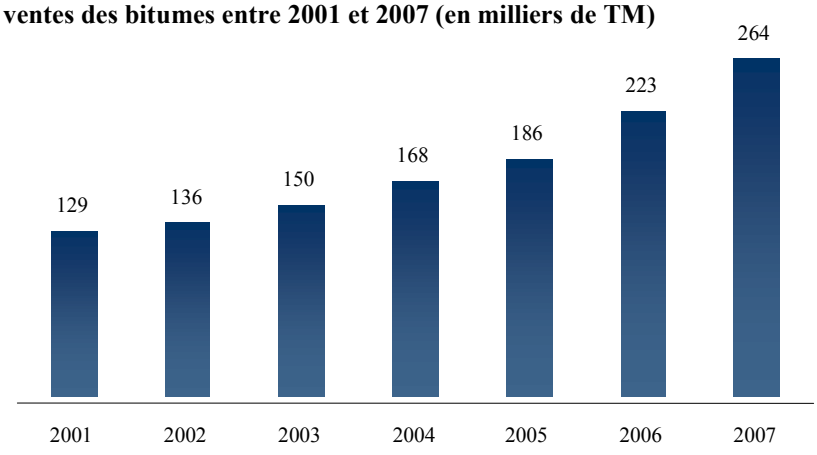
Source : Samir

L'évolution du marché des huiles de base est étroitement liée à l'évolution du parc automobile marocain. En effet, le développement des ventes (à un taux annuel moyen de 3,4% entre 2001 et 2007) est révélatrice de la croissance observée du parc automobile au Maroc et donc de la demande en lubrifiants qui en découle (les lubrifiants sont le principal produit fini résultant de la transformation des huiles de base).

Marchés des bitumes

L'évolution des ventes de bitumes sur le marché national sur la période 2001-2007 se présente comme suit :

Evolution des ventes des bitumes entre 2001 et 2007 (en milliers de TM)



Source : Samir

La tendance haussière qui a prévalu durant les 7 dernières années sur le marché des bitumes, illustrée par une croissance annuelle moyenne de 12,7%, doit sa vigueur au programme autoroutier décidé par les autorités marocaines.

En effet, le programme qui s'est matérialisé par la construction de 850 kilomètres d'autoroute à la mi-2008 et qui se poursuit à un rythme de 160 kilomètres par an[24] fait naturellement appel à des quantités de plus en plus importantes de bitumes.

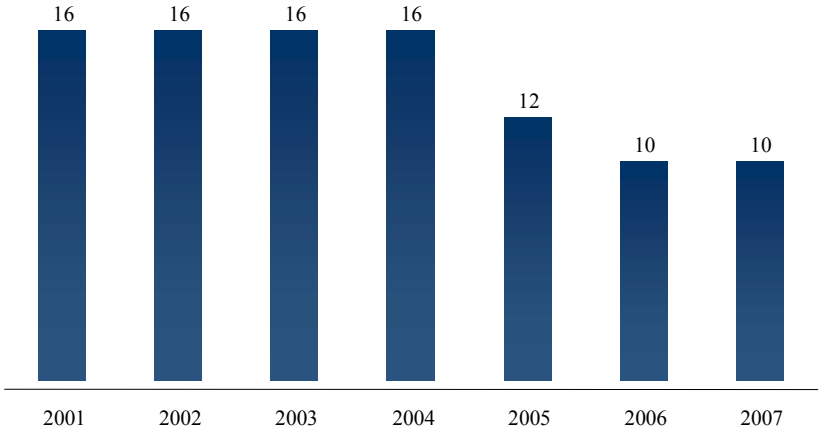
[24] Entre 2005 et 2010, source : SNAM

L'évolution du marché des bitumes est également liée à l'évolution des secteurs du bâtiment et de la construction, des travaux publics et des travaux d'infrastructure.

Marchés des paraffines

L'évolution des ventes de paraffines sur le marché national sur la période 2001-2007 se présente comme suit :

Evolution des ventes des bitumes entre 2001 et 2007 (en milliers de TM)



Source : Samir

Le marché des paraffines est caractérisé par de faibles volumes qui s'inscrivent, sur la période 2001-2007 dans une tendance globalement baissière avec un recul annuel moyen de 7,5% sur la période. La baisse des ventes de paraffines s'explique notamment par l'avancement réalisé au niveau du programme d'électrification rurale (PERG).

Partie V ACTIVITE DE LA SAMIR

I. Historique

Le Maroc, pays non producteur de pétrole, décida, au lendemain de l'indépendance, d'assurer la maîtrise de ses besoins en énergie. C'est dans cette optique qu'en 1959 fut créée la raffinerie de Mohammedia, issue d'une convention signée en 1959 entre l'Etat représenté par le Bureau des Etudes et des Participations Industrielles (BEPI) et l'office italien des hydrocarbures Ente Nazionale Idrocarburi (ENI) représenté par sa filiale ANIC. La raffinerie prit au départ la dénomination de Société Anonyme Marocaine et Italienne de Raffinage (Samir) avant de modifier sa raison sociale après le rachat de l'ensemble du capital par l'Etat en 1973. La société se nomme depuis cette date, Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage (Samir).

Depuis sa création la Samir a pour objet de satisfaire la demande de l'ensemble du marché marocain en hydrocarbures raffinés.

Les événements marquants de l'histoire de la Samir se présentent de la manière suivante :

1959	Participations Industrielles entre l'Etat marocain (représenté par le BEPI) et l'office italien des hydrocarbures (ENI) en joint venture avec la compagnie AGIP, aboutissant à la construction de la première unité de distillation de pétrole brut à Mohammedia d'une capacité de 1,25 millions de tonnes par an.
1961	Début de l'activité de la raffinerie.
1972	Extension de la capacité de l'unité de distillation de Mohammedia d'une capacité additionnelle d'un million de tonnes par an.
1973	Suite au choc pétrolier, l'Etat marocain décide de racheter l'ensemble des parts de la Samir afin de pouvoir contrôler au mieux la hausse des prix internationaux.
1978	Seconde expansion de l'unité de distillation de Mohammedia d'une capacité additionnelle de 4 millions de tonnes par an.
1984	Construction d'une unité de raffinage d'huiles de base.
1995	Introduction en bourse à travers la cession de 25% du capital.
1997	Transfert de 60,9% du capital au groupe Corral.
1998	Rachat de la part encore détenue par l'Etat, soit 6,77% par le groupe Corral.
1999	Fusion absorption de la SCP (Société Chérifienne des Pétroles) par la Samir.
2002	Création de Somirgy en partenariat avec Oismine Group.
2002	Sinistre causé par les inondations ayant affecté la ville de Mohammedia et entraînant un ralentissement de certaines activités.
2003	Lancement des travaux de réhabilitation de la raffinerie de Mohammedia.
2004	Signature de la convention d'investissement entre la Samir et l'Etat marocain, portant sur le projet de modernisation des installations de raffinage.
2005	Cession de la part détenue dans Somirgy, soit 40,0%, à Somepi.
	Démarrage des travaux de modernisation de la raffinerie (projet Upgrade).
2006	Démarrage de la construction de la nouvelle centrale électrique de cogénération.
	Cession de la filiale SDBP.
	Signature du contrat de prêt pour le financement du projet de modernisation.
2007	Réception des équipements-clés du projet Upgrade sur le site de construction.

2007	Participation de la Samir à la création de Oil Spill Response Company (OSPREC) à hauteur de 10% du capital. OSPREC est une société destinée à assurer une réaction rapide en cas de pollution par les hydrocarbures.
2008	Signature de la convention d'assistance technique avec Shell Global Solutions.

II. Appartenance de la Samir à un groupe

II.1. Présentation du groupe Corral

La Samir est une filiale à 67% de Corral Morocco Holding AB, société de droit suédois, affiliée au groupe Corral Petroleum appartenant à Sheikh Mohammed Hussein Al Amoudi.

Corral Petroleum a été créée en 1994 en tant que société holding pour la raffinerie Preem en Suède. Avec une activité englobant la production, le raffinage, la distribution et l'exportation de produits pétroliers et gaziers, Preem est considérée comme l'un des acteurs majeurs du secteur pétrolier suédois.

Le groupe Corral dispose également d'intérêt dans les secteurs du raffinage et de production de produits pétroliers et gaziers au Moyen Orient (Liban, Arabie Saoudite) et au Maroc (avec la Samir).

Sheikh Mohammed Hussein Al Amoudi est également le principal actionnaire de Midroc, un groupe multisectoriel présent au Moyen-Orient, en Europe, en Afrique et aux Etats-Unis.

Le groupe emploie près de 24 000 personnes et a réalisé, au titre de l'exercice 2007, un chiffre d'affaires annuel consolidé de près de 9 milliards de dollars.

Midroc se déploie sur un large spectre de métiers aussi divers que le conseil et l'ingénierie, la construction, la production, le management de sites de production et leur maintenance, les industries pétrolières, le tourisme, le transport, l'agro-industrie, les communications, le commerce et les opérations d'investissement.

II.2. Relations entre la Samir et les sociétés du groupe Corral

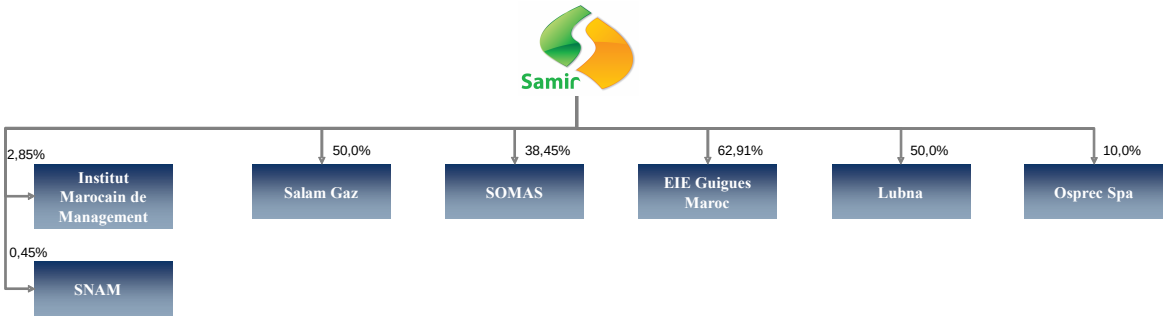
Cf **Titre IV** : Conventions conclues entre la Samir et ses administrateurs.

III. Filiales de la Samir

III.1. Organigramme juridique

Les principales participations de la Samir se présentent actuellement de la manière suivante :

Principales participations de la Samir au 31/12/2007



Source : Samir

La Samir détient des participations majoritaires au capital de deux sociétés opérant dans le secteur du GPL : SOMAS et Salam Gaz. Ces deux sociétés ont intégré le portefeuille de participations de la Samir à l'issue de la fusion avec la SCP.

La Samir dispose également de participations dans des sociétés opérant dans d'autres secteurs d'activité tel que le commercial, l'ingénierie, les infrastructures.

Conformément à l'orientation stratégique décidée en 2001, la Samir a procédé à un recentrage progressif vers son cœur de métier en cédant certaines participations n'entrant pas dans le champ de ses activités ou devenues sans intérêt stratégique.

A cet égard, la Samir a notamment cédé, en 2005, la part détenue dans Somirgy, soit 40%, à Somepi. Somirgy opérait dans la distribution de produits pétroliers notamment de carburants.

Aussi, la société a cédé, en 2006, à Total Maroc sa participation de 50% dans le capital de SDBP. La société SDBP avait pour activité la distribution de butane et de propane.

III.2. Présentations des filiales de la Samir

III.2.1. Salam Gaz

Dénomination sociale	Salam Gaz
Siège Social	Route Nationale n°1 – Aïn Rouz - Skhirat
Date de création	1991
Date d'acquisition par la Samir	1999
Forme juridique	Société Anonyme
Domaine d'activité	Réception du GPL vrac, logistique, stockage et emplissage
Capital social	150 000 000 Dh
Valeur nominale des titres	100,0 Dh
Structure du capital et des droits de vote	Samir : 50 % Afriquia Gaz : 20 % Total Maroc : 20 % Ziz : 10 %

Source : Samir

Salam Gaz est une société anonyme au capital de 150 Mdh et détenue à hauteur de 50% par la Samir. Les 50% restant sont détenus par Afriquia Gaz (à hauteur de 20%), leader de la distribution de GPL, Total Maroc (à hauteur de 20%), filiale de la multinationale française

TOTAL, et présente dans les métiers de la distribution de combustibles et de GPL notamment, et la société ZIZ, opérant dans la distribution de combustibles liquides. La société Salam Gaz a été constituée en 1991 par la Société Chérifienne des Pétroles (SCP) et la société SODIPI dans le but de construire et d'exploiter en commun les centres emplisseurs de Skhirat et Larache. Dans le cadre de son développement, Salam Gaz a acquis, en 1999, les actifs GPL de la SCP (9 centres emplisseurs, un terminal de réception et les moyens de transport) et ouvert son capital à des clients partenaires, tout en portant son capital à 150 Mdh.

Le champ d'activité de Salam Gaz se structure autour de 3 métiers :

- la logistique dans le domaine des Gaz de Pétrole Liquéfiés (GPL) à savoir les opérations de réception, stockage et transport de GPL ;
- l'emplissage des bouteilles de gaz (butane et propane) ;
- l'entretien des bouteilles de gaz et des palettes.

Dans le cadre de son exploitation, la société dispose de 12 centres emplisseurs déployés sur le territoire national et d'une capacité d'emplissage totale atteignant les 520 000 tonnes par an. Par ailleurs, la société possède également un terminal de réception de butane d'une capacité de 200 000 tonnes par an à Nador Béni-Ansar.

Salam Gaz jouit d'une position de leader sur le marché national de l'emplissage du GPL avec une part de marché estimée à 30%[25] du marché national.

L'évolution des principaux indicateurs financiers de Salam Gaz se présente comme suit :

Extrait des derniers états de synthèse (Kdh)	2005	2006	2007
Capital social	150 000	150 000	150 000
Fonds propres	316 347	336 740	340 129
Dette financière	206 288	219 416	232 885
Chiffre d'affaires	1 843 116	2 433 693	2 935 371
Résultat net	69 019	80 393	83 388

Source : Samir

Au cours des trois derniers exercices les dividendes versés par Salam Gaz à la Samir se présentent comme suit :

Montants en Kdh	2005	2006	2007
Dividendes versés	20 000	30 000	40 000

Source : Samir

[25] Source : Samir

III.2.2. Société Marocaine de Stockage (SOMAS)

Dénomination sociale	Société Marocaine de Stockage
Siège Social	Lotissement des pétroliers - Ouled Maleh – Mohammedia
Date de création	1974
Date d'acquisition par la Samir	1999
Forme juridique	Société Anonyme
Domaine d'activité	Etude, réalisation et gestion de stockage des produits pétroliers et notamment de GPL
Capital social	60 000 000 Dh
Valeur nominale des titres	100 Dh
Structure du capital et des droits de vote	Samir : 38,46 % Akwa Group : 20% Shell Maroc : 12 % Total Maroc : 6 % Petrom : 6 % CMH : 6 % Omnium de Stockage : 6 % Ziz : 5,54 %

Source : Samir

Créée en 1974 et privatisée en 1996, SOMAS compte parmi ses actionnaires les principaux distributeurs de GPL notamment Akwa Group, maison mère des sociétés de distribution Afriquia Gaz et Afriquia SMDC, Shell Maroc et Total Maroc, filiales de sociétés multinationales Shell et Total, les sociétés marocaines de distribution de produits pétroliers CMH, Ziz et Petrom. La société a pour activité le stockage de GPL dans des cavités souterraines et sa livraison via un réseau de pipes ainsi qu'une flotte de camions citernes.

Au titre de l'exercice 2007, SOMAS a réceptionné 917 KTM[26] et livré 887 KTM. Elle dispose de capacités de stockage significatives matérialisées par deux cavités de capacités respectives de 123 739 m³ et 125 000 m³, soit une capacité totale de 250 000 m³ équivalent à 110 000 TM.

L'évolution des principaux indicateurs financiers de SOMAS est présentée dans le tableau suivant :

Extrait des derniers états de synthèse (Kdh)	2005	2006	2007
Capital social	60 000	60 000	60 000
Fonds propres	89 352	94 936	105 682
Dette financière	-	-	-
Chiffre d'affaires	34 619	49 538	68 750
Résultat net	9 643	14 584	25 146

Source : Samir

[26] Kilo Tonnes Métriques

Au cours des trois derniers exercices les dividendes versés par SOMAS à la Samir se présentent comme suit :

Montants en Kdh	2005	2006	2007
Dividendes versés	-	3 461	5 538

Source : Samir

III.2.3. Autres participations

EIE Guigues Maroc

EIE Guigues Maroc est une société anonyme au capital de 5 Mdh, détenue à hauteur de 62,9% par la Samir.

Elle a pour objet social toutes prestations et tous services, conseils, études, analyses et réalisations relatifs au traitement des eaux, à la protection de l'environnement, aux installations thermiques et hydrauliques et aux installations industrielles et urbaines de toutes natures.

EIE Guigues Maroc a été créée dans le cadre d'un partenariat entre l'ex SCP et Guigues France, et avait pour objet principal d'apporter son soutien technique en « ingénierie et conseil » à la SCP et ses filiales.

La société EIE Guigues Maroc est actuellement en cours de liquidation, suite à la constatation de ses pertes consécutives qui dépassaient son capital social.

Lubna

Lubna est une société commerciale, au capital social de 2 Mdh, détenue à hauteur de 50% par la Samir.

Lubna a été créée le 24 août 1984 suite à la signature d'un protocole d'accord conclu entre la Samir -qui détient 50% de la société créée-, CMH et Hogespar (holding détenant la majorité de CMH) qui souscrivent à 25% chacun au capital de Lubna.

Selon le protocole d'accord conclu, la Samir accorde à Lubna, pour toute durée de vie de cette dernière, l'exclusivité de la commercialisation et de la distribution sur le territoire national des lubrifiants finis fabriqués par la Samir sous licence BP (British Petroleum) et les lubrifiants oxydés en sac (fabriqués par la Samir sans recours à une licence). Par ailleurs, le même accord prévoit que CMH met à disposition de la Samir tout son réseau pour la distribution en exclusivité de tous les produits précités.

Le 27 novembre 1996, BP, arguant de la privatisation de la Samir, résilie le contrat de licence la liant à la Samir avec effet à compter du 6 juin 1997.

Par conséquent, la Samir communique à CMH et à Lubna la décision de BP ainsi que sa volonté d'en étudier les incidences sur leurs relations commerciales. La Samir arrête, à la date du 30 juin 1997, la production des huiles Samir-Oil et ne livre à CMH et à Lubna que le stock déjà préparé, et ce jusqu'à sa rupture, le 6 octobre de la même année.

Depuis, aucun lien opérationnel ou commercial ne lie la Samir avec la société Lubna qui n'exerce plus aucune activité. La société est actuellement mise en veilleuse en attendant sa dissolution.

Osprec Spa

Osprec Spa (Oil Spill Response Company) est une entreprise multinationale chargée de lutter contre la pollution marine par les hydrocarbures. Elle a été initiée en réponse à la nécessité de disposer d'un outil efficace au niveau régional pour lutter contre la pollution par le pétrole et les autres hydrocarbures.

La participation de la Samir à cette initiative internationale relève d'un souci constant de la part du groupe, de ne ménager aucun effort de prévention et de réactivité face aux risques

environnementaux. La Samir a donc adhéré à cette initiative en tant que membre à part entière du collectif des compagnies pétrolières à l'origine du projet.

Le tour de table de l'entreprise est formé par la Samir (participant à hauteur de 10% ce qui lui donne le droit à un membre au sein du conseil d'administration), de la SONATRACH (compagnie publique algérienne d'hydrocarbures) à hauteur de 49,5% ainsi que d'autres opérateurs pétroliers tels que l'angolais SONANGOL (17%), le norvégien STATOIL (4,7%), l'espagnol REPSOL (4,7%), l'italien ENI (4,7%) ou encore le français TOTAL (4,7%).

Le programme d'investissement prévu dans le cadre de cette initiative consiste en 3 phases :

- la construction d'un centre principal à Alger ;
- la construction de réserves au Maroc au niveau du port de Mohammedia ;
- la construction d'un centre à distance sur la côte ouest de l'Afrique une fois les 2 premières phases devenues opérationnelles.

La réalisation du programme accuse, à fin septembre 2008, un certain retard. A ce jour, la première phase (construction du centre principal à Alger) est en cours d'exécution et devrait s'achever au courant de l'année 2009.

Société Nationale des Autoroutes du Maroc

La SNAM est la société publique en charge de la construction, de l'entretien et de l'exploitation du réseau autoroutier que lui concède l'Etat.

La Samir détient une participation minoritaire de 0,45% du capital de la société.

Institut Marocain de Management

L'Institut Marocain de Management a été créé en 1989 par un groupe d'institutionnels marocains sous l'égide de l'École Supérieure de Commerce de Paris (E.S.C.P) et Intégrale Paris. L'IMM est géré et présidé par la Chambre de Commerce d'Industrie et de Services de Casablanca.

Une trentaine d'entreprises représentant les principaux secteurs de l'économie marocaine constituent les membres fondateurs de l'IMM parmi lesquels Al Amane, Au Derby, Colorado, CIH, GCM, Shem's Publicité, Sinfa, SCP, SOMEPI, TMTA.

La participation que détient la Samir dans le capital de l'IMM (2,85%) a été transmise dans le cadre de l'opération de fusion qu'a connu la société avec la SCP.

IV. Conventions conclues entre la Samir et ses administrateurs

IV.1. Convention conclue au cours de l'exercice 2007

Convention conclue entre la Samir et la société Corral Hotels & Resorts

Les deux sociétés comptent parmi leurs administrateurs M. Jamal BA-AMER. La convention a été signée le 28 décembre 2006 et a été approuvée par le Conseil d'Administration du 30 novembre 2006. La convention a porté sur la cession des actions de « l'hôtel Samir » à la société Corral Hotels & Resorts, assortie du transfert du compte courant « Hôtel Samir » à ladite société. Le prix de cession s'est élevé à 30 Mdh. Au 31 décembre 2007, le montant du compte courant débiteur de la société « Corral Hotels & Resorts » dans les comptes de la Samir s'élève à 65 924 Kdh, y compris le prix de cession pour un montant de 30 Mdh.

IV.2. Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice 2007

Convention conclue entre la Samir et Salam Gaz

Les deux sociétés comptent parmi leurs administrateurs M. Jamal BA-AMER. En outre, la société Samir détient une participation de 50% dans le capital de Salam Gaz. Plusieurs conventions ont été conclues entre les deux sociétés et portent sur les prestations suivantes :

- location de biens immobiliers : cette convention, conclue le 8 juin 1999 est relative à la location par la Samir à Salam Gaz de plusieurs terrains. Le montant des loyers perçus par la Samir, en 2007 au titre de la présente convention, s'élève à 969 Kdh ;
- vente de pièces de rechange : au cours de l'exercice 2007, la Samir a cédé à Salam Gaz des pièces de rechange pour un montant total de 445 Kdh ;
- mise à disposition de personnel : la société Samir a conclu une convention en date du 18 juin 2002 de mise à disposition à Salam Gaz de M. Abdelkader BENBEKHALED en qualité de Directeur Général. Au 31 décembre 2007, le montant à refacturer au titre de la présente convention s'élève à 2 456 Kdh ;
- assistance rémunérée dans le domaine de la sécurité : la convention signée le 12 avril 2005 (ayant pour date d'effet le 1er janvier 2005) a pour objet la mise en place d'un cadre d'assistance technique dans le domaine de la protection contre l'incendie par la raffinerie Samir de Sidi Kacem en faveur du centre emplisseur Salam Gaz qui lui est mitoyen. Au 31 décembre 2007, le montant facturé par Samir à Salam Gaz au titre de la présente convention s'élève à 1 Mdh.

Convention conclue entre la Samir et Sanad-CPA

L'administrateur commun aux 2 sociétés est M. Mohamed Hassan BENSALAH. Les différents contrats d'assurance ont été signés par les deux sociétés courant janvier 2005 avec date d'effet le 1er janvier 2005. La société Sanad-CPA fournit à la Samir par cet accord des prestations d'assurance dans diverses branches : tous risques, responsabilité civile, maritime, tout risques chantiers et divers. Les différents contrats d'assurance portent sur des durées variables (d'un à trois ans). Au 31 décembre 2007, le montant global des primes d'assurance facturées par Sanad-CPA à la Samir au titre de la présente convention s'élève à 109 948 Kdh.

Convention conclue entre la Samir et Corral Holding Maroc

M. Jamal BA-AMER, Directeur Général de la Samir est administrateur des deux sociétés. Une convention liant les deux sociétés a été signée le 31 décembre 1997 et fut approuvée par le Conseil d'Administration le 14 mai 1998. Il s'agit d'une convention d'assistance en matière de management portant sur une durée de 3 ans renouvelables par tacite reconduction. Cette convention a été d'ailleurs reconduite tacitement pour une nouvelle période de 3 ans de 2007 à 2009, et ce à partir du 1er juillet 2007. Cette convention permet à la Samir de disposer, si les conditions particulières lui conviennent, des experts du groupe Corral pour toutes études ou prestations spécifiques, tout en gardant la liberté de pouvoir faire appel à des tiers en faisant jouer la règle de la concurrence. La convention entre la Samir et Corral a été conclue moyennant le versement de la somme forfaitaire de 10 Mdh hors taxes par an, payable sur présentation des factures trimestrielles.

Le tableau ci-dessous résume les relations entre les différentes entités signataires des conventions réglementées ainsi que les montants facturés au titre de l'exercice 2007 :

Convention réglementée	Date de signature	Facturation (2007)	Objet
Samir / Corral Hotels & Resorts	28/12/2006	30 Mdh (prix de cession)	Cession par la Samir des actions de l'Hôtel Samir
Samir / Corral Holding Maroc	31/12/1997	10 Mdh	Convention d'assistance

Samir / Salam Gaz			
location de biens immobiliers	8/06/1999	969 Kdh	Location de plusieurs terrains par la Samir à Salam Gaz
vente de pièces de rechange	-	445 Kdh	Cession de pièces de rechange
mise à disposition de personnel	18/06/2002	2 456 Kdh	Mise à disposition par la Samir de M. Abdelkader BENBEKHALED
assistance rémunérée dans le domaine de la sécurité	12/04/2005	1 000 Kdh	Mise en place d'un cadre d'assistance technique dans le domaine de la protection contre l'incendie
Samir / Sanad CPA	01/012005	109 148 Kdh	Prestations d'assurance

Source : Samir

V. Métiers de la Samir

La Samir intervient principalement sur le métier du raffinage par le biais duquel elle produit et distribue des produits raffinés mais opère également dans le secteur de l'exploration pétrolière, même si la Samir a provisoirement cessé cette dernière activité. Par ailleurs, la Samir opère également dans le domaine de l'emplissage et de la distribution de GPL.

V.1. Activité Raffinage

La Samir possède et exploite les deux seules raffineries de pétrole brut au Maroc. De ce fait, la Samir est le principal fournisseur de produits raffinés au niveau national.

V.1.1. Principaux concepts de l'activité raffinage

La distillation atmosphérique

C'est la première opération. Elle permet une séparation physique entre différents produits par un fractionnement à la pression atmosphérique et une température comprise entre 365°C et 370°C.

La distillation consiste à séparer le pétrole brut en différentes « coupes » en fonction de leur point d'ébullition et de leur densité.

Au niveau de la partie supérieure, se trouvent les gaz et les essences légères. Dans la partie intermédiaire, il y a l'essence lourde, le kérosène et le gasoil. Les fuels se trouvent au niveau inférieur.

Le fond de la distillation peut servir de base pour l'alimentation de l'unité de distillation sous-vide.

La distillation sous-vide

La distillation peut être poussée et les rendements améliorés sans rencontrer d'opération de craquage, si on rabaisse la pression et on augmente la température de fonctionnement.

La distillation sous vide est basée sur le fait que la température d'ébullition des liquides baisse lorsque la pression diminue.

Ce process permet de séparer les fraction lourdes du résidu de la distillation atmosphérique en différentes coupes : on recueille au sommet de la colonne du gasoil et au pied de la colonne le résidu. Entre les deux, sont soutirées 3 ou 4 coupes de distillats qui vont encore subir un certain nombre d'opérations pour les débarrasser de tous les produits indésirables avant d'être utilisées comme huiles lubrifiantes.

L'hydrotraitement et l'hydrodésulfuration

L'hydrotraitement concerne uniquement les fractions naphta (léger et lourd qui sont constituées de tous les gaz séparés par la distillation : méthane, propane et butane par exemple) et kérosène, l'hydrodésulfuration est appliquée aux fractions de gazole.

Le but de ce traitement est d'enlever tout le souffre naturellement présent dans le pétrole de ces fractions. Pour ce faire, on introduit de l'hydrogène sous pression ainsi qu'un catalyseur pour engendrer une réaction qui formera des molécules de gaz H2S aisément séparable du reste de la fraction.

Le reformage catalytique

Le reformage catalytique a pour but de transformer l'essence lourde à bas indice d'octane (Naphta) obtenue à partir des unités de distillation atmosphérique en reformat à haut indice d'octane servant de base pour la préparation des essences et de l'essence sans plomb, et également à produire des gaz de pétrole liquéfiés (butane et propane).

Cette transformation moléculaire se produit à haute pression et à haute température en présence d'hydrogène et de catalyseur au platine.

Le Naphta avant d'être envoyé aux Reformings passe d'abord par des unités d'hydrodésulfuration qui contribuent à réduire la quantité de souffre dans la charge.

Le cracking catalytique

L'opération de cracking catalytique a pour but de transformer les produits lourds en produits légers à plus haute valeur ajoutée. L'opération consiste à casser les molécules des fractions dites lourdes du pétrole en fractions plus légères telles que les GPL, les essences et le gasoil.

V.1.2. Description du processus de production et de distribution

V.1.2.1 L'approvisionnement

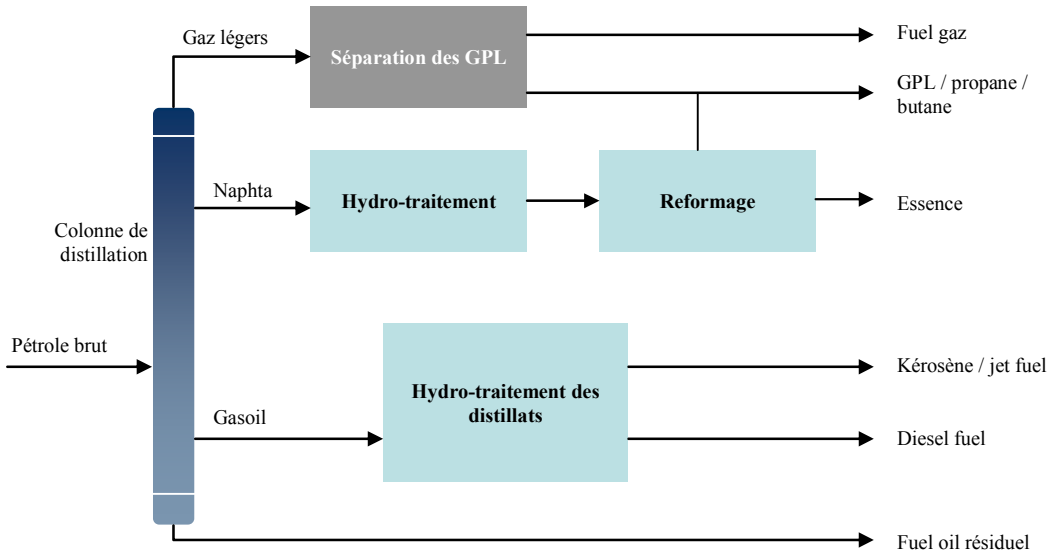
L'approvisionnement en brut de la raffinerie se fait à partir du port de Mohammedia vers les bacs de stockage de brut de la raffinerie via deux lignes 36 ou 30 pouces, la capacité totale de stockage du brut de la raffinerie étant de l'ordre de 964 200 m^3.

V.1.2.2 Le raffinage

La raffinerie de Mohammedia, principal centre d'activité de la Samir est une raffinerie dite « simple » de type Hydroskimming.

L'architecture générale de ce type de raffinerie est présentée dans le schéma suivant :

Schéma de l'architecture d'une raffinerie simple de type Hydroskimming



Source : Attijari Finances Corp.

La raffinerie Mohammedia dont la capacité de raffinage est de 6 250 000 T/an dispose de plusieurs installations dont les principales sont :

- des unités de fabrication des Grands Produits ;
- un complexe de fabrication des Huiles, Bitumes & Paraffines ;
- des installations off site comprenant :
  - ✓ un parc de stockage de brut, de produits semi-finis et finis ;
  - ✓ une centrale pour la production et la distribution des utilités (électricité, vapeur, air comprimé, etc.) ;
  - ✓ des équipements de traitement des eaux résiduaires.

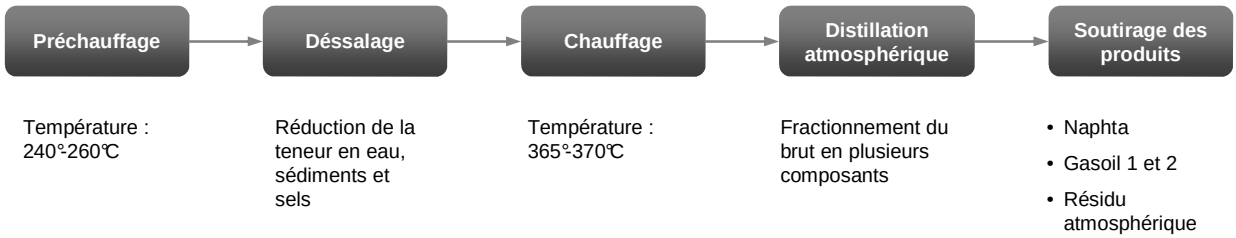
Fabrication des Grands Produits

Les installations de fabrication Grands produits se composent principalement des unités suivantes :

- ✓ trois unités de distillation atmosphérique ;
- ✓ deux unités de reformage catalytique ;
- ✓ une unité de séparation des GPL (Gaz de Pétrole Liquéfié) ;
- ✓ une unité d'hydrodésulfuration des distillats ;
- ✓ une unité Merox pour le traitement du kérosène.

- **Unité de distillation atmosphérique (Topping)** : lors de son passage dans cette unité, le brut aspiré des bacs de stockage passe successivement par les étapes suivantes :

Opérations de traitement du pétrole brut



Source : Samir

- **Unité Reformer** : l'objectif de l'unité est d'améliorer la qualité des essences par augmentation de l'indice d'octane, une spécification qui permet d'éviter les cliquetis dans les moteurs à essence. L'augmentation de l'indice d'octane se fait grâce à un catalyseur à base de platine qui permet de convertir les paraffines et naphtènes en aromatiques et iso paraffines ainsi que du GPL ;
- **Unité Hydrodésulfuration** : le kérosène et le Gasoil issus de la distillation atmosphérique du brut subissent une réduction de la teneur en soufre pour devenir conformes aux spécifications requises pour la production du Carburéacteur et du Diesel. Le procédé se base sur la combinaison du soufre de la charge avec l'hydrogène provenant du Reformer ;
- **Unité de séparation des GPL** : la fonction de cette unité est de séparer, suite à la distillation atmosphérique, les gaz, produits volatiles, des produits plus lourds ;
- **Unité de traitement du kérosène** : l'unité de traitement du kérosène (Merox) est une unité d'adoucissement utilisant un procédé destiné à éliminer les produits sulfurés contenus dans le kérosène à l'aide de soude. Dans ce procédé, contrairement à l'hydrotraitement, on n'élimine pas le soufre contenu dans la coupe mais on le rend complexe. En effet on transforme les mercaptans corrosifs en disulfures non corrosifs. Ceux-ci ne sont pas éliminés et restent dans la coupe mais ne présentent plus d'agressivité. Les Merox extractifs, variante du procédé Merox, permettent d'éliminer les disulfures formés. Le kérosène, débarrassé de son soufre, est envoyé au stockage pour être utilisé dans la fabrication du JET A-1, carburant pour les avions.

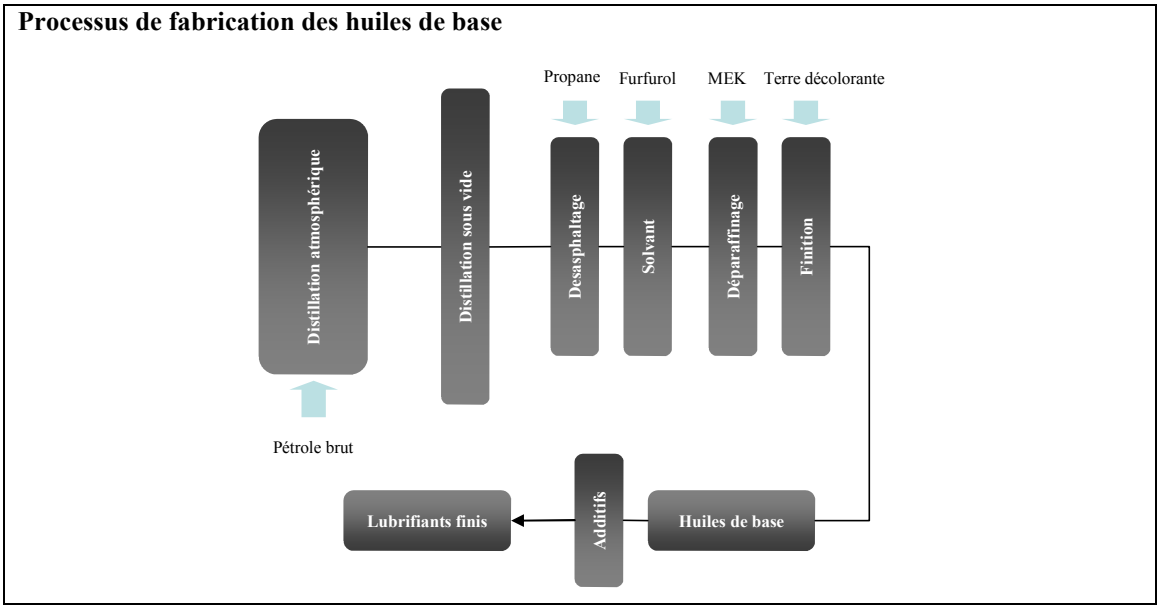
Complexe des huiles lubrifiantes

Le complexe des huiles a pour but la fabrication des huiles de base à partir du résidu de la distillation atmosphérique avec une capacité de production de 125 000 T/an. Le complexe produit aussi des bitumes, et des paraffines. Les unités principales du complexe sont :

- ✓ unité de distillation sous vide ;
- ✓ unité de désasphaltage au propane ;
- ✓ unité d'extraction au furfural ;
- ✓ unité de déparaffinage ;
- ✓ unité d'hydrofinition ;
- ✓ unité d'oxydation des bitumes ;
- ✓ unité de traitement des paraffines.

Le processus de fabrication des huiles de base peut être schématisé comme suit :

Processus de fabrication des huiles de base



Source : Samir

- **Unité distillation sous vide** : l'unité de distillation sous vide a pour but de produire à partir du résidu atmosphérique des coupes servant de base à la fabrication de différents grades de lubrifiants à savoir: Distillat A, Distillat B et Distillat C ;
- **Unité désasphaltage au propane** : l'unité a pour but d'obtenir à partir du résidu sous vide une huile lourde (DAO) débarrassée des matériaux asphaltiques et résineux qui nuisent à leur stabilité thermique, la séparation entre huile et asphalte se fait par extraction liquide au moyen d'un solvant sélectif qui est le Propane, la phase Asphalte est à la base de la fabrication de toute la gamme de bitumes routiers ;
- **Unité extraction au furfural** : l'unité traite séparément les 4 grades appelés Distillats A, B, C et DAO, elle a pour but l'amélioration de l'indice de viscosité (VI) des distillats par élimination des composés aromatiques et naphténiques à bas VI à l'aide du furfural. Le contact entre le distillat et le furfural est réalisé dans une colonne à contre courant, munie de disques rotatifs. A la sortie de la colonne on obtient deux phases : le raffinat et une phase extrait ;
- **Unité déparaffinage** : l'unité est alimentée par le raffinat provenant de l'extraction au furfural, elle a pour but l'abaissement du point d'écoulement par séparation des paraffines à chaînes droites les plus longues. Cette séparation est obtenue par refroidissement de la charge diluée par un solvant, le solvant utilisé est constitué par un mélange de Métyléthyl cétone (MEK) et de Toluène à 50% de volume ;
- **Unité hydro-finissage des huiles** : l'unité a pour but d'assurer le traitement final des huiles de base pour les amener aux spécifications de couleur, de stabilité thermique et d'odeur recherchées. L'opération se fait par passage d'un mélange huile + hydrogène sur un catalyseur dans des conditions de température et de pression précises, les principaux grades d'huile de base commercialisés sont : 150NS, 300NS, 600NS et BSS ;
- **Unité oxydation des bitumes** : l'unité a pour but la modification des caractéristiques du bitume ordinaire en augmentant sa plasticité. Cet effet est obtenu en soufflant principalement le résidu sous vide par courant d'air contrôlé dans un réacteur, l'unité permet de déployer toute la gamme de bitumes oxydés (90/40, 85/25) ;
- **Unité de traitement des paraffines** : c'est un traitement de finition des paraffines dures ou les cires issues de l'unité de déparaffinage. Ce traitement donne aux paraffines une couleur commerciale pour leur utilisation principalement dans la fabrication des bougies. Le traitement se fait en discontinu en utilisant la terre activée comme absorbant.

V.1.2.3 Le stockage des produits finis

Les produits issus des différents processus de raffinage sont ensuite stockés dans des citernes in situ. La Samir dispose à cet effet, au sein même de la raffinerie de Mohammedia d'une capacité de stockage de 969 700 m^3 destinée aux produits finis et semi-finis. Quant au site de Sidi Kacem, la raffinerie dispose de 112 300 m^3 destinés au stockage des produits finis. Le détail de la capacité de stockage dont dispose la Samir est présenté dans la partie VIII.2.

V.1.2.4 La distribution

La distribution des produits finis par la Samir vers les clients se fait selon deux modes :

- **Expédition par pipelines et caboteurs**[27] : Les expéditions par pipes représentent environ 65% de la totalité, elles se font par l'intermédiaire d'un réseau de pipes vers les dépôts avoisinants. Les opérations d'importation et exportation de produits pétroliers se font principalement par l'intermédiaire des pipes 30, 24 et 14 pouces qui relient la raffinerie au port de Mohammedia ;
- **Expédition par camion citerne** : Les expéditions par camion citerne représentent environ 35% des expéditions totales. La raffinerie livre environ 400 camions citernes par jour pour les différents produits pétroliers à partir d'un ensemble d'îlots de chargement.

V.1.3. La raffinerie de Mohammedia

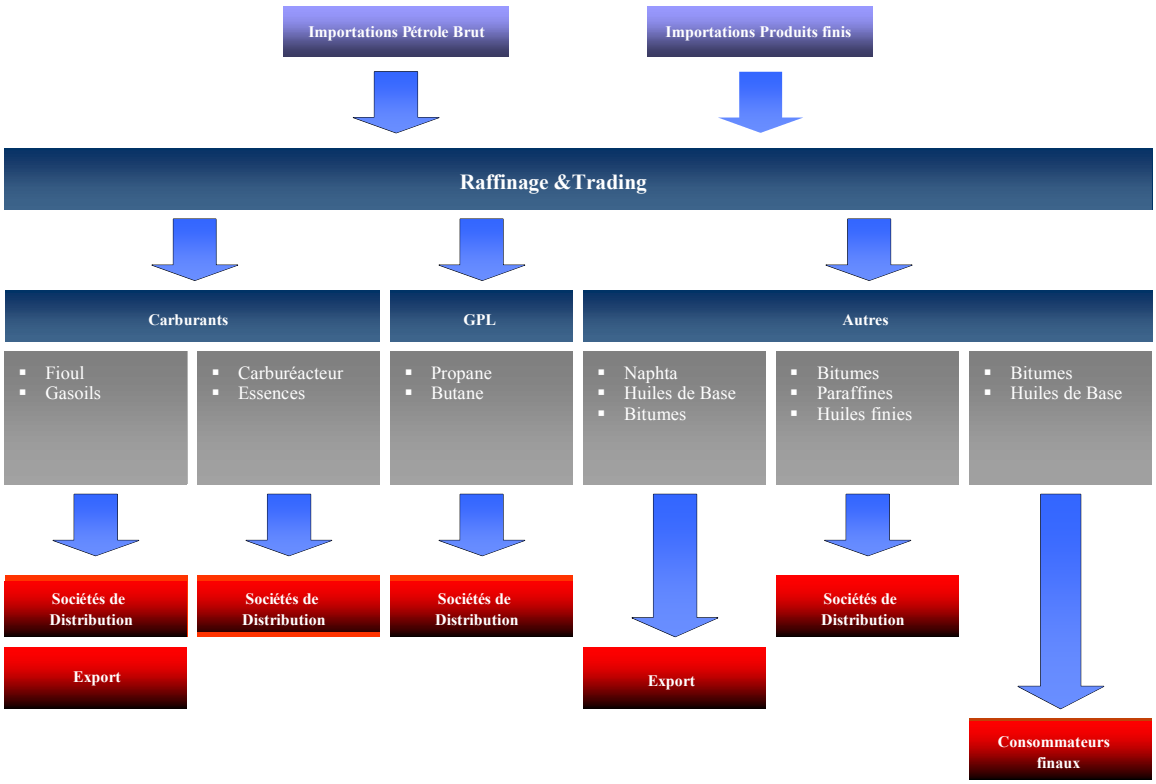
D'une capacité de 6,2 millions de tonnes, la raffinerie de Mohammedia se compose d'unités principales et d'unités annexes destinées à l'amélioration de la qualité des produits. La capacité de débit de la raffinerie de Mohammedia est de l'ordre de 125 000 barils par jour.

La configuration actuelle de la raffinerie est une configuration simple de type Hydroskimming. Les principales unités de la raffinerie sont les unités de fabrication des grands produits, un complexe de fabrication des huiles, bitumes et paraffines et des installations off sites comprenant un parc de stockage de pétrole brut, deux centrales thermoélectrique pour produire les différentes utilités (vapeur, électricité, eau déminéralisée, air comprimé…) et des équipements de traitement des eaux résiduaires.

[27] Mode de transport maritime reliant le port de Mohammedia aux autres ports nationaux (Jorf Lasfar, Agadir)

L'activité de la raffinerie de Mohammedia se présente de la manière suivante :

Schéma de l'activité de la raffinerie de Mohammedia



Source : Samir

V.1.4. La raffinerie de Sidi Kacem

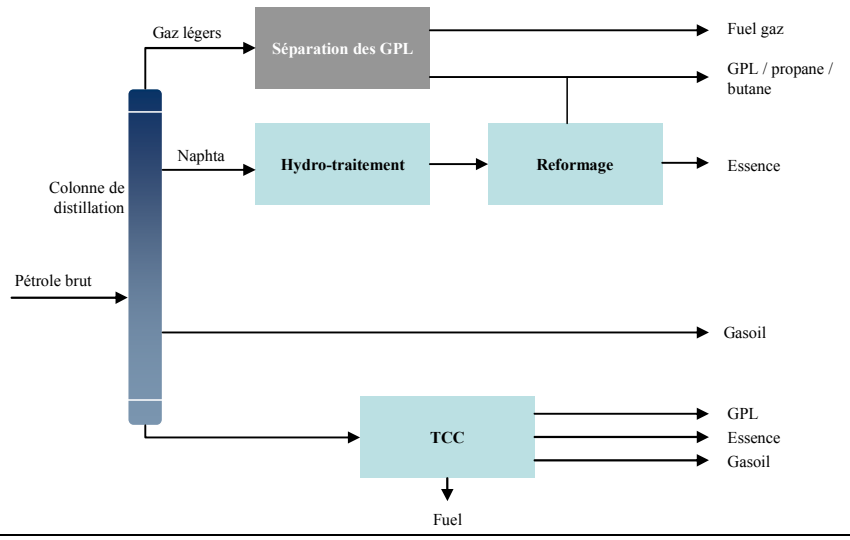
La raffinerie de Sidi Kacem est une raffinerie de type TCR[28]. La capacité de débit de la raffinerie de Sidi Kacem est de l'ordre de 30 000 barils par jour, ce qui équivaut à une capacité nominale annuelle de d'environ 1,5 millions de tonnes.

La raffinerie de Sidi Kacem est reliée à la raffinerie de Mohammedia par un pipeline de 14 pouces de diamètre et d'une pression de 42 bars qui fait transiter du pétrole brut à partir du terminal de Mohammedia.

[28] Topping, Cracking & Reformer

Le schéma de l'architecture générale de la raffinerie de Sidi Kacem peut se présenter comme suit :

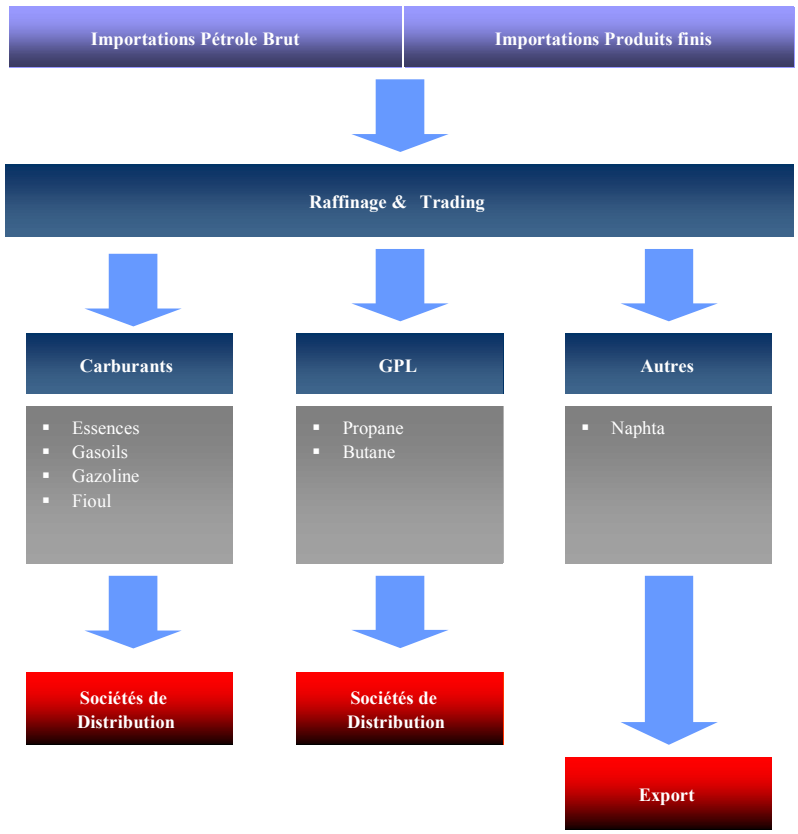
Schéma de l'architecture de la raffinerie de Sidi Kacem



Source : Samir

L'activité de la raffinerie de Sidi Kacem peut-être schématisée de la manière suivante :

Schéma de l'activité de la raffinerie de Sidi Kacem



Source : Samir

V.2. Exploration et production

V.2.1. Exploration

L'essentiel de l'activité a reposé sur la préparation du projet de forage pétrolier au nord-est de Sidi-Kacem. Ce forage a été décidé suite à des études réalisées par des organismes spécialisés : ELC (Grande-Bretagne) en 2002 et Svenska (Suède, filiale du Groupe Corral) en 2004 et 2005.

La première découverte de pétrole brut a eu lieu en 1934 à Sidi Kacem. Actuellement, dans le cadre de la restitution à l'Etat des concessions à terme, la Samir a procédé à l'abandon de plusieurs puits pétroliers et à leur démantèlement.

Dans un souci de recentrage sur son cœur de métier, et suite à des résultats mitigés, l'activité d'exploration est actuellement volontairement mise en veille par la Samir depuis 2006.

V.2.2. Production

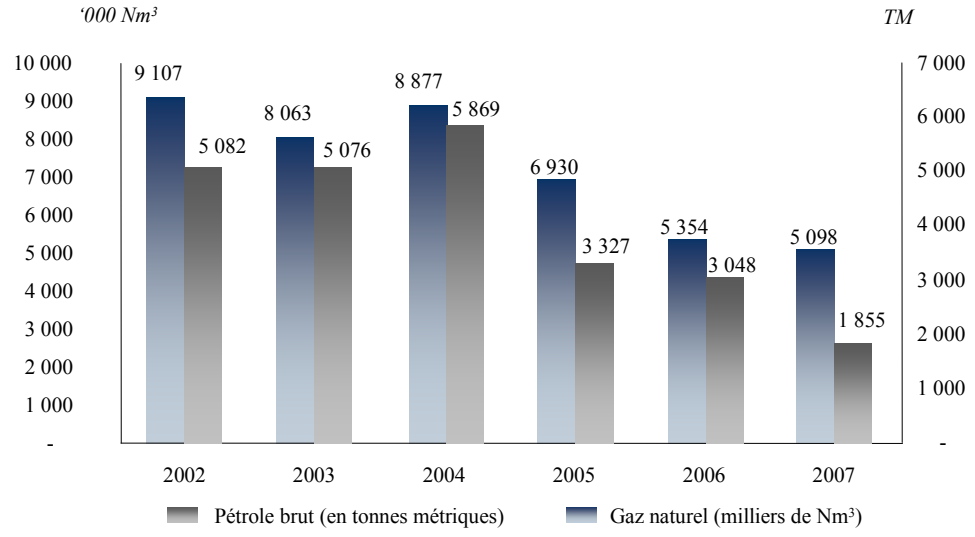
La Samir est également productrice de pétrole brut, et de gaz naturel même si la proportion des volumes extraits reste marginale par rapport au total des volumes traités par la Samir : pour 2007, la production de brut par la Samir a atteint 1 855 TM pour un volume traité de 6,4 millions de TM.

Malgré les faibles volumes extraits, la Samir poursuit l'activité de production de pétrole brut dans le cadre d'un partenariat noué avec l'ONAREP (Office National de recherches et d'Exploitations pétrolières) pour lequel la Samir désire continuer à assumer ses engagements.

Les volumes de pétrole brut pompés des puits de la Samir sont acheminés par camions citernes vers le site de Sidi Kacem pour y être traité par la raffinerie locale. Quant au gaz naturel extrait, il est livré à l'usine CMCP (Compagnie Marocaine du Carton et Papier) à Kénitra par gazoduc.

L'activité de production de pétrole brut et de gaz de la Samir évolue de la manière suivante :

Évolution de la production de pétrole brut et de gaz naturel 2002-2007



Source : Samir

VI. Evolution de l'activité de la Samir

VI.1. Evolution de l'activité de raffinage

La capacité de traitement totale de la Samir se situe, au 30 septembre 2008, à 7,75 millions de tonnes de pétrole brut par an. Les opérations de raffinage sont effectuées dans ses deux

raffineries de Mohammedia et Sidi Kacem, avec des capacités nominales de traitement respectives de 6,25 et 1,5 millions de tonnes de pétrole brut par an.

Les unités de la Samir fonctionnent par l'utilisation d'un modèle d'optimisation (modèle LP) qui permet de déterminer les sélections de brut à traiter, l'établissement des stratégies opérationnelles les plus efficaces, ainsi que les calculs de tous les coûts de production.

VI.1.1. Évolution des volumes de pétrole brut mis en oeuvre

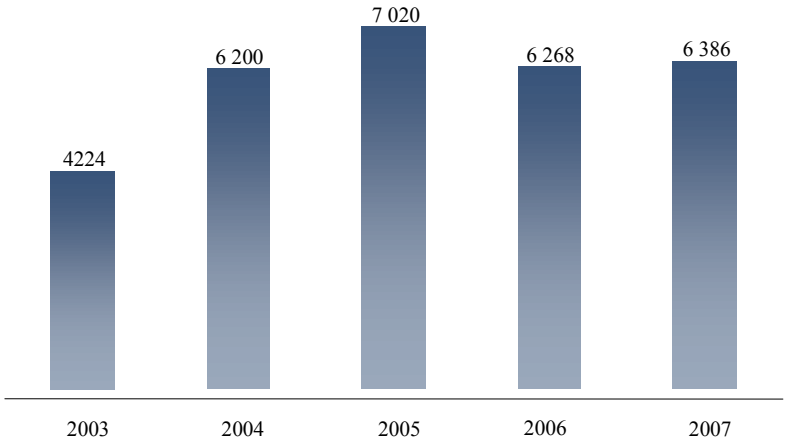
Au cours de la période 2003-2007, les quantités mises en œuvre par les raffineries de la Samir ont évolué suivant un trend globalement haussier illustré par une croissance annuelle moyenne des quantités de pétrole brut traité de 11%.

Néanmoins, l'évolution des quantités de pétrole brut traité met en évidence deux tendances distinctes :

- une tendance haussière des volumes mis en œuvre dans la période comprise entre 2003 et 2005. Durant cette période, les volumes traités s'accroissent en moyenne de 29% par an, portés par une demande croissante de gasoil et de fioul ainsi que par une amélioration sensible des marges de raffinage qui ont favorisé l'amélioration des capacités de traitement à un niveau maximum ;
- un recul des volumes traités entre 2005 et 2007 à un taux annuel moyen de 4,6%. Les raisons de cette baisse sont *(i)* d'une part de mauvaises conditions de marché matérialisées par la dégradation de la marge de raffinage ainsi que les tensions persistantes sur les marchés du brut, et *(ii)* d'autre part, des facteurs endogènes et propres à la Samir, notamment les arrêts programmés de production pour des raisons de maintenance (à titre d'exemple, deux interruptions programmés de production ont eu lieu sur le site de la Samir au cours de l'année 2007).

L'évolution des volumes de pétrole brut mis en œuvre entre 2003 et 2007 est présentée dans le graphique suivant :

Evolution des volumes traités 2003-2007 (en milliers de tonnes)

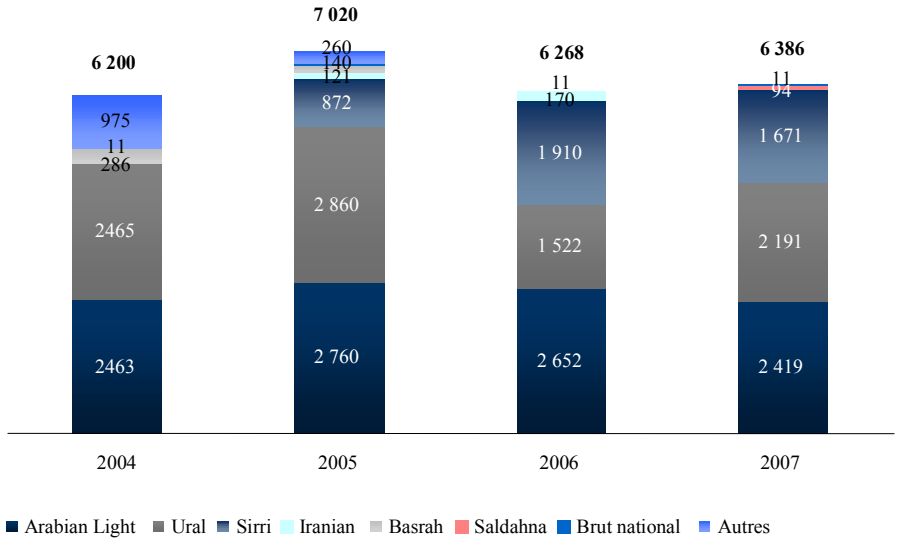


Source : Samir

VI.1.2. Évolution des volumes traités par type de pétrole brut

L'évolution des volumes mis en œuvre, répartis par type de pétrole brut se présente comme suit :

Evolution des volumes traités par type de brut 2004-2007 (en milliers de tonnes)

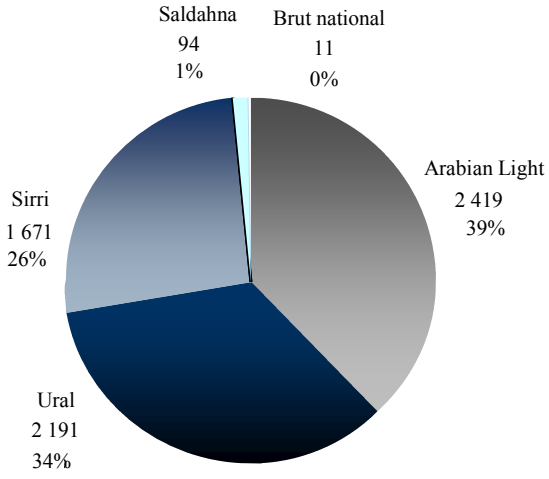


Source : Samir

L'évolution des volumes traités ne permet pas de mettre en évidence une tendance particulière si ce n'est la baisse des volumes d'Arabian Light traités, compensée par le recours croissant, au cours de la période, à des pétroles bruts d'autres provenances tel que l'Ural ou le Sirri iranien.

La répartition du volume de brut traité au cours de l'exercice 2007 par type de pétrole brut se présente comme suit :

Répartition du volume traité en 2007 par type de pétrole brut (en milliers de tonnes)



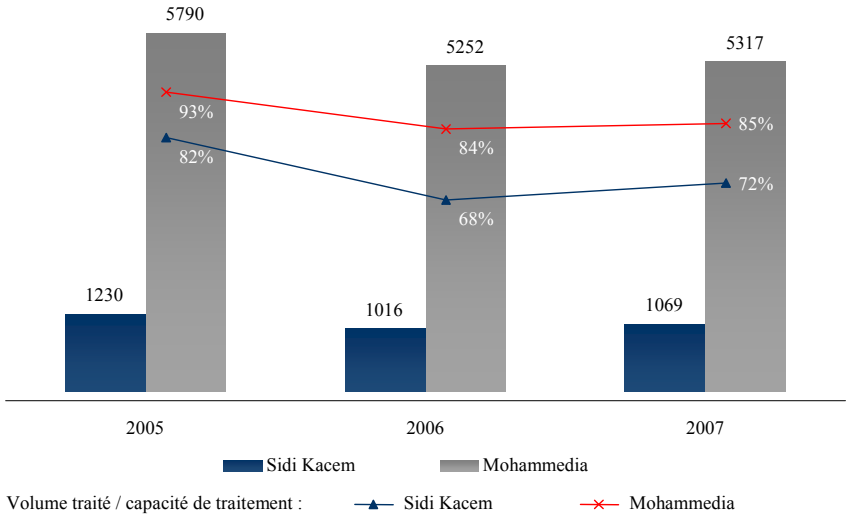
Source : Samir

Malgré le recul des volumes d'Arabian Light mises en œuvre dans les raffineries de la Samir, ce type de pétrole brut demeure, en moyenne sur les trois derniers exercices, la qualité la plus traitée par la Samir. En 2007, l'Arabian Light a représenté 39% des volumes mis en œuvre par la Samir, tandis que l'Ural, en provenance de Russie, représente 34% du pétrole brut traité au niveau des raffineries de la société.

VI.1.3. Évolution des volumes traités par raffinerie

L'évolution des volumes mis en œuvre entre 2005 et 2007, répartis par raffinerie se présente comme suit :

Evolution des volumes traités par raffinerie 2005-2007 (en milliers de tonnes métriques)



Source : Samir

La majorité de la mise en œuvre de pétrole brut est effectuée au niveau du site de Mohammedia. En 2007, 83% du pétrole brut réceptionné par la Samir est traité par la raffinerie de Mohammedia. L'importance du site de Mohammedia se justifie par des facteurs historiques, géographiques, mais surtout logistiques et techniques (capacités de traitement, accessibilité, capacités de stockage etc.).

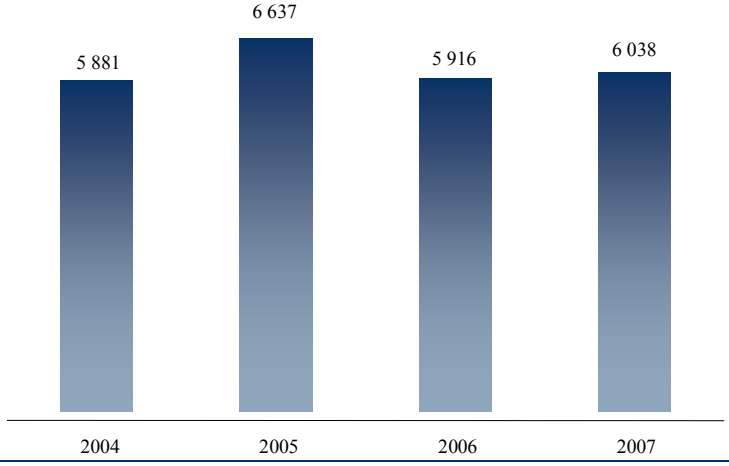
VI.1.4. Évolution de la production de produits raffinés

L'évolution de la production de produits raffinés au cours des trois derniers exercices (2005-2007) est essentiellement justifiée par les facteurs suivants :

- l'évolution des quantités mises en œuvre, elles mêmes dépendantes du niveau des marges de raffinage ;
- l'évolution des capacités de traitement des unités opérationnelles de la Samir liées à la disponibilité mécanique des installations de la raffinerie ;
- la demande intérieure en produits raffinés.

L'évolution de la production de produits raffinés sur la période 2004-2007 se présente comme suit :

Evolution de la production de produits raffinés 2004-2007 (en milliers de tonnes)



Source : Samir

La production de produits raffinés décroît entre 2005 et 2006 de 11%. La demande interne a notamment été affectée par la hausse des prix à la pompe. En même temps, en 2006, les distributeurs ont renforcé leurs positions sur le marché en augmentant les importations de produits raffinés, ce qui a eu pour effet de baisser la part de marché de la Samir, notamment pour le gasoil.

En revanche, entre 2006 et 2007, la production de produits raffinés enregistre une croissance de 2%. En effet, des conditions de marché favorables ainsi qu'une hausse de la demande nationale de produits pétroliers de 6% ont permis une hausse de la production annuelle de la Samir.

L'évolution de la production par type de produit raffiné fait apparaître une évolution annuelle moyenne, entre 2005 et 2007, décroissante pour l'ensemble des produits raffinés, excepté les bitumes. Néanmoins, ces progressions sont à nuancer selon le type de produit puisque le repli de la production d'essences n'a connu qu'un faible repli annuel moyen (-0,9%), tandis que les distillats, en recul, en moyenne, de 7,6% sur la période, enregistrent une hausse de production de 0,7% entre 2006 et 2007, profitant d'une demande nationale qui demeure soutenue.

L'évolution détaillée de la production par type de produit raffiné est présentée dans le tableau ci-dessus :

En milliers de tonnes	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06	TCAM 2005-2007
GPL	204	192	170	-5,9%	-11,5%	-8,7%
Essences	372	373	365	0,3%	-2,1%	-0,9%
Distillats (Jet, Kérosène, gasoil)	2 682	2 271	2 288	-15,3%	0,7%	-7,6%
VGO	N.d.	139	170	N.d.	22,3%	N.d.
Fioul	2 424	2 125	2 099	-12,3%	-1,2%	-6,9%
Huiles de base	101	78	86	-22,8%	10,3%	-7,7%
Bitumes	198	213	257	7,6%	20,7%	13,9%
Paraffines	5	2	4	-60,0%	100,0%	-10,6%
Naphta + SFP	651	523	599	-19,7%	14,5%	-4,1%
Total production	**6 637**	**5 916**	**6 038**	**-10,9 %**	**2,0%**	**-4,6%**

Source : Samir

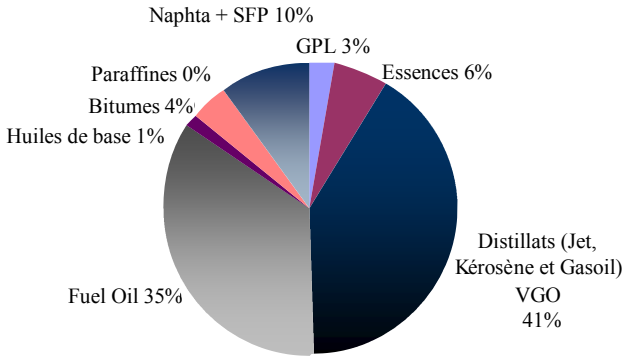
Entre 2005 et 2006, la production a enregistré un recul de 10,9%, matérialisée par les principales évolutions suivantes :

- une baisse de 5,9% de la production de GPL à lier à la baisse des volumes mis en œuvre ;
- une baisse de 15,3% de la production de distillats. Ce recul est notamment lié à la concurrence subie de la part des distributeurs. Par conséquent la Samir a réduit sa production au titre de l'exercice ;
- une baisse de 12,3% de la production de fioul essentiellement dûe à la baisse de la demande en fioul de la part de l'ONE qui a eu recours, au cours de l'exercice, à des importations d'électricité, notamment en provenance d'Espagne ;
- une baisse de 22,8% de la production d'huiles de base.

En 2007, la Samir a enregistré une hausse de sa production à hauteur de 2,0%. Cette croissance de la production, qui s'établit au terme de l'exercice à 6 millions de tonnes, est la conséquence des évolutions suivantes :

- une hausse de 22,3% de la production de gasoil sous vide (VGO) et de 0,7% de la production de distillats pour accompagner la croissance de ces deux derniers marchés (le marché du gasoil s'est accru de 6% au cours de l'exercice) ;
- des augmentations respectives de 10,3%, de 20,7% et de 14,5% des huiles de base, des bitumes et du naphta. Outre une hausse de la demande interne, cette augmentation de production a été motivée par des conditions de marché attractives (notamment pour le naphta) ;
- une baisse de la production de fioul (-1,2%) et de GPL (11,5%) en raison d'une demande moindre pour le premier (-3% au niveau national) et de la concurrence des importations opérées par les distributeurs ainsi que de capacités de production limitées pour le second.

Répartition de la production par type de produit raffiné en 2007



Source : Samir

La production de distillats (essentiellement de gasoil) et de fioul constitue 73% de la production globale de la Samir en 2007. La forte proportion de ces deux produits répond à la structure de consommation qui prévaut sur le marché marocain puisque le gasoil et le fioul représentent 86% de la consommation nationale de carburants liquides.

VI.2. Evolution des ventes de la Samir

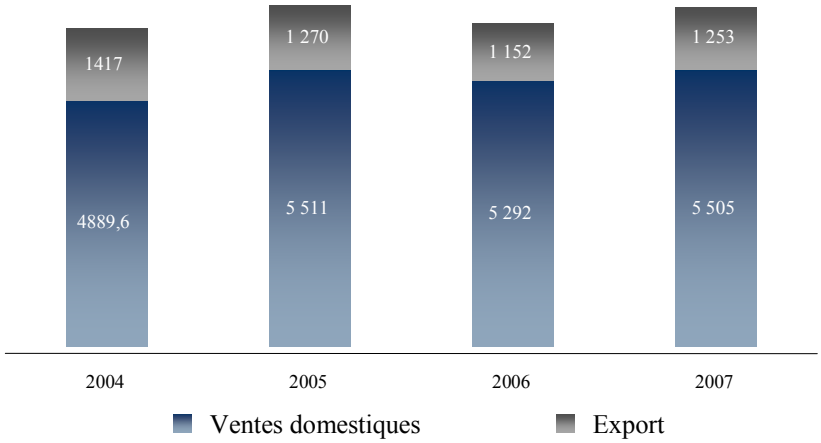
VI.2.1. Évolution des ventes globales

En 2006, les ventes de la Samir ont connu une légère diminution de 4% par rapport à 2005 affectées principalement par l'augmentation des prix à la pompe qui a limité la consommation ainsi que l'augmentation des importations effectuées par les distributeurs.

En 2007, les ventes se sont accrues de 5% grâce, essentiellement, à une consommation nationale en croissance (+5%) et à des volumes produits en hausse de 2% pour répondre à cette croissance de la demande. Concernant les principales évolutions, les ventes d'essence ont augmenté de 9%, les ventes de gasoil de 7% et celles de jet de 10%, en ligne avec les croissances des demandes respectives pour ces produits et en dépit de la concurrence des distributeurs. Les ventes de bitumes ont également enregistré une hausse de 13% en raison des besoins croissants pour la construction des routes. Enfin, les ventes de naphta à l'export ont enregistré une hausse de 22% à la faveur d'un marché international demandeur.

L'évolution des ventes globales de la Samir se présente comme suit :

Évolution des ventes globales de la Samir 2005-2007 (en milliers de tonnes)



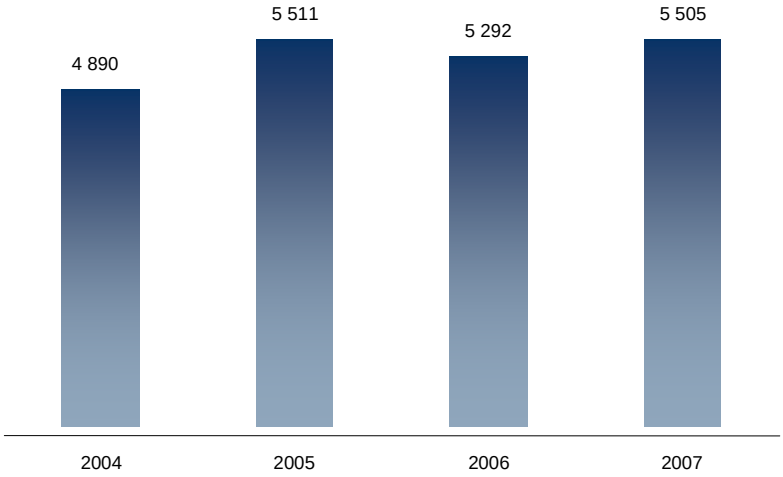
Source : Samir

VI.2.2. Évolution des ventes sur le marché domestique

Le principal marché sur lequel opère la Samir demeure le marché domestique qui, en 2007, a représenté plus de 80% des ventes globales.

L'évolution des ventes domestiques de la Samir entre 2005 et 2007 se présente comme suit :

Evolution des ventes globales sur le marché domestique 2005-2007 (en milliers de tonnes)



Source : Samir

En 2006, les ventes locales ont atteint 5,3 millions de tonnes *vs* 5,5 millions de tonnes en 2005.

Par ailleurs, la croissance des ventes des concurrents a été maintenue en raison des importations effectuées. Ainsi, les ventes de Gasoil de la Samir ont diminué de 4% tandis que la part de marché de la Samir a reculé de 6%.

Au titre de l'exercice 2007, les ventes sur le marché domestique se sont établies à 5,5 millions de tonnes, en hausse de 4% grâce à la croissance de la demande intérieure (+5%). Les ventes de Gasoil ont ainsi enregistré une hausse de 7,2%, les ventes d'essences une hausse de 8,8%, tandis que les ventes de GPL et de fioul ont enregistré des baisses respectives de 12% et 2,7% en raison de capacités de production de GPL insuffisantes et d'une demande de fioul moindre.

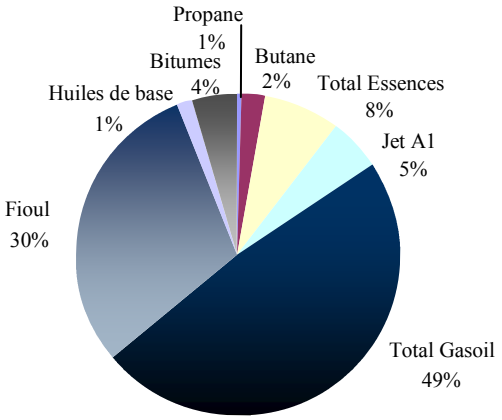
L'évolution des ventes nationales de la Samir par produit se présente comme suit :

En milliers de tonnes	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06	TCAM 2005-2007
Propane	43	42	35	-2,3%	-16,7%	-9,3%
Butane	161	150	134	-6,8%	-10,7%	-8,9%
Total Essences	359	385	419	7,2%	8,8%	8,1%
Jet A1	260	260	286	0,0%	10,0%	4,9%
Kérosène	4	-	-	N.s.	N.s.	N.s.
Total Gasoil	2 565	2 461	2 637	-4,1%	7,2%	1,4%
Fioul	1 866	1 710	1 663	-8,4%	-2,7%	-5,6%
Huiles de base	63	67	81	6,3%	20,9%	13,3%
Paraffines	4	3	3	-25,0%	0,0%	-14,4%
Bitumes	186	214	247	15,1%	15,4%	15,2%
Total ventes locales	**5 511**	**5 292**	**5 505**	**4,0%**	**4,0%**	**-0,1%**

Source : Samir

La répartition des ventes sur le marché national en 2007 se présente comme suit :

Répartition des ventes nationales par produit en 2007



Source : Samir

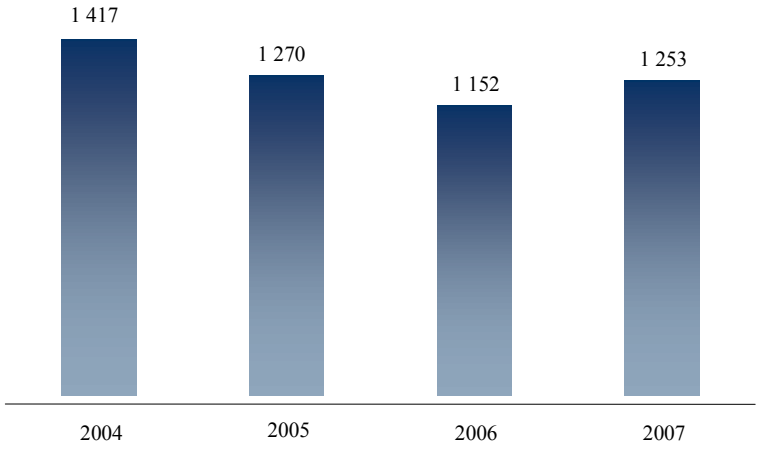
La structure des ventes sur le marché domestique par produit fait apparaître une part de 79% aux ventes de gasoil et de fioul. L'importance de ces deux produits dans le chiffre d'affaires de la Samir est à lier à la structure de la production de la Samir, elle-même corrélée à la structure du marché et de la consommation nationale de produits pétroliers. Enn effet, le gasoil et le fioul représentent 73% de la production de la Samir et ,au niveau du marché national, 86% de la demande totale en produits pétroliers.

VI.2.3. Évolution des exportations

Les exportations, qui représentent en moyenne sur les trois dernières années (2005, 2006 et 2007) près de 19% des ventes globales de la Samir, connaissent un rythme d'évolution irrégulier.

D'un volume de 1 270 000 tonnes de volumes exportés en 2005, le volume des exportations connaît une baisse de 9,3% en 2006 mais enregistre une hausse de 8,8% entre 2006 et 2007 pour s'établir à 1 253 000 tonnes. Le volume de l'exportation en 2006 est inférieur à celui de 2005 en raison de la baisse du traitement et de la demande en fioul dans le marché local.

Evolution des volumes exportés 2005-2007 (en milliers de tonnes)



Source : Samir

L'évolution des volumes exportés par la Samir est lié à un certain nombre de facteurs parmi lesquels :

- la priorité accordée au marché local. La Samir privilégie le marché domestique et n'exporte que les volumes excédentaires ;
- les conditions prévalant sur les marchés internationaux et les cours du marché ;
- les conditions techniques : certains arrêts de production touchant des unités de la Samir influent négativement sur les volumes exportés (de la même manière qu'ils influent sur les ventes domestiques).

La répartition des volumes exportés par type de produit raffiné se présente comme suit :

En milliers de tonnes	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06	TCAM 2005-2007
Naphta	639	494	603	-22,7%	22,1%	-2,9%
Fioul	466	448	458	-3,9%	2,2%	-0,9%
Distillats	111	148	166	33,3%	12,2%	22,3%
Huiles de base	45	22	4	-51,1%	-81,8%	-70,2%
Bitume	9	20	17	> 100%	-15,0%	37,4%
Gasoil	-	20	5	N.s.	-75,0%	N.s.
Total export	**1 270**	**1 152**	**1 253**	**-9,3%**	**8,8%**	**-0,7%**

Source : Samir

Entre 2005 et 2006, les volumes exportés ont reculé de 9,3% en raison de la baisse du traitement. Les volumes exportés se sont établis à 1,15 millions de tonnes. Cependant, l'exportation de distillats a enregistré une augmentation significative de 33,3% grâce au contrat

conclu avec la BP au cours de l'exercice précédent et quia soutenu le volume d'exportation de ce produit. L'activité d'exportation de bitumes a également réalisé une progression positive qui s'établit à un niveau supérieur à 100%.

En 2007, les volumes exportés ont connu une hausse de 8,8% grâce à des conditions favorables de marché pour le naphta[29], dont les cours internationaux, dans un contexte de marché tendu, ont atteint des niveaux élevés, particulièrement au cours du premier semestre de l'année.

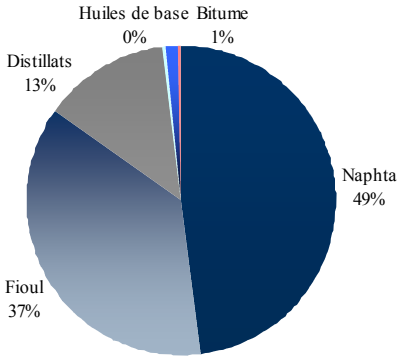
Les volumes de fioul exporté ont connu, en 2007, une augmentation de 2,2% malgré les arrêts de production intervenus en novembre et en décembre pour cause de maintenance. L'ampleur de la croissance des volumes a cependant été limitée par la priorité donnée au marché local que la Samir veille à satisfaire.

Les exportations d'huiles de base ont enregistré une baisse de 82% en raison d'un arrêt de production du complexe des huiles de base et d'une croissance de la demande domestique qui a été satisfaite en priorité.

Enfin, les exportations de bitumes ont enregistré un recul de 15% en 2007, en dépit du souhait de la Samir de développer les rendements et les exportations de ce type de produit.

La répartition des exportations, par type de produit raffiné, se présente comme suit au titre de l'année 2007 :

Répartition des exportations par produit en 2007



Source : Samir

La structure des exportations fait apparaître une part significative revenant au fioul et au naphta qui s'explique par les éléments suivants :

- le naphta résulte des excédents récoltés lors du traitement des essences dites sauvages qui, après raffinage, sont transformées en essence super et ordinaire. Les excédents sont donc exportés puisque très demandés sur les marchés internationaux. Au final, la quasi-totalité de la production de naphta est exporté à l'international ;
- pour le fioul, l'importance des volumes exportés s'explique par l'importance des volumes de fioul produits qui se justifie elle-même par la nature même de l'outil de production de la Samir (raffinerie de type hydroskimming). La Samir produit alors du fioul en grande quantité et se retrouve structurellement exportatrice de fioul vu la taille limitée du marché local : pour rappel, en 2007, la Samir a produit 2,1 millions de tonnes de fioul pour une consommation nationale de 1,7 millions de tonnes. La nouvelle configuration née du projet d'upgrade engagé par la Samir devrait entraîner une baisse des volumes exportés de fioul puisqu'une partie du fioul, auparavant exporté, devrait pouvoir être traité puis transformé en distillats. Ces distillats seront alors exportés ou commercialisés sur le marché domestique.

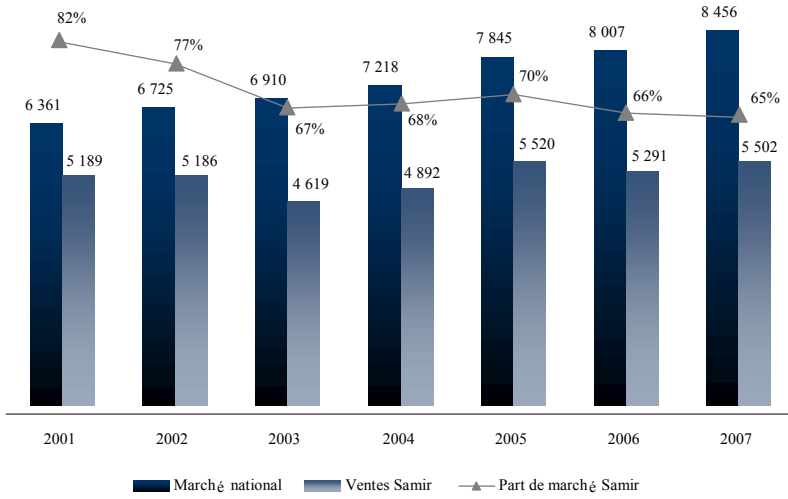
[29] La Samir exporte la totalité de sa production de Naphta (non utilisé pour l'élaboration d'autres produits) ainsi qu'une part de ses stocks.

VI.2.4. Évolution des parts de marché de la Samir

La levée des droits de douane en 2002 a précipité l'érosion des parts de marché de la Samir dans un marché, où désormais les distributeurs peuvent s'approvisionner auprès d'opérateurs internationaux en totale exonération de droits de douane.

L'évolution des parts de marché de la Samir sur le marché national (tous produits pétroliers confondus) sur la période s'étalant de 2001 à 2007 se présente comme suit :

Évolution du marché local et des parts de marché de la Samir (en milliers de tonnes)



Source : Samir

Dans le détail, l'évolution des parts de marché de la Samir par type de produit pétrolier entre 2001 et 2007 est présentée dans le tableau suivant :

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Marché des carburants	**96%**	**90%**	**84%**	**83%**	**83%**	**79%**	**79%**	**-4**	**0**
Essences	100%	100%	100%	100%	95%	98%	100%	**+3**	**+2**
Jet A1 et lampant[30]	98%	81%	89%	69%	72%	61%	59%	**-11**	**-2**
Gasoil	95%	88%	76%	75%	74%	69%	70%	**-5**	**+1**
Fioul	98%	97%	100%	100%	100%	100%	100%	**0**	**0**
Marché du GPL	**20%**	**18%**	**5%**	**7%**	**14%**	**12%**	**10%**	**-2**	**-2**
Propane	37%	36%	4%	10%	32%	30%	21%	**-2**	**-9**
Butane	18%	17%	5%	7%	12%	10%	8%	**-2**	**-2**
Marché des huiles de base, paraffines et bitumes	**100%**	**95%**	**29%**	**69%**	**91%**	**90%**	**93%**	**-1**	**+3**
Huiles de base	100%	97%	5%	47%	78%	82%	98%	**+4**	**+16**
Bitumes	100%	98%	41%	85%	100%	96%	94%	**-4**	**-2**
Paraffines	63%	56%	19%	19%	33%	30%	30%	**-3**	**0**

Source : Samir

La baisse des parts de marché de la Samir a été plus prononcée pour le gasoil et pour le jet A1 (destiné au secteur de l'aéronautique) pour des raisons liées, non seulement à la possibilité offerte aux distributeurs de recourir aux importations, mais également à une forte demande

[30] La part de marché « Jet A1 et lampant » n'englobe le lampant que pour la période 2004-2005.

domestique à laquelle la Samir ne peut répondre en intégralité pour des raisons liées aux capacités limitées de l'outil de production pour les produits concernés.

Le projet de modernisation de la Samir et le nouvel outil de production de type hydrocracking devrait permettre à la Samir de fournir des quantités plus élevées de ces produits qui bénéficient d'une forte demande.

En revanche, la part de marché de la Samir s'est accrue sur le marché des huiles de base, paraffines et bitumes avec un gain de parts de marché de 24 points entre 2004 et 2007.

Concernant le fioul et les essences, la Samir demeure en situation de quasi monopole puisqu'elle satisfait 100% de la demande locale, capitalisant sur une offre en quantités suffisantes et d'une qualité adaptée aux exigences du marché local.

VI.3. Le projet de modernisation (Projet Upgrade)

La signature de la Convention d'Investissement entre le gouvernement marocain et la Samir, le 20 décembre 2004, est venue concrétiser de manière officielle l'ambition de la Samir de se doter d'un outil de production moderne et adapté aux exigences du marché, conformément à une réflexion stratégique relative à la modernisation de la raffinerie entamée en 2001.

VI.3.1. Contexte et objectifs du projet

Le projet en cours de réalisation et dont le démarrage opérationnel des premières unités est prévu pour fin 2008, s'inscrit dans le cadre de la stratégie pétrolière du Royaume qui vise à :

- mieux répondre aux besoins du marché national en produits raffinés ;
- améliorer la qualité des produits pétroliers grâce à la réduction de leur teneur en souffre ;
- protéger l'environnement par la réduction des émissions nocives ;
- renforcer la sécurité d'approvisionnement du pays ;
- améliorer la sécurité des installations de raffinage.

Dans ce cadre, le projet de modernisation de la Samir vient répondre à trois objectifs primordiaux pour le management de la Samir à savoir :

- maximiser l'utilisation de la capacité de raffinage ;
- adapter la configuration de la raffinerie à la structure du marché en :
  - ✓ augmentant la production du gasoil ;
  - ✓ réduire la production du fioul.

  La configuration actuelle de la raffinerie ne permettant pas de tirer pleinement profit de la croissance soutenue de la consommation de gasoil, le projet de modernisation permettrait d'accroître la part de marché de la Samir sur le segment à forte valeur ajoutée du gasoil.
- protéger l'environnement et améliorer la qualité de l'air grâce à une offre de :
  - ✓ gasoil 50 et 10 ppm, conformément aux normes Euro 4 et 5 ;
  - ✓ essence super sans souffre et sans plomb conformément à la norme Euro 3.
- être compétitif dans un marché ouvert. Le projet de modernisation devrait permettre à la Samir d'améliorer de manière significative le niveau de ses marges de raffinage et d'être ainsi mieux positionnée dans le cadre d'un marché libéralisé à l'horizon 2009.

VI.3.2. Nouvelles unités programmées dans le cadre du projet

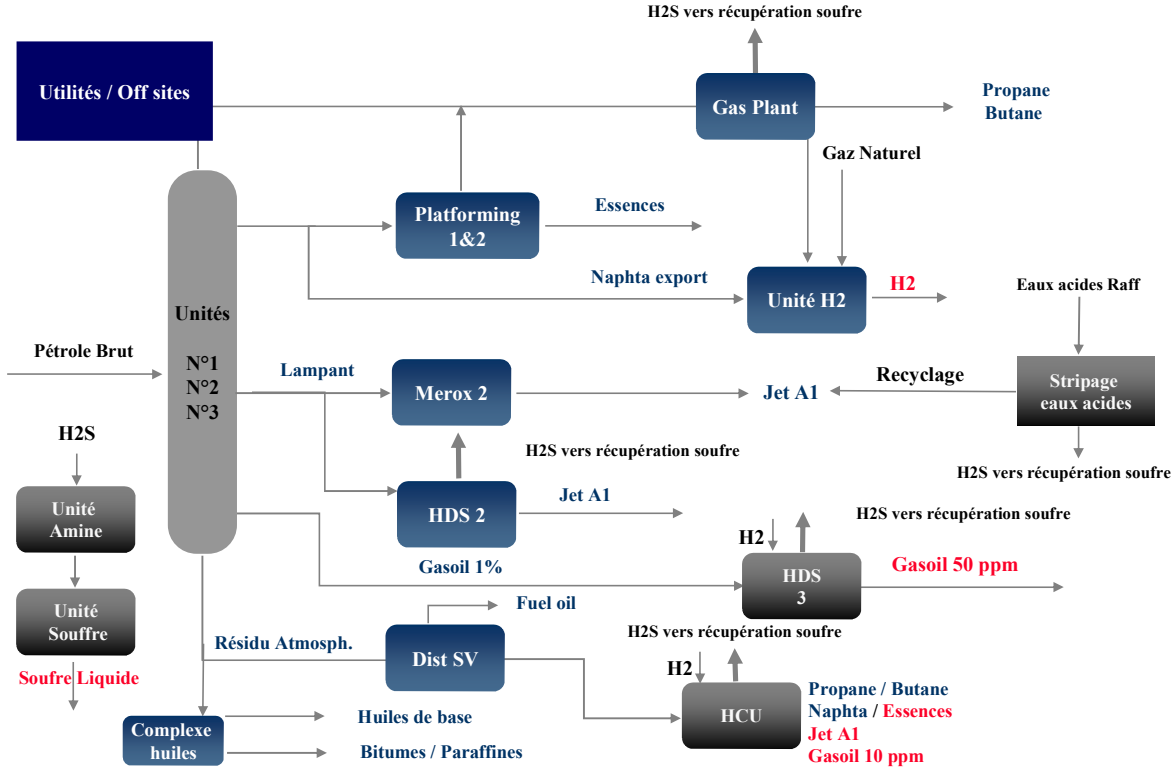
Les nouvelles unités dont la mise en service est prévue pour la fin de l'année 2008 sont :

- une unité de distillation sous vide : avec une capacité de 2,7 millions de tonnes par an, l'objectif de l'unité est de produire la charge pour l'hydrocraquage. Elle permet de séparer le résidu atmosphérique en trois coupes nommées LVGO, MVGO et HVGO. Il en résulte au fond de colonne le résidu sous vide ;
- une unité hydrocraquage : l'unité, d'une capacité de 1,8 millions de tonnes par an est destinée à convertir les VGO (gasoil sous vide) en provenance de l'unité de distillation sous vide en produits plus légers et plus valorisables, principalement le kérosène et le diesel avec une meilleure qualité pour lequel la teneur en souffre serait inférieure à 10 ppm. Le procédé est mis en œuvre par l'action de catalyseurs très actifs et sous une pression élevée d'hydrogène ;
- une unité d'hydrotraitement : l'unité, d'une capacité de 2,7 millions de tonnes par an, permettra de produire un gasoil avec une teneur en souffre de 50 ppm ;
- une unité de production d'hydrogène : l'unité de production d'hydrogène assure l'alimentation en hydrogène pour les unités d'hydrotraitement et d'hydrocracking. Elle dispose d'une grande flexibilité en terme de qualité de charges traitées. Un excès de vapeur produite est exporté vers le système de vapeur de la raffinerie ;
- une unité de régénération Amine : le souffre est extrait des produits pétroliers des unités d'hydrotraitement et d'hydrocraquage. Il est convertit en gaz sulfure d'hydrogène qui est alors enlevé par un lavage en utilisant un solvant spécial (amine). La solution riche amine contenant le H_2S est chauffée pour libérer le gaz H_2S qui est rassemblé pour passer à l'unité de récupération de souffre ;
- une unité de traitement des eaux acides sulfurées : les jets d'eaux résiduaires du gaz d'hydrogène sulfure et ammoniac sont des rejets de plusieurs opérations de la raffinerie. Ces eaux acides sont dépouillées de leurs contaminants avant d'être libérées à l'environnement. Le gaz d'hydrogène sulfure et ammoniac, qui est enlevé par la vapeur, est conduit à l'unité de récupération de souffre ;
- une unité de récupération de souffre : la récupération de souffre est constituée de deux trains avec une capacité de deux fois 275 tonnes par jour et s'exécute selon le procédé de Claus[31] à partir des gaz émanant des unités de régénération Amine et de traitement des eaux acides. Le souffre récupéré est stocké et expédié sous forme liquide.

L'illustration ci-dessous présente la nouvelle configuration de la raffinerie de Mohammedia à l'issue du projet de modernisation :

[31] Le procédé Claus utilisé pour détruire l'hydrogène sulfuré consiste à convertir l'hydrogène sulfuré en soufre par un procédé mettant en oeuvre deux réactions successives.

Configuration post-upgrade de la raffinerie de Mohammedia

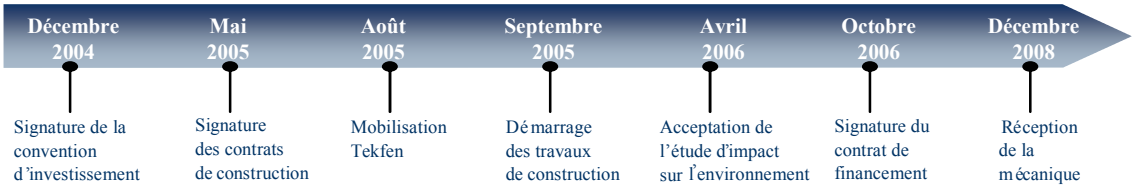


Source : Samir

VI.3.3. Planning et principales étapes du projet de modernisation

Les dates clés du planning du projet de modernisation sont présentées dans le schéma suivant :

Planning du projet de modernisation



Source : Samir

La phase pré EPC (ingénierie, approvisionnement et construction) du projet a consisté en deux travaux confiés à deux opérateurs de référence :

- une étude de faisabilité confiée à Purvin & Gertz : dans le cadre de cette étude, 24 configurations différentes ont été étudiées. La configuration optimale comportait *(i)* un hydrocracker d'une capacité de traitement de 36 000 barils / jour, d'un visbreaker d'une capacité de 27 000 barils / jour, d'un hydrotreater d'une capacité de 55 000 barils / jour et d'une nouvelle unité de désulfurisation de gasoil de 125 000 barils / jour ;
- une mission de conseil concernant le management du projet, confiée à Foster Wheeler UK qui a eu pour rôle de conseiller la Samir dans le cadre des appels d'offre et des instructions pour les soumissionnaires ainsi que pour la sélection des différentes technologies.

Des technologies adaptées ont été sélectionnées afin de répondre aux besoins du projet en terme de performance de rendement et de qualité de produits. Les technologies ont été acquises auprès de prestataires reconnus dans le secteur, notamment :

Besoins	Prestataire de la technologie
Hydrocracker	**Chevron –Iso Cracker-**
Visbreacker	**Shell**
Hydrotreater *(désulfurisation du gasoil)*	**UOP**
Récupération de souffre	**Parson**
Production d'hydrogène	**Technip KTI**

Le **contrat de construction** a été adjugé au consortium formé de Snamprogetti et de Tekfen. Ce contrat, signé le 31 mai 2005 a porté sur un montant de 620 millions de dollars et a pris la forme d'un contrat LSTK (contrat clé en main). Parallèlement, Foster Wheeler Italie a été sélectionné comme consultant pour l'assistance technique (PMC) pour les phases de construction, mise en service et démarrage. Foster Wheeler s'est également vu confier la tâche de constituer de l'équipe projet chargée de la supervision des travaux.

En mars 2006, le contrat du projet a été modifié, passant d'un contrat clé en main (LSTK) à un contrat de gestion EPCM (Engineering, Procurement, Construction, Management) pour les raisons suivantes :

- les conditions de financement qui ne permettaient pas aux contractants de prendre des engagements pour l'achat de matériel à livraison à long terme ;
- les changements importants des conditions de marché : des prix de matériel élevés et une extension des délais de livraison.

La gestion EPCM offre à la Samir une flexibilité supplémentaire, de même qu'elle lui procure de nombreux avantages, parmi lesquels :

- un meilleur contrôle de l'achat de matériel puisque la Samir négocie directement avec les fournisseurs d'équipements. Une économie potentielle peut ainsi être générée et la Samir dispose d'un droit de regard direct sur la qualité du matériel et des équipements désirés ;
- une absence de garanties de paiement à donner aux fournisseurs ;
- une réduction des coûts financiers puisque le planning de paiement a été retardé de 10% par rapport à l'avancement du projet ;
- l'acquisition d'une expérience valorisante pour le personnel technique de la Samir.

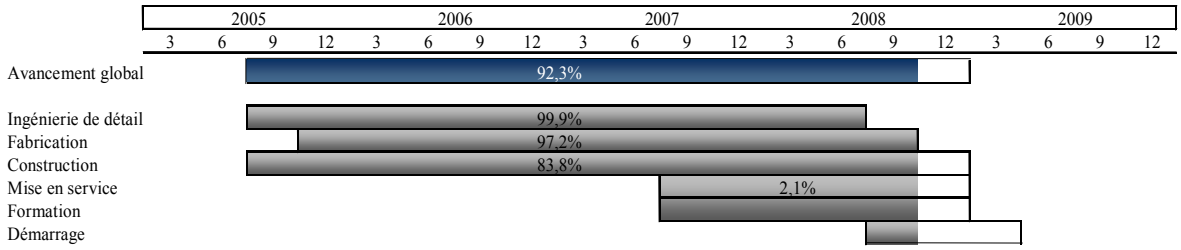
Les termes du contrat EPCM prévoient que la Samir se charge des commandes, de l'achat de matériel sur les recommandations de l'EPCM, de même qu'ils prévoient également une assistance des contractants pour les services, l'ingénierie, la supervision de la construction et les travaux de construction. La Samir rembourse par la suite ces prestations de service en totalité ou sur la base d'un montant forfaitaire, comme c'est le cas pour la construction.

VI.3.4. Etat d'avancement du projet upgrade

A fin septembre 2008, l'état d'avancement du projet fait apparaître un état d'avancement supérieur à 92%, ce qui laisse augurer d'une mise en service entre la fin 2008 et le début de l'année 2009, malgré les difficultés occasionnées par les retards de livraison, constatés également au niveau international sur d'autres projets du secteur.

Le schéma ci-après illustre l'état d'avancement des différentes composantes du projet.

Etat d'avancement du projet de modernisation à fin septembre 2008



Source : Samir

Dans le détail, l'état d'avancement des différentes composantes du projet se présente comme suit :

- l'ingénierie de détail : les travaux d'ingénierie sont dans une phase de finalisation. Près de 99,9% des travaux sont achevés ; la totalité des plans pour béton, génie civil, infrastructures, électricité et instrumentation sont disponibles sur site. La Samir finalise les derniers détails avec les fournisseurs des équipements et prépare des manuels opératoires ;
- la fabrication / matériel : la priorité est donnée à l'expédition et à la réception du matériel restant. La totalité du matériel nécessaire est commandé, ce qui représente 367 commandes placées auprès de 165 fournisseurs pour 753 équipements, pour un poids total de 48 000 tonnes dont 40 000 ont été livrées à fin mars 2008 et 8 000 tonnes ont été livrées en juillet 2008. La Samir a procédé à l'installation des équipements clés et tente d'accélérer les cadences de livraison ;
- la construction : des moyens importants ont été mobilisés pour faire face au pic de la construction. Pour les besoins des travaux de construction, les 3 764 personnes mobilisées (dont 1 296 expatriés) ont totalisé plus de 14,7 millions d'heures de travail. Comme pour l'aspect fabrication / matériel, la Samir a mis en place un programme d'accélération des travaux ;
- la formation et la mise en service : le projet industriel s'accompagne également d'un volet ressources humaines pour lequel la Samir mobilise des moyens significatifs. Ainsi, 120 ingénieurs et opérateurs ont pu suivre un programme de formation dans les raffineries Preem (Suède) et Turpas (Turquie). De plus, 150 ingénieurs et opérateurs bénéficient actuellement d'une formation avancée dispensée par l'IFP (Institut Français du Pétrole), entamée en avril 2008 pour une durée de 5 mois. Enfin, une formation spécifique aux nouvelles technologies est prévue pour le second semestre 2008. Parallèlement, la Samir a bouclé un programme de recrutement de 320 opérateurs. Pour les besoins de la mise en service, la Samir a également mobilisé le personnel spécialisé de la raffinerie Preem ainsi que les équipes de Snamprogetti.

VI.3.5. Centrale de cogénération

Afin de garantir aux nouvelles unités de production une capacité énergétique conséquente et pour réduire la dépendance énergétique du site de Mohammedia, une centrale de cogénération d'une capacité de 40 MW sera opérationnelle entre la fin de l'année 2008 et le début de l'année 2009.

Le contrat de construction de la centrale a été confié à Litwin France et porte sur un montant de 32 millions d'euros. Le projet est financé à hauteur de 100% par Calyon dans le cadre d'un financement garanti Coface. L'état d'avancement des travaux est estimé, à fin novembre 2008, à 98,1%. La centrale est, à début décembre 2008, en phase de démarrage.

L'implémentation d'une centrale de cogénération sera bénéfique à plusieurs titres : elle permettra une optimisation des investissements et des charges notamment énergétiques (en comparaison avec une centrale classique ou l'énergie fournie par l'ONE), une efficience énergétique renforcée de même qu'elle sera conforme au principe de respect des règles environnementales adopté par la Samir.

Par ailleurs, la centrale fonctionnera au gasoil durant les premières années d'exploitation mais pourra ensuite être approvisionnée en gaz naturel. L'objectif d'utilisation du gaz naturel comme énergie permettra d'améliorer la qualité de l'air grâce à une réduction des émissions de CO_2 estimée à 1 500 tonnes par an.

VI.3.6. Financement et budget du projet de modernisation

Le financement a fait l'objet de négociations élargies menées par la Samir avec plusieurs banques en vue de négocier la structure ainsi que les conditions de financement du projet.

La signature du contrat de prêt relatif au financement du projet s'est concrétisée, le 9 octobre 2006, entre la Samir et les représentants mandatés des banques nationales et internationales concernées (Attijariwafa bank, Banque Centrale Populaire, CDG Capital, BMCI, Crédit du Maroc, Arab Bank et Crédit Agricole du Maroc).

L'emprunt contracté par la Samir porte sur un montant de 3,5 milliards de dirhams et sur une durée de 10 ans. De plus, le plan de financement prévoit également le recours à un emprunt obligataire.

Les différentes garanties apportées dans le cadre du contrat de prêt sont présentées ci-dessous :

- un nantissement de matériel / équipement à hauteur de 2 milliards de dirhams ;
- une hypothèque sur les biens immobiliers à hauteur de 2,5 milliards de dirhams ;
- un nantissement de fonds de commerce à hauteur de 300 millions de dirhams ;
- une cession de créances professionnelles ;
- un nantissement du solde de comptes bancaires ;
- une délégation des indemnités de polices d'assurances professionnelles à hauteur d'un maximum de 3 milliards de dirhams ;
- une délégation des indemnités de Garantie de Bonne Exécution consenti par Snamprogetti et Unicredit Banca d'Impresa ;
- un nantissement des titres de placement.

Un budget de 920 millions de dollars[32] a été affecté au projet. L'état des engagements des dépenses, à fin novembre 2008, est présenté dans le tableau suivant :

Mdh	Total des paiements	Reste à payer	Total
Construction	7 740	940	8 680
Coûts financiers	240	220	460
Total	**7 980**	**1 160**	**9 140**

Source : Samir

Il est à noter que le budget affecté au projet, élaboré en mai 2005, a été révisé à la hausse en 2007, pour s'établir aujourd'hui, en hausse de 13% par rapport au budget initial. La révision du budget initial trouve sa justification dans plusieurs facteurs dont :

- sur le plan international : la forte augmentation du prix des matières premières, ressentie dans plusieurs secteurs, a négativement impacté les prévisions de prix d'achat élaborées par la Samir. Le renchérissement des prix des matières premières (notamment l'acier) a

[32] Equivalent à 6 850 millions de dirhams au cours de 1 USD = 7,45 MAD (cours du 17/06/2008)

naturellement eu un effet inflationniste sur les équipements achetés par la Samir auprès de ses fournisseurs. De plus, la hausse de l'euro par rapport au dollar et au dirham a également eu pour effet d'affaiblir la position de la Samir. Enfin, la saturation des carnets de commande des fournisseurs internationaux d'équipements pétroliers a également eu un effet sur les prix et les délais pratiqués par les fournisseurs ;

- au niveau de la Samir : de nouveaux équipements ont été introduits pendant la phase d'ingénierie de détail (un Sweet Vac[33] ainsi qu'un DCS[34]), de même que les quantités de bulk matériel (matériel en vrac) à acheter ont été revues à la hausse. Par conséquent, le coût de construction a été impacté à la hausse par l'augmentation des quantités des matériaux et l'augmentation du nombre d'équipements. De plus, le retard accusé du dossier de financement du projet a également impacté le budget d'investissement. Enfin, l'extension du planning de construction (lié aux retards de livraison du matériel) et l'accélération des travaux qui s'en est suivi, ont occasionné des coûts supplémentaires, non prévus dans le budget initial.

Le cas de la Samir est révélateur de la situation qui prévaut au niveau mondial dans le secteur du raffinage et ne constitue donc pas une exception ou un cas isolé. Les délais moyens de livraison se sont considérablement allongés et le renchérissement des coûts des matières premières, combiné aux effets d'un euro fort ont mis à mal les raffineries qui se trouvaient en phase d'investissement.

Selon Foster Wheeler, conseil de la Samir pour la supervision des travaux de réalisation, de nombreux projets similaires à celui que développe la Samir, connaissent des retards et des révisions de délais et de budget plus ou moins importants.

Ainsi, sur 9 projets supervisés par Foster Wheeler, initialement en contrat clés en main (contrat LTSK adopté initialement par la Samir mais abandonné au profit de l'EPCM), 6 ont été converti en remboursables[35] avec des retards allant de 2 à 4 mois et des dépassements de budget de 12 à 34%. Par ailleurs, un projet en Arabie Saoudite a également accusé un dépassement de budget de 34% ainsi qu'un retard de planning de 3 mois. Initialement sous la forme d'un contrat clé en main, le projet a été converti en remboursable.

VII. Approvisionnements

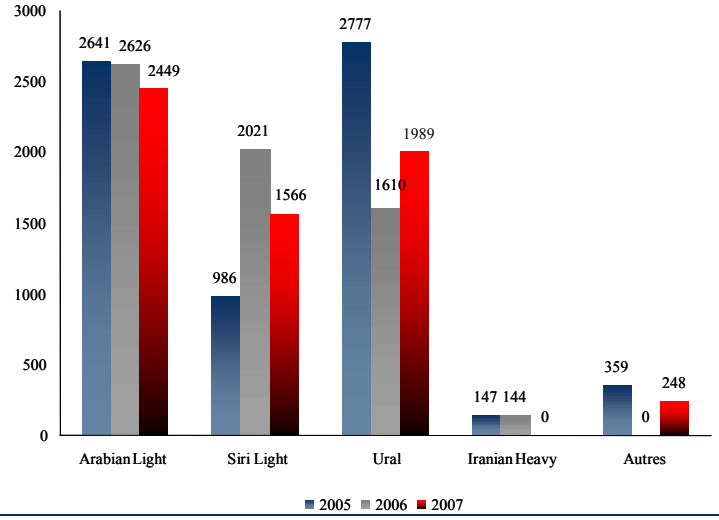
VII.1. Pétrole brut

En 2007, la Samir a importé plus de 45,7 millions de barils de brut, principalement en provenance d'Arabie Saoudite puisque l'Arabian Light représente 39% des importations (2,45 millions de tonnes métriques soit 18 millions de barils). La Russie représente également un fournisseur de taille importante avec une part de l'Ural atteignant près de 32% des importations (2 millions de tonnes métriques soit 14,4 millions de barils). Enfin, le Siri Light en provenance d'Iran, dont la contribution aux importations s'établit à 25% (1,57 millions de tonnes métriques soit 11,5 millions de barils), constitue également une source d'approvisionnement significative.

[33] Unité nécessaire au respect des normes environnementales.
[34] Groupe électrogène de secours pour le système de contrôle de l'hydrocracking.
[35] Mode de financement impliquant que le raffineur rembourse aux prestataires chargés de la réalisation la totalité des montants des achats de matériel.

L'évolution des approvisionnements de la Samir par catégorie de brut entre 2005 et 2007 s'établissent comme suit :

Evolution des approvisionnements par type de pétrole brut 2005-2007 (en KTM)



Source : Samir

Les approvisionnements de la Samir se déroulent selon deux modes :

- par contrat à terme, sur la base d'indexation des prix au cours du Brent. Ce mode d'approvisionnement a représenté plus de 64% du total des approvisionnements en 2007 et 73% l'année précédente ;
- par opportunités dans le cadre d'achats spots. Ce mode d'approvisionnement ayant représenté 36% des achats de brut en 2007 et 27% au titre de l'année 2006.

Le choix du mode d'approvisionnement par la Samir s'opère via un arbitrage entre les différentes conditions du marché. Ainsi, la Samir décide de s'approvisionner sur le marché spot si des opportunités en terme de prix existent ou encore pour compenser d'éventuelles difficultés d'approvisionnement par contrats à terme, qui constitue le mode d'approvisionnement privilégié de la Samir pour garantir une certaine sécurité d'approvisionnement face à un marché caractérisé par une grande volatilité.

Évolution des approvisionnements en pétrole brut :

Entre 2005 et 2006, l'approvisionnement de la Samir en pétrole brut a diminué de 7% pour atteindre 46,8 millions de barils, contre 50,5 millions de barils en 2005.

Les achats à terme ont été le mode principal d'approvisionnement étant donné que 76% de pétrole brut a été réalisé sur cette base. Face à un marché volatil, la Samir a veillé à à maximiser le niveau d'approvisionnement par contrat à terme. Ce niveau s'est accru de 22% par rapport à 2005 grâce à l'augmentation d'approvisionnement en provenance de la NIOC.

Concernant le marché spot, la Samir a continué à développer des stratégies d'approvisionnement afin de faire face à la volatilité du marché. L'approvisionnement par ce mode a enregistré une baisse de 47% au terme de l'exercice 2006.

En 2007, les approvisionnements de la Samir en pétrole brut ont enregistré un léger recul de 2% et s'établissent à 45,7 millions de barils *vs* 46,8 millions de barils en 2006.

La part de l'approvisionnement par contrat à terme s'est repliée pour s'établir à 68% des approvisionnements en 2007 contre 73% en 2006. Les principales raisons expliquant cette baisse ont été :

- la réduction des approvisionnements en provenance de la compagnie saoudienne Aramco (l'un des principaux fournisseurs de la Samir) en raison de la politique de l'OPEP qui a

décidé de réduire les volumes de contrats à terme d'Aramco de 1,5 millions de barils (1 million à partir de novembre 2006 et 500 000 barils à partir de février 2007) ;

- l'interruption de production de l'unité de lubrifiants, pour des raisons de maintenance, intervenue durant le mois de mai 2007 ;
- la réduction des approvisionnements en provenance de la NIOC (compagnie nationale iranienne de pétrole) suite à l'annulation d'une livraison par cargo en novembre 2007 en raison d'une interruption de la raffinerie en novembre 2007.

Afin de compenser la baisse intervenue pour les approvisionnements par contrat à terme, la Samir a eu recours à des approvisionnements « spots ». La part de ces approvisionnements s'est établie, en 2007, à 32% des approvisionnements totaux de brut contre 27% en 2006.

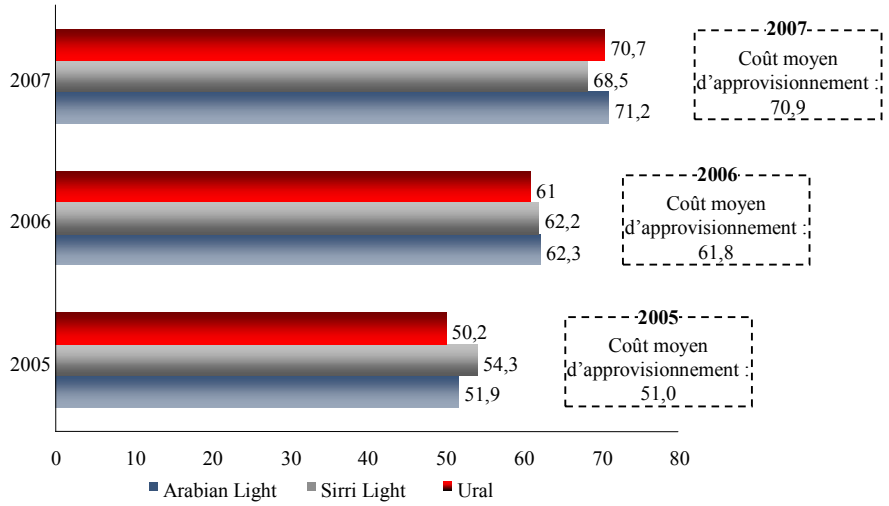
La répartition des approvisionnements par mode d'achat concernant la période 2005-2007 se présente comme suit :

		2005		2006		2007	
		KTM	%	KTM	%	KTM	%
Contrats à terme		**4 991**	**72%**	**4 648**	**73%**	**4 016**	**64%**
	Arabie Saoudite	2 641	38%	2 626	41%	2 449	39%
	Iran	1 269	18%	2 021	32%	1 566	25%
	Russie	1 081	16%				
Achats spot		**1 919**	**28%**	**1 754**	**27%**	**2 253**	**36%**
	Ural	1 696	25%	1 610	25%	1 989	32%
	Iranian Heavy	0	0%	144	2%	0	0%
	Autres	80	1%	0	0%	248	4%
Total		**6 910**	**100%**	**6 402**	**100%**	**6 248**	**100%**

Source : Samir

L'évolution des coûts d'approvisionnement des principaux types de pétrole brut importés par la Samir se présente comme suit :

Evolution des coûts d'approvisionnements par type de pétrole brut 2005-2007 (en US dollars par KTM)

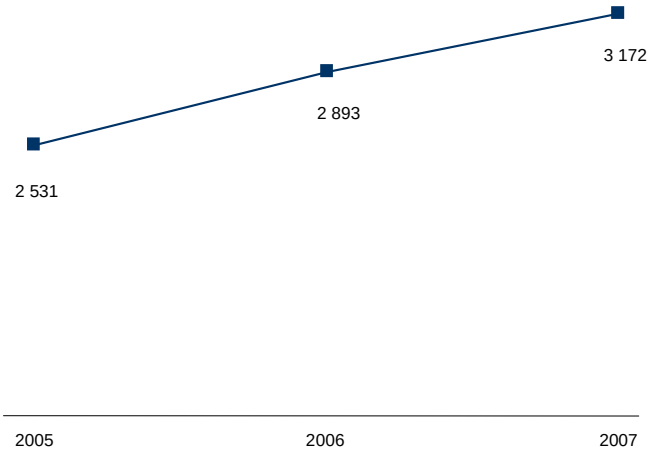


Source : Samir

Les niveaux élevés des cours internationaux ont eu pour conséquence, en 2007, d'accroître de 14,8% le coût moyen d'approvisionnement de la Samir qui s'est situé, en 2007, à 70,9 US dollars *vs* 61,8 US dollars en 2006. En 2006, le coût moyen d'approvisionnement avait déjà entamé son trend haussier en s'appréciant de 21,1% au terme de l'exercice 2006 pour s'établir à 61,8 US dollars *vs* 51 US dollars en 2005.

L'évolution des coûts globaux d'approvisionnement en pétrole brut sur la période 2005-2007 se décline comme suit :

Evolution des coûts globaux d'approvisionnements 2005-2007 (en millions US dollars)



Source : Samir

Le coût global d'approvisionnement en pétrole brut s'inscrit sur un trend haussier, puisqu'il enregistre un taux de croissance annuel moyen de 12% sur la période s'étalant de 2005 à 2005.

Le coût global d'approvisionnement en pétrole brut progresse de 14% en 2006 et de 10% en 2007. Ces deux évolutions sont à mettre dans le contexte d'un renchérissement généralisé du coût du pétrole brut au niveau mondial.

VII.2. Produits raffinés

En plus du pétrole brut, la Samir importe également des produits raffinés, afin de répondre à la demande nationale. Ces importations concernent essentiellement le gasoil qui est le produit pétrolier le plus consommé au Maroc et pour lequel la capacité de production de la Samir reste inférieure aux besoins du marché. La décision d'importer relève également d'un arbitrage relatif à l'optimisation de la marge de raffinage. Enfin, certains déficits ponctuels (indisponibilité d'unités opérationnelles etc.), peuvent mener la Samir à procéder à des importations afin de compenser l'éventuel déficit constaté.

Les volumes importés se sont accrus, en moyenne, de 52% par an pour atteindre un volume global de 721 000 tonnes en 2007.

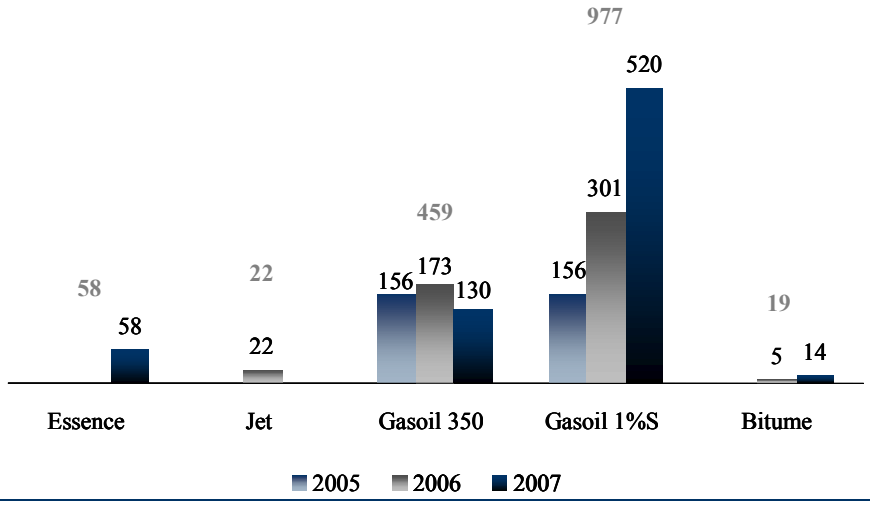
L'évolution du volume global des importations de produits raffinés, réparti par année, pour la période allant de 2005 à 2007 se présente comme suit :

En milliers de tonnes	2005	2006	2007	Total	Var 06/05	Var 07/06
Essence	-	-	58	**58**	N.s.	N.s.
Jet	-	22	-	**22**	N.s.	N.s.
Gasoil 350	156	173	130	**459**	10,9%	-24,9%
Gasoil 1%S	156	301	520	**977**	92,6%	72,8%
Bitume		5	14	**19**	N.s.	>100%
Total	**312**	**501**	**722**	**1 535**	**60,4%**	**44,1%**

Source : Samir

L'évolution des quantités de produits pétroliers importés entre 2005 et 2007 se présente comme suit :

Evolution des importations de produits pétroliers 2005-2007 (en milliers tonnes)



Source : Samir

Évolution des importations de produits raffinés :

Entre 2005 et 2006, l'importation des produits pétroliers a augmenté de 60,4%. En effet, la hausse significative de l'importation de gasoil est attribuable à l'optimisation de la marge et aux déficits de courte durée. Le volume réalisé pour les importations de Gasoil 1%S a été de 92,6% plus élevé que celui de l'année 2005, tandis que le gasoil 350 a vu son volume importé progresser de 10,9%. Ce dernier produit a fait l'objet d'une concurrence de la part de quelques distributeurs.

L'année 2007 a connu une hausse significative de 44% des importations de produits pétroliers. Cette hausse a été marquée pour le gasoil 1%S, dont le volume des importations a enregistré une augmentation de 73%, motivée par des marges de raffinage négatives, contraignant la Samir à recourir davantage à l'importation.

La Samir a également importé 58 000 tonnes d'essence afin de couvrir un déficit ponctuel causé par la régénération du catalyst du Reformer n°2.

VIII. Ressources humaines

VIII.1. Politique des ressources humaines

L'objectif affiché par la Samir à travers la gestion de ses ressources humaines est de créer de la valeur ajoutée en conciliant intérêts économiques et sociaux.

Le plan d'action de la direction des ressources humaines rejoint la vision stratégique de la Samir. Il se focalise sur deux composantes majeurs de la gestion des ressources humaines : les Processus et les Hommes et s'articule autour des trois axes principaux suivants :

VIII.1.1. Manager la stratégie RH

- Professionnalisation des processus RH, mise en place d'un Centre de Services Ressources Humaines et élaboration d'un schéma directeur de ressources humaines. Ces actions permettront à la DRH d'assurer la transition d'un modèle traditionnel contraint par les travaux administratifs vers une GRH plus stratégique et une meilleure valeur ajoutée ;
- mise en œuvre d'une politique de mobilité structurée. L'objectif et d'assurer le redéploiement de 105 agents soit 10 % de l'effectif ;
- identification par le management des hauts potentiels. Le nouveau système d'évaluation des performances est l'outil de base pour la détection et le suivi de la gestion de carrière de ces hauts potentiels ;
- renforcement et rajeunissement du capital humain. Une opération est en cours de réalisation pour le recrutement de 25 Ingénieurs et de 100 techniciens supérieurs.

VIII.1.2. Accompagner le changement

- Poursuite du suivi des tableaux de bord et des indicateurs permettant d'intervenir en amont dans les choix stratégiques ;
- assistance aux managers dans l'atteinte de leurs objectifs ;
- instauration d'un climat de confiance et meilleur discernement des attentes du personnel ;
- appui sur la modernisation des outils de gestion (système de rémunération, de gestion et d'évaluation de la performance…) pour décliner et réussir la vision de la Samir ;
- aide destinée aux opérationnels afin d'aménager des moments d'information en instaurant, de manière permanente les staffs meetings périodiques, les rencontres annuelles entre le management et le personnel encadrant, les visites sur sites et les programmes de déploiement de la stratégie sur des thèmes de changement commun.

VIII.1.3. Renforcer la motivation du personnel

- Dynamisation des systèmes de Classification / Rémunération et d'Appréciation des Performances : l'objectif étant de garantir l'implication des salariés dans la réalisation des objectifs stratégiques de la société, et de reconnaître le mérite et les performances individuelles et collectives ;
- mise en place plan de formation adapté au démarrage des nouvelles unités : plus de 100 agents ont été désignés pour le suivi d'un programme spécifique de formation sur le terrain et/ou sur les unités de Preem ;
- dynamisation des conventions de partenariat signés, le 10 mars 2008, pour apporter aide et expertise au personnel de la Samir : une convention tripartite Samir - Université Hassan II, Mohammedia - Casablanca et l'ENSPM relative à la Licence Professionnelle en Raffinage

ainsi qu'une convention Samir - EMI (Ecole Mohammedia d'Ingénieurs- Rabat) pour la recherche et le développement ont été signées dans ce sens.

VIII.2. Structure de l'effectif

L'effectif total de la Samir s'élève en 2007 à 1 148 personnes soit une baisse annuelle moyenne de 11,9% sur la période 2005 - 2007.

La répartition de l'effectif, par catégorie, en fin d'exercice, se présente comme suit :

	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Cadres supérieurs	19	22	33	15,8%	50,0%
Cadres	166	134	110	-19,3%	-17,9%
Employés	1 293	1 010	1 005	-21,9%	-0,5%
Effectif Total	**1 478**	**1 166**	**1 148**	**-21,1%**	**-1,5%**

Source : Samir

La baisse de l'effectif constatée entre 2005 et 2006 est essentiellement justifiée par la décision de la Samir de ne plus recourir à des travailleurs temporaires au niveau du site de Sidi Kacem, décision qui a concerné 218 travailleurs. La Samir ayant recours, désormais, pour certaines tâches à l'externalisation en les confiant à des prestataires de service. De plus, un programme de départs volontaires, mis en place par le management de la Samir, a également contribué à une baisse de l'effectif à hauteur de 253 employés sur les trois exercices 2005, 2006 et 2007.

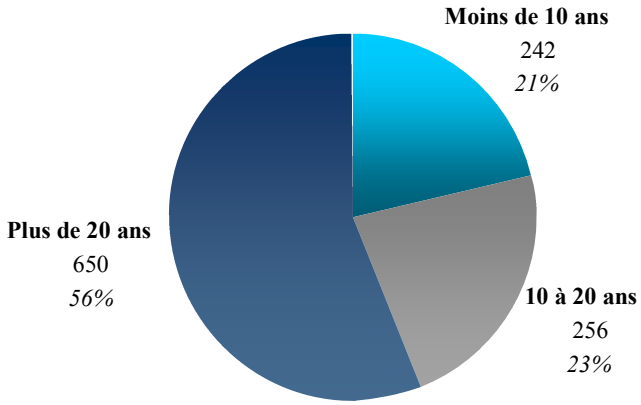
L'évolution de la structure de l'effectif par catégorie entre 2005 et 2007 se présente de la manière suivante :

Répartition de l'effectif par catégorie entre 2005 et 2007

Source : Samir

La répartition de l'effectif par ancienneté, en 2007, se présente comme suit :

Répartition de l'effectif par ancienneté



Source : Samir

La répartition de l'effectif par ancienneté fait ressortir une part importante des effectifs bénéficiant d'une ancienneté supérieure à 20 ans puisque ces derniers représentent, à fin 2007, 56% de l'effectif total de la Samir. Les salariés disposant d'une ancienneté comprise entre 10 et 20 ans représentent la 2ème catégorie la plus représentée puisque leur part s'établit à 23% de l'effectif total.

L'importance de ces deux tranches d'ancienneté – 79% de l'effectif bénéficie d'une ancienneté supérieure à 10 ans- traduit l'importance accordée, au sein de la Samir, à l'expérience des collaborateurs. En effet, vu la nature de l'activité du raffinage, la Samir accorde un intérêt particulier à disposer d'un personnel expérimenté et cherche par la même occasion à fidéliser ses collaborateurs et à leur offrir une carrière évolutive au sein du groupe.

Par ailleurs, le taux d'encadrement demeure relativement stable puisqu'il s'établit à 12,5% à fin 2005 et à fin de 2007. L'évolution du taux d'encadrement se présente de la manière suivante :

	2005	2006	2007
Taux d'encadrement	**12,5%**	**13,4%**	**12,5%**

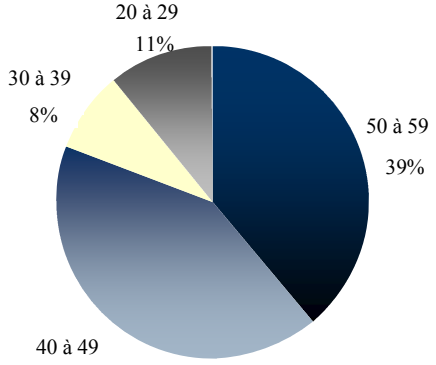
Source : Samir

L'évolution du nombre de cadres au sein de la Samir répond à un besoin d'accompagnement relatif aux nombreux projets suivis par la société.

VIII.2.1. Répartition de l'effectif par classe d'âge

Le graphique ci dessous détaille la ventilation de l'effectif en 2007 selon les âges :

Répartition de l'effectif par tranches d'âge en 2007



Sources : Samir

La moyenne d'âge de la Samir est relativement élevée avec plus de 80% des salariés qui ont plus de 40 ans. Cet état de fait montre clairement l'importance pour la Samir de disposer d'un personnel expérimenté, cumulant un nombre important d'années de service.

VIII.2.2. Évolution des recrutements

L'évolution des recrutements entre 2005 et 2007 fait apparaître un recrutement important de cadres en 2005, justifié par le besoin de personnel expérimenté pour mener à bien le projet de modernisation. Les années 2006 et 2007 sont marquées par un recrutement plus important de personnel non cadre, dont une grande partie est impliquée dans le Projet Upgrade.

L'évolution des recrutements de l'effectif de la Samir sur la période 2005-2007 se présente comme suit :

	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Cadre	31	4	9	-87,1%	<100%
Non Cadre	6	79	41	<100%	-48,1%
Total	**37**	**83**	**50**	<100%	-39,8%

Source : Samir

VIII.2.3. Programme de départs volontaires

En vue d'optimiser ses ressources humaines, la Samir a mis en place un programme de retraite anticipée, en offrant aux collaborateurs qui le souhaitent la possibilité de quitter la société, tout en bénéficiant d'un certain nombre d'avantages sociaux. Ce programme a eu un impact significatif sur l'effectif de la Samir puisqu'il a concerné 253 collaborateurs sur la période 2005-2007.

L'évolution des départs de l'effectif de la Samir sur la période 2005 - 2007 se présente comme suit :

Nature du départ	2005	2006	2007	Var 06/05	Var 07/06
Bénéficiaires du programme	52	154	47	>100%	-69,5%
Total	**52**	**154**	**47**	>100%	-69,5%

Source : Samir

VIII.2.4. Formation du personnel

La Samir répond à une politique de gestion des ressources humaines commune à l'ensemble du Groupe. Ainsi, la nécessité de mobiliser toutes les compétences actuelles et potentielles pour accompagner le développement de la Samir a fait de la formation du personnel un axe majeur du développement de la Samir.

Dans l'objectif de développer les ressources humaines de la société et d'optimiser l'adéquation poste-profil, la Samir a instauré un plan de formation reposant sur trois axes :

- La formation perfectionnement pour le développement des compétences ;
- La formation qualité pour améliorer les standards de qualité au sein de l'entreprise ;
- La mise à niveau technologique et managériale.

Les principaux indicateurs relatifs au plan de formation suivi par les salariés de la Samir au cours des trois derniers exercices sont résumés dans le tableau suivant :

	2005	2006	2007
Nombre d'actions de formation réalisées	67	114	82
Nombre de jours de formations réalisées	234	418	811
Nombre de collaborateurs ayant suivi une formation[36]	716	1234	1179
Durée moyenne d'une action de formation (jours)	3	4	10

Source : Samir

Outre un développement des compétences, ce plan de formation des ressources humaines, permet d'optimiser l'intégration des nouvelles recrues de la Samir.

Le plan de formation pour l'année 2008 prévoit 158 actions de formation dont devraient bénéficier 1 470 collaborateurs (159 cadres et 1 020 non cadres), totalisant 370 jours de formation. Le plan de formation devrait avoir un coût, pour la Samir, estimé à 6 millions de dirhams.

VIII.3. Politique sociale

La Samir jouit d'un climat social sain caractérisé par un dialogue social ouvert et permanent entre les représentants syndicaux du personnel et le management de la Samir.

A ce titre, il y a lieu de signaler qu'une convention collective a été signée en 2006 destinée notamment à :

- harmoniser la durée de travail normal avec les dispositions du nouveau code du travail ;
- élargir les champs d'application des heures supplémentaires (au niveau du travail de roulement) ;
- diversifier la couverture sociale (régimes d'adhésion complémentaires à la CIMR, retraite à 55 ans avec pension complète) ;
- élaborer et mettre en œuvre diverses procédures de gestion parmi lesquelles les congés et absences, la maladie et la maternité, l'activité syndicale, etc. ;
- renforcer encore plus le dialogue social à travers la création du comité des œuvres sociales, et le renforcement des travaux des Comités d'Entreprise et d'Hygiène et de Sécurité.

Enfin, un protocole d'accord a été signé courant 2008, par les partenaires sociaux concernant la réorganisation de la société, un système d'appréciation des compétences ainsi qu'un nouveau mode de rémunération.

VIII.4. Politique de rémunération

La politique de rémunération de la Samir est un levier stratégique de dynamisation des ressources humaines qui a pour but de promouvoir la culture de performance et de piloter la masse salariale.

VIII.4.1. Objectifs généraux

La politique de rémunération de la Samir se veut :

- équitable : elle tient compte de l'importance respective des fonctions et des responsabilités et inclut les niveaux de performances observés ;

[36] Comprend les intérimaires ayant suivi des formations dans le cadre de leurs missions au sein de la Samir, ainsi que les stagiaires ayant intégré la Samir au cours de l'exercice.

- compétitive : les rémunérations offertes par la Samir sont assez attractives par rapport au marché afin d'attirer les compétences et de les fidéliser ;
- stimulante : c'est un outil de management permettant d'orienter l'effort de chacun en direction des objectifs stratégiques de l'entreprise ;
- flexible : permettant les ajustements nécessaires d'une année à l'autre (primes - critères d'augmentations).

VIII.4.2. Composantes du système de rémunération : salaire fixe + part variable

Le salaire fixe se compose des rubriques suivantes :

- les appointements qui se composent d'un salaire de base, d'une prime fonction de l'ancienneté en plus d'un réajustement de salaire ;
- les indemnités fixes se composant des primes et indemnités diverses (transport, risque, représentation etc.) ;
- les indemnités ponctuelles accordées à l'occasion de congé, de la scolarité des enfants, ou encore de l'Aïd El Adha.

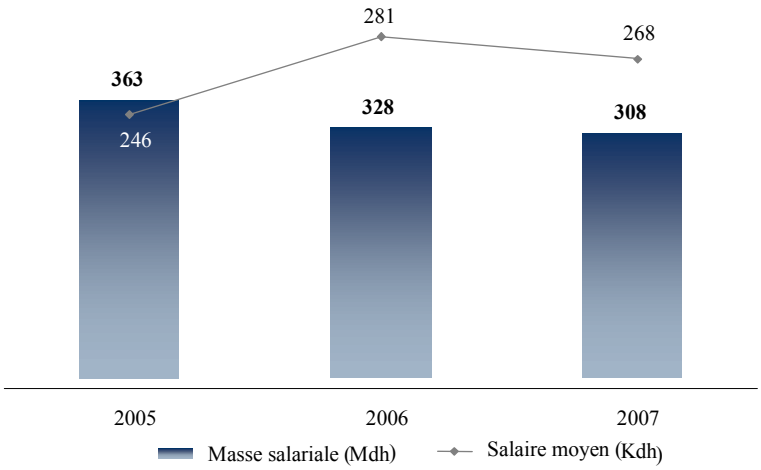
Une part variable (prime de performance) proportionnelle aux appointements annuels et fonction de l'évaluation du salarié est également accordée.

VIII.4.3. Évolution de la masse salariale

La masse salariale a un grand impact sur la valeur ajoutée de la Samir. Celle-ci évolue dans le temps en fonction des décisions prises en matière de gestion des effectifs (promotion, augmentations, départs …).

L'évolution de la masse salariale sur les trois derniers exercices est résumée dans le tableau ci-dessous :

Évolution de la masse salariale et du salaire moyen entre 2005 et 2007 (dirhams)



Source : Samir

La masse salariale connaît une baisse annuelle moyenne de 7,5 % de 2005 à 2007, principalement due à l'action de départs volontaires ainsi qu'à l'effort déployé en vue de détecter les niches d'économie (heures supplémentaires, rationalisation budgétaire …).

Cependant, concilier équilibre financier et motivation du personnel est une nécessité pour la réussite des projets de développement de la Samir. La rémunération brute moyenne par agent s'est donc accrue de 4,4 % sur la même période afin de d'assurer la cohésion sociale et l'épanouissement du personnel.

IX. Moyens techniques

IX.1. Sites de production

IX.1.1. Raffinerie de Mohammedia

La raffinerie de la Samir occupe une superficie de près de 200 hectares à l'ouest de Mohammedia. Le site est relié, par un réseau de pipelines, au port pétrolier, à certains dépôts de stockage appartenant à des distributeurs ainsi qu'à la centrale ONE.

Le mode de raffinage est simple, dit de type hydroskimming avec une capacité de traitement de 125 000 barils par jour, ce qui correspond à une capacité de production de 6 250 000 T/an.

Au 30 septembre 2008, la raffinerie dispose des unités suivantes :

Type	Nombre d'unités	Capacité (TM/an)
Distillation Atmosphérique (Topping I, II et III)	3	6 250 000
Reforming Catalytique (Platforming I et II)	2	930 000
Séparation GPL (Gas plant I et II)	2	422 000
Hydrodésulfuration (HDS II, Unifining I et II)	3	1 230 000
Mérox (LSR I, Kérosène, LPG II, LSR II)	4	555 000
Traitement aux amines (Gas / LPGL – Lavage Amine)	1	140 000

Source : Samir

Par ailleurs, le site de Mohammedia dispose également d'un complexe de lubrifiants d'une capacité de traitement d'huiles de base de 125 000 T/an.

Ce complexe produit également des paraffines et des bitumes oxydés et se compose, au 30 septembre 2008, des unités suivantes :

Type	Nombre d'unités	Capacité (TM/an)
Unité de distillation (sous vide II)	2	850 000
Désasphaltage propane	1	330 000
Extraction au furfural	1	255 000
Déparaffinage	1	157 000
Ferrofining	1	125 000
Traitement de la paraffine	1	20 000
Oxydation des bitumes	1	26 000
Préparation des huiles	1	55 000

Source : Samir

IX.1.2. Raffinerie de Sidi Kacem

La raffinerie de Sidi Kacem s'étend sur une superficie de 16 000 m² aux abords de la ville de Sidi Kacem. Elle est reliée au port de Mohammedia par un pipeline, opérationnel depuis 1997 et au port de Tanger par un circuit composé de pipeline et de wagons réservoirs.

La raffinerie bénéficie d'une capacité de traitement de 30 000 barils par jour et d'une capacité de stockage de 190 000 m^3. La raffinerie de Sidi Kacem dispose des unités suivantes :

Type	Capacité (T/an)
Topping I	550 000
Topping II	920 000
Vacuum	400 000
TCC	300 000
Reforming I	48 000

Reforming II	70 000
GP I	137 000

Source : Samir

Produits élaborés

Les produits fabriqués au sein de la raffinerie de Sidi Kacem sont les suivants :

- GPL : propane et butane ;
- naphta : naphta léger et lourd ;
- essence : super et sans plomb et gasoil, kérosène, fioul et diesel.

Utilités

La Raffinerie dispose d'une installation spécifique d'électricité, d'équipements permettant de générer de la vapeur, de solutions fournissant de l'eau déminéralisée et de l'eau de refroidissement, ainsi que d'une installation de traitement des eaux résiduaires.

Côté offsite[37], le site dispose de bacs de stockage de pétrole brut d'une capacité de 97 000 m^3 et de bacs pour le stockage des produits raffinés, d'une capacité de 78 000 m^3. La connexion avec le site de Mohammedia (pour l'approvisionnement et l'expédition de pétrole brut et des produits raffinés) est assurée via un pipeline d'un diamètre de 14 pouces et une longueur de 200 km, reliant les deux raffineries de la société.

IX.2. Capacités de stockage

IX.2.1. Site de Mohammedia

Les capacités du site de Mohammedia, au 30 septembre 2008, se présentent comme suit :

Type	Capacité de stockage (m^3)
Pétrole brut	964 200
Propane	4 500
Butane	11 700
Essences	76 600
Carburéacteur	29 600
Gasoil	257 000
Fuel	151 800
Résidu atmosphérique	30 000
Distillat (VGO Export)	52 000
Huiles de base	25 100
Huiles finies	5 900
Bitumes routiers	46 000
Bitumes oxydés	3 200
Cut-backs	2 900
Paraffines	5 900
VN	151 000
Produits semi-finis GP + Kérosène + Slop	48 000
Produits semi-finis	68 500
Total	**1 933 900**

Source : Samir

La moitié de la capacité de stockage du site de Mohammedia est destinée au pétrole brut importé. D'une manière globale, les capacités de stockage dont dispose le site permettent

[37] Installations en dehors de la zone de production proprement dite.

amplement à la Samir de respecter la norme édictée par le contrat de privatisation, selon laquelle la Samir s'engage à disposer en permanence d'un stock de sécurité représentant 1 mois de ventes concernant le pétrole brut et 40 jours pour les produits finis.

IX.2.2. Site de Sidi Kacem

Les capacités du site de Sidi Kacem, au 30 septembre 2008, se présentent de la manière suivante :

Type	Capacité de stockage (m^3)
Pétrole brut	42 700
Propane	700
Butane	3 300
Essences	12 300
Gasoil	64 500
Fuel	21 400
Naphta	10 100
Total	**155 000**

Source : Samir

IX.3. Pipelines et gazoducs

La Samir dispose d'un réseau de pipelines dans le but principal de transporter d'une part *(i)* le pétrole brut réceptionné au terminal de Mohammedia et l'acheminer vers les installations à même de le traiter sur les sites de Mohammedia ou Sidi Kacem, ou d'autre part *(ii)* les produits finis entre les divers installations du site de Mohammedia. Un gazoduc permettant d'acheminer le gaz naturel des principaux puits d'extraction (OLB.1) vers le site de Dar Gueddari aux environs de Sidi Kacem.

Le tableau ci-après résume les principales caractéristiques du réseau de pipelines et de gazoduc par lesquels opère la Samir :

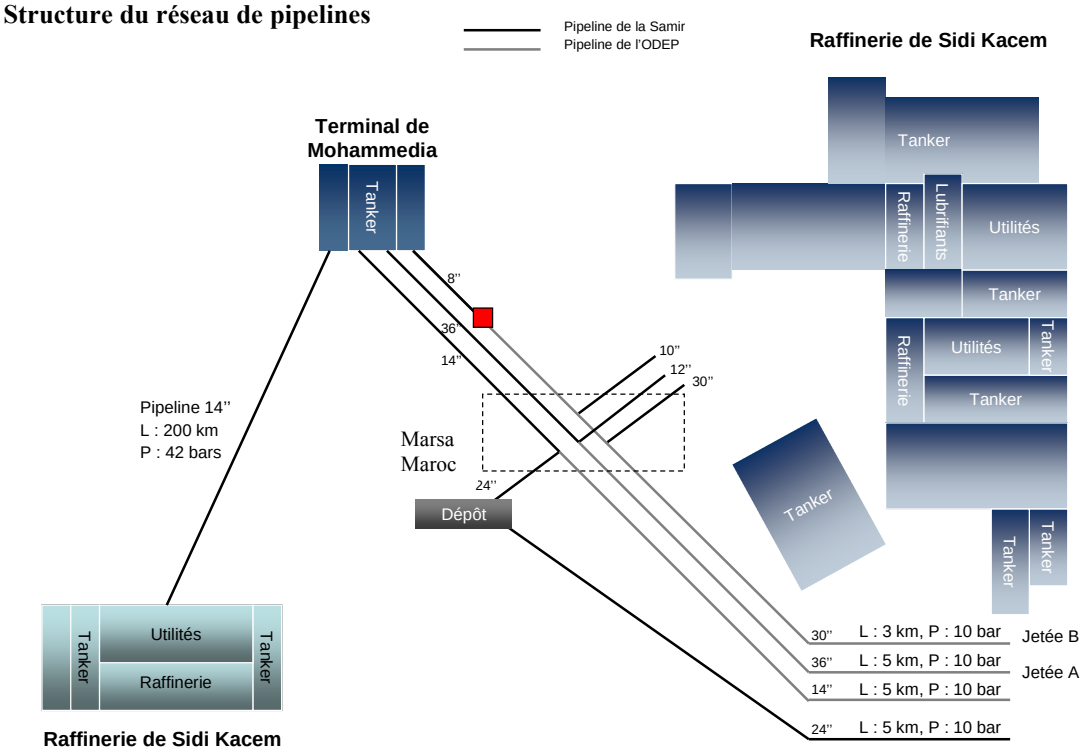
Diamètre	Pression (bars)	Début	Fin	Longueur (mètres)	Produit transporté	Année de création	Part Samir
36"	10	Terminal Mohammedia	CV[38] Marsa Maroc/Port	3 000	Pétrole brut	-	100%
24"	6	Dépôt Américain	Port Mohammedia	4 800	GO/Kérosène	1990	100%
14"	42	Terminal Mohammedia	Raffinerie Sidi Kacem	187 400	Pétrole brut	1996	100%
14"	15	Terminal Mohammedia	CV Marsa Maroc/Port	3 000	Naphta	-	100%
8"	10	CV 12 Marsa Maroc	Terminal Mohammedia	1 000	Gas Oil	-	100%
4"	20	Puits OLB.1	Dar Gueddari	14 203	Gaz Naturel	1996	50%

Source : Samir

[38] Chambre à vannes

La structure générale du réseau de pipeline desservant les sites de production de la Samir se présente de la manière suivante :

Structure du réseau de pipelines



L : longueur, P : pression ; le diamètre du pipeline est indiqué par un nombre suivi de 2 points d'apostrophe ('')
Source : Samir

IX.4. Système d'information et de gestion

IX.4.1. Architecture du système d'information

Dans le cadre de son développement et en réponse à l'évolution de son environnement, la Samir a entrepris depuis l'an 2000 un ensemble d'actions et de programmes dont la refonte de son système d'information.

Un schéma directeur informatique a été finalisé débouchant sur le choix de mise en place d'un progiciel ERP[39] intégrant l'ensemble des processus de gestion des activités (production, maintenance, commercial, qualité, finances, ressources humaines, etc.).
Le choix a porté sur le progiciel intégré SAP[40], numéro 1 mondial des ERP dans le secteur pétrolier.

En parallèle, un schéma directeur Informatique Industriel (IRIS) a aussi été élaboré afin d'accompagner et supporter la modernisation de la raffinerie pour les années à venir, la feuille de route (Roadmap) issue de ce schéma directeur répond aux besoins des utilisateurs opérationnels ainsi qu'aux attentes des décideurs.

L'environnement intégré, SAP et IRIS, permet d'accroître la collaboration entre les différents métiers de l'entreprise et de réduire les coûts des opérations en optimisant les processus de raffinage, logistique et financier.

[39] Entreprise Resource Planing.
[40] Systèmes Applications Progiciels (Systems, Applications and Products in data processing).

La mise en oeuvre de SAP et IRIS a été accompagnée d'un ensemble de projets techniques (mise à niveau de l'infrastructure de la Samir : serveurs, réseau, sécurité, télécommunications, messagerie…, applications spécifiques interfacés avec SAP et IRIS : applications opérationnelles au niveau du processus de fabrication, trésorerie, gestion de temps/ pointage électronique, bilans matières, Gestion Electronique de Documents etc.…

IX.4.2. Le progiciel intégré SAP à la Samir

SAP R/3 est un progiciel destiné à optimiser les processus de gestion d'une entreprise. Il est composé d'applications standards et couvre trois grands domaines : la Finance, la Logistique et la Gestion du Personnel. Pour chacun d'entre eux, R/3 offre des fonctionnalités complètes qui permettent à l'entreprise de reproduire l'ensemble des flux de valeurs et de marchandises.

La Samir a fait évoluer son système d'information, vers SAP, lui permettant d'optimiser les différents flux de l'entreprise, et donner aux utilisateurs un outils performant et simple d'utilisation.

Modules implémentés à la Samir

Les modules suivants du logiciel SAP ont été implémentés au cours des dernières années :

- Human Resources (Ressources Humaines) ;
- Finance (Finance) ;
- Sales & Distribution (Administration des ventes) ;
- Controlling (Contrôle de gestion) ;
- Material Management (Gestion matériels) ;
- Plant Maintenance (Gestion maintenance) ;
- Asset Management (Gestion immobilisations) ;
- Project System (Gestion des projets).

Paysage Système SAP

Il existe actuellement 3 systèmes SAP :

- DEV pour accompagner le développement ;
- QUA pour la gestion des recettes ;
- PRD pour la production.

Rôle effectif des systèmes

Le système de DEV est réservé pour le paramétrage. Quant au système QUA, celui-ci est utile à la validation des développements et du paramétrage. Enfin, le système PRD est le système de production.

Un système de back up est disponible pour la production.

Procédures mises en place

- **les transports de paramétrage** : les transports vers le système de recette sont demandés par les développeurs ou par les responsables du paramétrage. Seuls les utilisateurs clé « Key User » sont habilités à valider un ordre de transport pour envoi vers la production. Les demandes doivent être effectuées via messagerie Outlook ;
- **gestion des autorisations** : la mise en place des autorisations a été faite initialement sur la base d'une matrice qui a été validée par les responsables de chaque domaine. Cette matrice a été élaborée avec le souci de donner les autorisations strictement nécessaires. La gestion des autorisations, ainsi que la création de nouveaux utilisateurs, sont effectuées par l'administrateur du système. Les demandes doivent être effectuées via Outlook.

IX.4.3. Autres applications

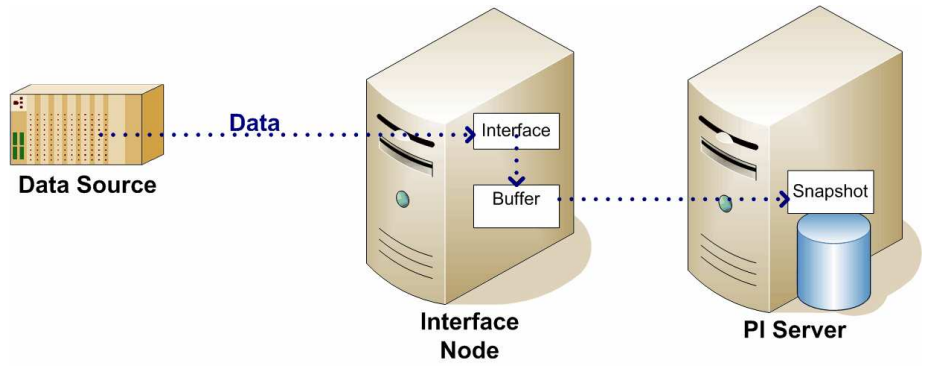
PI[41] System

PI est un system d'archivage en temps réel de données industrielles. Il combine les fonctions requises pour faire l'acquisition, l'emmagasinage, l'analyse et la distribution efficace de données dans l'ensemble de la raffinerie. PI est un système informatique qui donne accès aux données provenant de différentes sources (DCS, saisies manuelles, automates de sécurités, système de télé jaugeage,…). Le système valide, archive et gère ces données dans un environnement robuste, simple et fiable.

PI est un système idéal pour développer rapidement des applications qui serviront à l'ensemble des utilisateurs et qui assureront la gestion efficace des rapports, la surveillance des consignes et des coûts de production, la gestion de l'énergie, etc. La technologie PI permet également le calcul en temps réel des KPI (indicateur clé de performance) de raffinerie.

Le schéma ci-après présente l'architecture du PI System :

Vue générale du PI System



Source : Samir

Les applications réalisées sont au nombre de 6.

Sigmafine

Sigmafine est une application qui permet de réconcilier les données et de calculer les rendements. Elle combine une interface de représentation du procédé, un module de calcul des rendements facile à utiliser et un module de réconciliation des données. Sigmafine est un produit complet pour représenter ce qui se passe dans la raffinerie.

Lims

LIMS est un Système de Gestion de l'Information de Laboratoire Client/Serveur.

C'est un outil d'enregistrement d'échantillons, qui traite ces mêmes échantillons pour la création de rapports de résultats.

LIMS satisfait tous les besoins en matière de BPL (Bonnes Pratiques de Laboratoire) en fournissant un suivi d'échantillons précis, une Planification d'échantillons et de rapports, et bien d'autres fonctions relatives au laboratoire.

Le générateur de rapports intégré exporte les données sous forme de rapports dans différents formats classiques (Word, Excel, etc.). Il peut les acheminer aussi par messagerie.

[41] Plant Information.

IX.4.4. Infrastructure

Topologie du réseau de la Samir

Le réseau de la Samir est un réseau en étoile basé sur une technologie Ethernet commuté.

La connexion avec les différents groupes (ensemble des bâtiments et sites de la Samir), est réalisée en fibre optique ou LS.

Sécurité du système d'information

La sécurité à la Samir repose sur deux systèmes différents :

- eTrust Firewall qui est utilisé pour la protection Intranet (LAN) ;
- Astaro Firewall qui assure la protection Internet (WAN).

Trois zones peuvent être dénombrées :

- **la zone Internet** : cette zone est une zone non sécurisée. Tous les paquets n'appartenant pas au réseau de la Samir sont automatiquement transmis à cette zone. Par défaut, on considère que toute demande de connexion sur une adresse qui n'appartient pas au réseau de la Samir est une demande de connexion Internet ;
- **la zone DMZ** (De-Militarized Zone): cette zone permet principalement de temporiser les connexions entre l'Internet et le réseau privé de la Samir. Cette zone contient aussi les serveurs frontaux (WEB, Relay SMTP,…). Les flux qui circulent dans cette zone ont été filtrés. Mais des flux non sécurisés peuvent subsister ;
- **la zone Privée** : cette zone est la zone la plus sensible du Système d'information de la Samir. Les serveurs de production informatique sont hébergés dans cette zone. Tous les flux pénétrant dans cette zone doivent être préalablement validés par eTrust Firewall et par le module de Content Inspection.

Sécurité des données

La sécurité des données est garantie par le biais d'une série de mesures, à savoir :

- les bases de données sont physiquement stockées sur des baies ;
- une sauvegarde de toutes les bases de données est effectuée chaque jour ;
- des sauvegardes sont extraites régulièrement du cycle pour être stockées dans un lieu sûr ;
- un contrôle d'intégrité des bases de données est effectué chaque semaine.

Depuis janvier 2008, la Samir dispose d'un plan de « Business Continuity ». Il est basé sur l'outil de « DoubleTake » pour la réplication des applications de la Samir décrites précédemment.

X. Politique marketing et système qualité

X.1. Politique marketing

La politique marketing et ventes de la Samir vise principalement à devenir le fournisseur privilégié du marché des produits pétroliers. Cette politique se décline en plusieurs axes :

- mettre en œuvre des partenariats stratégiques à travers la signature de contrats techniques et d'approvisionnement sur le long et moyen terme avec les clients de la Samir avec le but affiché de demeurer leader dans l'approvisionnement pétrolier du pays ;
- devenir le fournisseur préféré des clients, via une politique marketing et commerciale agressive et innovante. Cet objectif se décline notamment par l'implémentation d'un programme de satisfaction clientèle ;
- mettre en place une politique de prix basée sur le principe de la parité import ;
- mettre en place un mode de gestion CRM (Customer Relationship Management) axé client.

Pour la mise en œuvre de cette politique, la direction marketing et Ventes est organisée comme suit :

- 1 directeur ;
- 2 Chefs de département (Ventes, Marketing) ;
- 3 responsables ventes : responsable ventes Sud, responsable ventes Nord et responsable produits spéciaux ;
- 3 responsables marketing : responsable facturation et recouvrement, responsable satisfaction clientèle et responsable tarification et reporting.

X.2. Système de management qualité

La Samir a déployé un système de management qualité et environnement en s'appuyant sur les axes stratégiques suivant :

- la satisfaction globale des clients et des autres parties concernées ;
- l'excellence opérationnelle ;
- la maîtrise des risques et des impacts des activités de la Samir sur l'environnement.

Actuellement, la Samir est certifiée NM ISO 9001 Version 2000.

La Samir a également obtenu en 2007 l'attestation de mérite pour ses efforts dans le domaine de l'environnement. Cette distinction a été décernée conjointement par la chambre de commerce de Mohammedia et la délégation régionale du Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Par ailleurs, la Samir a initié la mise en place d'un système de management environnemental conformément à la norme NM ISO 14001 version 2004. La société a également adopté une stratégie de communication axée autour de la sensibilisation du personnel à l'importance de la qualité.

XI. Recherche et Développement

La Samir adopte une stratégie à long terme pour ses investissements futurs à travers son programme de recherche et développement. En effet, la société a signé des conventions avec le premier raffineur suédois, Preem, ainsi qu'avec des acteurs leaders dans le domaine du raffinage. Ainsi, la Samir a signé une convention d'assistance technique avec Shell Global Solutions portant, entre autre, sur le transfert de technologie et du savoir faire dans le domaine du raffinage. Le choix du Groupe a été motivé par son expertise et son savoir faire technologique confirmé depuis plus de 100 ans à travers le monde.

Par ailleurs, la Samir considère ses Ressources Humaines comme étant un axe primordial pour le développement de ses activités. De ce fait, la société a entrepris plusieurs actions de

formation pour l'ensemble du personnel afin de les préparer à accompagner les changements. Ces actions ont notamment porté sur :

- la création, en 2005 de l'Institut Samir du Pétrole : cet institut a pour but principal la formation initiale qualifiée et diplômante, la formation continue aussi bien pour le personnel de la Samir que pour ses associés sur plusieurs disciplines relatives au raffinage ;
- la signature d'une convention avec le Secrétariat d'Etat chargé de la formation professionnelle afin de renforcer les activités de l'Institut ;
- la signature d'une convention de partenariat avec l'ENSPM-IFP afin de renforcer les compétences de la Samir dans le domaine de la recherche et du savoir faire.

De plus, la société envisage de signer d'autres conventions avec des universités marocaines afin de renforcer sa politique de la recherche.

XII. Environnement, Hygiène & Sécurité

XII.1. Protection de l'environnement

Le Gouvernement marocain met davantage l'accent sur la question environnementale que par le passé. Dans ce contexte, le parlement marocain a voté en 2003 trois nouvelles lois concernant la protection et le développement de l'environnement. Bien que ces lois demeurent encore peu précises en termes de limitation, la Samir a décidé de mettre à niveau l'ensemble de ses installations.

L'une des priorités de la Samir est la maîtrise des risques de ses impacts sur l'environnement. C'est ainsi que la société a adopté une stratégie environnementale déclinée par diverses mesures appropriées, tant pour la raffinerie existante que pour les nouvelles unités.

XII.1.1. Raffinerie actuelle

La majorité des actions entreprises pour les raffineries existantes sont de nature préventive et concernent des innovations, tant au niveau des procédés de fabrication qu'au niveau de la gestion des installations, et qui s'accompagnent d'économies ou de récupérations d'énergie visant la réduction des émissions. Parmi ces actions, la Samir a mis en œuvre différents projets, dont :

- l'optimisation de l'usage de la vapeur ;
- l'installation de caméras pour la surveillance des torches ;
- la récupération des condensats de la zone 1 de la raffinerie de Mohammedia ;
- l'installation de 50 ramoneurs sur les fours ;
- l'installation de 52 ramoneurs sur les chaudières ;
- l'installation de 61 brûleurs à Bas NOx[42] sur les fours ;
- l'étude du remplacement du four 96F3 par un rebouilleur à vapeur ;
- l'installation d'un réchauffeur d'air sur le four 17H01 ;
- la récupération des gaz des torches recyclés comme combustible ;
- la stabilisation de la pression du système de fuel gaz ;
- l'installation d'un système sans fumée pour les torches ;
- l'unité de cogénération ;
- le traitement des gaz acides de l'incinérateur.

Ces projets permettent, in fine, une réduction significative des émissions de dioxyde de souffre et une économie importante de fioul.

[42] NOx est une abréviation utilisée dans le domaine de la chimie, de la pollution et de la qualité de l'air, qui regroupe principalement deux molécules gazeuses, odorantes et toxiques à faible dose provoquant une irritation des muqueuses lorsque leur teneur est élevée.

XII.1.2.Impact environnemental du projet de modernisation

La Samir a entrepris une étude d'impact environnemental pour évaluer les effets du projet de modernisation sur l'environnement, dont voici les principaux résultats :

- la réduction des émissions atmosphériques au niveau national par la réduction de souffre dans le gasoil (de 10 000 ppm pour la grande majorité des moteurs diesel actuels à 50 ppm dès 2009) ;
- l'économie d'eau potable grâce à l'introduction de circuits fermés de refroidissement par osmose inverse ;
- l'élimination des émissions de dioxyde de souffre à long terme en remplaçant le fioul comme combustible par le gaz naturel ;
- le renforcement des procédures internes pour la gestion des déchets et le traitement du sol contaminé.

Le tableau ci-dessous résume la situation des principaux aspects environnementaux :

Phase du projet	Principaux aspects environnementaux
Conception	**Emissions de l'air**
	Utilisation d'eau
	Emission des eaux usées
	Déchets solide et liquide
Construction	**Gestion des déchets solides**
	Brouit
	Qualité d'eau
	Qualité d'air
	Ecologie
	Socio-économique
	Ressource de terre

Source : Samir

En outre, le projet de modernisation permettra la production de carburants propres conformes aux normes environnementales les plus strictes, telles que les réglementations de la Banque Mondiale pour les niveaux maximaux des émissions, et les réglementations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) relatives à l'amélioration de la qualité de l'air, notamment la réduction du NOx et du dioxyde de souffre.

XII.2.La sûreté et la sécurité

La Samir accorde une attention particulière à la sécurité et la sûreté des équipements et des individus. En effet, la Samir a développé une stratégie de sûreté en conformité avec les normes internationales les plus strictes. La société a également installé différents systèmes de détection des risques, notamment :

- un système de détection feu et gaz au sein des unités de stockage du pétrole brut et du GPL, ainsi que dans les sous-stations électriques ;
- un système de détection de l'hydrogène sulfuré sur les équipements concernés ;
- un système automatique de refroidissement de l'eau sur le stockage du GPL ;
- un système d'alarme dédié à chaque zone de la raffinerie ;
- des équipements renforcés de sauvetage et d'intervention sur un éventuel feu ou fuites ;
- une salle de crise équipée d'un système dédié à la communication radio.

De plus, la Samir a établi plusieurs procédures pour la régularisation des opérations selon les exigences de la gestion des risques. Ces procédures se déclinent comme suit :

- une procédure de gestion de changement ;
- une procédure de permis de travail ;
- un plan d'urgence.

La détection systématique des sources de risques est effectuée dans le cadre de l'étude HAZOP[43]. Des mesures techniques pour l'élimination des risques sont entrepris pour minimiser les conséquences. En outre, la société assure des formations continues pour l'ensemble du personnel d'exploitation afin de les sensibiliser aux thématiques de prévention des risques.

Concernant la sécurité, la Samir entreprend des mesures strictes pour éviter tout incident lié aux intrusions externes à savoir :

- l'identification des personnes accédant au site ;
- le renforcement des procédures pour l'accès des personnes et des véhicules au site ;
- la surveillance des points critiques par l'utilisation du système CCTV[44] et d'autres systèmes.

XIII. Politique d'investissement

Les investissements devant se concrétiser au cours des années 2008 et 2009 sont les projets suivants :

- le projet de modernisation de l'outil de raffinage ;
- le projet de cogénération.

Des dépenses d'investissement courant viennent s'ajouter à ces investissements stratégiques.

Ces investissements doivent répondre aux exigences futures des marchés sur lesquels la Samir entend occuper une position forte. Dans ce sens, la Samir vise, à travers ces investissements, à :

- améliorer la qualité des produits fabriqués et se rapprocher des normes européennes en la matière ;
- réduire la production de fuel-oil à faible valorisation, et maximiser celle de distillats moyens, produits principaux du marché marocain ;
- augmenter la production de produits susceptibles d'être exportés dans des conditions économiques satisfaisantes ;
- sécuriser les installations ;
- améliorer la protection de l'environnement.

XIII.1. Le projet de modernisation de l'outil de raffinage

Les objectifs visés par le projet de modernisation sont d'anticiper la demande qualitative et quantitative du marché pétrolier marocain à l'horizon 2010, de relever la qualité des produits fabriqués et de s'aligner sur les normes européennes en la matière, de réduire la production du fuel-oil et maximiser celle des distillats moyens, d'augmenter la flexibilité de la raffinerie, d'améliorer la profitabilité de l'entreprise et d'accroître la valeur ajoutée de façon à faire face à la concurrence internationale et à l'ouverture du marché.

Ce projet comprend principalement les installations de conversion profonde suivantes :

- une distillation sous vide pour la conversion du résidu lourd en distillats sous vide ;
- un hydrocracker des distillats sous vide à production maximum de distillats moyens de haute qualité ;
- une hydrodésulfuration profonde du gasoil ;

[43] Etude visant l'analyse des risque et de la sécurité.
[44] Système de télésurveillance par caméra.

- une unité de production d'hydrogène fournissant l'hydrocracking et l'hydrodésulfuration en hydrogène ;
- une unité de traitement des gaz acides et production du soufre.

XIII.2. Le projet de cogénération

La Samir a procédé à la signature, le 27 juillet 2006, d'un contrat avec la société Litwin France pour la réalisation d'une nouvelle centrale de cogénération qui permettra à terme le renforcement de la sécurité des installations de raffinage en assurant l'approvisionnement en électricité des unités critiques suite à des coupures éventuelles du réseau national vis-à-vis duquel la raffinerie est actuellement dépendante à 100% pour son alimentation électrique. La centrale permettra ainsi d'assurer une plus grande fiabilité du fonctionnement de la raffinerie.

La centrale de cogénération aura une capacité totale d'environ 40 MW et environ 70 T/h de vapeur haute pression.

Utilisant la technologie de cogénération thermique et électrique, la nouvelle centrale permettra de valoriser simultanément à partir d'un seul combustible (Diesel ou Gaz Naturel) une production d'électricité et une production de vapeur. Son principal intérêt réside dans son excellent rendement et son efficacité énergétique et opérationnelle.

L'installation est constituée principalement des équipements suivants :

- une turbine à gaz de 40 MW de fabrication General Electric (GE B6 Dual Fuels) qui sera fuel alimenté durant les premières années d'exploitation au Diesel avec possibilité de fonctionnement ultérieurement au Gaz Naturel. La turbine sera installée à l'intérieur d'une enceinte de protection acoustique et équipée d'un système d'injection d'eau dans la chambre de combustion de la turbine de façon à satisfaire aux standards internationaux pour les niveaux d'émissions ;
- une chaudière située en aval de la turbine à gaz récupèrera la chaleur contenue dans les fumées de la turbine et produira 70 t/h de vapeur (à une pression de 43 bars et une température de 405 °C) ;
- un poste d'eau destinée à réchauffer les condensats de retour process et d'eau d'appoint avant l'envoi en chaudière au moyen de deux pompes alimentaires ;
- un poste électrique avec transformateur 11.5/60 KV permettra l'évacuation de l'énergie électrique vers le poste d'alimentation principale de la Samir ;
- un groupe électrogène de secours permettra le démarrage de la cogénération en absence de tension réseau ;
- un système automatique de supervision et de conduite de la cogénération installé dans la salle de contrôle des utilités de la raffinerie ;
- un bâtiment électrique local pour l'alimentation électrique des auxiliaires de la cogénération.

Le délai de réalisation du projet de cogénération est d'environ 24 mois. Le démarrage de l'installation est prévu en décembre 2008. L'investissement global est d'environ 32 millions d'euros[45].

XIII.3. Investissements de maintien et renouvellement (entre 2005 et 2007)

Les investissements de maintien et de renouvellement ont pour objectif l'amélioration des performances techniques et économiques des installations existantes ainsi que le renforcement de la sécurité de fonctionnement des installations. Ces investissements ont représenté, au titre des années 2005, 2006 et 2007 un montant global de près de 660 millions de dirhams.

[45] Equivalent à 377,5 millions de dirhams au cours de 1 EUR = 11,44 MAD (au 19/06/2008)

XIII.3.1. Investissements au titre de l'année 2005

Pour un budget de 218.42 millions Dh, les principaux projets réalisés dans le cadre cet investissement sont :

- l'acquisition d'analyseurs en ligne ;
- la modernisation de l'unité de mise en sac des bitumes ;
- le transfert GPL de la zone 1 à la zone 2 ;
- l'amélioration du système de retour condensat ;
- la substitution des aéros réfrigérants ;
- la réhabilitation des bacs ;
- la mise en place des recommandations de sécurité ;
- la substitution et l'amélioration du système de jaugeage ;
- l'amélioration de la sécurité au pont bascule et chargement camions ;
- l'achat de vannes ;
- la substitution du chiller de l'unité 13 ;
- la substitution des pipelines ;
- le remplacement des bras de chargement ;
- les travaux d'abandon des puits épuisés ;
- la mise en œuvre d'un Système d'Information Laboratoire (LIMS).

XIII.3.2. Investissements au titre de l'année 2006

En 2006, la société a dédié un budget de 260 millions de dirhams pour réaliser des projets de maintien et renouvellement, notamment, les projets d'économie d'énergie, la maintenance des réservoirs, et l'augmentation de la fiabilité des équipements.

Par ailleurs en 2006, les projets majeurs ci-après ont été achevés avec succès :

- la liaison électrique avec l'ONE qui garantit une alimentation énergique fiable à la raffinerie de Mohammedia ;
- l'installation de traitement des effluents avec une capacité de 550 m^3/h pour les opérations actuelles et celles issues du Projet Upgrade. Cette unité est en conformité avec les normes environnementales marocaines et internationales pour les rejets d'eau ;
- l'unité de déminéralisation de l'eau pour assurer un approvisionnement de haute qualité pour le système de production de vapeur ;
- l'installation d'une station de traitement des eaux résiduaires à Sidi Kacem ;
- la rénovation de la station d'injection et de stockage PTE ;
- la modernisation de l'unité de mise en sac des bitumes ;
- l'amélioration du système de drainage des bacs ;
- le programme de réhabilitation et de maintenance du parc de stockage de la Samir ;
- le système d'alimentation d'électricité à partir du réseau national 60K.

XIII.3.3. Investissements au titre de l'année 2007

Les budgets d'investissement entrant dans le cadre du Capex 2007 visent la modernisation et l'automatisation de la raffinerie principalement, l'amélioration des conditions de sécurité et la sécurité opérationnelle des installations, ainsi que la continuation du programme d'entretien des bacs de stockage de la raffinerie.

Le budget total alloué à ce projet a atteint 182 million de Dh. Les projets principaux accomplis sont :

- le projet KTI d'économie d'énergie ;
- la réhabilitation des bacs de la raffinerie ;
- les projets de sécurité ;
- l'amélioration de la récupération des eaux tempérées en zone 1 ;
- l'installation d'un système de mélange type ONIS pour éviter la contamination des produits ;
- le remplacement de deux pompes de Fuel Oil à la CTE2 ;
- la remise à neuf des sous stations TR19 et TR12 ;
- la substitution du catalyseur du premier réacteur du platforming 2 ;
- l'installation d'un système Scallops dans le platforming 2.

XIV. Politique de développement

XIV.1. Stratégie de développement

XIV.1.1. Évolutions de l'environnement sectoriel

Le secteur pétrolier fait face, aujourd'hui, à un contexte particulièrement contraignant caractérisé par les éléments suivants :

- une capacité de raffinage globale qui demeure tendue à l'échelle mondiale ;
- un niveau de prix du brut qui atteint des sommets historiques ;
- une demande croissante de diesel en Europe ;
- un surplus d'essence en Europe ;
- une demande croissance pour les énergies alternatives au niveau mondial ;
- un défi environnemental représenté par la menace du changement climatique.

Eu égard à ces différents facteurs, les opérateurs du secteur se trouvent confrontés à plusieurs défis dont les principaux pourrait être :

- le caractère de plus en plus lourd du brut produit. La demande de capacités de raffinage désulphurisés et modernes s'en trouve accrue ;
- la nécessité d'accroître les capacités de raffinage dépendamment de l'évolution de la demande et donc d'éviter des excédents globaux ;
- la satisfaction de la demande pour les carburants destinés au transport ;
- la difficulté pour l'Europe de trouver des débouchés aux excédents d'essence produits.
- la nécessité de prendre en compte les menaces de changement climatique comme une donnée de l'activité et de l'intégrer en prenant des mesures allant dans le sens de l'accroissement de l'efficacité énergétique, l'utilisation de sources propres telles que le gaz naturel ou les biocarburants ;
- l'importance de la responsabilité sociale de l'entreprise de manière à faire changer la perception (souvent négative) des sociétés pétrolières par l'opinion publique.

La Samir, consciente des contraintes et des défis s'imposant à elle, a pris l'initiative d'élaborer un plan stratégique visant à transformer la société et son outil de production, en vue de l'adapter aux contraintes futures du marché et de la rendre à même à répondre aux défis identifiés.

Ainsi, la configuration future de la Samir, en prenant en considération les évolutions de l'environnement sectoriel, répondrait aux caractéristiques suivantes :

- la maximisation de la production de carburants dédiés au transport ;
- un haut degré d'efficacité énergétique ;
- la mise en place d'une intégration avec l'industrie pétrochimique ;

- la minimisation des effets négatifs des impacts sur le climat.

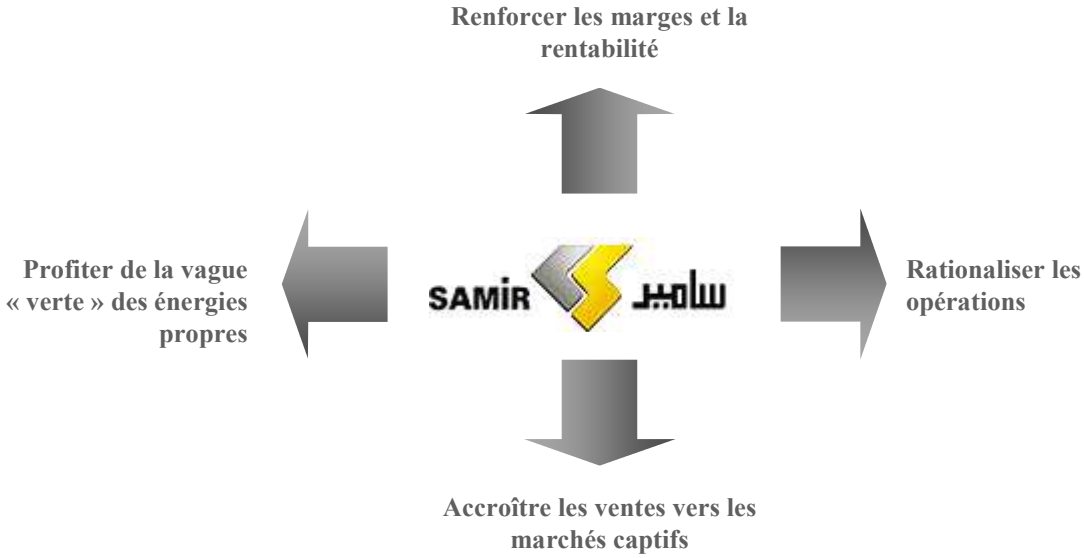
XIV.1.2. Axes stratégiques

Les axes stratégiques qui caractérisent la Samir peuvent se décliner par site :

- maintenir la raffinerie de Mohammedia comme principal actif et centre de profit en accordant un intérêt particulier à l'accroissement de la production de carburant pour le transport, des huiles de base et de la matière de base pour les unités pétrochimiques ;
- conforter le site de Sidi Kacem comme relais pour l'approvisionnement du marché intérieur. La Samir se donne comme objectif de maintenir pour le site une profitabilité sur le long terme.

Les grands axes stratégiques fixés par la Samir sont présentés dans le schéma suivant :

Axes stratégiques de la Samir



Source : Samir

L'objectif pour la Samir étant de consolider son leadership sur le marché local, tout en explorant les opportunités de débouchées à l'export. La Samir ambitionne d'atteindre cet objectif grâce à une politique d'investissement ambitieuse et ciblée, dont le projet central reste le projet de modernisation ou Projet Upgrade. Parallèlement, les investissements dans les infrastructures logistiques apparaissent comme un point central de la politique de développement de la Samir et un levier pour renforcer ses parts de marché.

La Samir aspire également à mettre en place un modèle opérationnel de qualité à travers le recours maîtrisé à la planification, l'optimisation des process, une politique de santé, hygiène & sécurité exemplaire, une optimisation de la consommation d'énergie, une valorisation de la ressource humaine et l'accroissement de sa productivité et un système de management qualité performant.

XIV.2. Programme d'investissement

XIV.2.1. Contexte général

La libéralisation de l'économie marocaine et l'ouverture du pays à la concurrence ont modifié les conditions d'exercice de la Samir en tant que société de raffinage en y ajoutant des contraintes mais aussi des opportunités nouvelles. Afin de tirer profit de ces opportunités, la Samir s'est fixée des objectifs qui constituent la pierre angulaire de l'industrie Marocaine du raffinage. Il s'agit, tout d'abord, de développer une industrie de raffinage moderne, compétitive et conforme aux standards internationaux.

A cet égard, le projet de modernisation en cours d'achèvement sera mis en service en 2009. Par ce projet la Samir s'est assignée la mission d'approvisionner l'essentiel de la demande nationale en produits pétroliers, afin de répondre au mieux aux enjeux du secteur, notamment la sécurité d'approvisionnement, la compétitivité des prix, la qualité des produits, ainsi que la sécurité et la protection de l'environnement.

En vue de poursuivre son développement, la Samir a élaboré un Programme d'Investissement visant la réalisation d'un certain nombre de projets de nature à conforter encore plus la position et la compétitivité de la Samir sur son marché.

Dans le cadre de ce programme, les projets suivants devront être opérationnels au cours des années 2009-2013 :

- un nouveau Topping N°4 ;
- l'automatisation des systèmes de mouvements produits ;
- la production des huiles lubrifiantes classe 2[46] ;
- l'amélioration de la qualité des essences ;
- la création une société de logistique des hydrocarbures ;
- le projet de parc éolien Samir - NAREVA 40 MW.

Par ailleurs d'autres projets à caractère stratégique sont prévus à l'horizon 2012-2015 :

- le projet de terminal GNL[47] ;
- les projets pétrochimiques ;
- le projet de conversion profonde du fuel ;
- le projet de biocarburants.

XIV.2.2. Investissements prévus pour la période 2009 – 2013

Projet Topping 4

Ce projet a pour objectif la réalisation d'une nouvelle unité de distillation atmosphérique du pétrole brut basée sur de nouvelles technologies plus performantes en vue de substituer deux anciens Topping d'une capacité respective de 1,25 million de tonne et 1 million de tonne mis en service respectivement depuis 1962 et 1974.

La nouvelle unité, d'une capacité de 4 millions de tonnes, permettra d'apporter les besoins additionnels nécessaires en résidu atmosphérique, principale charge des nouvelles unités de conversion du projet de modernisation, sans avoir recours à des importations. En effet, ce projet intervient dans un contexte de marché international marqué par une forte demande en résidu atmosphérique et une volatilité très soutenue des prix des produits pétroliers.

Les études d'engineering de base de cette nouvelle unité conduites par la Samir dans le cadre de son projet de modernisation indiquent que l'unité s'intègre parfaitement dans la raffinerie et les nouvelles installations.

La durée de réalisation du projet est de 30 mois à partir de la signature du contrat de réalisation. Le budget global de l'investissement correspondant est estimé à 120 millions d'euros[48].

Automatisation des systèmes de mouvements produits

Ce projet d'automatisation, concernant les opérations de mouvements des produits lors des différentes phases du processus de production vise à :

- optimiser et assister les opérations de mouvements produits ;
- réduire les pertes lors des opérations de mouvements produits ;

[46] Qualité d'huile lubrifiante dont la caractéristique principale est l'indice élevé de viscosité et la basse teneur en souffre
[47] Gaz Naturel Liquéfié
[48] Equivalent à 1,372 milliards de dirhams au cours de 1 EUR = 11,44 MAD (au 19/06/2008)

- éviter la contamination des produits ;
- améliorer l'efficacité des mouvements produits et minimiser l'effort humain ;
- minimiser les coûts des opérations de mouvements produits.

Production des huiles lubrifiantes classe 2

Le projet de modernisation en cours de développement par la Samir prévoit la possibilité d'intégration d'un réacteur de distillats sous vide permettant de préparer une base hydrocrackée destinée à la production d'huiles lubrifiantes de haute qualité très valorisable à l'export en raison de leur haut indice de viscosité et de leur très basse teneur en soufre.

Amélioration de la production et de la qualité des essences

Le projet de modernisation en cours de la Samir permettra de produire une base essence légère à plus haut indice d'octane (78 au lieu de 65 actuellement). Cette essence permettra d'améliorer l'indice d'octane du pool essences sans plomb. Cependant la qualité de cette essence ne suffirait pas sans une augmentation de la sévérité de l'unité Platforming II existante.

Pour faire face aux exigences du marché futur des essences sans plomb en terme de quantité et qualité deux projets sont prévus :

- le projet revamping[49] du Platforming II en vue d'opérer l'unité à plus haute sévérité permettant à la fois d'améliorer la production et l'indice d'octane du platformat, principale base du pool essences. Ce projet est en cours d'étude par le bailleur de licence de l'unité (UOP) ;
- le projet d'extraction à partir du platformat issue du platforming II d'une coupe de Benzène, Toluène et Xylènes (BTX) très valorisée à l'export. Ce projet permettra en outre de réduire la teneur en benzène du platformat comme base du pool essence sans plomb.

Création d'une société de logistique des hydrocarbures

Face aux besoins et aux évolutions à venir, le besoin d'une logistique des hydrocarbures plus performante sur le plan économique et environnemental gagnera à être maîtrisée par une société spécialisée.

Cette société gagnerait à se structurer dans un premier temps sur la base d'une offre régulière de service de transport par pipes vers Sidi-Kacem et vers Marrakech ainsi que la gestion des dépôts pétroliers correspondants.

En effet Marrakech est la plus grande ville intérieure du Royaume et enregistre de fortes progressions de population. C'est aussi la première destination touristique du Royaume avec un trafic aérien en forte hausse et une activité de circuits touristiques intense.

La construction d'un dépôt pétrolier à Marrakech et la mise en place d'une solution de transport massifié par pipeline pour l'alimenter répondent bien aux enjeux de sécurisation de l'approvisionnement en produits pétroliers et de développement durable.

Les volumes à distribuer sont en croissance et justifient la mise en place d'une solution dédiée depuis la raffinerie de Mohammedia.

La desserte de la Région Nord doit dans le même temps évoluer dans le prolongement de la modernisation et l'accroissement de capacité de la raffinerie et l'extension du pipeline d'hydrocarbures existant entre Mohammedia et Sidi Kacem vers la région de Fès et Meknès.

Le projet logistique correspondant bénéficiera de bons résultats de rentabilité avec des hypothèses raisonnables de volumes, de coût d'investissements, de charges et un besoin de financement complémentaire assurant un TRI de 8,0%.

La société de logistique des hydrocarbures aura pour objet :

[49] Ensemble d'interventions sur une installation existante en vue de modifier et/ou accroître sa production.

- la conception, le dessin, le financement, la construction, l'exploitation, l'entretien d'un nouveau dépôt à hydrocarbures à Marrakech pour la commercialisation du Gasoil, Jet A1 et Essences destinés à la région de Marrakech et alimenté par la raffinerie de Mohammédia ;
- la conception, le dessin, le financement, la construction, l'exploitation, l'entretien d'un nouveau pipeline entre le Terminal la Samir de Mohammédia et Marrakech pour la commercialisation du Gasoil et du Jet A1 destiné au marché local à partir de la raffinerie de Mohammédia ;
- la conception, le dessin, le financement, la construction l'exploitation, l'entretien d'un nouveau pipeline entre le Terminal la Samir de Mohammédia et l'Aéroport Mohammed V pour la commercialisation du Jet A1 destiné à l'Aéroport à partir de la raffinerie de Mohammédia ;
- l'exploitation et l'entretien d'un ensemble d'infrastructures existantes pour la commercialisation du Gasoil et des essences destinés à la région de Sidi Kacem. Ces infrastructures sont constituées :
    - ✓ d'un pipeline 14 pouces reliant le Terminal la Samir de Mohammédia à la raffinerie de Sidi Kacem ;
    - ✓ d'une capacité de stockage dans l'enceinte de la raffinerie de Sidi Kacem.

  Ces infrastructures qui appartiennent actuellement à la Samir feront l'objet d'une cession à la nouvelle société de logistiques d'hydrocarbures dans le cadre d'un pacte de partenariat.

  Le transport des essences vers Sidi Kacem et Marrakech sera assuré par wagons de l'ONCF ou par camions-citernes.
- la participation par tous moyens (apports, achats, fusions,…) et notamment par voie de franchise, licence ou autre au développement de l'objet social et susceptible d'en faciliter la réalisation.

Projet de parc éolien Samir – Nareva de 40 MW

La Samir envisage le recours à l'énergie éolienne afin de couvrir une partie de ses consommations électriques et d'en optimiser les coûts associés. Au-delà des considérations économiques, la Samir cherche par le biais de ce recours à affirmer son engagement en faveur du développement durable.

De plus, l'ONE a lancé une offre de service destinée aux industriels intéressés par l'auto production à partir des énergies renouvelables. Cette offre de service permet d'assurer le transit sur le réseau national électrique Haute Tension de toute énergie produite à partir d'énergies renouvelables des points de production vers les points de consommation.

Par ailleurs, un projet de loi est en cours d'approbation par les pouvoirs publics pour augmenter le seuil d'autoproduction d'électricité de 10 à 50 MW.

Dans le même temps, NAREVA Holding, filiale du Groupe ONA, a signé avec l'ONE, en date du 27 juin 2007, un accord cadre qui porte sur le développement de plusieurs parcs éoliens avec un potentiel cumulé estimé supérieur à 200 MW.

C'est dans ce contexte que la Samir et NAREVA se sont rapprochés pour développer un parc éolien d'une puissance installée de 40 MW. Un protocole d'accord a été signé le 25 Mars 2008 en vue de procéder par NAREVA à une étude de faisabilité du projet dont les principales étapes de l'étude de faisabilité seront les suivantes :

- une étude de mesures des vents ;
- une étude d'impact environnemental ;
- une étude ornithologique ;
- l'ingénierie du projet ;
- une étude économique.

L'accord définitif sera conclu entre NAREVA et la Samir sous réserve de la réalisation des conditions suspensives suivantes :

- la signature d'une convention définitive avec l'ONE.

  A cet effet les parties conviennent de prendre attache avec l'ONE afin de négocier de bonne foi les modalités d'accès au réseau de transport de l'électricité depuis le site de production jusqu'au centre de consommation ;

- l'obtention par NAREVA des accords de financement pour la réalisation du parc éolien ;
- l'obtention par NAREVA de toutes les autorisations administratives nécessaires à la réalisation du parc éolien et à son exploitation.

XIV.2.3. Investissements stratégiques

Projet de terminal GNL

Dans le cadre de la stratégie énergétique nationale visant la diversification des sources d'approvisionnements, la garantie de l'énergie à moindre coût et la protection de l'environnement, la Samir, AKWA group et l'ONE se sont rapprochés dans le cadre d'un protocole d'accord en vue de mettre en œuvre un partenariat devant créer une synergie entre les trois parties pour la réalisation d'un projet de grande envergure visant l'introduction du gaz naturel au Maroc et consistant en la réalisation d'un projet de Terminal GNL devant permettre de satisfaire prioritairement les besoins des parties en gaz naturel.

Au niveau de la zone de Mohammedia, le projet contribuera à l'amélioration de la qualité de l'air par la réduction des émissions à l'atmosphère des installations de l'ONE, de la la Samir et des autres industries de la zone.

En outre, le Projet permettra le développement des parties en se diversifiant dans un secteur énergétique stratégique pour le pays. De même, le projet permettra de développer de nouvelles opportunités d'emplois au niveau des différentes applications qui pourront être envisagées à partir de l'utilisation du gaz naturel.

Ce projet a fait l'objet d'une étude de faisabilité par la société belge Tractebel Engineering et la société marocaine Conseil, Ingénierie et Développement (CID) dans le cadre d'un contrat avec AKWA, ONE et la Samir. Trois sites ont été étudies pour l'installation du Terminal (Mohammedia, Jorf-Lasfar et Tanger).

Projets pétrochimiques

Les projets pétrochimiques intègrent deux composantes majeures :

- **un complexe pétrochimique :**

La raffinerie de Mohammédia avec sa nouvelle configuration intégrant les nouvelles installations du projet de Modernisation en cours et le nouveau Topping 4 futur produira un excédent de près de 1 million de tonne de naphta par an. Cet excédent pourra être utilisée dans une unité de vapocraquage alimentée par le naphta fourni par la raffinerie de Mohammedia.

Un vapocraqueur est une unité de pétrochimie servant à fabriquer de l'éthylène et du propylène deux produits indispensables dans la fabrication du polyéthylène et du polypropylène. Ces deux matières plastiques ont fait l'objet d'une forte demande au Maroc durant les dernières années. L'éthylène est en outre importé par la SNEP pour la production du polychlorure de vinyle.

Les principales sociétés de transformation de ces matières plastiques au Maroc sont concentrées dans la région de Casablanca. La proximité de la Samir auprès de cette industrie constitue une opportunité de développement pour la société d'un complexe pétrochimique basé sur une unité de vapocraquage alimentée par le naphta fourni par la raffinerie de Mohammedia.

En prenant en considération la synergie potentielle d'échange des flux de produits entre l'unité de vapocraquage et la raffinerie (naphte, gaz du combustible, GPL, gaz hydrogène, essence haut

octane, distillats…), et l'industrie des plastiques (polyéthylène, polypropylène, polychlorure de vinyle).

Conversion profonde du fuel

L'accroissement de la demande en essence et en distillat au détriment de la production de fuel, associé à la diminution de la disponibilité en bruts légers, entraînera dans les années à venir, une modification profonde de l'industrie du raffinage.

Cette évolution du marché amorcée voici quelques années, s'est traduite pour la Samir par l'addition d'unités de conversion du distillat sous vide (hydrocraqueur). Elle se poursuivra dans les années qui viennent par l'addition d'unités de conversion des coupes les plus lourdes utilisées comme base fuel-oil tels que les résidus sous vides.

Ainsi plusieurs procédés peuvent être ajoutés afin de valoriser le fond du baril :

- la viscoréduction ;
- la cokéfaction ;
- la production des bitumes ;
- le cracking catalytique ;
- la gazéification et la production électrique par cycles combinés.

Le choix optimal du ou des procédés à adopter est fonction :

- des produits demandés et de leur prix de vente ;
- des caractéristiques des bruts traités ;
- des flexibilités nécessaires pour fabriquer les différents produits ;
- des unités déjà existantes dans la raffinerie.

Introduction des biocarburants

La Samir s'intéresse à introduire des biocarburants dans sa gamme de production à hauteur de 10% du marché global marocain à l'instar des objectifs des pays de l'Union Européenne.

Au-delà des considérations économiques, la Samir, par le biais de ce projet, cherche à affirmer son engagement en faveur :

- de la promotion d'un développement social et économique durable notamment par :
  - ✓ la diversification des activités agricoles ;
  - ✓ la création ou le maintien d'emplois ;
- d'une dépendance réduite vis-à-vis des sources d'énergie étrangères ;
- d'une amélioration de la balance des paiements pour le Maroc en tant que importateur de pétrole brut ;
- d'une réduction de l'impact environnemental des activités de la société.

Partie VI ANALYSE FINANCIERE DE LA SAMIR

I. Analyse de l'état des soldes de gestion

I.1. Périmètre de consolidation

Les sociétés laissées en dehors du périmètre de consolidation sont celles qui ne présentent pas d'importance significative eu égard de l'ensemble consolidé.

I.1.1. Périmètre au 31/12/2005

Le périmètre du Groupe Samir au 31 décembre 2005 se compose comme suit :

Sociétés consolidées	Capital social (KDh)	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts	Méthodes de consolidation (*)
Salam Gaz	150 000	50%	50%	MEE
SDBP	25 000	50%	50%	MEE
SOMAS	60 000	38,46%	38,46%	MEE
Samir Hotel (SHS)	5 000	97,67%	97,67%	IG

(*) IG : Intégration globale ; MEE : Mise en équivalence
Source : Samir

En 2005, la Samir a procédé à la cession de la société SDBP à un prix de 120 MDh.

I.1.2. Périmètre au 31/12/2006

Le périmètre du Groupe Samir au 31 décembre 2006 se présente comme suit :

Sociétés consolidées	Capital social (KDh)	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts	Méthodes de consolidation (*)
Salam Gaz	150 000	50%	50%	MEE
SOMAS	60 000	38,46%	38,46%	MEE
Samir Hotel (SHS)	5 000	97,67%	97,67%	IG

(*) IG : Intégration globale ; MEE : Mise en équivalence
Source : Samir

I.1.3. Périmètre au 31/12/2007 et au 30/06/2008

Le périmètre du Groupe Samir au 31 décembre 2007 se compose comme suit :

Sociétés consolidées	Capital social (KDh)	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts	Méthodes de consolidation (*)
Salam Gaz	150 000	50%	50%	MEE
SOMAS	60 000	38,46%	38,46%	MEE

(*) MEE : Mise en équivalence
Source : Samir

Au cours de l'exercice, la société Samir Hôtel est sortie du périmètre de consolidation, suite à sa vente, le 01/01/07, au prix de 30 MDh.

Les filiales ci-après sont détenues dans le portefeuille de la SAMIR sans toutefois faire partie du périmètre de consolidation :

Sociétés non Consolidées	Capital social (KDH)	% de participation
LUBNA	2 000	50,00%
S.N.A.M.	4 437 628	0,45%
EIE GUIGUES MAROC	5 000	62,91%
OSPREC SPA	5 039	10,00%
INST.MAROC.MANAG.	7 000	2,85%

Source : Samir

I.2. Analyse du compte de résultats consolidé

Le tableau suivant détaille le compte de résultats de la Samir pour les exercices 2005, 2006, 2007 et au 30 juin 2008 :

En MDh	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Ventes de marchandises (en l'état)	1 472	2 440	4 382	66%	80%	1 782	3 517	97%
Ventes de biens et services produits	24 453	26 571	26 982	9%	2%	12 519	17 520	40%
Chiffre d'affaires	**25 924**	**29 011**	**31 364**	**12%**	**8%**	**14 301**	**21 037**	**47%**
Variations des stocks de produits (+/-)	438	6	536	-99%	>100%	-180	563	NS
Subventions d'exploitation	184	104	37	-44%	-64%	20	19	-7%
Autres produits d'exploitation	15	222	18	>100%	-92%	16	1	-95%
Reprises d'exploitation, transfert de char.	304	211	241	-31%	14%	191	157	-18%
Produits d'exploitation	**26 866**	**29 554**	**32 196**	**10%**	**9%**	**14 348**	**21 776**	**52%**
Achats revendus de marchandises	1 385	2 436	3 841	76%	58%	1 397	4 040	189%
Achats consommés de matières et four.	23 066	25 614	26 690	11%	4%	12 240	16 635	36%
Autres charges externes	425	267	320	-37%	20%	158	117	-26%
Impôts et taxes	43	44	41	2%	-7%	20	13	-38%
Charges de personnel	363	328	308	-10%	-6%	155	152	-2%
Autres charges d'exploitation	6	9	9	43%	-4%	3	5	81%
Dotations d'exploitation	600	477	497	-21%	4%	227	318	41%
Charges d'exploitation	**25 889**	**29 175**	**31 705**	**13%**	**9%**	**14 200**	**21 280**	**50%**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**976**	**379**	**492**	**-61%**	**30%**	**148**	**496**	**236%**
Résultat d'exploitation/CA	*3,8%*	*1,3%*	*1,6%*	*-2,5 pts*	*0,3 pts*	*1,0%*	*2,4%*	*1,3 pts*
Produits des titres de participation	0	7	0	NA	-100%	0	0	NA
Résultat des entités mises en équival.	41	49	61	18%	26%	30	27	-10%
Gains de change	100	303	252	>100%	-17%	83	296	258%
Intérêts et autres produits financiers	15	11	10	-28%	-5%	4	7	64%
Produits financiers	**156**	**370**	**324**	**>100%**	**-12%**	**117**	**330**	**182%**
Charges d'intérêts	74	152	224	>100%	48%	82	179	119%
Pertes de change	279	107	60	-61%	-44%	28	41	50%
Charges financières	**353**	**259**	**284**	**-27%**	**10%**	**109**	**220**	**102%**
RESULTAT FINANCIER	**-197**	**110**	**40**	**NA**	**-64%**	**8**	**110**	**>100%**
Résultat financier/CA	*-0,8%*	*0,4%*	*0,1%*	*1,1 pts*	*-0,3 pts*	*0,1%*	*0,5%*	*0,5 pts*
RESULTAT COURANT	**779**	**489**	**531**	**-37%**	**9%**	**156**	**606**	**289%**
Résultat courant/CA	*3,0%*	*1,7%*	*1,7%*	*-1,3 pts*	*0,0 pts*	*1,1%*	*2,9%*	*1,8 pts*
Produits des cessions d'immobilisations	454	4	95	-99%	>100%	0	0	NA
Autres produits non courants	0	15	0	NA	-100%	0	0	NA
Reprises non courantes, transferts charg	234	192	180	-18%	-6%	0	0	NA
Produits non courants	**688**	**211**	**275**	**-69%**	**30%**	**0**	**0**	**NA**
Valeurs nettes d'amortissements	246	0	5	-100%	NA	0	0	NS
Subventions accordées	4	5	4	17%	-2%	2	2	-16%
Autres charges non courantes	39	242	456	>100%	88%	11	13	19%
Dotations non courantes	89	94	1	6%	-99%	1	0	-100%
Charges non courantes	**377**	**341**	**467**	**-10%**	**37%**	**15**	**15**	**5%**
RESULTAT NON COURANT	**311**	**-130**	**-192**	**NA**	**NA**	**-15**	**-15**	**NA**
Résultat non courant/CA	*1,2%*	*-0,4%*	*-0,6%*	*-1,6 pts*	*-0,2 pts*	*-0,1%*	*-0,1%*	*0,0 pts*
RESULTAT AVANT IMPÔTS	**1 091**	**360**	**339**	**-67%**	**-6%**	**141**	**591**	**319%**
Résultat avant impôts/CA	*4,2%*	*1,2%*	*1,1%*	*-3,0 pts*	*-0,2 pts*	*1,0%*	*2,8%*	*1,8 pts*
Impôts sur les résultats	289	112	172	-61%	53%	65	174	166%
Impôts différés	-28	32	17	NA	-47%	31	-8	-125%
RESULTAT NET	**830**	**215**	**150**	**-74%**	**-30%**	**45**	**425**	**>100%**
Résultat net/CA	*3,2%*	*0,7%*	*0,5%*	*-2,5 pts*	*-0,3 pts*	*0,3%*	*2,0%*	*1,7 pts*
RESULTAT MINORITAIRES	0	0	0	0%	0%	0	0	NA
RESULTAT PART GROUPE	**830**	**215**	**150**	**-74%**	**-30%**	**45**	**425**	**>100%**
Résultat part groupe/CA	*3,2%*	*0,7%*	*0,5%*	*-2,5 pts*	*-0,3 pts*	*0,3%*	*2,0%*	*1,7 pts*

Source : Samir

Toutes les comparaisons du compte de résultats effectuées au 30 juin 2008 sont relatives à fin juin 2007.

L'examen des comptes de résultats consolidés pour les exercices 2005, 2006 et 2007 et à fin juin 2008 fait ressortir les commentaires suivants :

I.2.1. Chiffre d'affaires :

Le tableau suivant détaille la structure ainsi que l'évolution du chiffre d'affaires sur la période 2005-2007 et au 30 juin 2008 :

En MDh	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Ventes de marchandises (en l'état)	1 472	2 440	4 382	66%	80%	1 782	3 517	97%
Ventes de biens et services produits	24 453	26 571	26 982	9%	2%	12 519	17 520	40%
Chiffre d'affaires	**25 924**	**29 011**	**31 364**	**12%**	**8%**	**14 301**	**21 037**	**47%**

Source : Samir

En 2006, le chiffre d'affaires réalisé par la Samir s'élève à 29 Mds Dh contre 25,9 Mds Dh en 2005, soit une hausse de 12%. L'amélioration du chiffre d'affaires est principalement attribuable à la hausse des cours sur les marchés pétroliers internationaux qui a été répercutée sur le prix moyen de vente de la Samir (hausse de 19%), et ce malgré la baisse du volume des ventes (-6%) en raison du recours à l'import par les distributeurs.

En 2007, le chiffre d'affaires réalisé par la Samir a enregistré une progression de 8%, évoluant de 29 Mds Dh à 31,4 Mds Dh, suite à l'effet conjugué de l'augmentation du volume des ventes (+5%) et du prix moyen (+3%).

A fin juin 2008, la Samir a réalisé un chiffre d'affaires de 21 Mds DH contre 14,3 Mds DH une année auparavant, soit une croissance de 47%. Ceci s'explique par l'augmentation des prix du pétrole au niveau international, qui a été impactée sur le prix de vente de la Samir. En effet, pour un volume de ventes équivalent, le prix moyen a augmenté de 47% entre juin 2007 et juin 2008.

Il est à noter l'évolution favorable des ventes de marchandises sur les dernières années. Ces ventes sont effectuées à titre d'appoint à la production nationale : leur croissance sur les derniers exercices (+66% en 2006, +80% en 2007 et +97% à fin juin 2008) s'explique par la vente de produits pétroliers raffinés importés par la Samir et ce, dans le but de satisfaire la demande croissante du marché local. La part des ventes de marchandises dans le chiffre d'affaires de la Samir a ainsi progressé de 5,7% en 2005 à près de 14% en 2007 à 16,7% à fin juin 2008.

Evolution détaillée du chiffre d'affaires de la Samir :

En MDh	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Chiffre d'affaires local	21 474	24 668	26 187	15%	6%	11 507	18 748	63%
Chiffre d'affaires à l'export	4 438	4 354	5 199	-2%	19%	2 776	2 303	-17%
CA des produits raffinés	**25 912**	**29 022**	**31 386**	**12%**	**8%**	**14 283**	**21 051**	**47%**
Gaz naturel	9	9	9	10%	-5%	4	4	0%
Revenus d'hôtel[50]	3	3	3	-5%	-3%	1	1	0%
Ventes diverses	22	14	22	-37%	58%	12	9	-25%
CA divers	**33**	**26**	**33**	**-22%**	**28%**	**17**	**14**	**-18%**
Ristournes	-21	-38	-55	83%	47%	0	-28	NA
Chiffre d'affaires global	**25 924**	**29 011**	**31 364**	**12%**	**8%**	**14 300**	**21 037**	**47%**

Source : Samir

[50] Revenus de l'hôtel Perce Neige à Ifrane.

Le chiffre d'affaires de la Samir est majoritairement constitué des ventes de produits pétroliers raffinés sur le marché local et à l'export.

Le chiffre d'affaires divers est considéré résiduel. Il est constitué de revenus de gaz naturel et d'hôtel, de ventes diverses.

L'évolution des ventes de gaz naturel et revenus d'hôtel a été limitée (niveau de revenus similaire sur la période 2005-2007 et en juin 2007-2008).

L'évolution des ventes diverses a baissé en 2006, puis a repris en 2007 :

- La baisse en 2006 des ventes diverses s'explique par la diminution des frais de stockage facturés aux sociétés de distributions et surtout à la baisse des ventes de gaz produit par la Samir.
- L'augmentation en 2007 est due essentiellement à la hausse des autres ventes et produits accessoires de 75% et notamment à l'amélioration de la marge bénéficiaire des enlèvements de bitume importé par la société Bituma.

A fin juin 2008, les ventes diverses ont baissé par rapport au 30 juin 2007 de 25% à 9 MDh du fait de la réduction de marge bénéficiaire des enlèvements de bitume importé par la société Bituma.

Le détail des ventes diverses pour les 3 exercices étudiés et au 30 juin 2008 est présenté dans le tableau suivant :

En MDh	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Ventes ferraille	6	6	4	0%	-33%	2	3	50%
Locations	1	1	1	0%	0%			
Détachement DG Salam Gaz	2	2	2	0%	0%	1	1	0%
Marge bénéficiaire sur importation pour la société Bituma			6	NA	NA	6	1	-83%
Quote-part SALAM GAZ assurance tous risques payée par Samir			4	NA	NA	1	1	0%
Ventes GAZ produit par la Société	7			NA	NA			
Service stockage	2			NA	NA			
Autres ventes diverses	4	5	5	32%	-3%	2	3	50%
Ventes Diverses	22	14	22	-37%	58%	12	9	-25%

Source : Samir

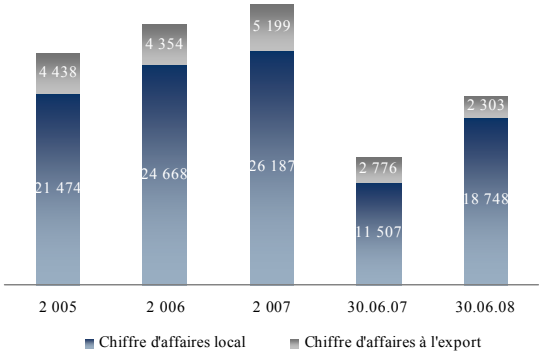
Enfin, les ristournes accordées par la société à ses clients viennent en déduction des revenus. Leur niveau a connu une hausse annuelle moyenne de 62% correspondant à un accroissement de 34 MDh destiné à soutenir les parts de marchés de la Samir.

Dans ce cadre, la Samir a accordé, à fin juin 2008, des ristournes de 28 MDh à sa clientèle.

Evolution du chiffre d'affaires par marché :

L'évolution du chiffre d'affaires de la Samir se présente comme suit :

Évolution du chiffre d'affaires des produits raffinés de la Samir 2005-2007



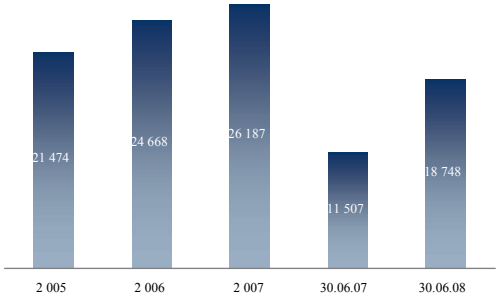
Source : Samir

Évolution du chiffre d'affaires sur le marché domestique :

Principal marché de la Samir, le marché domestique a représenté en 2007 plus de 83% du chiffre d'affaires et à fin juin 2008 plus de 89% du chiffre d'affaires de la Samir.

L'évolution du chiffre d'affaires de la Samir entre 2005 et 2007 ainsi qu'à fin juin 2008 sur le marché domestique se présente comme suit :

Evolution du chiffre d'affaires de la Samir sur le marché domestique 2005-2007 (hors produits accessoires et ristournes – en MDh)



Source : Samir

Malgré la baisse des volumes vendus sur le marché domestique en 2006 (-4%), le chiffre d'affaires de la Samir sur ce marché a progressé de 15%, s'établissant à 24,7 Mds Dh, et ce grâce à l'élévation du prix de vente moyen de 20% afin de répercuter la hausse des prix du pétrole.

En 2007, le chiffre d'affaires sur le marché domestique s'est accru de 6% suite à l'effet conjugué de la hausse des volumes vendus (+4%) et des prix de vente moyens (+2%).

A fin juin 2008, le chiffre d'affaires sur le marché domestique s'est apprécié de 63% du fait de l'effet combiné de l'augmentation des volumes vendus (+16%) et des prix de vente moyen (+41%).

Entre 2005 et 2007 et à fin juin 2008, les ventes de la Samir par produit sur le marché domestique ont évolué comme suit :

En MDh	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Propane	177	201	176	13%	-12%	96	182	90%
Butane	647	727	705	12%	-3%	349	466	34%
Total Essences	1 779	2 274	2 532	28%	11%	1 117	1 708	53%
Jet A1	1 393	1 589	1 759	15%	10%	795	1 204	51%
Kérosène	24	8	0	-65%	NA	-	-	NA
Total Gasoil	12 341	13 701	14 415	11%	5%	6 532	10 019	53%
Fioul	4 156	4 838	5 008	16%	4%	1 875	4 118	120%
Huiles	374	542	559	45%	3%	296	306	3%
Paraffines	25	23	24	-7%	6%	14	20	43%
Bitumes	559	765	1 008	37%	32%	433	724	67%
Chiffre d'affaires local	**21 474**	**24 668**	**26 187**	**15%**	**6%**	**11 507**	**18 748**	**63%**

Source : Samir

Les principaux produits constituant le chiffre d'affaires sur le marché local ont évolué comme suit :

- La hausse du chiffre d'affaires des GPL en 2006 s'explique par celle du prix de vente moyen (+16,1% pour le propane et +20,7% pour le butane) qui a absorbé la baisse des volumes des ventes. Par contre, en 2007, le chiffre d'affaires des GPL a baissé en raison de la baisse plus importante des volumes vendus de propane et butane que celle de la hausse de leur prix de vente moyen (-16,7% et -10,7% contre +5, % et +8,6% respectivement). La baisse des volumes des GPL sur la période 2005-2007 est due principalement à une indisponibilité de ces produits au niveau de la raffinerie de la Samir L'augmentation de leur chiffre d'affaires à fin juin 2008 est due à une importante augmentation du volume des ventes du propane (+33%,3) contre une légère baisse du butane (-1,4%). Leur prix de vente moyen a progressé de 42,2% et 35,4% sur le premier semestre 2008 ;
- Les essences ont vu leur volume et leur prix augmenter sur les deux années 2006 et 2007 et sur le premier semestre 2008 : les prix moyens ont augmenté respectivement de 19,2%, 2,3% et 27,6% à 5,9, 6 et 7,2 KDH/T alors que les volumes ont progressé de 7,2%, 8,8% et 19,8% respectivement, et ce en corrélation avec la croissance du marché national ;
- Pour le Jet A1, le volume des ventes a été stagnant en 2006, pour une augmentation du prix moyen de vente de 14,6% à 6,15 KDH/T. Ses volumes et son prix moyen ont augmenté respectivement de 10,4% et de 0,2% en 2007 et de 1,4% et 49,3% à fin juin 2008 ;
- Le chiffre d'affaires du gasoil a progressé durant 2006 et 2007 de 11% et 5% respectivement. En 2006, le volume des ventes du gasoil a baissé de 4,1%, du fait de la libéralisation du marché entraînant une concurrence des distributeurs, contre une augmentation de son prix de vente moyen de 15,7% à 5,57 KDH/T. En 2007, l'augmentation du volume des ventes du gasoil de 7,2% a atténué la légère baisse de son prix de vente moyen de 1,8% : la baisse du prix du gasoil est liée à l'abondance de l'offre de ces produits sur le marché Européen. Malgré la forte concurrence de la part de certains distributeurs, la SAMIR a pu capter une grande part de la croissance du marché en 2007. A fin juin 2008, le volume et le prix moyen de vente du gasoil ont augmenté de 0,4% et 52,8% induisant une hausse du chiffre d'affaires de 53% ;
- En 2006 et en 2007, malgré la baisse du volume du fuel vendu (de 8,4% et 2,7% respectivement), l'augmentation de son prix de vente moyen (de 27% à 2,8 KDH/T en 2006 et 6,4% à 3 KDH/T en 2007) a entraîné l'augmentation du chiffre d'affaires respectivement de 16% et 4%. A fin juin 2008, le chiffre d'affaire réalisé par la Samir sur le fuel a progressé de 120% grâce à la hausse des volumes vendus de 45,4% et du prix moyen de vente de 51% ;

- Enfin, le CA des huiles a marqué une progression de 45% en 2006 due à une hausse conjointe des volumes vendus (+6,3%) et du prix de vente moyen (+36% à 8,1 KDH/T). En 2007, son CA n'a progressé que de 3% en raison de la baisse du prix de vente moyen de 14,6% à 6,9 KDH/T compensée par la hausse du volume des ventes (+20,9%). Aussi, à fin juin 2008, son chiffre d'affaires a marqué une hausse de 3% grâce à l'augmentation du prix de vente moyen de 8,7% et ce, malgré la baisse des volumes vendus de 4,9%.

La répartition du chiffre d'affaires sur le marché national se présente comme suit :

En %	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Propane	0,8%	0,8%	0,7%	0,0 pts	-0,1 pts	0,8%	1,0%	0,1 pts
Butane	3,0%	2,9%	2,7%	-0,1 pts	-0,3 pts	3,0%	2,5%	-0,5 pts
Total Essences	8,3%	9,2%	9,7%	0,9 pts	0,5 pts	9,7%	9,1%	-0,6 pts
Jet A1	6,5%	6,4%	6,7%	0,0 pts	0,3 pts	6,9%	6,4%	-0,5 pts
Kérosène	0,1%	0,0%	0,0%	-0,1 pts	0,0 pts	0,0%	0,0%	0,0 pts
Total Gasoil	57,5%	55,5%	55,0%	-1,9 pts	-0,5 pts	56,8%	53,4%	-3,3 pts
Fioul	19,4%	19,6%	19,1%	0,3 pts	-0,5 pts	16,3%	22,0%	5,7 pts
Huiles	1,7%	2,2%	2,1%	0,5 pts	-0,1 pts	2,6%	1,6%	-0,9 pts
Paraffines	0,1%	0,1%	0,1%	0,0 pts	0,0 pts	0,1%	0,1%	0,0 pts
Bitumes	2,6%	3,1%	3,9%	0,5 pts	0,7 pts	3,8%	3,9%	0,1 pts
CA local	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**0,0 pts**	**0,0 pts**	**100,0%**	**100,0%**	**0,0 pts**

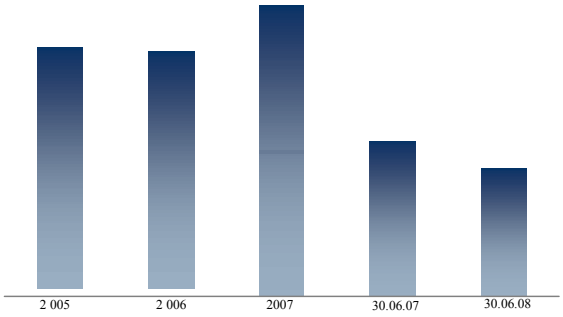
Source : Samir

Le gasoil représente la 1ère source de chiffre d'affaires de la Samir sur le marché local, suivi du fuel et des essences. Cette part s'explique par la forte demande dont fait l'objet le gasoil dans le secteur du transport et le fuel dans l'industrie. Toutefois, la part du gasoil a baissé ces dernières années en passant de 57,5% en 2005 à 55,0% en 2007 à 53,4% à fin juin 2008, en faveur de l'augmentation de la part d'autres produits tels que le butane et les bitumes ainsi que le fioul en 2008.

Évolution des exportations :

Les exportations de la Samir représentent 16,6% du chiffre d'affaires total en 2007. Leur évolution sur la période 2005-2007 ainsi qu'à fin juin 2008 se présente comme suit :

Evolution du chiffre d'affaires à l'export de la Samir 2005-2007 (en MDh)



Source : Samir

En 2006, le chiffre d'affaires à l'export a baissé de 2%. Ce recul s'explique par la baisse des volumes des ventes de 15% qui n'a pu être compensée par la hausse des prix de vente moyens de 15% opérée par la Samir.

En 2007, le chiffre d'affaires à l'export a progressé de 19% en raison de l'augmentation des volumes des ventes de 9% et des prix moyens pratiqués de 10%.

A fin juin 2008, la baisse du volume des ventes à l'export de 53% a induit la diminution du chiffre d'affaires à l'export de 17%, diminution atténuée par la hausse des prix de vente moyens (+75%).

Sur la période 2005-2007 et à fin juin 2008, les exportations de la Samir par produit ont évolué comme suit :

En MDh	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Naphta	2 732	2 379	3 257	-13%	37%	1 575	1 566	-1%
Fuel	1 069	1 115	1 176	4%	5%	923	72	-92%
Essences	91	-	-	NA	NA	-	-	NA
Gasoil	-	120	31	NA	-74%	-	195	NA
Distillat	353	534	672	51%	26%	226	338	50%
Huiles	175	164	25	-6%	-85%	25	131	424%
Bitumes	17	42	37	>100%	-11%	27	-	NA
Chiffre d'affaires à l'export	**4 438**	**4 354**	**5 199**	**-2%**	**19%**	**2 776**	**2 302**	**-17%**

Source : Samir

Les principaux produits constituant le chiffre d'affaires sur le marché export ont évolué comme suit :

- Le naphta et le fuel ont connu une baisse du volume des ventes en 2006 (-26,3% et -16%), contre une hausse du prix moyen de vente (+18,1% et 19,9% à 4,8 KDH/T et 2,5 KDH/T respectivement). En 2007, les volumes et les prix de vente moyen se sont appréciés (+22,1% et +2,2% pour les volumes, +12,2% à 5,4 KDH/T et 3,2% à 2,6 KDH/T respectivement). A fin juin 2008, leur volume a connu une baisse considérable surtout pour le fioul (-24,4% et -94,7% respectivement) pour des prix moyens en forte croissance (+31,6% et +47% respectivement). Du fait de l'effet contrasté de ces facteurs, leur chiffre d'affaires a régressé (-1% et -92% respectivement) ;
- Pour ce qui est du distillat, l'augmentation de son chiffre d'affaires à l'export trouve son origine dans l'augmentation conjointe des volumes de ventes et des prix moyens sur les deux années (+37% et +12,2% pour les volumes, +10,4% à 3,6 KDH/T et +12,2% à 4,0 KDH/T respectivement). A fin juin 2008, son volume s'est quelque peu réduit (-3,3%) pour une forte augmentation de son prix de vente moyen (+54,6%).

La répartition du chiffre d'affaires à l'export se présente comme suit :

En MDh	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Naphta	61,6%	54,6%	62,6%	-6,9 pts	8,0 pts	56,7%	68,0%	11,3 pts
Fuel	24,1%	25,6%	22,6%	1,5 pts	-3,0 pts	33,2%	3,1%	-30,1 pts
Essences	2,1%	0,0%	0,0%	-2,1 pts	0,0 pts	0,0%	0,0%	0,0 pts
Gasoil	0,0%	2,8%	0,6%	2,8 pts	-2,2 pts	0,0%	8,5%	8,5 pts
Distillat	8,0%	12,3%	12,9%	4,3 pts	0,7 pts	8,1%	14,7%	6,5 pts
Huiles	3,9%	3,8%	0,5%	-0,2 pts	-3,3 pts	0,9%	5,7%	4,8 pts
Bitumes	0,4%	1,0%	0,7%	0,6 pts	-0,2 pts	1,0%	0,0%	-1,0 pts
CA à l'export	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	0,0 pts	0,0 pts	100,0%	100,0%	0,0 pts

Source : Samir

A fin 2007, le virgin naphta a représenté 62,6% du chiffre d'affaires de la Samir à l'export tandis que le fuel en a représenté 22,6%. Par contre à fin juin 2008, le virgin naphta a représenté 68% du chiffre d'affaires à l'export contre 15% pour le distillat.

Compte tenu de la forte demande prévalant sur le marché international pour le virgin naphta, la Samir en exporte la quasi-totalité de sa production.

Quant au fuel, la Samir en produit en excès de la demande nationale, elle exporte par conséquent une partie de cet excédent vers des marchés demandeurs. A fin juin, le fuel a été plus consommé localement, induisant une baisse des exportations de la Samir de ce produit.

I.2.2. Produits d'exploitation :

Le tableau suivant retrace la structure ainsi que l'évolution des produits d'exploitation sur la période 2005-2007 et à fin juin 2008 :

En MDh	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Chiffre d'affaires	25 924	29 011	31 364	12%	8%	14 301	21 037	47%
Variations des stocks de produits	438	6	536	-99%	>100%	-180	563	NA
Subventions d'exploitation	184	104	37	-44%	-64%	20	19	-7%
Autres produits d'exploitation	15	222	18	>100%	-92%	16	1	-95%
Reprises d'exploitation, transfert de charges	304	211	241	-31%	14%	191	157	-18%
Produits d'exploitation	**26 866**	**29 554**	**32 196**	**10%**	**9%**	**14 348**	**21 776**	**52%**

Source : Samir

En 2006, les produits d'exploitation ont enregistré une augmentation de 10% et s'établissent à 29,55 Mds Dh suite à l'effet contrasté :

- de l'amélioration du chiffre d'affaires réalisé par la Samir et des autres produits d'exploitation suite à l'annulation de certaines dettes anciennes d'une valeur de 174 MDh et de provisions devenues sans objet pour un montant de 46 MDh :
  - ✓ des dettes de 168 MDh devenues sans objet en faveur de la caisse de compensation relatives aux importations butane antérieures à 1998 ;
  - ✓ des annulations des montants de 6 MDh facturés par Lydec et non réglés par la Samir objet de l'assainissement des années 1992 à 2003 dues au fait que la SAMIR possède son propre réseau d'assainissement ;
  - ✓ des annulations de provisions de 28 MDh relatives aux surestaries devenues sans objet des années antérieures à 2002 ;
  - ✓ des annulations de provisions des charges sociales de l'ex-SCP (antérieures à 1999) devenues sans objet d'un montant de 18 MDh ;
- de la baisse de la variation de stocks de produits : la variation des quantités et des prix était moins importante en 2006 qu'en 2005 ;
- de la baisse de la subvention d'exploitation : le différentiel de transport entre Mohammedia et Sidi Kacem a été plafonné par le Gouvernement au 1er septembre 2006 à 37 MDh) ;
- et du repli des reprises d'exploitation.

Au cours de l'exercice 2007, les produits d'exploitation ont progressé de 9% et s'établissent à 32,2 Mds Dh en raison de l'effet contrasté :

- de la hausse du chiffre d'affaires et de la variation de stocks de produits. Ce réajustement de la valeur des stocks provient de l'adoption de la méthode FIFO (First In First Out) pour l'évaluation du stock des produits finis importés et des produits semi-finis ainsi que le coût de production du dernier mois pour les produits finis manufacturés. Ce changement de méthodes se justifie par l'harmonisation des méthodes d'évaluation des stocks utilisées par la maison mère (Corral) et a impliqué une augmentation respective dans la valeur du stock des produits semi-finis et des produits finis de 10 MDh et de 268 MDh ;
- de la hausse des reprises d'exploitation de 5% à 241 MDh et des transferts de charges à 20 MDh relatives au projet Upgrade ;
- et de la baisse de la subvention d'exploitation (le différentiel de transport entre Mohammedia et Sidi Kacem plafonné à 37 MDh) qui s'est appliquée sur l'exercice 2007 dans sa globalité ainsi que le retour à un niveau historique des autres produits d'exploitation.

A fin juin 2008, les produits d'exploitation ont marqué une hausse de 52% à 21,78 Mds Dh parallèlement à celle du chiffre d'affaires, de la variation de stocks à 563 MDh (du fait de

l'augmentation des produits stockés), et ce malgré la réduction des reprises d'exploitation à 157 MDh.

Détail des reprises d'exploitation/transferts de charges :

En MDh	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Arrêt général	14	40	91	197%	128%	68	0	-100%
Produits Finis	20	18	45	-9%	145%	45	49	9%
Fond de bacs	109	59	32	-46%	-46%	32	46	44%
Fond d'ancienneté	37	34	30	-8%	-10%	30	30	0%
Litiges	50	17	12	-66%	-28%	7	1	-86%
Assurance sinistre	74	0	0	-100%	NA			NA
Projet Préflash	0	17	0	NA	NA			NA
Impôts	0	26	0	NA	-100%			NA
Amortissement	0	0	8	NA	NA	8	0	-100%
Upgrade	0	0	20	NA	NA		30	NA
Exploration	0	0	3	NA	NA			NA
Autres transferts	0	1	1	400%	40%	1	1	0%
Reprises de provisions, Transferts de charges	**303**	**211**	**241**	**-30%**	**14%**	**191**	**157**	**-18%**

Les principaux postes inclus dans « reprises d'exploitation/transferts de charges » sont :

- Arrêt général : La Samir planifie des arrêts d'unités pour l'entretien récurent. Il s'agit de charges prévisibles qui ne sauraient être supportées par le seul exercice au cours duquel elles sont réalisées. Par conséquent, une provision pour grosse réparation est constituée à la fin de chaque exercice suivant un plan triennal de maintenance des installations. Cette provision est reprise pendant l'année de réalisation de l'arrêt.
- Provision produits finis : Les stocks de produits finis sont dépréciés pour la partie du prix de revient qui excède le prix de reprise.
- Provision fonds de bacs : Le stock du pétrole brut est déprécié à 100% pour les sédiments constitués de mélasse de l'eau et de la paraffine. Pour le reste du fond de bac, il est déprécié au prix du fuel. Les provisions pour dépréciation des produits pétroliers sont constituées à l'année n et sont reprises à l'année n+1.
- Fonds d'ancienneté : Tout agent partant en retraite a droit à l'équivalent d'une semaine travaillée par année d'ancienneté, calculée sur la base du salaire de fin de carrière actualisé. Le montant de la provision constituée chaque fin d'année est le total dû à tous les agents. La provision constituée initialement est reprise et une autre est constituée selon les nouvelles données.
- Provisions litiges : à chaque date de clôture, la société évalue les risques liés à l'égard des tiers et procède à la comptabilisation d'une provision pour litiges. Si le litige est dénoué ou si la société juge qu'il n'y a plus de risque lié à ce litige, la provision n'a plus d'objet et, conséquemment, elle est reprise dans les comptes.
- Assurance sinistre : le montant figurant à ce poste correspond au reliquat de l'indemnité d'assurance par rapport aux dépenses réelles engagées par la société.
- Projet Préflash : Il devait permettre d'augmenter la capacité de production de la raffinerie. Ce projet a été suspendu et les travaux ont été arrêtés. Les constructions et les équipements en question sont toujours inscrits en compte « immobilisations en cours ».

Le recul des reprises d'exploitation de 2006 par rapport à 2005 s'explique par un niveau inférieur de reprises des fonds de bac (la Samir a repris ce qu'elle avait provisionné l'exercice précédent), des litiges (la Samir a repris une partie de ce qu'elle avait provisionné l'exercice

précédent) et des assurances (fin des reprises des assurances suite à la fin du reliquat de l'indemnité d'assurance).

Par contre, en 2006, la Samir a constaté plus de reprises d'arrêt général (reprise d'une partie de la provision constituée en 2005), du projet Préflash (la Samir a supposé une reprise d'une partie du projet préflash du fait de sa possible utilisation future) et d'impôts.

En 2007, la Samir a repris des provisions pour arrêt général (reprise de la provision de l'exercice précédent et d'une partie du reliquat antérieurement provisionné) et de produits finis (reprise de la provision de l'exercice précédent) plus importants qu'en 2006, expliquant le niveau plus élevé des reprises d'exploitation constatées. Pour ce qui est des reprises du fond de bacs et du fond d'ancienneté, la Samir a repris ce qu'elle avait provisionné l'exercice antérieur. La reprise pour litiges a concerné la provision de l'exercice antérieur et une partie du reliquat des provisions pour litiges antérieurement provisionnés. Le projet Upgrade est lié à un transfert de charges de 20 MDH.

A fin juin 2008, la baisse des reprises d'exploitation s'explique principalement par celle de l'arrêt général. Par contre, les reprises du fond de bac et d'une partie du projet Upgrade se sont appréciées.

I.2.3. Charges d'exploitation :

Le tableau suivant retrace la structure ainsi que l'évolution des charges d'exploitation sur la période 2005-2007 et au 30 juin 2008 :

En MDh	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Achats revendus de marchandises	1 385	2 436	3 841	76%	58%	1 397	4 040	189%
Achats consommés de mat. & fourn.	23 066	25 614	26 690	11%	4%	12 240	16 635	36%
Autres charges externes	425	267	320	-37%	20%	158	117	-26%
Impôts et taxes	43	44	41	2%	-7%	20	13	-38%
Charges de personnel	363	328	308	-10%	-6%	155	152	-2%
Autres charges d'exploitation	6	9	9	43%	-4%	3	5	81%
Dotations d'exploitation	600	477	497	-21%	4%	227	318	41%
Charges d'exploitation	**25 889**	**29 175**	**31 705**	**13%**	**9%**	**14 200**	**21 280**	**50%**

Source : Samir

Au titre de l'exercice 2006, les charges d'exploitation ont augmenté de 13% pour s'établir à 29,2 Mds Dh.

Les charges d'exploitation sont principalement constituées des achats revendus de marchandises et des achats consommés de matières et fournitures représentant respectivement 8,3% et 87,8%.

En 2006, les principaux postes constitutifs des charges d'exploitation ont évolué comme suit :

- les achats revendus de marchandises ont enregistré une augmentation de 76%, parallèlement à celle des ventes de marchandises ;
- la forte hausse des cours du pétrole brut, qui ont atteint un niveau moyen de $62/baril au cours de l'année 2006, a entraîné la hausse des achats consommés de 11%. Cette hausse a été atténuée par la baisse du volume acheté (6,9 millions de tonnes en 2005 à 6,3 millions de tonnes en 2006) ;
- la baisse des autres charges externes en 2006 de -37% traduit le retour à un niveau normal après la période de réhabilitation de la raffinerie, suite au sinistre qu'a connu la Samir en 2002 ;
- les charges de personnel ont baissé de 10% à 328 MDh suite à la baisse de l'effectif (de 1478 en 2005 à 1166 en 2006) en raison de la décision de la Samir de ne plus recourir à des travailleurs temporaires au niveau du site de Sidi Kacem, ainsi qu'au plan de départ volontaire ;

- et les dotations d'exploitation ont connu une baisse de 21% à 477 MDh du fait de la baisse des dotations aux provisions pour arrêt général (43 MDH), de fonds de bac (27 MDh) et du projet Préflash (34 MDh) ainsi que la réduction des dotations aux amortissements suite à l'amortissement total d'un certain nombre d'immobilisations.

Au titre de l'exercice 2007, les charges d'exploitation se sont élevées à 31,7 Mds Dh, marquant une hausse de 9% par rapport à 2006.

Les principales évolutions qu'ont connues les charges d'exploitation au cours de l'exercice sont les suivantes :

- la part des achats de marchandises dans les charges d'exploitation s'est élevée à 12% au détriment de la part des achats consommés (84%). Cette évolution trouve son explication dans la forte progression des ventes de marchandises (+80%) et par corollaire des achats de matières (+58% en 2007) ;
- les achats consommés se sont accrus de 4% suite à la progression du chiffre d'affaires, à l'augmentation du prix moyen du baril pondérée par la baisse du dollar, entraînant une augmentation nette du prix moyen d'achat de pétrole brut de 7%[51], atténuée par la baisse du volume acheté de 2% ;
- les charges externes ont, quant à elles, augmenté de 20% suite aux efforts de maintenance ayant visé à préserver la performance des unités de production à des niveaux élevés ;
- les charges de personnel se sont réduites de 6% à 308 MDh en raison de la baisse de l'effectif suite au plan de départ volontaire ;
- et les dotations d'exploitation ont connu une légère hausse de 4% à 497 MDh du fait de dotations aux provisions de fonds de bacs et d'arrêt général plus élevées.

A fin juin 2008, les charges d'exploitation ont marqué une croissance de 50% à 21,3 Mds DH. Ceci trouve son origine dans :

- la part de plus en plus croissante des achats revendus de marchandises dans les charges d'exploitation (19%), traduisant la part plus élevée des ventes de marchandises dans le chiffre d'affaires de la Samir ainsi que la hausse constatée des cours de pétrole ;
- l'effet de la hausse des cours du pétrole sur les achats consommés en pétrole brut raffiné par la Samir : augmentation de 36% à 16,6 Mds DH ;
- atténuée par la baisse des autres charges externes de 26 % à 117 MDh en raison principalement de la baisse des dépenses d'entretien et réparation suite au non arrêt des unités pour entretien ;
- du maintien des charges de personnel à un niveau similaire à celui du 1er semestre 2007 ;
- de la hausse des dotations aux d'exploitation de 41% à 318 MDh liée à des dotations pour dépréciation de stocks de 119 MDh (provision pour dépréciation des matières et fournitures).

Détail des autres charges externes :

En MDH	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Location et charges locatives	72	11	6	-85%	-45%	5	3	-40%
Entretiens et réparations	122	93	138	-24%	48%	71	29	-59%
Primes d'assurances	74	77	61	4%	-21%	30	20	-33%
Rémunération d'intermédiaires	49	37	36	-24%	-3%	15	13	-13%
Transports	54	49	54	-9%	10%	21	30	43%
Publicité, publications et RP	10	13	12	30%	-8%	7	4	-43%
Rémunération du personnel extérieur	3	4	6	33%	50%	3	5	67%
Redevances	5	8	6	60%	-25%	3	2	-33%

[51] Le prix de pétrole a augmenté de 15% à 71$/baril, alors que le cours de change moyen d'achat (Dh/$) a baissé de 7%, traduisant une augmentation nette du prix d'achat moyen (Dh/T) de 7%

Etudes recherche et documentation	7	5	4	-29%	-20%	2	3	50%
Déplacement, missions et réceptions	8	7	7	-13%	0%	2	3	50%
Frais postaux et de télécommunications	10	5	5	-50%	0%	2	2	0%
Services bancaires	10	11	11	10%	0%	5	4	-20%
Autres	44	-53*	-26*	NA	NA	-6*	1	NA
Autres charges externes	**425**	**267**	**320**	**-37%**	**20%**	**160**	**119**	**-26%**

(*) Autres charges externes ainsi que les autres charges externes des exercices antérieurs (solde créditeur)
Source : Samir

La baisse des autres charges externes en 2006 s'explique principalement par celle des charges locatives, des entretiens et réparations. Cette baisse est due au retour à la normale après une période de réhabilitation de la raffinerie.
La période de réhabilitation concerne la période post-incendie de la Samir jusqu'en 2005. Elle avait pour objet la réparation des unités endommagées à la suite du sinistre.
Le retour au niveau normal des autres charges externes s'explique par l'achèvement des travaux liés au sinistre du 25/11/2002.
Le montant global de ces travaux au titre de l'exercice 2005 s'élève à 71 MDH.

En 2007, la hausse des autres charges externes se justifie par le niveau supérieur des entretiens et réparations suite aux efforts continus de la Samir à élever le niveau de performance de ses unités. Les frais d'entretiens et réparations représentent 43% des autres charges externes de l'exercice 2007.

A fin juin 2008, les autres charges externes ont baissé parallèlement à la réduction des dépenses d'entretien et réparation suite au non arrêt des unités pour entretien et des primes d'assurances dont le montant a été révisé à la baisse en 2008.

I.2.4. Valeur ajoutée :

Le tableau suivant reprend la structure ainsi que l'évolution de la valeur ajoutée sur la période 2005-2007 et à fin juin 2008 :

En MDh	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Ventes de marchandises	1 472	2 440	4 382	66%	80%	1 782	3 517	97%
Achats revendus marchandises	1 385	2 436	3 841	76%	58%	1 397	4 040	189%
Marge brute sur ventes en l'état (1)	**86**	**4**	**541**	**-95%**	**>100%**	**385**	**-523**	**-236%**
Ventes de biens et services	24 453	26 571	26 982	9%	2%	12 519	17 520	40%
Variation stocks de produits	438	6	536	-99%	>100%	-180	563	-412%
Production de l'exercice (2)	**24 891**	**26 577**	**27 518**	**7%**	**4%**	**12 339**	**18 083**	**47%**
Achats consommés	23 066	25 614	26 690	11%	4%	12 240	16 635	36%
Autres charges externes	425	267	320	-37%	20%	158	117	-26%
Consommation de l'exercice (3)	**23 491**	**25 881**	**27 010**	**10%**	**4%**	**12 399**	**16 752**	**35%**
Valeur ajoutée (1+2-3)	**1 486**	**700**	**1 050**	**-53%**	**50%**	**326**	**808**	**148%**
VA/CA	*5,7%*	*2,4%*	*3,3%*	*-3,3 pts*	*0,9 pts*	*2,3%*	*3,8%*	*1,6 pts*

Source : Samir

En 2006, la marge brute a enregistré une baisse de 82 MDh, se situant à 4 MDh, en raison de l'effet conjugué de :

- l'augmentation des quantités vendues (50%) inférieure à celles achetées (62%),
- et de la hausse du prix de vente moyen (11%) inférieure à celle du prix d'achat moyen (14%).

En 2007, la marge brute a marqué une augmentation notable à 541 MDh, en raison :

- du changement de méthode d'évaluation de stock FIFO à la place du CMUP,

- de l'augmentation plus que proportionnelle des ventes par rapport aux achats des produits pétroliers importés.

A fin juin 2008, la marge brute de la Samir s'est dégradée en s'établissant à -523 MDh en raison des larges fluctuations des prix du pétrole brut et raffinés revendus sur la période.

Evolution de la marge de raffinage de la Samir :

L'évolution de la marge de raffinage sur la période 2005-2007 et à fin juin 2008 se présente comme suit :

	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Marge de raffinage en MDh	2 145	1 286	1 435	-40%	12%	609	1 657	172%
Marge de raffinage en $/Baril	4,72	3,18	3,75	-33%	18%	3,06	9,87	223%

Source : Samir

La marge de raffinage correspond à la marge sur coût variable. Elle correspond aux ventes + subventions + variation de stocks de produits finis et semi-finis – achats – ristournes – charges sur ventes, et ce comme détaillé dans le tableau ci-dessous :

En MDh	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Ventes de produits (+)	25 944	29 048	31 420	12%	8%	12 501	17 534	40%
Autres produits (+)	0	112	0	NA	-100%	397	16	-96%
Subvention de transport (+)	184	104	37	-44%	-64%	20	19	-7%
Variation de stocks de produits finis et semi-finis (+)	508	263	591	-48%	125%	-180	663	NA
Achats de produits (-)	24 415	28 153	30 501	15%	8%	12 103	16 518	36%
Charges sur ventes[52] (-)	44	50	57	14%	14%	25	28	11%
Ristournes (-)	33	38	55	13%	47%	0	28	NA
Marge de raffinage	**2 145**	**1 286**	**1 435**	**-40%**	**12%**	**609**	**1 657**	**172%**

Source : Samir

Les variations de stocks concernent seulement les produits pétroliers (finis et semi-finis).

Les achats de produits sont composés des éléments suivants :

- Brut employé en production (tenir compte de la variation des stocks),
- Produits pétroliers importés (Coût d'achat),
- Matières chimiques,
- Services achetés.

Les charges sur ventes sont constituées des charges supportées par la société lors de la vente des produits pétroliers (ventes locales ou exportations) :

- Achat de services lors des exportations,
- Transports,
- Location bacs,
- Surestaries …

En 2006, la marge de raffinage de la Samir a baissé de 40%, s'établissant à 1 286 MDh, et ce, à l'image de la chute des marges au niveau international dans le secteur, entraînant une régression de 53% de la valeur ajoutée en 2006 passant à 700 MDh. La marge de raffinage a ainsi baissé suite à l'effet conjugué de la baisse de la marge de raffinage unitaire de 33% et la réduction du volume dé pétrole raffiné.
Le taux de la valeur ajoutée a baissé de 3,3 points à 2,4%.

[52] Constitué des charges supportées par la Samir lors de la vente des produits pétroliers (ventes locales ou à l'export), notamment l'achat de services en cas d'exportations, les charges de transport, de location de bacs, les surestaries etc.

Par contre, en 2007, la marge de raffinage a progressé de 12% se situant à 1 435 MDh, en raison de l'augmentation des volumes raffinés et de la marge de raffinage unitaire.

En 2007, la marge de raffinage de la Samir a évolué positivement par rapport à 2006, parallèlement à la hausse des marges de raffinage en Europe de l'ouest qui est la référence des cotations des produits pétroliers commercialisés par Samir. Les marges des raffineries simples, dites hydroskimming, sont devenues positives du fait d'une baisse inhabituelle des stocks des essences aux Etats Unis.

Par corollaire, la valeur ajoutée a enregistré une hausse de 50% s'établissant à 1,05 Mds Dh. Cette hausse se justifie par le choix adapté du pétrole raffiné acheté[53], par la politique d'approvisionnement qui vise à assurer un équilibre entre les achats et les besoins du marché ainsi que par le changement de la méthode de valorisation des stocks. Par conséquent, à fin 2007, le taux de la valeur ajoutée a augmenté de 0,9 points à 3,3%.

Au 1er semestre 2008, suite à l'importante augmentation des cours du pétrole brut, les marges de raffinage se sont améliorées, impactant pour la Samir une hausse de sa valeur ajoutée de148% à 808 MDh, entraînée également par un niveau très élevé de la variation de stocks de produits finis et semi-finis.

I.2.5. Excédent brut d'exploitation :

Le tableau suivant détaille la structure ainsi que l'évolution de l'excédent brut d'exploitation sur la période 2005-2007 et à fin juin 2008 :

En MDh	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Valeur ajoutée	**1 486**	**700**	**1 050**	**-53%**	**50%**	**326**	**808**	**148%**
Subventions d'exploitation	184	104	37	-44%	-64%	20	19	-7%
Impôts et taxes	43	44	41	2%	-7%	20	13	-38%
Charges de personnel	363	328	308	-10%	-6%	155	152	-2%
Excédent brut d'exploitation	**1 263**	**431**	**738**	**-66%**	**71%**	**170**	**662**	**289%**
EBE/CA	*4,9%*	*1,5%*	*2,4%*	*-3,4 pts*	*0,9 pts*	*1,2%*	*3,1%*	*2 pts*

Source : Samir

Compte tenu de l'évolution de la valeur ajoutée, de la baisse des subventions d'exploitation et des charges de personnel, l'excédent brut d'exploitation a baissé de 66% en 2006 puis s'est repris en s'accroissant de 71% en 2007, pour s'établir à 738 MDh.

Au titre du 1er semestre 2008, l'EBE s'est également apprécié (+289%) à 662 MDh, expliquée par l'amélioration sensible de la valeur ajoutée combinée à une baisse des impôts et taxes ainsi que des charges de personnel.

Ainsi, le niveau de la marge opérationnelle (EBE/CA) a baissé de 4,9% en 2005 à 1,5% en 2006, puis s'est amélioré en 2007 en s'établissant à 2,4% en fin d'exercice. Il a poursuivi son amélioration au terme du 1er semestre 2008 à 3,1%.

[53] Le choix adapté de l'importation des produits raffinés entre dans la stratégie d'optimisation de la raffinerie. A l'instar des raffineries modernes, la Samir est dotée d'un système de programmation linéaire lui permettant de maximiser sa marge de raffinage en optimisant ses opérations d'approvisionnement en pétrole brut et produits finis. Cette optimisation est traduite en stratégie d'approvisionnement à court et à long terme. Selon les conditions du marché, une stratégie gagnante peut se traduire par une importation des produits raffinés aux dépens d'un raffinage de pétrole brut, et ce, si les marge des raffineries simples sont faibles. Dans le cas contraire, une utilisation maximale des capacités de raffinage est adoptée.

I.2.6. Résultat d'exploitation :

Le tableau suivant détaille la structure ainsi que l'évolution du résultat d'exploitation sur la période 2005-2007 et à fin juin 2008 :

En MDh	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Excédent brut d'exploitation	**1 263**	**431**	**738**	**-66%**	**71%**	**170**	**662**	**289%**
Autres produits d'exploitation	15	222	18	>100%	-92%	16	1	-95%
Autres charges d'exploitation	6	9	9	43%	-4%	3	5	81%
Reprise d'exploit/ transferts de charges	304	211	241	-31%	14%	191	157	-18%
Dotations d'exploitation	600	477	497	-21%	4%	227	318	41%
Résultat d'exploitation	**976**	**379**	**492**	**-61%**	**30%**	**148**	**496**	**236%**
REX/CA	*3,8%*	*1,3%*	*1,6%*	*-2,5 pts*	*0,3 pts*	*1,0%*	*2,4%*	*1,3 pts*

Source : Samir

Le résultat d'exploitation a connu une évolution similaire à celle de l'excédent brut d'exploitation : une baisse de 61% en 2006, suivie d'une hausse de 30% en 2007. Le niveau de la hausse en 2007 a été moindre pour le résultat d'exploitation que pour l'EBE en raison du niveau exceptionnellement élevé des autres produits d'exploitation en 2006.

A fin juin 2008, la même tendance s'est poursuivie avec un résultat d'exploitation en forte hausse (+236%) à 496 MDh.

Ainsi, la marge d'exploitation (REX/CA) a baissé de 3,8% en 2005 à 1,3% en 2006, puis s'est appréciée à 1,6% en 2007 puis à 2,4% à fin juin 2008.

I.2.7. Résultat financier

Le tableau suivant détaille la structure ainsi que l'évolution du résultat financier sur la période 2005-2007 et à fin juin 2008 :

En MDh	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Produits des titres de participation et autr. titres immob.	0	7	0	NA	-100%	0	0	NA
Résultat des entités mises en équival.	41	49	61	18%	26%	30	27	-10%
Gains de change	100	303	252	>100%	-17%	83	296	258%
Intérêts et autres produits financiers	15	11	10	-28%	-5%	4	7	64%
Reprises financières transferts charges	0	0	0	0%	0%	0	0	NA
Produits financiers	**156**	**370**	**324**	**>100%**	**-12%**	**117**	**330**	**182%**
Charges d'intérêts	74	152	224	>100%	48%	82	179	119%
Pertes de change	279	107	60	-61%	-44%	28	41	50%
Charges financières	**353**	**259**	**284**	**-27%**	**10%**	**109**	**220**	**102%**
Résultat financier	**-197**	**110**	**40**	**NA**	**-64%**	**8**	**110**	**1304%**

Source : Samir

En 2006, le résultat financier s'est nettement amélioré passant de -197 MDh à 110 MDh, grâce aux gains nets de change réalisés (+196 MDh contre -179 Dh), et ce, malgré l'augmentation des charges d'intérêt. Ces gains nets de change ont été occasionnés par des couvertures du risque de change : toute opération de change fait l'objet d'une couverture en vue de pallier aux risques liés aux conversions lors d'achats ou de cessions de devises.
Le résultat des entités mises en équivalence s'est apprécié de 18% à 49 MDh à la lumière des réalisations des filiales mises en équivalence de la Samir. Par contre, les charges d'intérêt ont connu une importante progression du fait du poids plus élevé de l'endettement relatif au programme de modernisation de la raffinerie.

En 2007, le résultat financier a marqué une baisse de 64% par rapport à 2006 s'établissant à 40 MDh, du fait de la hausse des charges d'intérêt relatives aux financements du programme d'investissement et des achats de pétrole brut. Le résultat des entités mises en équivalence s'est nettement apprécié (+26%) à 61 MDh parallèlement aux performances des filiales mises en équivalence. Toutefois, les charges d'intérêt ont augmenté de 48% à 224 MDh suite à l'endettement plus important de la Samir.

A fin juin 2008, le résultat financier s'est nettement apprécié s'établissant à 110 MDh suite aux gains nets de change réalisés par la Samir (255 MDh contre 55 MDh à fin juin 2007), et ce malgré l'impact des charges d'intérêts. Ces dernières ont progressé de 119% à 179 MDh à cause du poids de l'endettement financier relatif au programme d'investissement. Il est à noter également que le résultat des sociétés mises en équivalence a régressé de 10% à 27 MDh.

I.2.8. Résultat courant :

Le tableau suivant détaille la structure ainsi que l'évolution du résultat courant sur la période 2005-2007 et à fin juin 2008 :

En MDh	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Résultat d'exploitation	976	379	492	-61%	30%	148	496	236%
Résultat financier	-197	110	40	NA	-64%	8	110	1304%
Résultat courant	**779**	**489**	**531**	**-37%**	**9%**	**156**	**606**	**289%**
Résultat Courant / CA	*3,0%*	*1,7%*	*1,7%*	*-1,3 pts*	*0,0 pts*	*1,1%*	*2,9%*	*1,8 pts*

Source : Samir

Au 31 décembre 2006, le résultat courant a baissé de 37% : la hausse du résultat financier n'a pas pu absorber la baisse du résultat d'exploitation.

En revanche, le résultat courant affiche une hausse de 9% à fin 2007 du fait de la hausse du résultat d'exploitation, qui fait plus que compenser la baisse du résultat financier. Il s'établit à fin 2007, à 531 MDh.

Au terme du 1er semestre 2008, le résultat courant a affiché une amélioration significative (+289%) à 606 MDh du fait de l'effet combiné de l'augmentation du résultat d'exploitation et du résultat financier.

Ainsi, le ratio résultat courant/chiffre d'affaires a régressé en 2006 de 1,3 points à 1,7% puis s'est maintenu au même niveau en 2007 : la hausse du résultat courant en 2007 de 9% a été équivalente à celle du chiffre d'affaires (8%). A fin juin 2008, ce ratio a marqué une augmentation de 1,8 points à 2,9%.

I.2.9. Résultat non courant :

Le tableau suivant détaille la structure ainsi que l'évolution du résultat non courant sur la période 2005-2007 et à fin juin 2008 :

En MDh	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Produits des cessions d'immobilisations	454	4	95	-99%	>100%	0	0	NA
Autres produits non courants	0	15	0	NA	-100%	0	0	NA
Reprises non courantes transferts de charges	234	192	180	-18%	-6%	0	0	NA
Produits non courants	**688**	**211**	**275**	**-69%**	**30%**	**0**	**0**	**NA**
Valeurs nettes d'amortissements	246	0	5	-100%	NA	0	0	NA
Subventions accordées	4	5	4	17%	-2%	2	2	-16%
Autres charges non courantes	39	242	456	>100%	88%	11	13	19%
Dotations non courantes	89	94	1	6%	-99%	1	0	-100%
Charges non courantes	**377**	**341**	**467**	**-10%**	**37%**	**15**	**15**	**0%**
Résultat non courant	**311**	**-130**	**-192**	**NA**	**NA**	**-15**	**-15**	**0%**

Source : Samir

En 2006, le résultat non courant a connu un recul et s'est établi à -130 MDh. Ce repli s'explique principalement par :

- le niveau élevé des autres charges non courantes en 2006 (Impôt sur provision pour investissement non utilisée de 111 MDh et indemnité de départ volontaire de 114 MDh) et la constatation de provisions pour risque fiscal ;
- la baisse des reprises non courantes constituées des reprises de provisions sur impôts de 111 MDh et de départ volontaire de 81 MDh, qui ont été constatées en tant que charges en 2006. En 2005, la Samir avait principalement repris des provisions de départ volontaire (80 MDh), des transferts de charges relatives au sinistre (135 MDh) ;
- la légère augmentation des dotations non courantes relatives principalement à la provision pour impôt de 93 MDh ;
- le résultat non courant exceptionnel réalisé en 2005 suite à la cession des parts de la Samir dans SOMIRGY et SDBP pour un montant respectif de 315 MDh et 120 MDh.

En 2007, le résultat non courant a baissé de 62 MDh, s'établissant à -192 MDh suite :

- au niveau élevé des autres charges non courantes qui sont principalement composées des pénalités et amendes fiscales d'un montant de 390 MDh relatives à l'arrangement conclu avec la Direction des Impôts concernant le contrôle fiscal des exercices 2002-2005 ;
- et la baisse des reprises non courantes, constituées majoritairement de la reprise de provisions pour impôt (93 MDh), pour hôtels (33 MDh), pour titres ADM (20 MDh) et titres hôtel Samir (5 MDh) et pour d'autres débiteurs (28 MDh).

Au titre du 1er semestre 2008, le résultat non courant a été au même niveau que celui du 1er semestre 2007 (-15 MDh), constitué principalement par des subventions accordées (2 MDh) et autres charges non courantes (13 MDh).

I.2.10. Impôt sur les sociétés :

Le tableau suivant illustre l'évolution de l'impôt sur les sociétés sur la période 2005-2007 et à fin juin 2008 :

En MDh	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Résultat avant impôt	1 091	360	339	-67%	-6%	**141**	**591**	**319%**
Impôt sur les sociétés	289	112	172	-61%	53%	65	174	166%
Taux d'IS induit	*26%*	*31%*	*51%*	*4,7 pts*	*19,5 pts*	*46%*	*29%*	*-16,9 pts*

Source : Samir

En 2006, l'impôt sur les sociétés attribuable à la Samir s'est élevé à 112 MDh, en baisse de 61% à 2005, principalement en raison de la baisse du résultat avant impôts.

En 2007, malgré la baisse du résultat avant impôt de 6%, l'impôt sur les sociétés de la Samir a subi une augmentation de 53% à 172 MDh en raison de la non-déductibilité de l'amende fiscale payée par la Samir.

A fin juin 2008, suite à la hausse du résultat avant impôts à 591 MDh, l'impôt sur les sociétés de la Samir a progressé de 166% à 174 MDh.

I.2.11. Résultat net :

Le tableau suivant détaille la structure ainsi que l'évolution du résultat net sur la période 2005-2007 et à fin juin 2008 :

En MDh	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06	30.06.07	30.06.08	Var 08/07
Résultat courant	779	489	531	-37%	9%	156	606	289%
Résultat non courant	311	-130	-192	NA	NA	-15	-15	5%
Résultat avant impôt	**1 091**	**360**	**339**	**-67%**	**-6%**	**141**	**591**	**319%**
Impôt sur les sociétés	289	112	172	-61%	53%	65	174	166%
Impôts différés	-28	32	17	NA	-47%	31	-8	-125%
Résultat net consolidé	**830**	**215**	**150**	**-74%**	**-30%**	**45**	**425**	**840%**
RN/CA	*3,2%*	*0,7%*	*0,5%*	*-2,5 pts*	*-0,3 pts*	*0,3%*	*2,0%*	*1,7 pts*
Résultat minoritaires	0	0	0	0%	0%	0	0	-1
Résultat net part du groupe	**830**	**215**	**150**	**-74%**	**-30%**	**45**	**425**	**839%**

Source : Samir

Le résultat net de la Samir est passé de 830 MDh en 2005 à 215 MDh en 2006, illustrant une baisse de 74%. Ce recul est attribuable à la baisse du résultat avant impôt mais se trouve atténué par un IS plus réduit.

En 2007, le résultat net s'est déprécié de 30% à 150 MDh en raison du niveau d'IS plus élevé et d'un résultat avant impôt plus réduit.

Par conséquent, la marge nette de la Samir s'est détériorée en passant de 3,2% en 2005 à 0,7% en 2006 puis à 0,5% en 2007.

Enfin, le résultat net part du groupe de la Samir s'établit au même niveau que le résultat net vu que le résultat des minoritaires est nul (sociétés mises en équivalence).

Au titre du 1er semestre 2008, la Samir affiche un résultat net consolidé en nette croissance à 425 MDh principalement attribuable à la hausse du résultat d'exploitation et du résultat financier. Le RNPG s'est également apprécié au même titre que le résultat consolidé (résultat minoritaires nul).

II. Analyse du bilan consolidé

II.1. Analyse du bilan consolidé – Actif

Le tableau suivant reprend les données historiques de l'actif de la Samir pour les exercices 2005, 2006 et 2007 ainsi qu'au terme du 1er semestre 2008 :

En MDh	2005	2006	2007	30.06.08	Var 06/05	Var 07/06	Var 08/07
Immobilisations en non valeurs	**141**	**63**	**38**	**28**	**-55%**	**-40%**	**-26%**
Frais préliminaires	83	30	27	21	-64%	-9%	-24%
Charges à répartir sur plusieurs exercices	58	33	11	7	-43%	-68%	-30%
Immobilisations incorporelles	**77**	**55**	**30**	**17**	**-30%**	**-46%**	**-42%**
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	77	55	30	17	-30%	-46%	-42%
Immobilisations corporelles	**2 146**	**3 802**	**6 870**	**8 951**	**77%**	**81%**	**30%**
Terrains	60	72	73	73	19%	2%	0%
Constructions	209	213	198	188	2%	-7%	-5%
Installations techniques, matériel et outillage	924	1 210	1 328	1 251	31%	10%	-6%
Matériel de transport	13	9	8	5	-31%	-13%	-30%
Mobilier, matériel de bureau et aménag. divers	24	18	17	14	-26%	-8%	-14%
Autres immobilisations corporelles	2	1	2	2	-27%	43%	-3%
Immobilisations corporelles en cours	914	2 280	5 244	7 418	>100%	>100%	41%
Immobilisations financières	**242**	**263**	**295**	**281**	**9%**	**12%**	**-5%**
Prêts immobilisés	36	35	33	30	-1%	-6%	-9%
Autres créances financières	3	9	6	12	>100%	-33%	>100%
Titres mis en équivalence	203	218	234	217	8%	7%	-7%
Titres de participation	0	0	21	21	NS	NS	0%
ACTIF IMMOBILISE	**2 607**	**4 183**	**7 232**	**9 277**	**60%**	**73%**	**28%**
Actif immobilisé/Total Actif	**21%**	**31%**	**39%**	**38%**	***10,7 pts***	***7,5 pts***	***-1,2 pts***
Stocks	**4 109**	**4 309**	**5 691**	**7 487**	**5%**	**32%**	**32%**
Marchandises	119	375	885	1 466	>100%	>100%	66%
Matières et fournitures consommables	2 602	2 584	2 924	3 584	-1%	13%	23%
Produits en cours	367	168	281	916	-54%	67%	>100%
Produits Finis	1 022	1 183	1 601	1 520	16%	35%	-5%
Créances de l'actif circulant	**5 289**	**4 792**	**5 703**	**7 648**	**-9%**	**19%**	**34%**
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	44	150	121	259	>100%	-20%	>100%
Clients et comptes rattachés	3 600	3 133	4 431	5 954	-13%	41%	34%
Personnel	8	5	4	4	-33%	-33%	0%
Etat	901	1 243	845	1 025	38%	-32%	21%
Impôts différés actifs	73	42	25	32	-43%	-41%	31%
Autres débiteurs	444	219	278	313	-51%	27%	13%
Comptes de régularisation Actif	217	0	0	62	-100%	NS	NS
ACTIF CIRCULANT	**9 398**	**9 102**	**11 394**	**15 134**	**-3%**	**25%**	**33%**
Actif circulant/Total Actif	***74%***	***68%***	***61%***	***61%***	***-6,2 pts***	***-7,1 pts***	***0,3 pts***
Banques T.G. et C.P.	623	53	8	234	-91%	-86%	>100%
Caisse, Régies d'avances et accréditifs	1	2	1	1	69%	-65%	NS
TRESORERIE-ACTIF	**624**	**55**	**8**	**236**	**-91%**	**-85%**	**>100%**
Trésorerie Actif/Total Actif	***5%***	***0%***	***0%***	***1%***	***-4,5 pts***	***-0,4 pts***	***0,9 pts***
TOTAL ACTIF	**12 629**	**13 340**	**18 633**	**24 647**	**6%**	**40%**	**32%**

Source : Samir

II.1.1. Actif immobilisé net :

Le tableau ci-dessous détaille les postes de l'actif immobilisé net pour les exercices clos aux 31 décembre 2005, 2006 et 2007 ainsi qu'au terme du 1er semestre 2008 :

En MDh	2 005	2 006	2 007	30.06.08	Var 06/05	Var 07/06	Var 08/07
Immobilisations en non valeurs	141	63	38	28	-55%	-40%	-26%
Immobilisations incorporelles	77	55	30	17	-30%	-46%	-42%
Immobilisations corporelles	2 146	3 802	6 870	8 951	77%	81%	30%
Dont Installations tech M&O	*924*	*1 210*	*1 328*	*1 251*	*31%*	*10%*	*-6%*
Dont Immo corp en cours	*914*	*2 280*	*5 244*	*7 418*	*149%*	*130%*	*41%*
Immobilisations financières	242	263	295	281	9%	12%	-5%
Actif immobilisé	**2 607**	**4 183**	**7 232**	**9 277**	**60%**	**73%**	**28%**

Source : Samir

En 2006, l'actif immobilisé net a enregistré une croissance de 60% suite à la réalisation d'une partie du programme d'investissement de la Samir relatif au projet de modernisation de la raffinerie de Mohammedia, se matérialisant principalement par le niveau élevé des installations techniques et des immobilisations corporelles en cours. A ce titre, il convient de noter que les investissements menés par la Samir se sont établis, au titre de l'exercice 2006, à 1,9 Mds Dh.

En 2007, l'actif immobilisé net a enregistré une croissance de 73%, parallèlement à celle des immobilisations corporelles suite à la poursuite du programme d'investissement de la Samir. Ainsi, la Samir a investi 3,3 Mds Dh en 2007.

L'évolution des immobilisations en non valeurs et incorporelles s'explique principalement par leurs amortissements.

L'augmentation des immobilisations financières provient de celle des titres mis en équivalence en raison de l'appréciation des situations nettes des sociétés mises en équivalence à savoir Salam Gaz et Somas (dû notamment à une amélioration de leur capacité bénéficiaire).

A fin juin 2008, l'actif immobilisé net a affiché une croissance de 28% à 9,3 Mds DH. Cette évolution est le fruit du programme d'investissement réalisé par la Samir qui se matérialise principalement par les installations techniques, matériel et outillages (1,3 Mds DH) et les immobilisations corporelles en cours (7,4 Mds DH). Ces dernières ont augmenté de près de 2,2 Mds DH pour une croissance de l'actif immobilisé net de 2 Mds DH. La différence provient essentiellement de l'amortissement des immobilisations brutes.

II.1.2. Actif circulant :

Stocks :

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution des stocks à la fin les trois derniers exercices 2005, 2006 et 2007 et au 30 juin 2008 :

En MDh	2 005	2 006	2 007	30.06.08 [55]	Var 06/05	Var 07/06	Var 08/07
Marchandises	119	375	885	1 466	216%	136%	66%
Jours achats marchandises[56]	*31*	*56*	*84*	*66*	*25 Jours*	*28 Jours*	*-18 Jours*
Matières et fournitures conso.	2 602	2 584	2 924	3 584	-1%	13%	23%
Jours achats matières[57]	*41*	*37*	*40*	*39*	*-4 Jours*	*3 Jours*	*-1 Jours*
Produits en cours	367	168	281	916	-54%	67%	*226%*
Jours production[58]	*5*	*2*	*4*	*9*	*-3 Jours*	*1 Jours*	*6 Jours*
Produits finis	1 022	1 183	1 601	1 520	16%	35%	-5%
Jours production[59]	*15*	*16*	*21*	*15*	*1 Jours*	*5 Jours*	*-6 Jours*
Stocks	**4 109**	**4 309**	**5 691**	**7 487**	**5%**	**32%**	**32%**
Jours CA[60]	*58*	*54*	*66*	*65*	*-4 Jours*	*12 Jours*	*-1 Jours*

Source : Samir

Le stock de la Samir se compose principalement de marchandises vendues en l'état, de matières et fournitures consommables (principalement le pétrole brut) et de produits finis.

En 2006, le stock a progressé de 5% suite à l'augmentation des prix d'achat. Cette progression a été inférieure à celle du chiffre d'affaires, induisant une baisse du délai moyen de rotation des stocks de 4 jours.

Les stocks des marchandises et de produits finis ont augmenté à 375 MDh et 1.183 MDh induisant l'augmentation du délai de rotation des marchandises à 56 jours des achats et des produits finis à 16 jours de la production.
Le stock de matières et fournitures consommables et de produits en cours se sont réduits de 1% et 54% respectivement à 2.584 MDh et 168 MDh et par corollaire le délai de rotation des matières et fournitures consommables et celui des produits en cours à 37 jours et 2 jours.

En 2007, le stock de la Samir s'est apprécié de 32% à 5,7 Mds Dh entraînant une hausse du délai de rotation des stocks de 12 jours passant à 66 jours du chiffre d'affaires. L'augmentation du stock s'explique par la flambée des cours de pétrole ainsi que le changement de méthode d'évaluation des stocks en 2007 (FIFO au lieu du coût moyen pondéré) engendrant une augmentation de la valeur des stocks de 359 MDh : +81 MDh pour le stock de matières premières, +10 MDh pour le stock de produits semi-finis et +268 MDh pour le stock de produits finis.

Au terme du 1er semestre 2008, le stock de la Samir a augmenté de 32% à 7,5 Mds DH, causé principalement par la hausse des cours de pétrole, sans pour autant entraîner une élévation du délai de rotation des stocks. Ce dernier a légèrement baissé à 65 jours du CA.

Créances de l'actif circulant :

Le tableau ci-dessous décrit les créances de l'actif circulant pour les exercices clos aux 31 décembre 2005, 2006 et 2007 ainsi que leur évolution sur la période :

[55] Pour les délais au 30.06.2008, les mêmes formules sont appliquées, et on divise par 2 pour tenir compte de la semestrialité.
[56] Stocks marchandises/achats revendus de marchandises * 365
[57] Stocks matières et fournitures consommables / achats consommés de matières et fournitures * 365
[58] Stocks produits en cours / Production de l'exercice * 365
[59] Stocks produits finis / production de l'exercice * 365
[60] Stocks / CA * 365

En MDh	2 005	2 006	2 007	30.06.08	Var 06/05	Var 07/06	Var 08/07
Fournisseurs débiteurs, avances & acptes.	44	150	121	259	237%	-20%	114%
Clients et comptes rattachés	3 600	3 133	4 431	5 954	-13%	41%	34%
Jours du CA[61]	*51*	*39*	*52*	*52*	*-11 Jours*	*12 Jours*	*0 Jour*
Personnel	8	5	4	4	-33%	-33%	0%
Etat	901	1 243	845	1 025	38%	-32%	21%
Impôts différés - Actif	73	42	25	32	-43%	-41%	31%
Autres débiteurs	444	219	278	313	-51%	27%	13%
Comptes de régularisation Actif	217	0	0	62	-100%	NA	NA
Créances de l'actif circulant	**5 289**	**4 792**	**5 703**	**7 648**	**-9%**	**19%**	**34%**

Source : Samir

En 2006, le poste clients a baissé de 13% en raison d'une diminution du délai de règlement des clients. Celui-ci a baissé de 12 jours, s'établissant à 39 jours du chiffre d'affaires.
Les autres créances de l'actif circulant consistent principalement en le poste Etat et les autres débiteurs. Le premier comporte la taxe sur la valeur ajoutée à récupérer et les acomptes sur impôts sur les sociétés, alors que le second comptabilise essentiellement la créance sur la caisse de compensation. La créance sur l'Etat a augmenté de 38% en 2006 à 1,2 Mds Dh en raison d'un acompte IS payé de 172 MDh et de la TIC de 181 MDh. Par contre, les autres débiteurs ont baissé en 2006, suite à un règlement d'une partie de la créance de la caisse de compensation.
Les fournisseurs débiteurs se sont établis à 150 MDh en liaison essentiellement avec des consignations effectuées pour le compte de la douane concernant le dédouanement du matériel affecté au projet Upgrade en attendant la régularisation des dossiers d'investissement. Ces consignations ont été restituées à la SAMIR courant 2008.
Les comptes de régularisation Actif en 2005 étaient constitués de charges constatées d'avance, relatives principalement aux remboursements d'assurances suite au sinistre de 2002.

En 2007, le poste Clients et comptes rattachés évolue de 41% à 4,4 Mds Dh. Cette évolution s'explique par la croissance de l'activité et des délais de règlement qui se sont resserrés en 2007 pour s'établir à 52 jours du chiffre d'affaires.
Il est à signaler que ces délais sont calculés sur la base du chiffre d'affaires de l'exercice, alors que la créance clients concerne la créance observée au 31/12. Or, ce niveau est plus élevé que la moyenne de l'année pour la Samir vu que les prix du pétrole, principale composante des créances, ont été en constante hausse.
En revanche, la créance sur l'Etat a été réduite de 32% à 845 MDh à fin 2007, en raison de la variation des acomptes IS et de la TIC.
Les fournisseurs débiteurs se sont également dépréciés à 121 MDh, suite à la restitution d'une partie des consignations en douane.
Quant à l'encours de la caisse de compensation, il s'établit, à fin 2007, à 258 MDh.

A fin juin 2008, les créances de l'actif circulant ont été marquées par une hausse de 34% à 7,6 Mds DH. Cette évolution se justifie principalement par celle des créances clients qui se sont établies à près de 6 Mds DH avec un délai règlement de 52 jours et des créances Etat à plus de 1 Mds DH : augmentation du crédit TVA et TIC du fait de la hausse des créances clients.

[61] Clients et comptes rattachés / CA * 365

II.2. Analyse du bilan consolidé - Passif

Le tableau suivant reprend les données historiques du passif de la Samir pour les exercices 2005, 2006 et 2007 ainsi qu'au terme du 1er semestre 2008 :

En MDh	2005	2006	2007	30.06.08	Var 06/05	Var 07/06	Var 08/07
Capital social	1 190	1 190	1 190	1 190	0%	0%	0%
Prime d'émission, de fusion, d'apport	758	758	758	758	0%	0%	0%
Réserves consolidées	2 506	2 860	2 777	2 689	14%	-3%	-3%
Résultat net part du groupe	830	215	150	425	-74%	-30%	>100%
Capitaux propres du groupe	**5 284**	**5 024**	**4 875**	**5 062**	**-5%**	**-3%**	**4%**
Résultat des minoritaires	0	0	0	0	0%	0%	NA
Intérêts minoritaires	0	0	0	0	0%	0%	NA
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	**5 284**	**5 024**	**4 875**	**5 062**	**-5%**	**-3%**	**4%**
Capitaux propres assimiles	**0**	**0**	**0**	**0**	**0%**	**0%**	**NA**
Dettes de financement	**48**	**508**	**4 165**	**4 200**	**>100%**	**>100%**	**1%**
Autres dettes de financement	48	508	4 165	4 200	>100%	>100%	1%
Provisions durables pour risques et charges	**411**	**282**	**122**	**156**	**-31%**	**-57%**	**27%**
Provisions pour risques	34	25	21	22	-27%	-17%	7%
Provisions pour charges	377	257	102	134	-32%	-60%	32%
Ecarts de conversion –passif	**0**	**0**	**0**	**0**	**0%**	**0%**	**NS**
FINANCEMENT PERMANENT	**5 744**	**5 814**	**9 162**	**9 417**	**1%**	**58%**	**3%**
Financement permanent/Total passif	***45%***	***44%***	***49%***	***38%***	***-1,9 pts***	***5,6 pts***	***-11,0 pts***
Dettes de passif circulant	**4 493**	**3 137**	**3 898**	**6 996**	**-30%**	**24%**	**79%**
Fournisseurs et comptes rattachés	4 031	2 938	3 197	6 037	-27%	9%	89%
Clients créditeurs, avances et acomptes	31	29	38	65	-5%	29%	73%
Personnel	10	10	12	24	-5%	25%	90%
Organismes Sociaux	38	18	20	17	-53%	7%	-13%
Etat	269	1	406	342	-100%	>100%	-16%
Comptes d'associés	5	4	6	242	-24%	69%	>100%
Autres créanciers	93	83	80	75	-11%	-4%	-6%
Comptes de régularisation-Passif	16	54	139	193	>100%	>100%	38%
Autres provisions pour risques et charges	**26**	**0**	**0**	**0**	**-100%**	**0%**	**NS**
Ecarts de conversion –passif	**0**	**0**	**0**	**0**	**0%**	**0%**	**NS**
PASSIF CIRCULANT	**4 519**	**3 137**	**3 898**	**6 996**	**-31%**	**24%**	**79%**
Passif circulant/Total passif	***36%***	***24%***	***21%***	***28%***	***-12,3 pts***	***-2,6 pts***	***7,5 pts***
Crédits d'escompte	629	301	388	236	-52%	29%	-39%
Crédits de trésorerie	500	2 148	2 816	5 681	>100%	31%	>100%
Banques (Soldes créditeurs)	1 237	1 940	2 370	2 317	57%	22%	-2%
TRESORERIE –PASSIF	**2 366**	**4 389**	**5 574**	**8 234**	**85%**	**27%**	**48%**
Trésorerie passif/Total passif	***19%***	***33%***	***30%***	***33%***	***14,2 pts***	***-3,0 pts***	***3,5 pts***
TOTAL PASSIF	**12 629**	**13 340**	**18 633**	**24 647**	**6%**	**40%**	**32%**

Source : Samir

II.2.1. Fonds propres :

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution des fonds propres pour les exercices clos aux 31 décembre 2005, 2006 et 2007 ainsi qu'au terme du 1er semestre 2008 :

En MDh	2 005	2 006	2 007	30.06.08	Var 06/05	Var 07/06	Var 08/07
Capital social	1 190	1 190	1 190	1 190	0%	0%	0%
Prime d'émission, de fusion, d'apport	758	758	758	758	0%	0%	0%
Réserves consolidées	2 506	2 860	2 777	2 689	14%	-3%	-3%
Résultat net part du groupe	830	215	150	425	-74%	-30%	183%
Capitaux propres du groupe	**5 284**	**5 024**	**4 875**	**5 062**	**-5%**	**-3%**	**4%**
Résultat des minoritaires	0	0	0	0	0%	0%	NA
Intérêts minoritaires	0	0	0	0	0%	0%	NA
Fonds propres consolidés	**5 284**	**5 024**	**4 875**	**5 062**	**-5%**	**-3%**	**4%**

Source : Samir

Les fonds propres ont baissé de 261 MDh en 2006, suite à la distribution de dividendes, pour un montant de 476 MDh, relative à l'exercice 2005, compensée en partie par le résultat net réalisé en 2006 (215 MDh).

Au titre de l'exercice 2007, les fonds propres s'élèvent à 4,9 Mds DH en baisse de 3% par rapport à l'exercice 2006, suite à la prise en compte du résultat réalisé en 2007 (150 MDh) et déduction des dividendes distribués d'une valeur de 262 MDh.

Au terme du 1er semestre 2008, les fonds propres consolidés se sont appréciés de 4% à 5 Mds DH du fait de la réalisation d'un résultat net de 425 MDh déduction faite des dividendes distribués de 238 MDh.

Le tableau ci-après reprend les dividendes distribués par la Samir et le taux de distribution des résultats sur la période 2005-2008 :

En MDh	2 005	2 006	2 007	30.06.08	Var 06/05	Var 07/06	Var 08/07
Résultat net social	753	435	421	377	-42%	-3%	NA
Distribution des dividendes	320	476	262	238	49%	-45%	-9%
Taux de distribution (*)	**68%**	**63%**	**60%**	**56%**	**-4,4 pts**	**-3,0 pts**	**-3,7 pts**

Source : Samir - (*) Taux de distribution = dividendes distribués durant l'exercice n/résultat réalisé durant l'exercice n-1

Les dividendes distribués par la Samir ont baissé de 82 MDh entre 2005 et 2008, suite à la baisse du résultat net constituant la base de calcul de ladite distribution.

Le taux de distribution de la Samir s'est réduit permettant à la Samir un niveau d'autofinancement plus important pour son programme d'investissement.

II.2.2. Dettes du passif circulant :

Le tableau ci-dessous décrit les postes du passif circulant pour les exercices 2005, 2006 et 2007 ainsi qu'au terme du 1er semestre 2008 :

En MDh	2 005	2 006	2 007	30.06.08	Var 06/05	Var 07/06	Var 08/07
Fournisseurs et comptes rattachés	4 031	2 938	3 197	6 037	-27%	9%	89%
Jours achats[62]	*60*	*38*	*38*	*53*	*-22 Jours*	*0 Jours*	*15 Jours*
Clients créditeurs, avances et actes.	31	29	38	65	-5%	29%	73%
Personnel	10	10	12	24	-5%	25%	90%
Organismes Sociaux	38	18	20	17	-53%	7%	-13%
Etat	269	1	406	342	NA	NA	-16%
Comptes d'associés	5	4	6	242	-24%	69%	3725%
Autres créanciers	93	83	80	75	-11%	-4%	-6%
Comptes de régul.-Passif	16	54	139	193	236%	158%	38%
Dettes du passif circulant	**4 493**	**3 137**	**3 898**	**6 996**	**-30%**	**24%**	**79%**

Source : Samir

En 2006, les dettes du passif circulant ont baissé de 30% à 3,1 Mds DH. Cette baisse est principalement liée à celle des comptes Fournisseurs et Etat :

La baisse du compte fournisseurs se justifie par la situation exceptionnelle au 31/12/2005 du compte de fournisseurs d'immobilisations qui ont été réglés en 2006, en plus des opérations de pétrole brut réalisées en fin d'année. Cette situation a entraîné un resserrement des délais fournisseurs à 38 jours des achats.

Aussi, des provisions de dettes sur la caisse de compensation relative aux importations de butane antérieures à 1998 ont été annulées et donc ont réduit la dette envers l'Etat de 168 MDh.

En 2007, les dettes du passif circulant se sont appréciées de 24% à 3,9 Mds Dh. Le compte fournisseurs a enregistré une légère hausse de 9% en 2007, s'établissant à 3,2 Mds Dh. Aussi, les dettes envers l'Etat ont enregistré une hausse, s'élevant à 406 MDh.

A fin juin 2008, les dettes du passif circulant ont crû de 79% à 7 Mds DH : les dettes envers les fournisseurs se sont établies à 6 Mds DH contre 3,2 Mds DH à fin 2007. Ce sont essentiellement des fournisseurs du projet Upgrade. Par contre, la Samir a remboursé une partie de sa dette envers l'Etat (64 MDh).

II.2.3. Endettement net :

Le tableau ci-après détaille l'évolution de l'endettement net sur la période 2005-2007 et au 30 juin 2008 :

En MDh	2 005	2 006	2 007	30.06.08	Var 06/05	Var 07/06	Var 08/07
Autres dettes de financement	48	508	4 165	4 200	952%	719%	1%
Trésorerie passif	2 366	4 389	5 574	8 234	85%	27%	48%
Trésorerie actif	624	55	8	236	-91%	-85%	>100%
Endettement net	**1 790**	**4 842**	**9 731**	**12 198**	**170%**	**101%**	**25%**

Source : Samir

En 2006, l'endettement net de la Samir a augmenté de plus de 3 Mds Dh qui ont principalement servi à financer les acomptes de fournisseurs d'investissement. Ainsi, la variation de la trésorerie nette a été de 2,6 Mds Dh. L'endettement bancaire a augmenté, pour sa part, de 460 MDh.

En 2007, dans l'objectif de financer le programme d'investissement, la Samir a eu recours à un endettement bancaire moyen terme dont l'encours s'est établi à fin 2007 à 4,2 Mds Dh. Parallèlement, l'activité a également nécessité un financement de trésorerie accroissant, d'où l'augmentation de l'endettement net à 9,7 Mds Dh à fin 2007.

[62] Fournisseurs et comptes rattachés / (achats revendus de marchandises + achats consommés de matières et fournitures) *365

A fin juin 2008, l'endettement net de la Samir s'est accru de 25% à 12,2 Mds DH. La Samir a eu recours massif au découvert bancaire et aux crédits de trésorerie pour financer le reliquat de son investissement.

En MDh	2 005	2 006	2 007	30.06.08	Var 06/05	Var 07/06	Var 08/07
Fonds propres	5 284	5 024	4 875	5 062	-5%	-3%	4%
Endettement net	1 790	4 842	9 731	12 198	170%	101%	25%
Endettement net/Fonds propres	**34%**	**96%**	**200%**	**241%**	**62,5 pts**	**103,2 pts**	**41,4 pts**

Source : Samir

Comme l'illustre le tableau ci-dessus, le ratio Endettement net/Fonds propres s'est progressivement détérioré sur la période 2005-2008. A fin juin 2008, la Samir présente un endettement net de 2,4x les fonds propres.

Le tableau ci-après reprend les conditions de financement ainsi que les encours de la Samir relatifs aux exercices 2005, 2006 et 2007 ainsi qu'au au 30 juin 2008.

Conditions de financement et encours de la Samir (encours en MDh)

					Encours MDh			
	Autorisation	Maturité	Taux d'intérêt	Mode de remboursement	2005	2006	2007	06.08
Long terme :								
Ligne 1 (M€)	4	36 ans	2,5%	Annuel	42	37	37	36
Moyen terme :								
Ligne 1 (MDh)	500	7 ans	5,66%	Semestriel	0	464	393	357
Ligne 2 (MDh) :	361,6	10 ans		Semestriel	0	0	232	305
Crédit acheteur :			€:4,77% $: 5,83%					
Crédit financier :			€:Euribor+1,5% $: Libor +1,5%					
Ligne 3 (MDh)	3500	8,5 ans	5,5%	Semestriel	0	0	3500	3500
Court terme :								
Facilité (MDh) :	4271	3 mois	BAM	Trimestriel	1237	1940	2370	2317
					500	800	600	1000
Financement du pétrole brut :								
Ligne 1 (M$)	200	6 mois	Libor+0,7%	Semestriel	0	1348	1501	977
Ligne 2 (M$)	100	6 mois	3,80000%	Semestriel	0	0	0	524
Ligne 3 (M$)	63	6 mois	Libor+1,1%	Semestriel	0	0	0	466
Ligne 4 (M$)	150	4 mois	Libor+0,7%	A 4 mois	0	0	687	1444
Ligne 5 (M€)	3	3 mois	Euribor+1,1%	Trimestriel	0	0	29	29
Ligne 6 (M$)	110	3 mois	Libor + 0,85%	Trimestriel	0	0	0	806
Ligne 7 (M$)	71	3 mois	Libor+1,0%	Trimestriel	0	0	0	519
				Total	1779	4589	9349	12280

Source : Samir

La différence constatée entre les encours bancaires et les données bilancielles proviennent du décalage entre la comptabilisation de la TIC et des achats de pétrole brut ou raffiné (date de chargement et cargaison) et leur décaissement bancaire effectif.

II.3. Analyse des engagements données et reçus par la Samir (hors opérations du crédit bail)

En MDH	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06
Avals et cautions	**9 667**	**8 852**	**8 907**	**-8%**	**1%**
-Douanes	1 588	1 537	1 567	-3%	2%
-Fournisseurs (*)	7 741	7 009	6 982	-9%	0%
-Banques	338	306	358	-9%	17%
Engagements donnés	**9 667**	**8 852**	**8 907**	**-8%**	**1%**
Avals et cautions	**2 680**	**3 078**	**4 621**	**15%**	**50%**
-Banques	2 152	2 225	3 350	3%	51%
.Crédits documentaires	*1 732*	*1 886*	*2 929*	*9%*	*55%*
.Emprunts	*338*	*306*	*358*	*-9%*	*17%*
.Divers (douanes&fournisseurs)	*83*	*32*	*62*	*-61%*	*92%*
-Fournisseurs	495	797	1 218	61%	53%
-Clients	32	56	53	73%	-5%
Engagements reçus	**2 680**	**3 078**	**4 621**	**15%**	**50%**

(*) y compris crédits documentaires
Source : Samir

En 2006, les engagements donnés par la Samir ont baissé de 8% à 8,9 Mds DH. Ils sont constitués d'avals et cautions envers la douane, les fournisseurs et les banques. L'ensemble de ces engagements a baissé en 2006, surtout ceux envers les fournisseurs et les banques.

Les engagements reçus par la Samir se sont, quant à eux, appréciés de 15% à 3,1 Mds DH, principalement suite à la hausse des engagements envers les fournisseurs. Ces derniers ont augmenté de plus de 300 MDh, du fait de l'évolution du projet Upgrade.

En 2007, les engagements donnés par la Samir ont quelque peu augmenté (+1%) du fait de la hausse des engagements donnés à la banque.
Par ailleurs, les engagements reçus par la Samir ont nettement augmenté, enregistrant une hausse de 50% à 4,6 Mds DH en raison des avals et cautions reçus des banques, notamment les crédits documentaires (2,9 Mds DH) ainsi que ceux reçus des fournisseurs (1,2 Mds DH).

III. Analyse financière

III.1. Equilibre financier

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'équilibre financier à la fin des exercices 2005, 2006 et 2007 ainsi qu'au 30 juin 2008 :

En MDh	2 005	2 006	2 007	30.06.08	Var 06/05	Var 07/06	Var 08/07
Fonds de roulement (FR)	3 137	1 631	1 931	140	-48%	18%	-93%
Besoin en fonds de roulement	4 879	5 965	7 496	8 139	22%	26%	9%
BFR en Jours du CA	*69*	*75*	*87*	*71*	*6 Jours*	*12 Jours*	*-17 Jours*
Taux de couverture du BFR par le FR	*64%*	*27%*	*26%*	*2%*	*-37,0 pts*	*-1,6 pts*	*-24,0 pts*
Trésorerie nette	-1 742	-4 334	-5 565	**-7 999**	149%	28%	**-44%**

Source : Samir

Le fonds de roulement affiche une tendance baissière sur la période 2005-2007 et au 30 juin 2008 à la faveur du financement d'une partie du programme d'investissement par la trésorerie passif.

Le besoin en fonds de roulement affiche une augmentation de plus de 3,2 Mds Dh sur la période 2005-2007 et au 30 juin 2008, principalement sous l'influence des créances clients et des stocks du fait d'un prix du pétrole plus élevé ainsi que des fournisseurs d'investissement. Le BFR représente, en 2008, 71 jours du chiffre d'affaires contre 87 jours en 2007, 75 jours en 2006 et 69 jours en 2005.

Suite à l'effet conjugué de la baisse du fonds de roulement et de l'appréciation du BFR, le taux de couverture du BFR par le FR s'est nettement déprécié en 2006, (27% contre 64% en 2005). En 2007, cette situation s'est stabilisée à un niveau de couverture de 26%. En 2008, elle s'est davantage dégradée à 2%.

Face à ces évolutions, la trésorerie nette constatée à fin juin 2008 s'établit à -8 Mds DH contre -5,56 Mds Dh à fin 2007.

III.2. Structure de l'actif

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la structure de l'actif à la fin des exercices 2005, 2006 et 2007 ainsi qu'au terme du 1er semestre 2008 :

	2 005	2 006	2 007	30.06.08	Var 06/05	Var 07/06	Var 08/07
Actif immobilisé / Total bilan	21%	31%	39%	38%	10,7 pts	7,5 pts	-1,2 pts
Actif circulant / Total bilan	74%	68%	61%	61%	-6,2 pts	-7,1 pts	0,3 pts
Trésorerie actif / Total bilan	5%	0%	0%	1%	-4,5 pts	-0,4 pts	0,9 pts

Source : Samir

Suite à l'important programme d'investissement entrepris lors de ces derniers exercices, l'actif immobilisé représente 38% du total bilan, en légère baisse par rapport à fin 2007 (-1,2 points). En 2007, il était en hausse par rapport à 2006 de 7,5 points. L'actif immobilisé avait déjà enregistré une hausse par rapport à 2005 de 10,7 points.

La proportion de l'actif circulant au total bilan s'est stabilisée au niveau de 2007 qui avait enregistré une baisse puisqu'il représente 61% du bilan en 2007 contre 74% en 2005.

La trésorerie Actif a enregistré une légère augmentation pour atteindre 1% du total actif. Toutefois, sa remarquable baisse par rapport à 2005 (5% du total bilan) reflète l'effort d'investissement nécessitant un resserrement des liquidités de la société.

III.3. Structure du passif

Le tableau ci-après fait ressortir l'évolution de la structure du passif de la Samir sur la période 2005-2007 et au 30 juin 2008 :

	2 005	2 006	2 007	30.06.08	Var 06/05	Var 07/06	Var 08/07
Capitaux permanents/Total bilan	45%	44%	49%	38%	-1,9 pts	5,6 pts	-11,0 pts
Passif circulant/Total bilan	36%	24%	21%	28%	-12,3 pts	-2,6 pts	7,5 pts
Trésorerie passif/Total bilan	19%	33%	30%	33%	14,2 pts	-3,0 pts	3,5 pts
Capitaux propres/Capitaux permanents	92%	86%	53%	54%	-5,6 pts	-33,2 pts	0,5 pts
Dettes de financement/ Capitaux permanents	1%	9%	45%	45%	7,9 pts	36,7 pts	-0,9 pts

Source : Samir

Les capitaux permanents représentent 38% du total bilan à fin juin 2008 contre 49% en 2007, alors que la part de la trésorerie passif a augmenté (33% contre 30%).

Par ailleurs, la part des fonds propres dans les capitaux permanents a légèrement augmenté. Toutefois, par rapport à 2005, elle s'est détériorée à la faveur d'une hausse de l'endettement.

III.4. Ratios de profitabilité

En 2007, les indicateurs de profitabilité de la Samir ont baissé en conséquence du resserrement des marges au niveau international. En effet, les différentes marges d'activité ainsi que la rentabilité des fonds propres et des actifs ont enregistré une baisse comme le montre le tableau suivant :

	2 005	2 006	2 007	30.06.08	Var 06/05	Var 07/06	Var 08/07
Marge d'EBE (1)	4,9%	1,5%	2,4%	3,1%	-3,4 pts	0,9 pts	0,8 pts
Marge d'exploitation (2)	3,8%	1,3%	1,6%	2,4%	-2,5 pts	0,3 pts	0,8 pts
Marge nette (3)	3,2%	0,7%	0,5%	2,0%	-2,5 pts	-0,3 pts	1,5 pts
ROE (4)	15,7%	4,3%	3,1%	8,4%	-11,4 pts	-1,2 pts	5,3 pts
ROA (5)	6,6%	1,6%	0,8%	1,7%	-5,0 pts	-0,8 pts	0,9 pts

(1) EBE/CA
(2) REX/CA
(3) RN/CA
(4) ROE : Résultat Net/Fonds propres
(5) ROA : Résultat net/Total actif
Source : Samir

La baisse de la rentabilité des actifs lors des deux derniers exercices est à nuancer puisqu'un niveau élevé d'investissements non encore productifs ont été réalisés par la Samir.

A fin juin 2008, les marges de la Samir se sont améliorées grâce à une meilleure marge de raffinage, suite à l'augmentation des cours de pétrole au niveau international.

III.5. Ratios de solvabilité

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des ratios de solvabilité de la Samir à la fin des exercices 2005, 2006 et 2007 ainsi qu'à fin juin 2008 :

	2 005	2 006	2 007	30.06.08	Var 06/05	Var 07/06	Var 08/07
EBE / Charges d'intérêts	17,0	2,8	3,3	3,7	-83%	16%	12%
Endettement net / Fonds Propres	34%	96%	200%	241%	62,5 pts	103,2 pts	41,4 pts
Charges financières / Endettement[63]	3,1%	3,1%	2,3%	1,4%	0,0 pts	-0,8 pts	-0,9 pts

Source : Samir

[63] Il s'agit de l'endettement fin de période.

Suite à l'effet conjugué de la baisse de l'EBE et de l'augmentation des charges financières, le poids des charges financières par rapport à l'EBE a augmenté, sur la période 2005-2007, avec une légère amélioration en 2007 par rapport à 2006. Par contre, à fin juin 2008, parallèlement à l'augmentation de l'EBE et malgré la hausse des charges d'intérêts, le ratio s'est amélioré de 12% par rapport à fin 2007.

Le ratio Endettement net/Fonds Propres s'est accentué en raison de l'augmentation de l'endettement de la société (à la fois à moyen et à court terme). Ainsi, l'endettement représente plus de 2 fois les fonds propres en 2007 et 2,4 fois à fin juin 2008.

Le niveau des charges financières rapportées à l'endettement de la Samir s'est réduit en 2007 et fin juin 2008, en raison du tirage d'une partie de la dette durant les derniers mois de l'année, réduisant la charge d'intérêts.

IV. Tableau de financement

IV.1. Autofinancement :

Le tableau ci-après décrit le passage du résultat net à l'autofinancement sur les 3 derniers exercices :

En MDh	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06
Résultat de l'exercice	830	215	150	-74%	-30%
- Dotations d'exploitation	413	187	96	-55%	-49%
- Variation des impôts différés	-28	32	17	NA	-47%
- Plus-values de cession nettes d'impôt	-208	-4	-90	NA	NA
- Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-41	-49	-61	NA	NA
Capacité d'autofinancement	**966**	**382**	**112**	**-60%**	**-71%**
Distributions des bénéfices	320	476	262	49%	-45%
Autofinancement	**646**	**-94**	**-150**	**NA**	**NA**

Source : Samir

La capacité d'autofinancement de la Samir s'établit à 112 MDh à fin 2007 contre 966 MDh à fin 2005. Cette évolution résulte essentiellement de la baisse du résultat net en liaison avec le niveau élevé des investissements induisant d'importantes charges financières ainsi qu'aux éléments exceptionnels de l'exercice (amende et pénalité fiscale).

L'autofinancement de la Samir a ainsi nettement baissé du fait du recul de la CAF et de la distribution de dividendes opérée, supérieure à la CAF.

IV.1.1. Tableau de financement :

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du tableau de financement au cours des exercices 2005, 200 et 2007 :

En MDh	2 005	2 006	2 007	Var 06/05	Var 07/06
Ressources					
Autofinancement	646	-94	-150	NA	NA
CAF	*966*	*382*	*112*	*-60%*	*-71%*
- Distribution de dividendes	*-320*	*-476*	*-262*	*NA*	*NA*
Cession d'actifs	333	12	78	-96%	>100%
Augmentation des dettes de financement	5	503	3 731	>100%	>100%
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	26	33	46	29%	36%
Incidence des variations de périmètre	126	0	0	-100%	0%
Total Ressources	**1 136**	**454**	**3 705**	**-60%**	**>100%**
Emplois					
Acquisition et augmentation d'immobilisations	1 039	1 884	3 346	81%	78%
Remboursement des dettes de financement	43	44	74	3%	68%
Variation BFR	429	1 118	1 516	160%	36%
Total Emplois	**1 511**	**3 046**	**4 936**	**102%**	**62%**
Variation de trésorerie	-375	-2 592	-1 231	NA	NA
Trésorerie début d'exercice	-1 367	-1 742	-4 334	NA	NA
Trésorerie fin d'exercice	**-1 742**	**-4 334**	**-5 565**	**NA**	**NA**

Source : Samir

Ressources :

En 2006, les ressources de la Samir se sont largement réduites enregistrant une baisse de 60% à cause du repli de l'autofinancement de la société, et ce malgré l'augmentation des dettes de financement.

En 2007, les ressources de la Samir se sont appréciées d'une façon significative suite à l'augmentation des dettes de financement.

Emplois :

Les emplois de la Samir ont enregistré une évolution continue du fait de l'avancement du programme d'investissement et de l'impact de la variation BFR.

Ainsi, en 2006, les emplois se sont multipliés par 2, à plus de 3 Mds DH en raison de l'acquisition d'immobilisations (1.884 Mds DH) et la variation BFR (1.118 Mds DH).

En 2007, les emplois se sont établis à près de 5 Mds DH , dont 3,3 milliards d'investissements.

Trésorerie :

L'analyse du tableau de financement fait ressortir un large resserrement de la trésorerie entre 2005 et 2007 principalement dû au programme d'investissement, à la variation BFR et à la baisse de la CAF.

En 2006, la trésorerie nette de la Samir s'est élevée à -4,3 Mds DH, suite à une variation de trésorerie de -2,6 Mds DH.

En 2007, la trésorerie nette de la Samir s'est davantage resserrée en s'établissant à -5,6 Mds DH.

Partie VII PERSPECTIVES 2008-2011

Avertissement : **Les prévisions ci-après sont fondées sur des hypothèses dont la réalisation présente par nature un caractère incertain. Les résultats et les financements réels peuvent différer de manière significative des informations présentées. Ces prévisions ne sont fournies qu'à titre indicatif et ne peuvent être considérées comme un engagement ferme ou implicite de la part de la Samir.**

NB : **La Samir détient des participations dans deux sociétés : SALAM GAZ, détenue à hauteur de 50% et SOMAS, détenue à hauteur de 38,46%. Les deux entités sont mises en équivalence au niveau des comptes consolidés de la société mère. Par conséquent, la valeur comptable des actions détenues dans ces deux sociétés est substituée par la part correspondante dans les capitaux propres des filiales (résultat compris).**

I. Hypothèses du Business Plan

La situation financière prévisionnelle de la Samir sur la période 2008e-2011e se base sur les hypothèses suivantes :

I.1. Capacités de production prévisionnelles

Les capacités de production de la raffinerie de Mohammedia avant et après le projet de modernisation de la Samir sont présentées dans le tableau ci-dessous :

	Avant modernisation 2008		Après modernisation 2009-2011	
	000 Tonnes	%	000 Tonnes	%
Propane	34	0,6%	78	1,0%
Butane	190	3,0%	44	0,6%
Essence super	221	3,5%	-	0,0%
Essence super sans plomb	201	3,2%	477	6,3%
Essence normal	0	0,0%	-	0,0%
Kérosène	283	4,5%	432	5,7%
Diesel (platt's 0.2%)	2 092	33,5%	-	0,0%
Diesel EN590 (50ppm)	0	0,0%	3 235	42,4%
Diesel (10ppm)	0	0,0%	-	0,0%
Diesel de pêche	0	0,0%	-	0,0%
Fioul (straight run)	2 119	33,9%	-	0,0%
Fioul (cracked)	0	0,0%	1 877	24,6%
Lubrifiants	130	2,1%	94	1,2%
Cires	4	0,1%	8	0,1%
Bitumes	257	4,1%	206	2,7%
Naphtha exporté	396	6,3%	562	7,4%
Diesel (350ppm)	0	0,0%	-	0,0%
Souffre	0	0,0%	79	1,0%
Pertes et consommation interne	324	5,2%	533	7,0%
TOTAL	**6 250**	**100,0%**	**7 623**	**100,0%**

Source : Samir

Après le démarrage du nouveau site de la Samir à partir du 2ème trimestre 2009, la capacité de production de SAMIR devrait passer de 6 250 000 tonnes actuellement à 7 623 000 tonnes. La production de la Samir en Diesel (Platt's 0.2%) et en Diesel (350ppm) ainsi qu'une partie de sa production en Fioul seront substituées par le Diesel (50ppm) à faible teneur en souffre.

Les hypothèses du taux d'utilisation de la capacité de production se présentent comme suit :

	2008e	2009p	2010-2011p
Capacité de production	6 250	7 623	7 623
Taux d'utilisation de la capacité	99%	94%	98%

Source : Samir

I.2. Volumes de vente prévisionnels

Évolution des volumes de vente de la Samir sur le marché marocain :

En 000 Tonnes	2 007	2 008e	2 009p	2010p	2011p
Propane	35	34	65	76	76
Butane	134	188	75	43	43
Essence super	419	222	0	0	0
Essence super sans plomb		190	405	465	467
Essence normal		0	0	0	0
Jet A1	286	316	401	446	492
Diesel (platt's 0.2%)	2 637	2 521	489	0	0
Diesel EN590 (50ppm)	0	0	2 280	3 165	3 348
Diesel (10ppm)		0	0	0	0
Diesel de pêche		110	165	210	220
Fioul (straight run)	1 663	2 000	168	206	200
Fioul (cracked)	0	0	2 091	2 196	2 199
Lubrifiants	81	93	93	93	92
Cires	3	4	6	8	8
Bitumes	247	248	216	202	202
Diesel (350ppm)		200	0	0	0
Souffre	0	0	58	77	77
TOTAL	**5 505**	**6 127**	**6 511**	**7 186**	**7 424**
Var %		***11,3%***	***6,3%***	***10,4%***	***3,3%***

Source : Samir

Le projet de modernisation de la raffinerie permettra à la Samir d'augmenter sa production, notamment en produits moins polluants et à plus forte valeur ajoutée. De ce fait, les volumes de vente sur le marché national, passeront de 5,5 millions de tonnes à fin 2007à 7,4 Millions de tonnes en 2011, soit une progression annuelle moyenne de 7,8%.

Il est à noter qu'en moyenne 11,5% des ventes locales entre 2008 et 2011 est importé. Ces importations concernent essentiellement (76% des importations de la période) le Diesel50ppm, le Diesel de pêche et le Fioul.

Évolution des volumes de vente de la Samir à l'export :

En 000 Tonnes	2 007	2 008e	2 009p	2010p	2011p
TOTAL	**1 253**	**557**	**681**	**550**	**552**
Var %		***-55,6%***	***22,3%***	***-19,2%***	***0,3%***

Source : Samir

La baisse des exportations est expliquée essentiellement par la réduction du volume du fioul exporté. En effet, le projet de modernisation de la Samir lui permettra d'utiliser le fioul dans la production d'autres produits raffinés, notamment le gasoil.

I.3. Prix de vente prévisionnels

Prix de vente sur le marché local :

Les prix de vente prévisionnels, sur le marché local, des produits raffinés sujets à indexation, à savoir, le butane, l'essence, le kérosène, le diesel et le fioul, sont calculés selon la formule d'indexation mise en œuvre par le gouvernement à partir du 16 juillet 2002. Par conséquent, les prix sont indexés sur les cotations des produits raffinés sur le marché de Rotterdam.

Formule d'indexation = (Prix international CIF NWE + Fret + Coûts variables + coûts fixes)*coefficient d'adéquation

Les coûts variables[64] = 2,6% * (Prix international CIF NWE + Fret)

Le coût du fret est donné dans le tableau ci-dessous :

En Dh/Tonne	Fret
Butane	136,8
Essence- Kérosène- Diesel	83,6
Fioul	106,4

Les coûts fixes[65] sont donnés dans le tableau ci-après pour chaque produit indexé :

En Dh/Tonne	Coûts fixes
Butane	38,23
Essence	36,65
Kérosène	36,65
Diesel	27,61
Fioul	19,39

Source : Formule d'indexation

Le coefficient d'adéquation de 2,5%, arrêté par le gouvernement marocain, devrait prendre fin à fin 2008. Ce coefficient devrait passer à un niveau mois élevé. Par conséquent, le coefficient d'adéquation pour la période 2009-2011 utilisé par la Samir dans son business plan est de 1,25%.

Les prix estimés sur le marché de Rotterdam sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Prix des produits raffinés – CIF Northwest Europe (US$/ 000 T) :

En 000 Tonnes	2 007	2 008e	2 009p	2010e-2011p
Butane	616	987	964	840
Essence super	708	1 054	1 029	894
Essence super sans plomb	708	1 054	1 029	894
Jet A1	712	1 182	1 094	930
Diesel (platt's 0.2%)	642	1 074	996	846
Diesel EN590 (50ppm)	672	1 115	1 027	879
Diesel (10ppm)	-	1 115	1 027	879
Fioul (straight run)	336	590	613	520
Fioul (cracked)	336	590	613	520
Diesel (350ppm)	-	1 115	1 027	879

Source : Purvin & Gertz Report – Juin 2008

Les prix de vente sur le marché local des autres produits raffinés non indexés (Propane, Lubrifiants, cires, bitumes et Diesel de pêche) sont calculés sur la base des prix sur le marché méditerranéen auxquels sont rajoutés les charges supportées à l'importation : fret, assurance sur les pertes[66], charges portuaires, charge de contrôle qualité…etc.

[64] Ces coûts sont relatifs à la lettre de crédit, assurance sur les pertes, fonds de roulement…
[65] Ces coûts sont relatifs essentiellement aux charges portuaires et de contrôle qualité.
[66] 0,5% de (Prix FOB du marché méditerranéen + Fret).

Le tableau ci-dessous présente les prix estimés des produits raffinés sur le marché Méditerranéen sur la période 2008-2011 :

Prix des produits raffinés – Mediterranean FOB (US $/ 000 T) :

En 000 Tonnes	2 007	2 008e	2 009p	2010e-2011p
Propane	-	956	932	808
Diesel de pêche	641	1 074	984	832
Lubrifiants	358	647	645	544
Cires	339	647	645	544
Bitumes	339	593	606	513

Source : Purvin & Gertz Report – Juin 2008

Le coût du fret est donné dans le tableau ci-après :

En Dh/Tonne	Fret
Propane	190
Diesel de pêche	106,4
Lubrifiants	3 800
Bitumes	547,2

Prix de vente à l'export :

Les prix de vente des produits exportés par la Samir, durant la période 2008-2011, sont calculés sur la base des prix FOB du marché méditerranéen pour les produits essence, Kérosène, Diesel et Fioul et sur la base des prix CIF du marché de Rotterdam pour les produits lubrifiants, bitumes et naphta.

Le taux de change US$/MAD utilisé dans le modèle est :

	2007	2008e – 2011p
US$/MAD	8,4	7,60

Volumes et coûts prévisionnels des matières premières :

Le volume prévisionnel de la consommation annuelle des matières premières importées par la Samir se présente comme suit :

En 000 Tonnes	2007	2 008e	2 009p	2010-2011p
Pétrole brut	6 248	6 178	6 345	6 250
Résidus atmosphériques		-	800	1 220

Source : Purvin & Gertz Report – Juin 2008

Les prévisions des prix des matières premières sont données dans le tableau ci-dessous :

En 000 Tonnes	2007	2 008e	2 009p	2010-2011p
Pétrole brut *(US$/Baril)*	70,9	119,72	113,9	97,46
Résidus atmosphériques *(US$/Tonne)*	-	-	612,8	520,0

Source : Purvin & Gertz Report – Juin 2008

I.4. Hypothèses de financement

L'évolution prévisionnelle des éléments constituant le BFR en jours est comme suit :

- délai de règlement des fournisseurs : 55 ;
- délai de règlement des clients : 45 ;
- délai de rotation des stocks :

Produit	Délai de rotation des stocks (jours)
Propane	5
Butane	5
Essence super sans plomb	30
Kérosène	20
DIESEL (50ppm)	15
Fioul	15
Lubrifiants	60
Cires	40
Bitumes	40
Naphta	40
Soufre	5
Pétrole brut	30
Résidu atmosphérique	15

I.5. Autres hypothèses du Business Plan :

Les autres hypothèses notables considérées dans le Business Plan se présentent comme suit :

- charges de personnel : elles restent stables sur toute la période à un niveau de 300 Mdh ;
- autres charges externes : elles représentent 1% du CA en 2008 et 1,6% du CA entre 2009 et 2011 ;
- le coût de l'énergie et de l'eau : l'évolution de ce coût se présente comme suit :

	Consommation / Coût
Energie (en kWh/T)	41,00
Eau (en m3/T)	0,24
Energie (en DHS/kWh)	0,60
Eau (en DHS/m3)	6,24

II. Compte de produits et de charges consolidé prévisionnel

Le compte de produits et charges consolidé prévisionnel de la Samir se présente comme suit :

En Mdh	2007	2008e	2009p	2010p	2011p
Ventes de marchandises en l'état	4 382	6 549	3 209	4 133	5 592
Var %		*49,4%*	*-51,0%*	*28,8%*	*35,3%*
Ventes de biens et services produits	26 982	42 188	46 876	42 649	42 899
Var %		*56,4%*	*11,1%*	*-9,0%*	*0,6%*
Chiffre d'affaires	**31 364**	**48 737**	**50 085**	**46 782**	**48 490**
Var %		*55,4%*	*2,8%*	*-6,6%*	*3,7%*
Subventions d'exploitation	37	40	40	40	40
Autres produits d'exploitation	18	40	45	45	45
Produits d'exploitation	32 196	48 817	50 170	46 867	48 575
Var %		*52%*	*3%*	*-7%*	*4%*
Achats revendus de marchandises	-3 841	-6 353	-3 143	-4 043	-5 469
Var %		*65,4%*	*-50,5%*	*28,6%*	*35,3%*
Achats consommés matières et fournitures	-26 690	-40 346	-43 296	-38 264	-38 264
Var %		*51%*	*7%*	*-12%*	*0%*
Autres charges externes	-320	-475	-778	-759	-759
Var %		*48%*	*64%*	*-2%*	*0%*
Impôts et Taxes	-41	-57	-65	-65	-65
Var %		*39%*	*14%*	*0%*	*0%*
Charges de personnel	-308	-300	-300	-300	-300
Var %		*-3%*	*0%*	*0%*	*0%*
Autres charges d'exploitation	-9				
Var %					
Dotations d'exploitation	-497	-273	-1 022	-1 134	-1 145
Var %		*-45%*	*NS*	*11%*	*1%*
Charges d'exploitation	-31 705	-47 804	-48 605	-44 566	-46 002
Var %		*51%*	*2%*	*-8%*	*3%*
Résultat d'exploitation	**492**	**1 013**	**1 565**	**2 301**	**2 573**
Var %		*106%*	*54%*	*47%*	*12%*
Produits financiers	324	46	62	48	53
Var %		*-86%*	*35%*	*-22%*	*9%*
Charges financières	-284	-338	-458	-628	-532
Var %		*19%*	*36%*	*37%*	*-15%*
Résultat financier	**40**	**-292**	**-397**	**-580**	**-480**
Var %		*NS*	*36%*	*46%*	*-17%*
Résultat courant	**531**	**721**	**1 168**	**1 720**	**2 093**
Var %		*36%*	*62%*	*47%*	*22%*
Produits non courants	275	0	0	0	0
Var %					
Charges non courantes	-467	0	-30	0	0
Var %					
Résultat non courant	**-192**	**0**	**-30**	**0**	**0**
Var %					
Résultat avant impôts	**339**	**721**	**1 138**	**1 720**	**2 093**
Var %		*113%*	*58%*	*51%*	*22%*
Impôts sur les bénéfices	**-172**	**-196**	**-310**	**-486**	**-593**
Var %		*14%*	*59%*	*56%*	*22%*
Impôts différés	-17				
Résultat net part du groupe	**150**	**526**	**828**	**1 234**	**1 500**
Var %		*NS*	*57%*	*49%*	*21%*

II.1. Chiffre d'affaires prévisionnel

Le chiffre d'affaires prévisionnel connaîtra les évolutions suivantes :

En Mdh	2 007	2 008e	2 009p	2010p	2011p
Ventes de marchandises en l'état	4 382	6 549	3 209	4 133	5 592
Var %		49,4%	-51,0%	28,8%	35,3%
% CA	14,0%	13,4%	6,4%	8,8%	11,5%
Ventes de biens et services produits	26 982	42 188	46 876	42 649	42 899
Var %		56,4%	11,1%	-9,0%	0,6%
% CA	86,0%	86,6%	93,6%	91,2%	88,5%
Chiffre d'affaires	**31 364**	**48 737**	**50 085**	**46 782**	**48 490**
Var %		***55,4%***	***2,8%***	***-6,6%***	***3,7%***

Le chiffre d'affaires prévisionnel en 2008 connaîtra une évolution importante de plus de 55% par rapport à 2007, malgré une légère baisse des volumes de vente (-1%). Cette progression est expliquée, essentiellement, par le renchérissement des prix des produits raffinés liés à hausse des cours des produits pétroliers sur les marchés internationaux. En effet, le prix moyen de vente est passé de 4 641 Dh la tonne en 2007 à 7 292 Dh en 2008, soit une hausse de + 57%.

En 2009, le chiffre d'affaire prévisionnel passera de 48,7 Mds Dh à 50,1Mds Dh, soit une progression de près de 3%. Cette progression provient des ventes de biens et services produits qui enregistrent une croissance de 11%, expliquée par l'évolution des volumes de vente (+11%), suite au démarrage de l'activité de la nouvelle raffinerie. Par contre, le prix moyen de vente connaîtra une légère baisse (-1%), passant de 7 117 Dh à 7 049 Dh la tonne en 2009, reflétant les estimations des cours des matières premières sur les marchés internationaux.

Le chiffre d'affaires découlant des ventes de marchandises en l'état, enregistrera une baisse de 51% provenant de la baisse des prix de vente (-34% en moyenne) ainsi que des quantités vendues (-26%). La forte baisse du prix moyen de vente est expliquée par le changement du mix produit au niveau des importations. En effet, le Diesel ((Platt's 0.2%) ainsi que le Diesel 350 ne seront plus importés, après le démarrage de la nouvelle raffinerie à partir du 2ème trimestre 2009, au profit du fioul.

En 2010, en ligne avec les prévisions de la baisse continue des cours des produits raffinés sur les marchés internationaux, le chiffre d'affaire prévisionnel enregistrera une baisse de près de 7%. Les ventes de biens et services produits connaîtront une baisse de 9%, en raison de la baisse des prix de vente (-13% en moyenne) alors que les volumes de vente progresseront de 7%.

Le chiffre d'affaire des ventes de marchandises en l'état s'établira à 4,1 Mds Dh en 2010, soit une hausse de 29% par rapport à 2009. Cette hausse est expliquée exclusivement par la progression des volumes de marchandises vendues en l'état (+48%), dans un contexte de baisse des prix de vente (-13% en moyenne). L'essentiel du volume des produits importés est réalisé en fioul dans le cadre du projet de la nouvelle raffinerie complexe de la Samir.

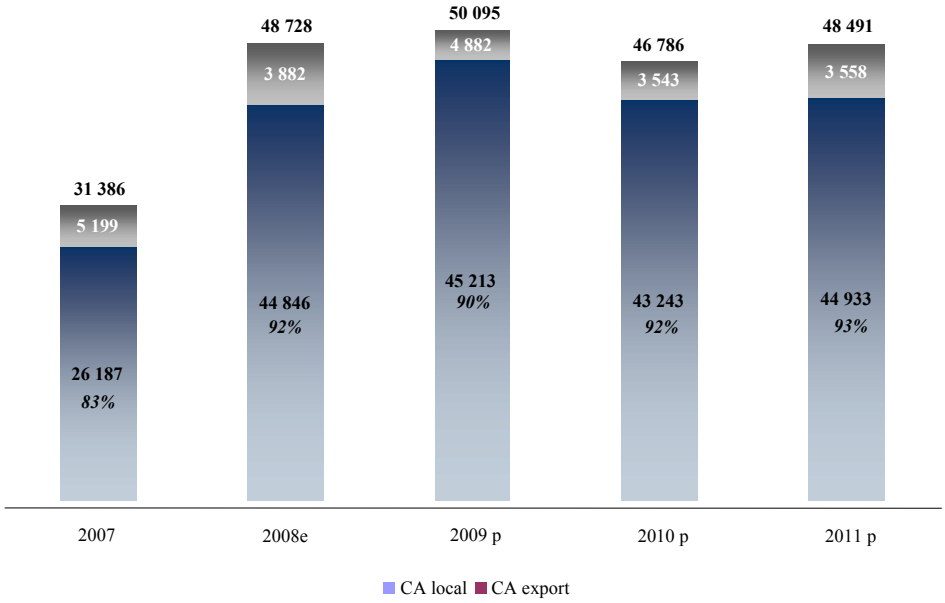
En 2011, les ventes de marchandises en l'état progresseront de 35%, suite à une augmentation des volumes de vente (+25%) ainsi que des prix (+8% en moyenne).

Les ventes de la production, se stabilisent au même niveau que celui de l'exercice précédent (+0,6%), reflétant une stabilisation au niveau des volumes (+0,5%) et des prix de vente (0,1%).

Enfin, le chiffre d'affaires prévisionnel en 2011 passera à 48,5 Mds Dh, en légère hausse par rapport à 2010 reflétant une progression de 3% du volume de vente avec une stabilisation au niveau des prix (+0,6% en moyenne).

Le graphique ci-dessous représente l'évolution de la structure du chiffre d'affaire entre ventes sur le marché local et ventes à l'export.

Évolution de la structure du chiffre d'affaires 2007-2011e (en Mdh)



En 2008, la Samir réalisera 13% de son chiffre d'affaires à l'export. Ce pourcentage devra reculer à 6% en 2009 puis progresser à 9% en 2010 et 12% en 2011. L'essentiel du chiffre d'affaires à l'export est réalisé dans le segment de produit Naphta (100% du chiffre d'affaire à l'export en 2011 contre 77% en 2008).

II.2. Produits d'exploitation prévisionnels

Les produits d'exploitation prévisionnels évolueront comme suit :

En Mdh	2 007	2 008e	2 009p	2010p	2011p
Chiffre d'affaires	31 364	48 737	50 085	46 782	48 490
Var %		*55,4%*	*2,8%*	*-6,6%*	*3,7%*
Variation stocks produits	536	0	0	0	0
Subventions d'exploitation	37	40	40	40	40
Autres produits d'exploitation	18	40	45	45	45
Reprises d'exploitation, transferts de charges	241	0	0	0	0
Produits d'exploitation	32 196	48 817	50 170	46 867	48 575
Var %		***52%***	***3%***	***-7%***	***4%***

Le montant de la subvention d'exploitation, versée par l'Etat, relative au différentiel de transport entre Mohammedia et Sidi Kacem est passé à 40 Mdh en 2008 et devra continuer à être perçu par la Samir les prochaines années. Les autres produits d'exploitation sont estimés à 40 Mdh en 2008 et 45 Mdh entre 2009 et 2011.

Ainsi l'évolution des produits d'exploitation devra suivre l'évolution du chiffre d'affaires.

Les autres produits d'exploitation enregistrent une progression annuelle moyenne de 25% sur la période 2007 à 2011. Ces produits d'exploitation sont essentiellement constitués de ventes accessoires telles que la vente de ferrailles ou encore des prestations de services de type analyse laboratoire pour le compte de tiers.

II.3. Charges d'exploitation prévisionnelles

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des achats de matières premières et des achats revendus de marchandises :

En Mdh	2 007	2 008e	2 009p	2010p	2011p
Achats revendus de marchandises	3 841	6 353	3 143	4 043	5 469
Var %		*65,4%*	*-50,5%*	*28,6%*	*35,3%*
% Ventes de marchandises en l'état	87,6%	97,0%	97,9%	97,8%	97,8%
Achats consommés matières et fournitures	26 690	40 346	43 296	38 264	38 264
Var %		*51%*	*7%*	*-12%*	*0%*
% Ventes de biens et services produits	98,9%	95,6%	92,4%	89,7%	89,2%
Total des achats	**30 530**	**46 699**	**46 439**	**42 307**	**43 733**
Var %		***53%***	***-1%***	***-9%***	***3%***
% CA	97,3%	95,8%	92,7%	90,4%	90,2%

Les achats de la Samir en pétrole brut et en produits raffinés revendus en l'état s'établiront à 46,7 Mds Dh en 2008 contre 30,5 Mds Dh en 2007, soit une progression de 53%. Cette croissance est la résultante de la hausse très importante du cours du Brent enregistrée en 2008 sur les marchés internationaux (prix estimé à 119,72 US$ le baril en 2008 contre 72,4 US$ en moyenne en 2007).

En 2009, la croissance des achats consommés de matières et fournitures (+7%) est expliquée par l'importation d'une nouvelle matière entrant dans le cadre de la modernisation de la raffinerie. Cette matière est le résidu atmosphérique[67] qui entre également dans la fabrication des produits raffinés. Elle représentera 11% du volume des achats consommés en 2009 et passera à 16% en 2010 et 2011. En neutralisant l'impact de cette nouvelle matière, les achats consommés accusent une légère baisse de 2% suite à la baisse prévue du baril du pétrole (-5%) face à une progression du volume importé (+3%).

En revanche, les achats revendus de marchandises enregistreront une baisse (-50%) expliquée par la baisse du cours des produits raffinés sur les marchés internationaux liée directement à la baisse prévue du cours du pétrole brut (estimé à 113,9 US$ le baril contre 119,7 US$ en 2008).

En 2010, les charges relatives aux achats de matières premières, enregistreront une baisse de 12%. Cette dernière est due principalement à la baisse des achats de pétrole brut (-15%) en ligne avec la baisse du cours sur les marchés internationaux (estimé à 97,46 US$ le baril en 2010 et 2011). Le volume des achats de pétrole brut accuse une légère baisse (-1%) en faveur du résidu atmosphérique dont le volume importé progresse (+53%).

Les achats revendus de marchandises enregistrent une progression de 28%, expliquée par la hausse du volume des produits importés (+48%) contre une baisse des prix d'achat (-13,4% en moyenne).

Enfin, en 2011, le total des achats s'établira à 43,7 Mds Dh, en légère hausse par rapport à 2010 (+3%).

[67] Coupe lourde non vaporisable obtenue comme résidu de la distillation atmosphérique du pétrole brut.

Le tableau suivant présente l'évolution des autres charges d'exploitation :

En Mdh	2 007	2 008e	2 009p	2010p	2011p
Autres charges externes	320	475	778	759	759
Var %		*48%*	*64%*	*-2%*	*0%*
Impôts et Taxes	41	57	65	65	65
Var %		*39%*	*14%*	*0%*	*0%*
Charges de personnel	308	300	300	300	300
Var %					
Autres charges d'exploitation	9				
Dotations d'exploitation	497	273	1 022	1 134	1 145
Var %		*-45%*	*275%*	*11%*	*1%*
Total Autres Charges d'exploitation	**1 175**	**1 105**	**2 166**	**2 259**	**2 269**
Var %		*-5,9%*	*96,0%*	*4,3%*	*0,5%*
% CA	3,7%	2,3%	4,3%	4,8%	4,7%

En 2008, les autres charges d'exploitation connaitront une baisse de près de 6%. Cette baisse est expliquée par :

- la baisse des dotations d'exploitation (-45%), malgré une progression de l'actif net immobilisé qui passe de 7,2 Gdh à fin 2007 à 10,9 Gdh en 2008. Ce dernier est composé à hauteur de 96% d'immobilisations corporelles dont 85% d'immobilisations en cours contre 76% en 2007. De ce fait, les dotations y afférentes ne commenceront à être comptabilisées qu'à partir de la mise en œuvre de l'investissement. Il est à signaler que l'essentiel de ces investissements est relatif au projet de la modernisation de la raffinerie de Mohammedia ;
- combinée à une progression des autres charges externes (+48%) due à la progression des charges de maintenance en ligne avec les investissements engagés ;

En 2009, les autres charges d'exploitation connaîtront une croissance importante en 2009 (+96%). Cette croissance est expliquée principalement par :

- d'une part, la progression des autres charges externes (+64%) liée aux charges additionnelles après la modernisation de la Samir (charges de maintenance, eau, électricité, assurance…etc.). Le détail de ces charges est donné dans le tableau ci-après ;
- et d'autre part, par la progression des dotations d'exploitation (+275%) qui passe à 1 Mds Dh contre 273 Mdh en 2008, suite à l'amortissement de l'investissement relatif à la modernisation de la raffinerie d'un montant de 8,9 Mds Dh.

En 2010, les autres charges d'exploitation progresseront à 2,2 Gdh, soit un taux de croissance de 4%. Les dotations d'exploitation, principal poste constituant les autres charges d'exploitation, s'établiront à 1,1 Gdh (+11%).

Enfin, en 2011, les autres charges d'exploitation se stabiliseront à 2,2 Gdh, soit une légère hausse de 0,5% par rapport à 2010.

Par ailleurs, les charges de personnel seront maintenues à un niveau stable de 300 Mdh.

Le tableau ci-dessous présente le détail des autres charges externes :

En Mdh	2 008e	2 009p	2010p	2011p
Charges opérationnelles dont maintenance	220	316	283	283
Var %		*44%*	*-10%*	*0%*
Charges variables	159	347	361	361
Var %		*119%*	*4%*	*0%*
Autres (assurances …)	96	115	115	115
Var %		*19%*	*0%*	*0%*
Total Autres charges externes	**475**	**778**	**759**	**759**
Var %		***64%***	***-2%***	***0%***

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, les autres charges externes connaîtront une forte progression en 2009 en raison du démarrage de la nouvelle raffinerie qui impliquerait une progression des charges de la maintenance, de l'électricité, de l'assurance… etc. Ces charges se stabiliseront à partir de 2010 au même niveau.

II.4. Résultat d'exploitation prévisionnel

L'évolution du résultat d'exploitation est présentée dans le tableau ci-dessous :

En Mdh	2 007	2 008e	2 009p	2010p	2011p
Produits d'exploitation	32 196	48 817	50 170	46 867	48 575
Var %		*52%*	*3%*	*-7%*	*4%*
Charges d'exploitation	-31 705	-47 804	-48 605	-44 566	-46 002
Var %		*51%*	*2%*	*-8%*	*3%*
Résultat d'exploitation	**492**	**1 013**	**1 565**	**2 301**	**2 573**
Var %		*106%*	*54%*	*47%*	*12%*
Marge d'exploitation	1,6%	2,1%	3,1%	4,9%	5,3%
Marge RBE	3,2%	2,6%	5,2%	7,3%	7,7%

Le résultat d'exploitation progressera de 1 Mds Dh en 2008 à 1,5 Mds Dh en 2009 soit une progression de 54%. En 2010, il s'établira à 2,3 Mds Dh et dépassera 2,5 Mds Dh en 2011.

La marge d'exploitation progressera de 2,1% en 2008 à 5,3% en 2011. Avant dotations d'exploitation, cette marge passera de 2,6% en 2008 à 7,7% en 2011.

II.5. Évolution prévisionnelle de la marge de raffinage

	2 007	2 008e	2 009p	2010p	2011p
Chiffre d'affaires des biens et services produits *(en Mdh)(1)*		42 188	46 876	42 649	42 899
Achats de matières premières *(en Mdh)(2)*		40 346	43 296	38 264	38 264
Marge Brute de raffinage *(en Mdh)(1)-(2)=(3)*	**1 435**	**1 842**	**3 580**	**4 385**	**4 634**
Achats de pétrole brut *(en 000 baril)(4)*		45 220	52 302	54 684	54 684
Marge de raffinage *(en Dh/Baril) (3)/(4)*		41	68	80	85
Marge de raffinage *(en $/Baril)*	3,75	5,4	9	10,6	11,2

Grâce au projet de modernisation de la raffinerie de la Samir qui lui permettra de passer d'une raffinerie simple dite « Hydroskiming » à une raffinerie complexe « Hydrocracking », la Samir verra sa marge brute de raffinage s'améliorer nettement et s'inscrire dans les normes internationales des unités d'hydrocracking. Ainsi, la marge brute de raffinage passera de 3,75 $ le baril en 2007 à 5,4 $ le baril en 2008 pour s'établir à 11,2 $ le baril en 2011.

II.6. Résultat financier prévisionnel

Le résultat financier prévisionnel évoluera comme suit :

En Mdh	2 007	2 008e	2 009p	2010p	2011p
Résultat des entités mises en équivalence	61	46	62	48	53
Gains de change	252	0	0	0	0
Intérêts et autres produits financiers	10	0	0	0	0
Produits financiers	**324**	**46**	**62**	**48**	**53**
Var %		*-85,9%*	*34,9%*	*-21,9%*	*9,3%*
Charges d'intérêt	-224	-338	-459	-629	-533
Dont Intérêts sur dettes de financement		*-31*	*-143*	*-326*	*-283*
Dont intérêts sur dettes de trésorerie		*-307*	*-316*	*-303*	*-250*
Dotations financières	-8	0	0	0	0
Charges financières	**-284**	**-338**	**-459**	**-629**	**-533**
Var %		*19%*	*36%*	*37%*	*-15%*
Charges financières / Endettement net	**2,9%**	**2,8%**	**3,8%**	**6,2%**	**6,4%**
Résultat financier	**40**	**-292**	**-398**	**-581**	**-480**
Var %		***NS***	***36%***	***46%***	***-17%***

Le résultat financier de la Samir demeurera négatif entre 2008 et 2011, en raison des paiements d'intérêts relatifs aux différentes dettes contractées ainsi que les nouvelles dettes à contracter en 2008, à savoir, la présente émission obligataire et l'emprunt bancaire de 1 200 Mdh.

Les caractéristiques de la présente émission sont présentées au niveau de la partie (Partie II. Présentation de l'opération).

Concernant l'emprunt bancaire de 1 200 Mdh[68], ce dernier financera le reliquat du besoin de financement du projet de modernisation de la raffinerie de Mohammedia.

Les intérêts de la dette relative au financement du projet de modernisation de la raffinerie ainsi que la dette relative au financement du projet de cogénération sont capitalisés, jusqu'au lancement des 2 projets (en 2009 pour le 1er projet et en 2010 pour le second).

Ces intérêts sont comptabilisés comme charges à répartir sur plusieurs exercices et amortis sur une durée de 5 ans, constituant ainsi les dotations financières à partir de 2010.

Les charges financières représentent 2,8% de l'endettement net[69] de SAMIR en 2008, 3,8% en 2009, 6,2% en 2010 et 6,4% en 2011.

Enfin, en raison des éléments cités ci-dessus, le résultat financier s'établira à -480 Mdh en 2011 contre -292 Mdh à fin 2008.

II.7. Résultat net prévisionnel

Le tableau ci-dessous fait ressortir l'évolution du résultat net prévisionnel de la Samir :

[68] Les caractéristiques de ce prêt ne sont pas encore définies. Pour les besoins du BP, nous nous sommes référés aux caractéristiques du prêt consortial bancaire de 3,5 Gdh, c'est-à-dire, une maturité de 7 ans et un amortissement linéaire du principal.
[69] Dettes de financement + Trésorerie du Passif – Trésorerie de l'Actif – Titres et Valeurs de Placement.

En Mdh	2 007	2 008e	2 009p	2010p	2011p
Résultat courant	**531**	**721**	**1 167**	**1 720**	**2 092**
Var %		*36%*	*62%*	*47%*	*22%*
% CA	*1,7%*	*1,5%*	*2,3%*	*3,7%*	*4,3%*
Produits non courants	**275**	**0**	**0**	**0**	**0**
Var %		*-100%*	*0%*	*0%*	*0%*
Charges non courantes	**-467**	**0**	**-30**	**0**	**0**
Var %		*-100%*	*NA*	*-100%*	*0%*
Résultat non courant	**-192**	**0**	**-30**	**0**	**0**
		-100%	***NA***	***-100%***	***0%***
Résultats avant impôts	**339**	**721**	**1 138**	**1 720**	**2 093**
Var %		*113%*	*58%*	*51%*	*22%*
Impôts sur les bénéfices	**-172**	**-196**	**-310**	**-486**	**-593**
Var %		*14%*	*59%*	*56%*	*22%*
Impôts différés	-17				
Résultat net	**150**	**526**	**827**	**1 234**	**1 499**
Var %		***NS***	***57%***	***49%***	***21%***
Marge nette	0,5%	1,1%	1,7%	2,6%	3,1%

Le résultat courant de la Samir passera de 721 Mdh en 2008 à 1,1 Mds Dh en 2009 et progressera à 1,7 Mds Dh en 2010, puis à 2,1 Mds Dh en 2011, soit une croissance annuelle moyenne de 42,6%.

En pourcentage du chiffre d'affaires, le résultat courant passe de 1,5%, soit à peu près le même niveau de l'exercice précédent, à 2,3% en 2009, 3,7% en 2010 pour s'établir à 4,3% en 2011, reflétant l'amélioration de la marge opérationnelle malgré l'aggravation du résultat financier.

Le résultat non courant en 2009 de -30 Mdh est expliqué par les charges exceptionnelles que nécessitera l'arrêt de l'activité au niveau de la raffinerie de Sidi Kacem. Cette dernière restera uniquement un terminal de stockage des produits raffinés.

Enfin, le résultat net consolidé passera de 526 Mdh en 2008 à 827 en 2009, puis à 1,2 Mds Dh en 2010 pour s'établir à 1,5 Mds Dh en 2011, soit une progression annuelle moyenne de 41,8%.

La marge nette s'améliorera et passera de 1,1% en 2008 à 3,1% en 2011.

III. Bilan prévisionnel consolidé

Le bilan consolidé simplifié de la Samir, pour la période 2008-2011, se présente comme suit :

En MDh	2007	2008e	2009p	2010p	2011p
ACTIF					
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	**38**	**20**	**8**	**4**	**0**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**30**	**68**	**66**	**64**	**63**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**6 870**	**10 549**	**10 569**	**9 611**	**8 640**
- Dont Installations techniques, matériel et outillage	1 328	1 155	10 046	8 988	7 933
- Dont Immobilisations corporelles en cours	5 244	8 987	0	0	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**295**	**277**	**303**	**308**	**318**
- Titres mis en équivalence	234	216	243	247	258
TOTAL ACTIF IMMOBILISE I	**7 232**	**10 920**	**10 953**	**9 993**	**9 029**
Variation %		*51,0%*	*0,3%*	*-8,8%*	*-9,6%*
STOCKS	**5 691**	**5 873**	**6 543**	**6 201**	**6 201**
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	**5 703**	**7 180**	**7 464**	**7 040**	**7 219**
- Dont Clients et comptes rattachés	4 431	5 933	6 216	5 792	5 971
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL ACTIF CIRCULANT II	**11 394**	**13 054**	**14 008**	**13 242**	**13 421**
Variation %		*14,6%*	*7,3%*	*-5,5%*	*1,3%*
TRESORERIE-ACTIF III	**8**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL ACTIF (I+II+III)	**18 633**	**23 975**	**24 961**	**23 236**	**22 450**
PASSIF					
CAPITAUX PROPRES	**4 875**	**5 132**	**5 663**	**6 497**	**7 598**
- Dont quote-part des réserves des sociétés mises en équivalence	*61*	*87*	*98*	*116*	*122*
- Résultat net de l'exercice	*150*	*480*	*766*	*1 186*	*1 447*
- Dont quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence		*46*	*62*	*48*	*53*
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
DETTES DE FINANCEMENT	**4 165**	**6 223**	**5 941**	**5 193**	**4 445**
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES	**122**	**129**	**129**	**129**	**129**
ECARTS DE CONVERSION -PASSIF	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL FINANCEMENT PERMANENT I	**9 162**	**11 484**	**11 733**	**11 819**	**12 172**
Variation %		*25,3%*	*2,2%*	*0,7%*	*3,0%*
DETTES DE PASSIF CIRCULANT II	**3 898**	**6 764**	**7 207**	**6 451**	**6 451**
Variation %		*73,5%*	*6,6%*	*-10,5%*	*0,0%*
- dont fournisseurs et comptes rattachés	3 197	6 063	6 506	5 750	5 750
TRESORERIE –PASSIF III	**5 574**	**5 720**	**6 014**	**4 959**	**3 821**
TOTAL PASSIF (I+II+III)	**18 633**	**23 975**	**24 961**	**23 236**	**22 450**

III.1. Bilan - Actif

III.1.1. Actif immobilisé

L'évolution des différents postes d'actif immobilisé se présente comme suit :

En MDh	2007	2008e	2009p	2010p	2011p
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	**38**	**20**	**8**	**4**	**0**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**30**	**68**	**66**	**64**	**63**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**6 870**	**10 549**	**10 569**	**9 611**	**8 640**
- Dont Installations techniques, matériel et outillage	1 328	1 155	10 046	8 988	7 933
- Dont Immobilisations corporelles en cours	5 244	8 987	0	0	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**295**	**277**	**303**	**308**	**318**
- Titres mis en équivalence	234	216	243	247	258
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**7 232**	**10 920**	**10 953**	**9 993**	**9 029**
Variation %		*51,0%*	*0,3%*	*-8,8%*	*-9,6%*

Le total de l'actif immobilisé progressera à 10,9 Mds Dh en 2008 contre 7,2 Mds Dh à fin 2007, soit une variation de +51%. Cette croissance s'explique essentiellement par par la progression des immobilisations corporelles qui passe à 10,5 Gdh en 2008 contre 6,8 Gdh à fin 2007. En effet, les immobilisations en cours progressent de 3,7 Gdh intégrant l'avancement des investissements dans le projet de modernisation de la Samir.

Les immobilisations financières intègrent essentiellement la part de la Samir dans les capitaux propres des entités mises en équivalence, à savoir, SALAM GAZ et SOMAS.

Le détail de l'évolution de l'actif immobilisé est donné dans le tableau ci-dessous :

En MDh	2008e	2009p	2010p	2011p
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS ET INCORPORELLES				
Immobilisations en non valeurs et incorporelles - Début de période	131	88	74	68
Investissements nets des cessions	0	0	0	0
Amortissements	-43	-14	-6	-4
Immobilisations en non valeurs et incorporelles - Fin de période	**88**	**74**	**68**	**64**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Immobilisations corporelles - Début de période	6 867	10 549	10 569	9 611
Investissements nets des cessions	3 912	1 028	170	170
Amortissements	-230	-1 009	-1 128	-1 140
Immobilisations corporelles - Fin de période	**10 549**	**10 569**	**9 611**	**8 640**
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Immobilisations financières – Début de période	295	277	303	308
Augmentations des immobilisations financières nettes des cessions (y compris les titres mises en équivalence)	0	0	0	0
Amélioration (+) / Dépréciation (-) de la situation nette des sociétés mises en équivalence	-18	27	5	11
Amortissements	0	0	0	0
Immobilisations financières - Fin de période	**277**	**303**	**308**	**318**
Total Actif Immobilisé	**10 920**	**10 953**	**9 993**	**9 029**

III.1.2. Actif circulant

L'évolution prévisionnelle, entre 2007 et 2011e, de l'actif circulant est présentée dans le tableau suivant :

En MDh	2007	2008e	2009p	2010p	2011p
STOCKS	**5 691**	**5 873**	**6 543**	**6 201**	**6 201**
Variation %		*3%*	*11%*	*-5%*	*0%*
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	**5 703**	**7 180**	**7 464**	**7 040**	**7 219**
Variation %		*26%*	*4%*	*-6%*	*3%*
- Dont Clients et comptes rattachés	4 431	5 933	6 216	5 792	5 971
Variation %		*34%*	*5%*	*-7%*	*3%*
En Jours de CA	*52*	*44*	*45*	*45*	*45*
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**11 394**	**13 054**	**14 008**	**13 242**	**13 421**
Variation %		*14,6%*	*7,3%*	*-5,5%*	*1,3%*

Stocks :

Le stock constitué essentiellement de matières et fournitures consommables (Pétrole brut et résidus atmosphériques) et de produits pétroliers finis connaîtra une progression de 3% en 2008 et de 11% en 2009, suite à l'impact de la flambée des matières premières (pétrole brut et résidu atmosphérique) sur le marché international. En 2010, en prévision d'une baisse des matières premières, la valeur du stock devrait baisser (-5%) pour se stabiliser au même niveau en 2011.

Créances de l'actif circulant :

Les créances de l'actif circulant suivent l'évolution du principal poste les constituant, à savoir, les créances des clients et comptes rattachés qui représentent 83% du total des créances de l'actif circulant.

En 2008, les créances des clients et comptes rattachés connaitront une évolution importante (+34%) en s'établissant à 5,9 Gdh contre 4,4 Gdh en 2007. Cette hausse est en ligne avec la progression du chiffre d'affaires de l'exercice expliquée principalement par la hausse des prix des produits pétroliers sur les marchés internationaux.

Le délai de règlement des clients devra enregistrer une amélioration en passant à 44 jours du chiffre d'affaires contre 52 jours en 2007.

En 2009, les créances des clients et comptes rattachés progresseront de 5% par rapport à l'exercice précédent, suivant l'évolution du chiffre d'affaires, dans un contexte de recul des cours du pétrole sur les marchés internationaux. Le délai de règlement des clients est maintenu à 45 jours du chiffre d'affaires.

Entre 2010 et 2011, les créances des clients devront connaitre une baisse en 2010 (-7%) puis une hausse en 2011 (+3%), en corrélation directe avec l'évolution du chiffre d'affaires de la période. Le délai de règlement des clients reste maintenu à 45 jours du chiffre d'affaires.

Ainsi, l'actif circulant progressera de 11,4 Gdh à fin 2007 à 13 Gdh en 2008, pour arriver à 13,4 Gdh en 2011.

III.2. Bilan - Passif

III.2.1. Financement permanent

L'évolution des principaux agrégats de financement permanent se décline comme suit :

En MDh	2007	2008e	2009p	2010p	2011p
CAPITAUX PROPRES	**4 875**	**5 132**	**5 663**	**6 497**	**7 598**
ROE	***3,1%***	***9,4%***	***13,5%***	***18,3%***	***19,0%***
- Dont quote-part des réserves des sociétés mises en eq.	*61*	*87*	*98*	*116*	*122*
- Résultat net de l'exercice	*150*	*480*	*766*	*1 186*	*1 447*
- Dont quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence		*46*	*62*	*48*	*53*
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
DETTES DE FINANCEMENT	**4 165**	**6 223**	**5 941**	**5 193**	**4 445**
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES	**122**	**129**	**129**	**129**	**129**
ECARTS DE CONVERSION -PASSIF	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL FINANCEMENT PERMANENT I	**9 162**	**11 484**	**11 733**	**11 819**	**12 172**
Variation %		*25,3%*	*2,2%*	*0,7%*	*3,0%*

Le financement permanent progressera significativement en 2008 (+25%). Cette évolution est expliquée, essentiellement, par la progression des dettes de financement à moyen et long termes qui passent de 4,1 Mds Dh à fin 2007 à 6,2 Mds Dh en 2008, pour financer le dépassement du budget d'investissement, dans le cadre de la modernisation de Samir.

En effet, le budget initial de l'investissement relatif à la modernisation de SAMIR a été dépassé de 2 Gdh, en raison :

- de l'augmentation du coût de construction suite à l'augmentation des quantités de matériaux et du nombre d'équipements (Nouveaux équipements introduits pendant la phase d'ingénierie de détail), ainsi qu'au renchérissement de l'euro. Il est à noter que le budget d'achat de matériels initial a été élaboré en 2006 ;
- des coûts associés à l'extension du planning de construction, lié au retard accusé sur la livraison de matériels ;
- et des coûts associés à l'accélération des travaux.

Ce dépassement dans le budget d'investissement sera financé :

- d'une part, par un emprunt bancaire supplémentaire de 1 200 Mdh, ce qui ramènera la dette bancaire à fin 2008, à 4,7 Mds Dh ;
- et d'autre part, par une émission obligataire, objet de la présente note d'information, portant sur un montant de 800 Mdh.

Par ailleurs, la dette de financement de la centrale de Cogénération sera augmentée en 2008, en raison du dernier tirage d'un montant de 134 Mdh.

L'évolution prévisionnelle de l'encours des différentes dettes de financement contractées par Samir est résumée dans le tableau ci-après :

En Mdh	2 007	2 008e	2 009p	2010p	2011p
- Dette Cogénération	232	366	329	293	256
- Dette CDM à MT	393	321	250	179	107
- Dette de financement bancaire upgrade	3 500	4 700	4 529	3 890	3 252
- Emprunt obligataire	0	800	800	800	800
- Autres dettes de financement	37	35	33	31	29
Dettes de financement	**4 165**	**6 223**	**5 941**	**5 193**	**4 445**
Variation %		***49,4%***	***-4,5%***	***-12,6%***	***-14,4%***

III.2.2. Passif circulant

L'évolution prévisionnelle des dettes de passif circulant entre 2007 et 2011e se présente comme suit :

En Mdh	2 007	2 008e	2 009p	2010p	2011p
DETTES DE PASSIF CIRCULANT	**3 898**	**6 764**	**7 207**	**6 451**	**6 451**
Variation %		*73,5%*	*6,6%*	*-10,5%*	*0,0%*
- Dont Fournisseurs et comptes rattachés	3 197	6 063	6 506	5 750	5 750
Variation %		*89,7%*	*7,3%*	*-11,6%*	*0%*
En Jours d'achats de matières et fournitures consommables	*44*	*55*	*55*	*55*	*55*

Les dettes du passif circulant sont constituées à hauteur de 90% des dettes fournisseurs. Ces dernières connaîtront une augmentation importante en 2008 (+90%), en raison de la flambée des cours des matières premières. Le délai de règlement des fournisseurs passera à 55 jours contre 44 à fin 2007.

En 2009, les dettes fournisseurs s'établiront à 6,5 Gdh contre 6 Gdh l'exercice précédent, soit une hausse de 7%.

En 2010, les dettes fournisseurs enregistreront une baisse de près de 12%, expliquée par le recul prévisionnel des cours des matières premières sur les marchés internationaux (pétrole brut et résidu atmosphérique).

Enfin, en 2011 et suite à une stabilisation prévue au niveau des cours des matières premières, les dettes fournisseurs devront s'établir au même niveau que l'exercice précédent soit, 5,7 Gdh. Le délai de règlement des fournisseurs est maintenu à 55 jours.

III.2.3. Endettement net

Le tableau ci-après détaille l'évolution de l'endettement net sur la période prévisionnelle :

En MDh	2 007	2008e	2009p	2010p	2011p
Dettes de financement	4 165	**6 223**	**5 941**	**5 193**	**4 445**
Trésorerie passif	**5 574**	**5 720**	**6 015**	**4 960**	**3 823**
Trésorerie actif	8	0	0	0	0
Endettement net	**9 731**	**11 943**	**11 956**	**10 153**	**8 267**
Endettement net / FP	**200%**	**233%**	**211%**	**156%**	**109%**

En 2008, l'endettement net de la Samir est aggravé, en raison de l'augmentation des dettes à moyen et long termes, pour financer le supplément du budget d'investissement de modernisation de la raffinerie. L'endettement net représente 233% des fonds propres de l'exercice contre 200% à fin 2007.

A partir de 2009, l'endettement net de SAMIR devra s'améliorer, suite au remboursement du principal des différentes dettes contractées. Le ratio endettement net/FP devra baisser progressivement pour atteindre 109% en 2011.

IV. Equilibre financier

Le tableau ci-dessous présente l'évolution prévisionnelle de l'équilibre financier :

En MDh	2 007	2008e	2009p	2010p	2011p
Fonds de roulement	1 931	564	780	1 825	3 141
Besoin en fonds de roulement	7 496	6 284	6 794	6 785	6 963
Trésorerie nette	**-5 565**	**-5 720**	**-6 014**	**-4 960**	**-3 823**

Le fonds de roulement passera de 1,9 Gdh à fin 2007 à 564 Mdh en 2008, en raison du financement additionnel du programme d'investissement. A partir de 2009, le FR devra s'améliorer en raison de l'amélioration des capitaux propres.

Le besoin en fonds de roulement s'établira en moyenne à 6,7 Gdh sur la période contre 7,5 Gdh à fin 2007.

Face à ces évolutions, la trésorerie nette s'améliorera à partir de 2010 et s'établira à 3,8 Gdh en 2011 contre 5,7 Gdh en 2008.

V. Tableau des flux de trésorerie consolidé prévisionnel

Le tableau des flux de trésorerie consolidé de la Samir, pour la période 2008-2011, se présente comme suit :

En Mdh	2 007	2 008e	2 009p	2010p	2011p
CAF	112	683	1 753	2 277	2 549
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	46	40	35	44	42
Var BFR	-1 516	1 212	-510	9	-178
Flux de trésorerie de l'exploitation	**-1 358**	**1 934**	**1 278**	**2 330**	**2 413**
Investissements	-3 346	-3 912	-1 028	-170	-170
Cession	78	0	0	0	0
Flux de trésorerie provenant des Investissements	**-3 268**	**-3 912**	**-1 028**	**-170**	**-170**
Tirage Upgrade	3 500	0	0	0	0
Tirage Cogénération	231	134	0	0	0
Tirage Upgrade Complément	0	2 000	0	0	0
Remboursement Emprunts	-74	-74	-282	-748	-748
Dividendes	-262	-238	-262	-357	-357
Flux de trésorerie provenant des financements	**3 395**	**1 823**	**-543**	**-1 105**	**-1 105**
Var Trésorerie	**-1 231**	**-155**	**-294**	**1 054**	**1 138**
Trésorerie initiale	-4 334	-5 565	-5 720	-6 014	-4 960
Trésorerie finale	-5 565	-5 720	-6 014	-4 960	-3 823

Les flux d'exploitation devraient s'améliorer entre 2008 et 2011, en raison de l'amélioration de la capacité d'autofinancement.

Les flux provenant des investissements, s'élèveront à 3,9 Mds Dh en 2008, essentiellement, du fait de l'avancement des travaux du projet de modernisation de la Samir.

Les flux de trésorerie provenant des financements s'établiront à 1,8 Mds Dh, suite à l'augmentation de dettes de financement (+ 2,1 Mds Dh).

Par conséquent, la trésorerie finale devrait s'améliorer progressivement avec des variations de trésorerie positives à partir de 2010. Elle s'établirait à -3,8 Mds Dh en 2011, contre -5,7 Mds Dh en 2008.

Partie VIII FACTEURS DE RISQUE

I. Risques liés au marché marocain

I.1. Risque concurrentiel

Actuellement en position de monopole dans le métier du raffinage au Maroc, la Samir bénéficie d'une part de marché estimée, sur le marché local, à 65% en considérant l'ensemble des produits pétroliers, 79% en considérant les carburants.

Le risque concurrentiel pourrait trouver sa source dans les deux éléments suivants :

- d'une part, le recours croissant des distributeurs pétroliers à des importations de produits raffinés via des opérateurs étrangers. La libéralisation du marché des produits pétroliers à l'horizon 2009 est d'ailleurs censée faciliter cette option ;
- d'autre part, l'éventuelle arrivée sur le territoire marocain, d'un second raffineur.

Ces éléments constituent autant de menaces potentielles au maintien ou à l'accroissement des parts de marché de la Samir.

Néanmoins, ce risque est maîtrisé dans la mesure où :

- les capacités logistiques disponibles des distributeurs restent globalement assez limitées pour un recours massif aux importations. Le recours aux circuits de distribution locaux auprès de la Samir devrait donc rester une option avantageuse en terme de logistique ;
- le projet de modernisation mené par la Samir devrait permettre de renforcer la position concurrentielle de la Samir grâce à une offre plus adaptée au marché en terme de produits (production plus élevée de gasoil et d'essences) et de qualité des produits. Grâce à une marge de raffinage sensiblement supérieure à son niveau pré-projet Upgrade, la Samir sera plus compétitive sur le marché local et ainsi maintenir, voire accroître ses parts de marché ;
- l'arrivée d'un second raffineur ne devrait pas avoir d'incidence significative sur le leadership de la Samir. En effet, la Samir dispose d'une expérience significative du marché marocain (et donc de partenariats renforcés) en plus de l'avantage de bénéficier dès 2009 d'un outil de production (l'hydrocracking) compétitif et opérationnel. Un nouvel arrivant aurait, à son installation, à assumer un effort important d'investissement qui ne porterait ses fruits que plusieurs années après son lancement.

I.2. Risque règlementaire

Le secteur pétrolier marocain est soumis à un cadre règlementaire plus ou moins contraignant. Il est constitué d'un corpus de lois qui :

- conditionne le niveau de marge de la Samir par la fixation d'un coefficient d'adéquation, dont dépend la rentabilité de la Samir ;
- fixe le principe de la compensation, ce qui a pour effet de soutenir la demande en atténuant la forte tendance à la hausse des prix de l'énergie sur les marchés mondiaux ;
- élabore des normes environnementales en matière de qualité des produits pétroliers et de conformité des infrastructures industrielles de raffinage.

Dans ce cadre, la Samir a su anticiper les évolutions prévisibles de la législation à travers notamment la signature, en 2004, d'une convention d'investissement avec les autorités marocaines, par le biais duquel la Samir s'est engagée dans un programme de modernisation de ses sites de production. Ainsi, à la faveur d'une politique de développement soucieuse du développement durable, la Samir est en conformité avec l'ensemble des normes environnementales applicables au Maroc et devrait, à partir du 1er janvier, commercialiser du gasoil 50ppm ainsi que de l'essence à teneur inférieure en souffre et en plomb, conformément aux nouvelles dispositions légales introduites par l'arrêté du 3 août 2007.

II. Risques afférents à la Samir

II.1. Risque lié au Projet Upgrade

Les risques liés au projet de modernisation « Upgrade » mené par la Samir sont :

- le risque technologique : toutes les technologies sélectionnées par la Samir en matière de procédés sont des technologies éprouvées et largement utilisées dans des unités similaires partout dans le monde. Elles sont fournies par des prestataires de référence dans le domaine pétrolier à l'échelle mondiale ;
- le risque de construction : les contrats liés à la construction ont fait l'objet d'un appel d'offres, et comprennent des garanties de performance détaillées ainsi que des primes liées aux performances, des pénalités de retard et des dommages conventionnels. Les prestataires en charge de la construction ont été choisis en raison de la qualité de leur signature. Enfin, la phase de construction est à un état d'avancement de plus de 92% à fin septembre 2008, et se poursuit à un rythme soutenu ;
- le risque d'exploitation : la Samir dispose d'une main d'œuvre qualifiée et experte dans le domaine du raffinage. De plus, en vertu d'accords de formation et des contrats de licence conclus avec les prestataires de service, la Samir fait bénéficier ses salariés d'une formation continue de manière à accroître les compétences de ses collaborateurs. Enfin, la Samir a accès à l'expérience de son actionnaire de référence (le groupe Corral) qui utilise, au sein de la raffinerie de Scanraff, une technologie similaire à celle utilisée dans le Projet Upgrade.

II.2. Risque industriel

Les installations de raffinage dont dispose la Samir manipulent des produits potentiellement dangereux et toxiques. Le risque industriel serait lié à un incident lié à la manipulation de ces produits qui aurait pour effet de provoquer des dommages sur l'environnement et un arrêt de la production, dommageable à l'activité du groupe.

La Samir, en plus de disposer d'un personnel expérimenté, s'est engagé dans la définition d'une politique de sécurité rigoureuse et respecte, dans ce cadre, l'ensemble des normes qu'exige la profession.

Enfin, en plus des mesures quotidiennes de prévention que prend la Samir, la société dispose d'une police d'assurance couvrant la société dans divers domaines (accidents de travail, assurance maritime, construction, incendie, etc.).

II.3. Risque de changement de contrôle

Dans le cadre du prêt accordé par un syndicat de banque à Corral Morocco Holdings AB, cette dernière société, qui détient 67,27% des actions de la Samir, a consenti un nantissement de 1er rang portant sur la totalité des actions détenues dans la Samir (soit 8 004 679 actions correspondant à 67,27% du capital social). En cas de survenance de l'un des évènements décrits dans la partie III, paragraphe I.4 de la note d'information, l'agent des sûretés (BCP) pourrait réaliser le nantissement. Par conséquent, le bloc de contrôle serait transféré et la structure de l'actionnariat s'en trouverait modifiée.

Néanmoins, le prêt porte sur une maturité de 30 mois, le risque lié au changement de contrôle s'en trouve donc limité à la durée à cette maturité.

II.4. Risque lié à la modification de la formule des prix

Une nouvelle structure des prix devrait entrer en vigueur entre la fin 2008 et le début de l'année 2009. Sa détermination fait actuellement l'objet d'une concertation menée par le gouvernement ainsi que la Samir et les opérateurs du secteur. A l'heure actuelle, ni la structure future des prix

ni ses répercussions sur la Samir et le business plan élaboré dans la présente note d'information (basé sur l'ancienne structure de prix) ne sont connus.

Néanmoins, l'ambition du gouvernement est d'arriver à un accord négocié avec l'ensemble des partenaires préservant au mieux l'intérêt des parties. De plus, le business plan élaboré dans la présente note d'information, prenant déjà en compte une réduction hypothétique du coefficient d'adéquation de moitié (d'un niveau actuel de 2,5% à 1,25%), anticipe déjà une baisse de cet élément clé de la détermination des prix de vente.

II.5. Risque relatif au financement du dépassement lié au projet Upgrade

Comme évoqué précédemment, le budget d'investissement pour le projet de modernisation de la raffinerie de Mohammedia a connu un dépassement de 2 Md Dh pour des raisons liées à l'augmentation des coûts de construction, des coûts associés à l'extension du planning ainsi qu'à l'accélération des travaux et des surcoûts causés par le renchérissement de l'euro.

Le dépassement dans le budget d'investissement devra être financé d'une part, par l'émission obligataire, objet de la présente note d'information, portant sur un montant de 800 Mdh et d'autre part, par un emprunt bancaire de 1 200 Mdh. Le prêt bancaire fait actuellement l'objet de négociations avec le même consortium bancaire ayant accordé un prêt de 3,5 Md Dh. La Samir espère aboutir à la mise en place du prêt avant le 31 décembre 2008.

III. Risques liés à l'environnement international

III.1. Risque lié aux cours du pétrole brut

D'une manière générale, la tendance à la hausse des cours du pétrole brut sur les marchés internationaux, entamée depuis 2004 influe négativement sur les marges de raffinage. Néanmoins, la Samir, pour contrer cet effet bénéficie des facteurs suivants :

- le mécanisme de compensation permet de réduire la majeure partie de l'effet de la hausse des prix du pétrole brut ;
- la Samir opère un arbitrage entre le raffinage de pétrole brut et le recours direct à l'importation de produits raffinés, lorsque les niveaux de coûts associés aux opérations de raffinage le justifient ;
- la majeure partie de l'approvisionnement (64% des approvisionnements en pétrole brut, en 2007) se fait par le biais de contrats à long terme auprès de Saoudi Aramco ou de NIOC (compagnie nationale iranienne de pétrole), permettant ainsi de réduire l'impact de fortes fluctuations à la hausse sur les marchés internationaux.

Par conséquent, la hausse des cours de pétrole brut, mis à part l'incidence sur les exigences en fonds de roulement, n'a pas d'impact significatif sur les flux de trésorerie générés par la Samir.

Enfin, au vu de la tendance récente de baisse des cours du pétrole brut sur les marchés internationaux, un risque pour la Samir découlerait de la différence entre un coût d'approvisionnement élevé (situation prévalant durant l'été 2008) et un prix de vente indexé sur les cotations internationales qui serait inférieur. Néanmoins, ce risque, commun à tous les opérateurs pétroliers ayant recours à l'importation, est mitigé par les éléments suivants :

- les stocks de pétrole brut et de produits finis de la Samir équivalent à un mois de vente. Le risque s'en trouve donc limité à l'écoulement desdits stocks ;
- à long terme, si la Samir peut accuser des pertes liées à la baisse des cours internationaux, la Samir tire également profit de la situation inverse, en cas de hausse de ces même cours en s'étant approvisionnée à un coût moindre.

III.2. Risque de change

En vertu de la formule d'indexation des prix, les recettes de la Samir sont partiellement couvertes contre les fluctuations des taux de change.

Partie IX ANNEXES

DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES DE LA SAMIR

BULLETIN DE SOUSCRIPTION AUX OBLIGATIONS EMISES

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES DE LA SAMIR

I. Etats de synthèse – comptes sociaux

I.1. Principes et- méthodes comptables

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux du Code Général de la Normalisation Comptable.

I.2. Etats de synthèses des comptes sociaux (en Dh)

I.2.1. Bilan des trois derniers exercices et du 1er semestre 2008

ACTIF 30.06.2008	Brut	Amortissements & Provisions	Net
Immobilisations en non valeurs	**399 116 729**	**371 130 984**	**27 985 745**
Frais préliminaires	286 411 135	265 810 132	20 601 003
Charges à répartir sur plusieurs exercices	112 705 594	105 320 851	7 384 742
Immobilisations incorporelles	**297 228 432**	**216 732 335**	**80 496 096**
Immobilisations en recherche et développement	65 128 853	65 128 853	0
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	168 698 429	151 603 483	17 094 946
Fonds de commerce	63 400 000		63 400 000
Autres immobilisations incorporelles	1 150		1 150
Immobilisations corporelles	**12 865 577 613**	**3 916 546 673**	**8 949 030 940**
Terrains	73 019 651		73 019 651
Constructions	839 122 578	651 358 761	187 763 817
Installations techniques, matériel et outillage	4 360 662 669	3 109 478 509	1 251 184 160
Matériel de transport	37 440 080	34 000 507	3 439 573
Mobilier, matériel de bureau et aménag. divers	112 851 912	98 618 615	14 233 297
Autres immobilisations corporelles	7 811 503	6 080 363	1 731 140
Immobilisations corporelles en cours	7 434 669 220	17 009 918	7 417 659 302
Immobilisations financières	**149 670 120**	**2 463 900**	**147 206 220**
Prêts immobilisés	30 426 790		30 426 790
Autres créances financières	13 401 144	911 000	12 490 144
Titres de participation	105 366 285	1 552 900	103 813 385
Autres titres immobilisés	475 900		475 900
Ecarts de conversion -actif	**6 684 144**		**6 684 144**
Augmentation des dettes financières	6 684 144		6 684 144
ACTIF IMMOBILISE	**13 718 277 037**	**4 506 873 892**	**9 211 403 145**
Stocks	**7 649 391 540**	**162 761 046**	**7 486 630 495**
Marchandises	1 465 840 822		1 465 840 822
Matières et fournitures consommables	3 689 776 287	105 733 064	3 584 043 223
Produits en cours	916 469 295		916 469 295
Produits Finis	1 577 305 136	57 027 982	1 520 277 154
Créances de l'actif circulant	**7 735 302 300**	**119 856 694**	**7 615 445 606**
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	258 541 141		258 541 141
Clients et comptes rattachés	5 994 176 497	40 616 985	5 953 559 512
Personnel	17 099 307	13 461 353	3 637 954
Etat	1 025 272 873		1 025 272 873
Autres débiteurs	378 422 671	65 778 355	312 644 316
Comptes de régularisation Actif	61 789 811		61 789 811
Ecarts de conversion -actif	**3 719 851**		**3 719 851**
ACTIF CIRCULANT	**15 388 413 691**	**282 617 739**	**15 105 795 952**
Trésorerie-actif			
Banques T.G. et C.P.	234 246 399		234 246 399
Caisse, Régies d'avances et accréditifs	1 357 419		1 357 419
TRESORERIE-ACTIF	**235 603 819**	**0**	**235 603 819**
TOTAL ACTIF	**29 342 294 547**	**4 789 491 631**	**24 552 802 916**

ACTIF 2007	Brut	Amortissements & Provisions	Net
Immobilisations en non valeurs	**399 129 562**	**361 476 291**	**37 653 271**
Frais préliminaires	286 602 545	259 506 857	27 095 689
Charges à répartir sur plusieurs exercices	112 527 017	101 969 434	10 557 583
Immobilisations incorporelles	**297 228 432**	**204 302 113**	**92 926 319**
Immobilisations en recherche et développement	65 128 853	65 128 853	0
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	168 698 429	139 173 260	29 525 169
Fonds de commerce	63 400 000		63 400 000
Autres immobilisations incorporelles	1 150		1 150
Immobilisations corporelles	**10 671 970 590**	**3 805 013 666**	**6 866 956 925**
Terrains	73 093 291		73 093 291
Constructions	837 837 569	639 470 245	198 367 324
Installations techniques, matériel et outillage	4 342 661 889	3 014 564 645	1 328 097 245
Matériel de transport	37 440 080	32 637 859	4 802 221
Mobilier, matériel de bureau et aménag. divers	112 005 356	95 375 753	16 629 602
Autres immobilisations corporelles	7 735 715	5 955 246	1 780 469
Immobilisations corporelles en cours	5 261 196 691	17 009 918	5 244 186 773
Immobilisations financières	**146 172 599**	**2 463 900**	**143 708 699**
Prêts immobilisés	33 338 864		33 338 864
Autres créances financières	6 991 550	911 000	6 080 550
Titres de participation	105 366 285	1 552 900	103 813 385
Autres titres immobilisés	475 900		475 900
Ecarts de conversion -actif	**6 605 144**	**0**	**6 605 144**
Augmentation des dettes financières	6 605 144		6 605 144
ACTIF IMMOBILISE	**11 521 106 326**	**4 373 255 969**	**7 147 850 357**
Stocks	**5 829 534 683**	**138 930 934**	**5 690 603 748**
Marchandises	884 824 308		884 824 308
Matières et fournitures consommables	3 013 770 563	89 584 520	2 924 186 043
Produits en cours	280 853 950		280 853 950
Produits Finis	1 650 085 861	49 346 414	1 600 739 447
Créances de l'actif circulant	**5 798 310 424**	**119 856 694**	**5 678 453 731**
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	120 719 413		120 719 413
Clients et comptes rattachés	4 471 490 876	40 616 985	4 430 873 891
Personnel	17 105 876	13 461 353	3 644 523
Etat	845 272 944		845 272 944
Autres débiteurs	343 304 295	65 778 355	277 525 940
Comptes de régularisation Actif	417 020		417 020
Ecarts de conversion -actif	**916 506**		**916 506**
ACTIF CIRCULANT	**11 628 761 613**	**258 787 628**	**11 369 973 985**
Trésorerie-actif			
Banques T.G. et C.P.	7 555 598		7 555 598
Caisse, Régies d'avances et accréditifs	613 197		613 197
TRESORERIE-ACTIF	**8 168 795**	**0**	**8 168 795**
TOTAL ACTIF	**23 158 036 735**	**4 632 043 597**	**18 525 993 138**

ACTIF 2006	Brut	Amortissements & Provisions	Net
Immobilisations en non valeurs	**406 752 286**	**345 535 037**	**61 217 249**
Frais préliminaires	281 984 359	253 646 739	28 337 620
Charges à répartir sur plusieurs exercices	124 767 927	91 888 298	32 879 629
Immobilisations incorporelles	**293 925 238**	**176 005 762**	**117 919 476**
Immobilisations en recherche et développement	60 158 853	60 158 853	0
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	170 365 235	115 846 909	54 518 326
Fonds de commerce	63 400 000		63 400 000
Autres immobilisations incorporelles	1 150		1 150
Immobilisations corporelles	**7 394 790 669**	**3 598 293 019**	**3 796 497 650**
Terrains	70 879 580		70 879 580
Constructions	828 663 530	615 934 398	212 729 132
Installations techniques, matériel et outillage	4 049 605 017	2 839 992 706	1 209 612 311
Matériel de transport	35 568 827	31 490 980	4 077 847
Mobilier, matériel de bureau et aménag. divers	106 394 602	88 260 976	18 133 626
Autres immobilisations corporelles	6 850 568	5 604 042	1 246 526
Immobilisations corporelles en cours	2 296 828 546	17 009 918	2 279 818 628
Immobilisations financières	**186 844 880**	**58 795 354**	**128 049 525**
Prêts immobilisés	35 434 549		35 434 549
Autres créances financières	41 188 656	32 359 054	8 829 602
Titres de participation	109 745 775	26 436 300	83 309 475
Autres titres immobilisés	475 900		475 900
Ecarts de conversion -actif	**5 894 189**	**0**	**5 894 189**
Augmentation des dettes financières	5 894 189		5 894 189
ACTIF IMMOBILISE	**8 288 207 261**	**4 178 629 172**	**4 109 578 089**
Stocks	**4 417 108 453**	**107 627 936**	**4 309 480 517**
Marchandises	374 834 373		374 834 373
Matières et fournitures consommables	2 647 191 362	63 147 263	2 584 044 099
Produits en cours	167 852 018		167 852 018
Produits Finis	1 227 230 701	44 480 673	1 182 750 027
Créances de l'actif circulant	**4 899 279 566**	**149 598 858**	**4 749 680 709**
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	178 689 323	28 642 164	150 047 159
Clients et comptes rattachés	3 173 453 596	40 616 985	3 132 836 610
Personnel	18 912 910	13 461 353	5 451 556
Etat	1 242 566 887		1 242 566 887
Autres débiteurs	285 290 519	66 878 355	218 412 164
Comptes de régularisation Actif	366 332		366 332
Ecarts de conversion -actif	**913 569**		**913 569**
ACTIF CIRCULANT	**9 317 301 589**	**257 226 794**	**9 060 074 795**
Trésorerie-actif			
Banques T.G. et C.P.	53 382 957		53 382 957
Caisse, Régies d'avances et accréditifs	1 746 744		1 746 744
TRESORERIE-ACTIF	**55 129 701**	**0**	**55 129 701**
TOTAL ACTIF	**17 660 638 551**	**4 435 855 966**	**13 224 782 585**

ACTIF 2005	Brut	Amortissements & Provisions	Net
Immobilisations en non valeurs	**490 843 439**	**350 681 156**	**140 162 284**
Frais préliminaires	346 078 486	263 400 102	82 678 384
Charges à répartir sur plusieurs exercices	144 764 954	87 281 054	57 483 899
Immobilisations incorporelles	**286 549 229**	**145 811 705**	**140 737 523**
Immobilisations en recherche et développement	58 547 475	58 547 475	0
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	164 600 604	87 264 230	77 336 373
Fonds de commerce	63 400 000		63 400 000
Autres immobilisations incorporelles	1 150		1 150
Immobilisations corporelles	**5 538 568 584**	**3 399 154 938**	**2 139 413 646**
Terrains	59 606 221		59 606 221
Constructions	801 012 308	591 928 613	209 083 695
Installations techniques, matériel et outillage	3 579 974 038	2 656 183 557	923 790 481
Matériel de transport	37 155 682	30 636 433	6 519 249
Mobilier, matériel de bureau et aménag. divers	105 596 068	81 255 438	24 340 630
Autres immobilisations corporelles	6 850 568	5 149 060	1 701 508
Immobilisations corporelles en cours	948 373 699	34 001 836	914 371 863
Immobilisations financières	**181 389 747**	**58 728 213**	**122 661 533**
Prêts immobilisés	35 774 925		35 774 925
Autres créances financières	35 393 147	32 291 913	3 101 234
Titres de participation	109 745 775	26 436 300	83 309 475
Autres titres immobilisés	475 900		475 900
Ecarts de conversion -actif	**5 295 877**	**0**	**5 295 877**
Augmentation des dettes financières	5 295 877		5 295 877
ACTIF IMMOBILISE	**6 502 646 876**	**3 954 376 012**	**2 548 270 864**
Stocks	**4 209 903 808**	**100 651 567**	**4 109 252 241**
Marchandises	118 574 001		118 574 001
Matières et fournitures consommables	2 702 418 944	100 651 567	2 601 767 378
Produits en cours	366 852 750		366 852 750
Produits Finis	1 022 058 113		1 022 058 113
Créances de l'actif circulant	**5 357 528 140**	**149 631 793**	**5 207 896 347**
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	73 162 996	28 675 100	44 487 896
Clients et comptes rattachés	3 640 821 216	40 616 985	3 600 204 231
Personnel	21 583 790	13 461 353	8 122 436
Etat	900 611 923		900 611 923
Autres débiteurs	504 400 162	66 878 355	437 521 807
Comptes de régularisation Actif	216 948 053		216 948 053
Ecarts de conversion -actif	**34 075 386**		**34 075 386**
ACTIF CIRCULANT	**9 601 507 334**	**250 283 360**	**9 351 223 974**
Trésorerie-actif			
Banques T.G. et C.P.	623 258 921		623 258 921
Caisse, Régies d'avances et accréditifs	1 031 020		1 031 020
TRESORERIE-ACTIF	**624 289 940**	**0**	**624 289 940**
TOTAL ACTIF	**16 728 444 149**	**4 204 659 372**	**12 523 784 778**

PASSIF	2005	2006	2007	30.06.2008
Capital social	1 189 966 500	1 189 966 500	1 189 966 500	1 189 966 500
Prime d'émission, de fusion, d'apport	757 810 297	757 810 297	757 810 297	757 810 297
Réserve légale	123 658 650	123 658 650	123 658 650	123 658 650
Réserves d'investissements	440 661 948	533 161 948	695 161 948	1 026 411 948
Autres réserves	1 373 125 847	1 558 104 917	1 558 104 917	1 421 595 273
Report à nouveau			11 266 352	
Résultat net de l'exercice	753 465 671	435 058 982	421 467 304	376 627 746
Total des capitaux propres	**4 638 688 913**	**4 597 761 295**	**4 757 435 968**	**4 896 070 415**
Capitaux propres assimiles	**530 419 829**	**331 250 000**	**0**	**0**
Provisions réglementées	530 419 829	331 250 000	0	
Dettes de financement	**41 548 175**	**500 976 643**	**4 162 033 712**	**4 197 639 835**
Autres dettes de financement	41 548 175	500 976 643	4 162 033 712	4 197 639 835
Provisions durables pour risques et charges	**390 428 546**	**260 707 055**	**128 890 142**	**162 550 662**
Provisions pour risques	34 130 651	24 770 799	20 579 913	22 052 497
Provisions pour charges	356 297 895	235 936 256	108 310 229	140 498 165
Ecarts de conversion -passif	**0**	**0**	**0**	**0**
FINANCEMENT PERMANENT	**5 601 085 462**	**5 690 694 992**	**9 048 359 822**	**9 256 260 911**
Dettes de passif circulant	**4 492 620 422**	**3 136 443 421**	**3 897 577 618**	**6 995 553 705**
Fournisseurs et comptes rattachés	4 030 934 800	2 938 002 676	3 196 687 681	6 037 052 861
Clients créditeurs, avances et acomptes	30 745 779	29 219 629	37 671 533	65 327 386
Personnel	10 432 952	9 946 159	12 448 757	23 680 262
Organismes Sociaux	38 403 872	18 185 931	19 561 952	17 042 872
Etat	268 396 734	560 125	405 657 308	342 407 673
Comptes d'associés	4 907 193	3 738 492	6 319 410	241 727 084
Autres créanciers	92 907 442	82 983 265	79 808 551	75 223 631
Comptes de régularisation-Passif	15 891 651	53 807 143	139 422 426	193 091 936
Autres provisions pour risques et charges	**59 575 386**	**913 569**	**916 506**	**3 719 851**
Ecarts de conversion -passif	**4 240 930**	**7 706 776**	**5 615 383**	**62 987 762**
PASSIF CIRCULANT	**4 556 436 738**	**3 145 063 767**	**3 904 109 507**	**7 062 261 318**
Crédits d'escompte	629 233 502	301 180 264	387 635 715	236 177 286
Crédits de trésorerie	500 000 000	2 148 165 561	2 816 357 606	5 681 069 228
Banques (Soldes créditeurs)	1 237 029 077	1 939 678 002	2 369 530 488	2 317 034 173
TRESORERIE -PASSIF	**2 366 262 578**	**4 389 023 826**	**5 573 523 808**	**8 234 280 687**
TOTAL PASSIF	**12 523 784 778**	**13 224 782 585**	**18 525 993 138**	**24 552 802 916**

I.2.2. Comptes de produits et de charges au 30.06.2007 et au 30.06.2008

COMPTES DE PRODUITS ET DE CHARGES	Opérations		Juin 2008	Juin 2007
	Juin 2008	Exercices précédents		
Ventes de marchandises (en l'état)	3 516 645 397		3 516 645 397	1 782 369 806
Ventes de biens et services produits	17 519 661 874	681 818	17 520 343 692	12 519 061 095
Chiffre d'affaires	**21 036 307 270**	**681 818**	**21 036 989 089**	**14 301 430 901**
Variations des stocks de produits (+/-)	562 834 620		562 834 620	-180 261 680
Subventions d'exploitation	18 691 589		18 691 589	20 000 000
Autres produits d'exploitation	0	844 340	844 340	15 950 282
Reprises d'exploitation, transfert de charges	157 095 118		157 095 118	191 221 558
Produits d'exploitation	**21 774 928 597**	**1 526 158**	**21 776 454 754**	**14 348 341 061**
Achats revendus de marchandises	4 036 091 909	3 433 008	4 039 524 918	1 396 993 779
Achats consommés de matières et fournitures	16 635 686 600	-694 827	16 634 991 774	12 240 213 218
Autres charges externes	120 062 696	-1 455 977	118 606 719	159 868 075
Impôts et taxes	12 501 469	176 682	12 678 151	20 416 883
Charges de personnel	149 336 102	2 545 235	151 881 337	155 058 483
Autres charges d'exploitation	5 160 999		5 160 999	2 848 564
Dotations d'exploitation	317 569 184		317 569 184	225 208 549
Charges d'exploitation	**21 276 408 960**	**4 004 122**	**21 280 413 082**	**14 200 607 551**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**496 041 673**	**147 733 511**
Produits des titres de participation et autr. titres immob.	43 846 000		43 846 000	45 538 240
Résultat des entités mises en équivalence	231 598 290		231 598 290	83 775 146
Gains de change	7 216 684		7 216 684	4 387 651
Intérêts et autres produits financiers	7 521 650		7 521 650	6 807 758
Produits financiers	**290 182 624**	**0**	**290 182 624**	**140 508 795**
Charges d'intérêts	178 796 681	10 874	178 807 555	81 283 831
Pertes de change	31 002 773		31 002 773	20 846 175
Dotations financières	10 403 995		10 403 995	6 807 295
Charges financières	**220 203 449**	**10 874**	**220 214 323**	**108 937 301**
RESULTAT FINANCIER			**69 968 301**	**31 571 495**
RESULTAT COURANT			**566 009 973**	**179 305 005**
Produits des cessions d'immobilisations	0		0	0
Autres produits non courants	7 225	600	7 825	148
Reprises non courantes, transferts de charges	0		0	107 250 000
Produits non courants	**7 225**	**600**	**7 825**	**107 250 148**
Valeurs nettes d'amortissements des immo cédées	0		0	0
Subventions accordées	2 012 392		2 012 392	2 393 655
Autres charges non courantes	13 276 263		13 276 263	11 165 736
Dotations non courantes aux amort. et aux prov.	0		0	0
Charges non courantes	**15 288 655**	**0**	**15 288 655**	**13 559 391**
RESULTAT NON COURANT			**-15 280 830**	**93 690 757**
RESULTAT AVANT IMPÔTS			**550 729 144**	**272 995 762**
Impôts sur les résultats	**174 101 397**		**174 101 397**	**65 367 500**
RESULTAT NET			**376 627 746**	**207 628 262**

I.2.3. Comptes de produits et de charges 2005-2007

COMPTES DE PRODUITS ET DE CHARGES 2007	Opérations		Total
	2 007	Exercices précédents	
Ventes de marchandises (en l'état)	4 382 033 087		4 382 033 087
Ventes de biens et services produits	26 981 904 977	160 131	26 982 065 108
Chiffre d'affaires	**31 363 938 064**	**160 131**	**31 364 098 195**
Variations des stocks de produits (+/-)	535 857 093	0	535 857 093
Subventions d'exploitation	37 383 178		37 383 178
Autres produits d'exploitation		18 118 294	18 118 294
Reprises d'exploitation, transfert de charges	233 150 153	7 752 869	240 903 022
Produits d'exploitation	**32 170 328 487**	**26 031 294**	**32 196 359 781**
Achats revendus de marchandises	3 845 187 742	-4 516 720	3 840 671 022
Achats consommés de matières et fournitures	26 688 661 644	951 399	26 689 613 043
Autres charges externes	349 563 444	-26 525 066	323 038 378
Impôts et taxes	40 748 078	269 751	41 017 829
Charges de personnel	307 806 808	334 114	308 140 922
Autres charges d'exploitation	5 231 528	3 424 717	8 656 245
Dotations d'exploitation	494 169 228		494 169 228
Charges d'exploitation	**31 731 368 472**	**-26 061 804**	**31 705 306 668**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**491 053 113**
Produits des titres de participation et autr. titres immob.	45 562 940		45 562 940
Résultat des entités mises en équivalence	247 112 642		247 112 642
Gains de change	10 332 449		10 332 449
Intérêts et autres produits financiers	6 807 758	0	6 807 758
Produits financiers	**309 815 790**	**0**	**309 815 790**
Charges d'intérêts	223 942 259	-142 408	223 799 851
Pertes de change	52 207 489		52 207 489
Dotations financières	7 521 650	0	7 521 650
Charges financières	**283 671 398**	**-142 408**	**283 528 989**
RESULTAT FINANCIER			**26 286 800**
RESULTAT COURANT			**517 339 914**
Produits des cessions d'immobilisations	31 476 578		31 476 578
Autres produits non courants	5 525	26 468	31 993
Reprises non courantes, transferts de charges	511 570 151		511 570 151
Produits non courants	**543 052 254**	**26 468**	**543 078 722**
Valeurs nettes d'amortissements des immo cédées	4 934 663		4 934 663
Subventions accordées	4 461 611		4 461 611
Autres charges non courantes	456 320 053		456 320 053
Dotations non courantes aux amort. et aux prov.	1 192 232		1 192 232
Charges non courantes	**466 908 559**	**0**	**466 908 559**
RESULTAT NON COURANT			**76 170 163**
RESULTAT AVANT IMPÔTS			**593 510 076**
Impôts sur les résultats	**145 615 350**	**26 427 422**	**172 042 773**
RESULTAT NET			**421 467 304**

COMPTES DE PRODUITS ET DE CHARGES 2006	Opérations		Total
	2 006	Exercices précédents	
Ventes de marchandises (en l'état)	2 439 541 451		2 439 541 451
Ventes de biens et services produits	26 569 681 504	1 356 305	26 571 037 808
Chiffre d'affaires	**29 009 222 954**	**1 356 305**	**29 010 579 259**
Variations des stocks de produits (+/-)	6 171 856	0	6 171 856
Subventions d'exploitation	103 558 273		103 558 273
Autres produits d'exploitation		222 092 979	222 092 979
Reprises d'exploitation, transfert de charges	211 332 324		211 332 324
Produits d'exploitation	**29 330 285 407**	**223 449 284**	**29 553 734 691**
Achats revendus de marchandises	2 435 520 639		2 435 520 639
Achats consommés de matières et fournitures	25 558 651 897	55 134 885	25 613 786 782
Autres charges externes	322 928 073	-51 845 515	271 082 558
Impôts et taxes	44 120 522	36 558	44 157 079
Charges de personnel	329 065 244	-1 099 055	327 966 189
Autres charges d'exploitation	5 239 292	3 749 797	8 989 089
Dotations d'exploitation	473 889 522		473 889 522
Charges d'exploitation	**29 169 415 189**	**5 976 670**	**29 175 391 859**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**378 342 833**
Produits des titres de participation et autr. titres immob.	46 522 725		46 522 725
Résultat des entités mises en équivalence	260 182 773		260 182 773
Gains de change	10 924 487		10 924 487
Intérêts et autres produits financiers	39 371 263	0	39 371 263
Produits financiers	**357 001 248**	**0**	**357 001 248**
Charges d'intérêts	151 985 886	-796 366	151 189 520
Pertes de change	100 666 233		100 666 233
Dotations financières	6 807 758	0	6 807 758
Charges financières	**259 459 877**	**-796 366**	**258 663 511**
RESULTAT FINANCIER			**98 337 737**
RESULTAT COURANT			**476 680 570**
Produits des cessions d'immobilisations	3 638 860		3 638 860
Autres produits non courants	1 238 370	14 034 001	15 272 371
Reprises non courantes, transferts de charges	391 461 454	32 935	391 494 390
Produits non courants	**396 338 684**	**14 066 936**	**410 405 621**
Valeurs nettes d'amortissements des immo cédées	32 942		32 942
Subventions accordées	4 536 467		4 536 467
Autres charges non courantes	131 445 211	110 772 596	242 217 806
Dotations non courantes aux amort. et aux prov.	93 067 141		93 067 141
Charges non courantes	**229 081 760**	**110 772 596**	**339 854 356**
RESULTAT NON COURANT			**70 551 264**
RESULTAT AVANT IMPÔTS			**547 231 834**
Impôts sur les résultats	**112 172 852**		**112 172 852**
RESULTAT NET			**435 058 982**

COMPTES DE PRODUITS ET DE CHARGES 2005	Opérations		Total
	2 005	Exercices précédents	
Ventes de marchandises (en l'état)	1 471 529 280	0	1 471 529 280
Ventes de biens et services produits	24 452 289 132	526 582	24 452 815 714
Chiffre d'affaires	**25 923 818 413**	**526 582**	**25 924 344 995**
Variations des stocks de produits (+/-)	438 330 473	0	438 330 473
Subventions d'exploitation	183 534 397		183 534 397
Autres produits d'exploitation		15 405 089	15 405 089
Reprises d'exploitation, transfert de charges	304 109 360		304 109 360
Produits d'exploitation	**26 849 792 642**	**15 931 671**	**26 865 724 313**
Achats revendus de marchandises	1 385 327 561		1 385 327 561
Achats consommés de matières et fournitures	23 067 029 814	-781 620	23 066 248 194
Autres charges externes	429 266 874	31 929	429 298 803
Impôts et taxes	43 127 285	63 219	43 190 504
Charges de personnel	360 344 856	2 576 613	362 921 469
Autres charges d'exploitation	5 271 429	1 030 635	6 302 064
Dotations d'exploitation	596 234 808		596 234 808
Charges d'exploitation	**25 886 602 625**	**2 920 777**	**25 889 523 402**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**976 200 911**
Produits des titres de participation et autr. titres immob.	26 024 700		26 024 700
Résultat des entités mises en équivalence	124 947 655		124 947 655
Gains de change	15 229 859	3 945	15 233 803
Intérêts et autres produits financiers	7 744 077	0	7 744 077
Produits financiers	**173 946 291**	**3 945**	**173 950 236**
Charges d'intérêts	74 595 192	-987 698	73 607 494
Pertes de change	239 550 774		239 550 774
Dotations financières	39 371 263	0	39 371 263
Charges financières	**353 517 229**	**-987 698**	**352 529 531**
RESULTAT FINANCIER			**-178 579 295**
RESULTAT COURANT			**797 621 616**
Produits des cessions d'immobilisations	447 805 110		447 805 110
Autres produits non courants	113 453	1 069	114 522
Reprises non courantes, transferts de charges	361 169 049	2 755 265	363 924 314
Produits non courants	**809 087 612**	**2 756 334**	**811 843 946**
Valeurs nettes d'amortissements des immo cédées	213 086 394		213 086 394
Subventions accordées	3 863 806		3 863 806
Autres charges non courantes	38 638 902	1 808	38 640 710
Dotations non courantes aux amort. et aux prov.	311 739 356	160 075	311 899 432
Charges non courantes	**567 328 458**	**161 883**	**567 490 342**
RESULTAT NON COURANT			**244 353 604**
RESULTAT AVANT IMPÔTS			**1 041 975 220**
Impôts sur les résultats	**288 509 549**		**288 509 549**
RESULTAT NET			**753 465 671**

I.2.4. Etat des soldes de gestion au 30.06.2007 et au 30.06.2008

ETAT DES SOLDES DE GESTION	30.06.2007	30.06.2008
Ventes de marchandises (en l'état)	1 782 369 806	3 516 645 397
Achats revendus de marchandises	1 396 993 779	4 039 524 918
Marge brute sur ventes (en l'état)	**385 376 027**	**-522 879 521**
Production de l'exercice	**12 338 799 416**	**18 083 178 312**
Ventes de biens et services produits	12 519 061 095	17 520 343 692
Variation stocks de produits	-180 261 680	562 834 620
Consommation de l'exercice	**12 400 081 293**	**16 753 598 492**
Achats consommés de mat. et fournit.	12 240 213 218	16 634 991 774
Autres charges externes	159 868 075	118 606 719
Valeur ajoutée	**324 094 150**	**806 700 298**
Subventions d'exploitation	20 000 000	18 691 589
Impôts et taxes	20 416 883	12 678 151
Charges de personnel	155 058 483	151 881 337
Excédent brut d'exploitation (EBE)	**168 618 784**	**660 832 399**
Autres produits d'exploitation	15 950 282	844 340
Autres charges d'exploitation	2 848 564	5 160 999
Reprise d'exploit: transferts de charges	191 221 558	157 095 118
Dotations d'exploitation	225 208 549	317 569 184
Résultat d'exploitation	**147 733 511**	**496 041 673**
Résultat financier	**31 571 495**	**69 968 301**
Résultat courant	**179 305 005**	**566 009 973**
Résultat non courant	**93 690 757**	**-15 280 830**
Impôts sur les résultats	65 367 500	174 101 397
Résultat net de l'exercice	**207 628 262**	**376 627 746**

I.2.5. Etat des soldes de gestion 2005-2007

ETAT DES SOLDES DE GESTION	2005	2006	2007
Ventes de marchandises (en l'état)	1 471 529 280	2 439 541 451	4 382 033 087
Achats revendus de marchandises	1 385 327 561	2 435 520 639	3 840 671 022
Marge brute sur ventes (en l'état)	**86 201 720**	**4 020 812**	**541 362 064**
Production de l'exercice	**24 891 146 187**	**26 577 209 664**	**27 517 922 201**
Ventes de biens et services produits	24 452 815 714	26 571 037 808	26 982 065 108
Variation stocks de produits	438 330 473	6 171 856	535 857 093
Consommation de l'exercice	**23 495 546 997**	**25 884 869 340**	**27 012 651 421**
Achats consommés de mat. et fournit.	23 066 248 194	25 613 786 782	26 689 613 043
Autres charges externes	429 298 803	271 082 558	323 038 378
Valeur ajoutée	**1 481 800 910**	**696 361 136**	**1 046 632 844**
Subventions d'exploitation	183 534 397	103 558 273	37 383 178
Impôts et taxes	43 190 504	44 157 079	41 017 829
Charges de personnel	362 921 469	327 966 189	308 140 922
Excédent brut d'exploitation (EBE)	**1 259 223 334**	**427 796 140**	**734 857 271**
Autres produits d'exploitation	15 405 089	222 092 979	18 118 294
Autres charges d'exploitation	6 302 064	8 989 089	8 656 245
Reprise d'exploit: transferts de charges	304 109 360	211 332 324	240 903 022
Dotations d'exploitation	596 234 808	473 889 522	494 169 228
Résultat d'exploitation	**976 200 911**	**378 342 833**	**491 053 113**
Résultat financier	**-178 579 295**	**98 337 737**	**26 286 800**
Résultat courant	**797 621 616**	**476 680 570**	**517 339 914**
Résultat non courant	**244 353 604**	**70 551 264**	**76 170 163**
Impôts sur les résultats	288 509 549	112 172 852	172 042 773
Résultat net de l'exercice	**753 465 671**	**435 058 982**	**421 467 304**

I.2.6. Capacité d'autofinancement au 30.06.2007 et au 30.06.2008

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	30.06.2008	30.06.2007
(+) Résultat de l'exercice	376 627 746	207 628 262
(+) Dotations d'exploitation	198 478 581	187 473 550
(+) Dotations financières	6 684 144	6 807 295
(+) Dotations non courantes	0	0
(-) Reprises d'exploitation	31 279 138	113 236 874
(-) Reprises financières	6 605 144	5 894 189
(-) Reprises non courantes		107 250 000
(-) Produits de cessions d'immo.		
(+) Valeurs nettes d'amortissement des immo cédées		
Capacité d'autofinancement	**543 906 190**	**175 528 044**
(-) Distributions des bénéfices	237 993 300	261 792 630
Autofinancement	**305 912 890**	**-86 264 586**

I.2.7. Capacité d'autofinancement 2005-2007

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	2 005	2 006	2 007
(+) Résultat de l'exercice	753 465 671	435 058 982	421 467 304
(+) Dotations d'exploitation	518 417 199	389 255 125	386 507 444
(+) Dotations financières	5 295 877	5 894 189	6 605 144
(+) Dotations non courantes	311 739 356	93 067 141	911 000
(-) Reprises d'exploitation	100 279 611	107 672 061	144 159 874
(-) Reprises financières	6 674 486	5 295 877	5 894 189
(-) Reprises non courantes	225 720 327	391 461 454	449 133 400
(-) Produits de cessions d'immo.	447 805 110	3 638 860	31 476 578
(+) Valeurs nettes d'amortissement des immo cédées	213 086 394	32 942	4 934 663
Capacité d'autofinancement	**1 021 524 963**	**415 240 126**	**189 761 512**
(-) Distributions des bénéfices	320 480 955	475 986 600	261 792 630
Autofinancement	**701 044 008**	**-60 746 474**	**-72 031 118**

I.2.8. Tableau des flux de trésorerie au 30.06.2007 et au 30.06.2008

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	30.06.2007	30.06.2008
Ressources		
Autofinancement	-86 264 586	305 912 890
CAF	*175 528 044*	*543 906 190*
- Distribution de dividendes	*-261 792 630*	*-237 993 300*
Cession d'actifs	27 803 537	3 690 934
Augmentation des dettes de financement	2 624 924 119	72 729 930
Variation BFR	999 263 636	
Total Ressources	**3 565 726 706**	**382 333 753**
Emplois		
Acquisition et augmentation d'immobilisations	1 247 847 749	2 200 192 201
Remboursement des dettes de financement	35 714 285	37 202 808
Emplois en non valeur	28 139 170	590 443
Variation BFR		577 670 156
Total Emplois	**1 311 701 204**	**2 815 655 608**
Variation de trésorerie	2 254 025 502	-2 433 321 855
Trésorerie début d'exercice	-4 333 894 125	-5 565 355 013
Trésorerie fin d'exercice	**-2 079 868 623**	**-7 998 676 868**

I.2.9. Tableau des flux de trésorerie 2005-2007

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	2 005	2 006	2 007
Ressources			
Autofinancement	701 044 008	-60 746 474	-72 031 118
CAF	*1 021 524 963*	*415 240 126*	*189 761 512*
- Distribution de dividendes	*-320 480 955*	*-475 986 600*	*-261 792 630*
Cession d'actifs	453 184 598	11 677 944	77 655 012
Augmentation des dettes de financement		500 000 000	3 731 774 685
Variation BFR			
Total Ressources	**1 154 228 606**	**450 931 470**	**3 737 398 579**
Emplois	0	0	0
Acquisition et augmentation d'immobilisations	951 413 278	1 878 725 728	3 328 054 494
Remboursement des dettes de financement	39 217 439	41 169 844	71 428 570
Emplois en non valeur	82 441 367	2 733 593	18 522 953
Variation BFR	456 068 601	1 120 223 792	1 550 853 450
Total Emplois	**1 529 140 685**	**3 042 852 957**	**4 968 859 467**
Variation de trésorerie	-374 912 079	-2 591 921 487	-1 231 460 888
Trésorerie début d'exercice	-1 367 060 559	-1 741 972 638	-4 333 894 125
Trésorerie fin d'exercice	**-1 741 972 638**	**-4 333 894 125**	**-5 565 355 013**

I.2.10. Principales méthodes d'évaluation appliquées (A1) au titre de l'exercice 2007

Les principales méthodes d'évaluation appliquées par la Samir se ventilent comme suit :

Actif immobilisé :

A. Evaluation à l'entrée :

1) Immobilisations en non-valeurs :

La valeur d'entrée des frais de formation est constituée par :

- Les frais d'assistance
- les frais de séjour et de déplacement des formateurs

Les frais relatifs à l'augmentation du capital sont constitués par :

- Les frais d'enregistrement
- La taxe notariale
- Les frais d'études
- Les frais d'actes et de timbres

2) Immobilisations incorporelles :

Le fonds de commerce :

- La valeur d'entrée est la valeur d'apport

Les logiciels informatiques :

- La valeur d'entrée est égale au prix d'achat du logiciel

3) Immobilisations corporelles :

Les terrains
Les constructions
Les installations
Le matériel de transport
Le mobilier, matériel de bureau et aménagements divers

L'entrée des immobilisations corporelles au patrimoine est comptabilisée sur la base du prix d'achat à la date de règlement augmenté des :

- Droits de douanes
- Frais de transit
- Transport et assurance
- Frais d'installations

4) Immobilisations financières

Les prêts immobilisés :

Chaque type de prêt est inscrit en comptabilité pour son montant nominal.

Autres créances financières :

- Société Guigues
- Dépôts et cautionnements

La valeur d'entrée retenue est la valeur nominale.

Titres de participation :

Ils sont comptabilisés au prix d'achat de chaque action.

B. Corrections de valeur

1) Méthode d'amortissement :

Le régime d'amortissement est linéaire.

Les taux appliqués pour chaque type d'immobilisation sont :

- Les immobilisations en non-valeurs : 20%, 33% et 100%
- Les immobilisations incorporelles : 20% à l'exception des recherches et développement amorties à 100%
- Les immobilisations corporelles :
  - ✓ Constructions : 5% (exception : 10% pour l'étanchéité)
  - ✓ Installations : 10% (exception : 20% pour le coût de fabrication du catalyseur)
  - ✓ Matériel de transport : 25% (exception : 20% pour les véhicules de personnes)
  - ✓ Matériel informatique : 20%

2) Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation

- La provision à 50% du projet préflash.

3) Méthodes de détermination des écarts de conversion-Actif

Cet écart provient des différences entre les valeurs initialement inscrites dans les comptes sur la base de leur valeur historique du jour de leur acquisition et celles résultantes de l'actualisation de cette valeur aux cours de change de la date de clôture de l'exercice.

Lorsque les cours augmentent et traduisent des pertes latentes en cas de majoration des dettes ou minoration des créances, la différence est inscrite à l'actif du bilan en "écart de conversion actif", écart provisionné au passif du bilan.

Actif circulant (hors trésorerie)

A. Evaluation a l'entrée

1) Les stocks

Pétrole brut :

Le stock de matières premières est valorisé au prix de revient rendus bacs par type de pétrole brut suivant la méthode "FIFO"

Produits finis :

Pour ces produits, la méthode de valorisation consiste à calculer un coût de production mensuel à la tonne produite en rapportant les charges d'exploitation mensuelle moyenne.

Le rapport entre le coût de production de la tonne produite et le prix de vente mensuel, appliqué aux prix de vente de chaque produit, permet de déterminer un coût unitaire par produit utilisé pour valoriser les stocks des produits finis.

Sont exclues de la valorisation des stocks, les charges d'exploitation suivantes :

N° de compte	Libellés
6122801	Achats hôtellerie
6124280	Variation de stock hôtellerie
6135210/20/30	Appointements, heures supplémentaires et charges sociales afférentes du personnel ext. à l'entreprise
6135310	Rémunérations des douaniers
6136110	Commissions et courtages
6141510	Documentation générale
6143170	Voyages et déplacements du personnel
6143570	Missions du personnel
6146120	Cotisation dans l'intérêt de la société
6143610	Invités de la société
6143620	Manifestations officielles
6143670	Réceptions pour le personnel de la société
6144110	Annonces et insertions
6144210	Echantillon, catalogues et imprimés publicitaires.
6144310	Foires et expositions
6144410	Primes de publicité
6144610	Publications
6144620	Photos et reportages
6144810	Autres charges publicitaires et relations publiques
6144710	Cadeaux à la clientèle
6146220/30	Dons
6165110	Prorata TVA non récupérable
617	Frais du personnel (Hors production)
6181010	Jetons de présence
6191110	Dotations aux amortissements des immobilisations non affectées à la production
6191220	Dotations aux amortissements des charges à répartir non affectées à la production

Produits finis importés :

Le stock de produits finis importés est valorisé au prix de revient rendus bacs par type de produit suivant la méthode "FIFO".

Produits semi-finis :

Ils sont valorisés sur la base des coûts unitaires des produits finis correspondants, diminués d'une décote de 8%.

Le slop est valorisé sur la base du coût unitaire du fuel-oil diminué d'une décote de 61%.

Matériel magasin :

Les stocks des articles du magasin sont valorisés par la méthode du "coût moyen pondéré", sur la base du prix d'achat majoré des frais d'approche (transit, assurance, douane, transport, fret).

2) Les créances

Toute créance est saisie en comptabilité par référence au prix de vente facturé T.T.C.

Les créances libellées en monnaies étrangères sont actualisées à la fin de l'année au dernier cours de change connu.

Au cours de l'année, toute vente à l'étranger est enregistrée en comptabilité au cours de la date du bulletin de livraison.

3) Titres et valeurs de placement

Dépôts à terme :

La valeur du dépôt à terme est la valeur nominale.

Titres de placement :

La valeur d'entrée est le prix d'acquisition des titres

B. Corrections de valeur

1) Méthode d'évaluation des provisions pour dépréciation

Les stocks :

Cette provision porte sur :

- Les stocks du magasin devenus obsolètes
- Le stock du pétrole brut déprécié à 100% pour les sédiments et au prix du fuel pour le reste du fond de bac
- Les stocks de produits finis sont dépréciés pour la partie du prix de revient qui excède le prix de reprise

Créances de l'actif circulant :

Sont provisionnées à 100% :

- Le solde des comptes du personnel et de régularisation non analysés
- Les créances frappées par la forclusion
- Les créances contestées par les clients

2) Méthodes de détermination des écarts de conversion-ACTIF

La méthode de détermination des écarts de conversion Actif est similaire à celle visée au 3ème du B relative à l'actif immobilisé.

Financement permanant

1) Méthodes de réévaluation :

Néant

2) 2°- Méthodes d'évaluation des provisions réglementées :

La provision pour investissement est calculée sur la base du bénéfice fiscal avant impôt.

3) Dettes de financement permanent :

Les dettes de financement sont inscrites pour leur valeur nominale résultante des contrats et conventions de crédit. Toutefois, à la fin de chaque année, les dettes de financement en monnaies étrangères sont actualisées au cours de change de clôture de l'exercice.

La différence entre le cours historique et le cours de clôture apparaissent en écart de conversion actif ou passif.

4) Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges:

Provisions pour pertes de change:

Cette provision représente la différence entre la valeur d'entrée de la dette à caractère durable et sa valeur actualisée au dernier cours de change connu à la clôture.

Les écarts de conversion actif et passif sont contre-passés au début de l'exercice.

Provisions pour charge:

Fonds d'ancienneté :

Tout agent partant en retraite a droit à l'équivalent d'une semaine travaillée par année d'ancienneté, calculée sur la base du salaire de fin de carrière actualisé.

Le montant de la provision constituée chaque fin d'année est égal au montant dû à cette date à tous les agents statutaires.

Grosses réparations :

La société planifie des arrêts des unités de production pour l'entretien récurrent.

La provision pour grosses réparations est mise à jour selon le plan triennal de maintenance des installations.

5) Méthodes de détermination des écarts de conversion-passif

Les dettes et les créances libellées en monnaie étrangères sont converties à la fin d'année en se basant sur le cours de change connu.

Tout gain latent résultant de la comparaison entre la valeur obtenue et la valeur historique est comptabilisé en écart de conversion passif.

Passif circulant (hors trésorerie)

1) Dettes du passif circulant

Les dettes sont comptabilisées pour leur montant nominal. Les achats de biens et services sont comptabilisés au cours du règlement.

2) Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges

Provisions pour pertes de change :

En application du principe de prudence le montant de la provision est égal à la perte latente constatée à la fin d'année suite à la comparaison entre la valeur d'entrée de la dette circulante et sa valeur actualisée au cours de la clôture.

3) Méthodes de détermination des écarts de conversion-passif

Les créances et les dettes circulantes sont valorisées à la fin de l'année au dernier cours de change connu. La différence entre la valeur obtenue et la valeur d'entrée est saisie en comptabilité sous forme d'écart de conversion passif en cas de profit de change latent. Ce profit latent non encore réalisé n'est pas à constater en produits en comptabilité, et ce, par respect du principe de prudence.

Trésorerie

1) Trésorerie-Actif

Les disponibles en espèces et en banques sont comptabilisés pour leur montant nominal en Dirhams.

2) Trésorerie-Passif.

Le montant des dettes relatives au financement extérieur des achats du pétrole Brut est l'équivalent en Dirhams des crédits en devises au jour du règlement du fournisseur étranger.

3) Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation

A la fin de l'année, la valeur actuelle de chaque élément de la trésorerie actif est comparée à la valeur d'entrée.

Toute dépréciation jugée non irréversible, fait l'objet de la constitution d'une provision.

Il est à noter qu'aucune provision pour dépréciation de la trésorerie de la Samir n'a été constituée.

Financement projets

La date du 09 octobre 2006 a connu la signature du contrat de prêt relatif au financement du projet de modernisation de la raffinerie de Mohammedia entre la Samir et un consortium de banques nationales pour un montant de 3,5 milliard de dirhams, ce montant a été débloqué en totalité au 31 décembre 2007.

La Samir a également signé en 2007 un contrat de prêt avec CALYON d'environ 32 millions d'euros pour le financement du projet de la réalisation d'une centrale de cogénération de la raffinerie de Mohammedia.

I.2.11. Etat des dérogations (A2) au titre de l'exercice 2007

Indications des dérogations	Justification des dérogations	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	Néant	Néant
II- Dérogations aux méthodes d'évaluation	Néant	Néant
III-Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	Néant	Néant

I.2.12. Tableau État des changements de méthodes (A3) au titre de l'exercice 2007

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
Changements affectant les méthodes d'évaluation : 1 - Valorisation des stocks de matières premières : Le stock de pétrole brut est désormais valorisé suivant la méthode "FIFO". Auparavant, il était déterminé sur la base du coût moyen pondéré. 2 - Valorisation des stocks de produits finis Le stock des produits finis fabriqués au sein de la société est calculé au coût de production mensuel. Auparavant, il était valorisé sur la base du coût moyen alors que le stock des produits finis importés est valorisé selon la méthode "FIFO" au lieu du coût moyen pondéré. 4 -Valorisation des stocks de produits semi-finis : Le stock des produits semi-finis est valorisé sur la base du coût unitaire des produits finis correspondants.	Ce changement est justifié par l'alignement avec la méthode de groupe et la hausse irréversible des cours du pétrole	-Impact sur le résultat : 61 153 KDh -Impact sur le stock : 81 011 KDh -Impact sur le résultat : 202 123 KDh -Impact sur le stock : 267 757 KDh -Impact sur le résultat : 7 870 KDh -Impact sur le stock : 10 426 KDh

Changements affectant les règles de présentation	Néant	Néant

Tableau des immobilisations (B2) au titre de l'exercice 2007

NATURE			AUGMENTATION		DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN DE L'EXERCICE
	Début exercice	Acquisition	Prod. de l'entr. pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATIONS EN NON-VALEURS	**406 752 286**	**8 335 440**		**10 187 514**		**26 145 677**		**399 129 562**
Frais préliminaires	281 984 359	7 942 940		10 106 514		13 431 266		286 602 545
Charges à répartir sur plusieurs exercices	124 767 927	392 500		81 000		12 714 411		112 527 017
Primes de remboursement des obligations								
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**293 925 238**			**6 691 726**		**3 388 532**		**297 228 432**
Immobilisations en recherche et développement	60 158 853			4 970 000				65 128 853
Brevet, marques droits et valeurs similaires	170 365 235			1 721 726		3 388 532		168 698 429
Fonds commercial	63 400 000							63 400 000
Autres immobilisations incorporelles	1 150							1 150
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**7 394 790 669**	**3 319 734 634**		**311 683 336**	**1 716 565**	**23 958 908**	**328 562 576**	**10 671 970 590**
Terrains	70 879 580	1 800 000		429 445	15 734			73 093 291
Constructions	828 663 530	609 529		8 564 510	0			837 837 569
Installations techniques matériel et outillage	4 049 605 017	22 646 399		294 391 882	22 500	23 958 908		4 342 661 889
Matériel de transport	35 568 827	3 495		3 546 090	1 678 331			37 440 080
Mobilier matériel de bureau aménag. divers	106 394 602	1 361 584		4 249 169				112 005 356
Autres immobilisations corporelles	6 850 568	382 906		502 241				7 735 715
Immobilisations corporelles en cours	2 296 828 546	3 292 930 721					328 562 576	5 261 196 691

I.2.13. Tableau des amortissements (b2bis) au titre de l'exercice 2007

NATURE	Cumul début exercice	Dotation de l'exercice	Amortissements sur immobilisations sorties	Cumul d'amortissements fin exercice
	1	2	3	4 = 1+2-3
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	**345 535 037**	**42 086 931**	**26 145 677**	**361 476 291**
Frais préliminaires	253 646 739	19 291 384	13 431 266	259 506 857
Charges à répartir sur plusieurs exercices	91 888 298	22 795 546	12 714 411	101 969 434
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**176 005 762**	**30 662 272**	**2 365 921**	**204 302 113**
Immobilisation en recherche et développement	60 158 853	4 970 000		65 128 853
Brevets, marques droits et valeurs similaires	115 846 909	25 692 272	2 365 921	139 173 260
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**3 581 283 101**	**216 879 103**	**10 158 456**	**3 788 003 748**
Constructions	615 934 398	23 535 847	0	639 470 245
Installations techniques, matériel et outillage	2 839 992 706	183 072 942	8 501 004	3 014 564 645
Matériel de transport	31 490 980	2 804 332	1 657 453	32 637 859
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	88 260 976	7 114 777		95 375 753
Autres immobilisations corporelles	5 604 042	351 205		5 955 246

I.2.14. tableau des plus ou moins values sur cessions ou retraits d'immobilisations (B3) au titre de l'exercice 2007

Date de cession ou de retrait	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus values	Moins values
31/12/2007	2112000	2 052 416	2 052 416				
31/12/2007	2112000	384 708	384 708				
31/12/2007	2112000	75 000	75 000				
31/12/2007	2112000	445 204	445 204				
31/12/2007	2112000	217 660	217 660				
31/12/2007	2112000	1 872 353	1 872 353				
31/12/2007	2112000	6 982 492	6 982 492				
31/12/2007	2118800	1 401 433	1 401 433				
31/12/2007	2128000	1 267 964	1 267 964				
31/12/2007	2128000	11 214 819	11 214 819				
31/12/2007	2128000	89 897	89 897				
31/12/2007	2128000	141 730	141 730				
30/06/2007	2220000	3 388 532	3 388 532				
08/06/2007 **(a)**	2313000	15 734		15 734	221 034	221 034	
08/06/2007	2321800	0	0		15 734		
31/12/2007	2331000	546 063	546 063				
31/12/2007	2331000	1 115 014	1 115 014				
31/12/2007	2331000	763 045	763 045				
30/06/2007	2331000	20 852 703	20 852 703				
31/12/2007	2331000	63 070	63 070				
31/12/2007	2331000	63 070	63 070				
31/12/2007	2331000	32 229	32 229				
31/12/2007	2331000	135 789	135 789				
31/12/2007	2331000	356 293	356 293				
31/12/2007	2331000	2 332	2 332				
31/12/2007	2331000	29 300	14 650	14 650			14 650
01/01/2007	2331000	22 500	22 500		3 500	3 500	
19/11/2007	2340000	345 371	345 371		141 750	141 750	
19/11/2007	2340000	70 237	70 237		45 750	45 750	
23/11/2007	2340000	83 026	83 026		64 600	64 600	
16/11/2007	2340000	158 185	158 185		72 000	72 000	
16/11/2007	2340000	158 185	158 185		81 500	81 500	
16/11/2007	2340000	158 175	158 175		81 260	81 260	
23/11/2007	2340000	0	0		30 500	30 500	
16/11/2007	2340000	0	0		4 000	4 000	
09/02/2007	2340000	253 500	253 500		46 000	46 000	
23/11/2007	2340000	80 157	80 157		43 000	43 000	
19/11/2007	2340000	350 617	350 617		131 750	131 750	
16/11/2007	2340000	1 280		1 280	38 575	37 295	
16/11/2007	2340000	1 280		1 280	38 575	37 295	
26/01/2007	2340000	8 811		8 811	202 000	193 189	
30/11/2007	2340000	3 458		3 458	41 000	37 542	
18/01/2007	2340000	3 458		3 458	103 000	99 542	
16/11/2007	2340000	2 593		2 593	71 050	68 457	
TOTAL		**55 209 682**	**55 158 419**	**51 263**	**1 476 578**	**1 439 965**	**14 650**

(a) : produit de cession villas ; terrains & constructions compris.

I.2.15. Tableau des titres de participation (B4) au titre de l'exercice 2007

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
LUBNA	Commercial	2 000 000	50,00	1 000 000		31/12/1999	8 281 514	-779 201	
S.N.A.M.	Autoroute	4 437 628 500	0,45	20 000 000	20 000 000	31.12.2002	1 362 088 955	179 635 666	
EIE GUIGUES MAROC	Bureau d'études	5 000 000	62,91	552 900		31.12.2003	-4 225 186	-6 484 342	
SALAM GAZ	Emplissage GPL	150 000 000	50,00	75 000 000	75 000 000	31.12.2007	366 632 209	83 283 550	40 000 000
SOMAS	Stockage	60 000 000	38,46	8 309 475	8 309 475	31.12.2007	107 858 933	25 321 241	5 538 240
OSPREC SPA	Lutte contre la pollution marine	5 039 100	10,00	503 910	503 910		Non disponible		
INST.MAROC.MANAG.	Enseignement	7 000 000	2,85				Non disponible		
S/total des titres immobilisés				**105 366 285**	**103 813 385**				
Autres titres immobilisés									
CHALETS D'IFRANE	Immobilier			104 573	104 573		Non disponible		
BANQUE POPULAIRE	Bancaire			264 000	264 000				24 700
DIVERS	Divers			107 326	107 326		Non disponible		
S/total des autres titres immobilisés				**475 900**	**475 900**				
TOTAL GENERAL				**105 842 185**	**104 289 285**				**45 562 940**

I.2.16. Tableau des titres de participation (B4) au titre de l'exercice 2006

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
SAMIR HÔTEL (S.H.S.)	Hôtellerie	5 000 000	97,67	4 883 400		31.12.2006	-59 757 850	-1 235 166	
LUBNA	Commercial	2 000 000	50,00	1 000 000		31.12.1999	8 281 514	-779 201	
S.N.A.M.	Autoroute	4 437 628 500	0,45	20 000 000		31.12.2002	1 362 088 955	179 635 666	
SDBP (1)	Distribution GPL	25 000 000							13 036 625
EIE GUIGUES MAROC	Bureau d'études	5 000 000	62,91	552 900		31.12.2003	-4 225 186	-6 484 342	
SALAM GAZ	Emplissage GPL	150 000 000	50,00	75 000 000	75 000 000	31.12.2006	347 880 027	80 163 518	30 000 000
SOMAS	Stockage	60 000 000	38,46	8 309 475	8 309 475	31.12.2006	97 585 258	14 776 145	3 461 400
INST.MAROC.MANAG.	Enseignement	7 000 000	2,85			Non disponible			
S/total des titres immobilisés				**109 745 775**	**83 309 475**				
Autres titres immobilisés									
CHALETS D'IFRANE	Immobilier			104 573	104 573	Non disponible			
BANQUE POPULAIRE	Bancaire			264 000	264 000				24 700
DIVERS	Divers			107 327	107 327	Non disponible			
S/total des autres titres immobilisés				**475 900**	**475 900**				
TOTAL GENERAL				**110 221 675**	**83 785 375**				**46 522 725**

(1) Les titres SDPB ont été cédés courant 2005,les revenus y afférents à titre de l'exercice 2005 sont inscrits dans les livres de la Samir en 2006

I.2.17. Tableau des titres de participation (B4) au titre de l'exercice 2005

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
SAMIR HÔTEL (S.H.S.)	Hôtellerie	5 000 000	97,67	4 883 400		31.12.2005	-57 618 099	-1 570 085	
LUBNA	Commercial	2 000 000	50,00	1 000 000		31.12.1999	8 281 514	-779 201	
S.N.A.M.	Autoroute	2 226 362 500	0,90	20 000 000		31.12.2002	1 362 088 955	179 635 666	
SDBP (1)	Distribution GPL	25 000 000							6 000 000
EIE GUIGUES MAROC	Bureau d'études	5 000 000	62,91	552 900		31.12.2003	-4 225 186	-6 484 342	
SALAM GAZ	Emplissage GPL	150 000 000	50,00	75 000 000	75 000 000	31.12.2005	324 271 876	68 793 765	20 000 000
SOMAS	Stockage	60 000 000	38,46	8 309 475	8 309 475	31.12.2005	90 331 506	9 643 094	
INST.MAROC.MANAG.	Enseignement	7 000 000	2,85			Non disponible			
S/total des titres immobilisés				**109 745 775**	**83 309 475**				
Autres titres immobilisés									
CHALETS D'IFRANE	Immobilier			104 573	104 573	Non disponible			
BANQUE POPULAIRE	Bancaire			264 000	264 000				24 700
DIVERS	Divers			107 327	107 327	Non disponible			
S/total des autres titres immobilisés				**475 900**	**475 900**				
TOTAL GENERAL				**110 221 675**	**83 785 375**				**26 024 700**

I.2.18. Tableau des provisions (B5) au titre de l'exercice 2007

NATURE	MONTANT AU 01.01.07	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT AU 31.12.2007
		D'exploitation	Financières	Non courantes	D'exploitation	Financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilise	75 805 273			911 000			57 242 454	19 473 818
2. Provisions réglementées	331 250 000						331 250 000	
3. Provisions durables pour risques et charges	260 707 055	96 879 138	6 605 144		136 407 006	5 894 189	93 000 000	128 890 142
SOUS TOTAL (A)	**667 762 327**	**96 879 138**	**6 605 144**	**911 000**	**136 407 006**	**5 894 189**	**481 492 454**	**148 363 960**
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant	257 226 794	107 661 784			76 358 786		29 742 164	258 787 628
5. Autres provisions pour risques et charges	913 569		916 506			913 569		916 506
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	**258 140 364**	**107 661 784**	**916 506**		**76 358 786**	**913 569**	**29 742 164**	**259 704 134**
TOTAL (A+B)	**925 902 691**	**204 540 922**	**7 521 650**	**911 000**	**212 765 792**	**6 807 758**	**511 234 619**	**408 068 094**

I.2.19. Tableau des provisions (B5) au titre de l'exercice 2006

NATURE	MONTANT AU 01.01.06	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT AU 31.12.2006
		D'exploitation	Financières	Non courantes	D'exploitation	Financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilise	92 730 049			67 141	16 991 918			75 805 273
2. Provisions réglementées	530 419 829						199 169 829	331 250 000
3. Provisions durables pour risques et charges	390 428 546	59 651 966	5 894 189	93 000 000	90 680 143	5 295 877	192 291 626	260 707 055
SOUS TOTAL (A)	**1 013 578 424**	**59 651 966**	**5 894 189**	**93 067 141**	**107 672 061**	**5 295 877**	**391 461 454**	**667 762 327**
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant	250 283 360	84 634 398			77 658 028		32 935	257 226 794
5. Autres provisions pour risques et charges	59 575 386		913 569		25 500 000	34 075 386		913 569
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	**309 858 745**	**84 634 398**	**913 569**		**103 158 028**	**34 075 386**	**32 935**	**258 140 364**
TOTAL (A+B)	**1 323 437 169**	**144 286 363**	**6 807 758**	**93 067 141**	**210 830 089**	**39 371 263**	**391 494 390**	**925 902 691**

I.2.20. Tableau des provisions (B5) au titre de l'exercice 2005

NATURE	MONTANT AU 01.01.05	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT AU 31.12.2005
		D'exploitation	Financières	Non courantes	D'exploitation	Financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilise	58 489 727	34 001 836		238 486				92 730 049
2. Provisions réglementées	436 025 346			224 000 000			129 605 518	530 419 829
3. Provisions durables pour risques et charges	374 303 662	126 397 043	5 295 877	87 500 870	100 279 611	6 674 486	96 114 810	390 428 546
SOUS TOTAL (A)	**868 818 736**	**160 398 879**	**5 295 877**	**311 739 356**	**100 279 611**	**6 674 486**	**225 720 327**	**1 013 578 424**
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant	313 528 016	69 317 609		160 075	129 967 076		2 755 265	250 283 360
5. Autres provisions pour risques et charges	18 069 592	8 500 000	34 075 386			1 069 592		59 575 386
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	**331 597 608**	**77 817 609**	**34 075 386**	**160 075**	**129 967 076**	**1 069 592**	**2 755 265**	**309 858 745**
TOTAL (A+B)	**1 200 416 344**	**238 216 488**	**39 371 263**	**311 899 432**	**230 246 687**	**7 744 077**	**228 475 592**	**1 323 437 169**

I.2.21. Tableau des créances (B6) au titre de l'exercice 2007

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR CREANCE		AUTRES ANALYSES				
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echus et non recouvres	Montant en devises	Montants sur ETAT et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE	**40 330 414**	**33 870 494**	**6 459 920**			**3 693 111**	**911 000**	
Prêts immobilisés	33 338 864	26 878 944	6 459 920					
Autres créances financières	6 991 550	6 991 550				3 693 111	911 000	
DE L'ACTIF CIRCULANT	**5 798 310 424**		**5 798 310 424**		**149 188 295**	**1 232 120 039**	**50 322 551**	**443 886 464**
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	120 719 413		120 719 413		7 426 023	97 641 895		
clients et comptes rattaches	4 471 490 876		4 471 490 876		140 690 334	771 509	46 308 337	443 886 464
Personnel	17 105 876		17 105 876					
Etat	845 272 944		845 272 944			845 272 944		
Comptes d'associés								
Autres débiteurs	343 304 295		343 304 295		1 020 400	288 433 692	4 014 214	
Comptes de régularisation-ACTIF	417 020		417 020		51 538			

I.2.22. Tableau des créances (B6) au titre de l'exercice 2006

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR CREANCE		AUTRES ANALYSES				
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echus et non recouvres	Montant en devises	Montants sur ETAT et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE	**76 623 205**	**71 353 476**	**5 269 729**			**3 190 611**	**35 329 457**	
Prêts immobilisés	35 434 549	30 164 820	5 269 729					
Autres créances financières	41 188 656	41 188 656				3 190 611	35 329 457	
DE L'ACTIF CIRCULANT	**4 899 279 566**		**4 899 279 566**		**214 315 009**	**1 639 424 469**	**34 226 018**	**308 148 298**
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	178 689 323		178 689 323		27 227 946	129 401 455	979 349	
clients et comptes rattaches	3 173 453 596		3 173 453 596		186 473 647	771 509	28 943 900	308 148 298
Personnel	18 912 910		18 912 910					
Etat	1 242 566 887		1 242 566 887			1 242 566 887		
Comptes d'associés								
Autres débiteurs	285 290 519		285 290 519		411 406	266 684 618	4 302 770	
Comptes de régularisation-ACTIF	366 332		366 332		202 009			

I.2.23. Tableau des créances (B6) au titre de l'exercice 2005

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR CREANCE		AUTRES ANALYSES				
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echus et non recouvres	Montant en devises	Montants sur ETAT et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE	**71 168 072**	**66 671 954**	**4 496 118**				**32 750 859**	
Prêts immobilisés	35 774 925	31 278 807	4 496 118					
Autres créances financières	35 393 147	35 393 147					32 750 859	
DE L'ACTIF CIRCULANT	**5 357 528 140**		**5 357 528 140**		**261 815 461**	**1 421 119 567**	**36 638 163**	**629 233 502**
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	73 162 996		73 162 996		11 817 796	39 976 267		
clients et comptes rattaches	3 640 821 216		3 640 821 216		239 588 007	1 474 832	30 722 656	629 233 502
Personnel	21 583 790		21 583 790					
Etat	900 611 923		900 611 923			900 611 923		
Comptes d'associés								
Autres débiteurs	504 400 162		504 400 162		411 406	478 964 484	5 915 507	
Comptes de régularisation-ACTIF	216 948 053		216 948 053		9 998 252	92 061		

I.2.24. Tableau des dettes (B7) au titre de l'exercice 2007

DETTES	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES				
	TOTAL	Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montant en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et organismes publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT	**4 162 033 712**	**4 089 079 407**	**72 954 306**		**262 571 424**			
Emprunts obligataires								
Autres dettes de financement	4 162 033 712	4 089 079 407	72 954 306		262 571 424			
DU PASSIF CIRCULANT	**3 897 577 618**		**3 897 577 618**		**2 220 202 829**	**1 068 980 516**	**260 094**	
Fournisseurs et comptes rattachés	3 196 687 681		3 196 687 681		2 186 092 071	659 356 670	222 624	
Clients crédit. avances et acomptes	37 671 533		37 671 533		693 259	703 324		
Personnel	12 448 757		12 448 757					
Organismes sociaux	19 561 952		19 561 952			3 263 215		
Etat	405 657 308		405 657 308			405 657 308		
Comptes d'associes	6 319 410		6 319 410					
Autres créanciers	79 808 551		79 808 551		1 500 000		37 470	
Comptes de régularisation-Passif	139 422 426		139 422 426		31 917 500			

I.2.25. Tableau des dettes (B7) au titre de l'exercice 2006

DETTES	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES				
	TOTAL	Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montant en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et organismes publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT	**500 976 643**	**428 059 550**	**72 917 093**		**30 796 739**			
Emprunts obligataires								
Autres dettes de financement	500 976 643	428 059 550	72 917 093		30 796 739			
DU PASSIF CIRCULANT	**3 136 443 421**		**3 136 443 421**		**1 488 265 477**	**1 102 215 531**	**183 320**	
Fournisseurs et comptes rattachés	2 938 002 676		2 938 002 676		1 456 579 243	1 082 766 150	150 000	
Clients crédit. avances et acomptes	29 219 629		29 219 629		764 828	703 324		
Personnel	9 946 159		9 946 159					
Organismes sociaux	18 185 931		18 185 931			18 185 931		
Etat	560 125		560 125			560 125		
Comptes d'associes	3 738 492		3 738 492					
Autres créanciers	82 983 265		82 983 265		1 500 000		33 320	
Comptes de régularisation-Passif	53 807 143		53 807 143		29 421 407			

I.2.26. Tableau des dettes (B7) au titre de l'exercice 2005

DETTES	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES				
	TOTAL	Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montant en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et organismes publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT	**41 548 175**	**40 095 958**	**1 452 217**		**32 248 956**	**4 003 342**		
Emprunts obligataires								
Autres dettes de financement	41 548 175	40 095 958	1 452 217		32 248 956	4 003 342		
DU PASSIF CIRCULANT	**4 492 620 422**		**4 492 620 422**		**2 876 868 730**	**1 069 236 158**	**189 889**	
Fournisseurs et comptes rattachés	4 030 934 800		4 030 934 800		2 875 528 115	761 732 229	189 889	
Clients crédit. avances et acomptes	30 745 779		30 745 779		1 340 616	703 324		
Personnel	10 432 952		10 432 952					
Organismes sociaux	38 403 872		38 403 872			38 403 872		
Etat	268 396 734		268 396 734			268 396 734		
Comptes d'associes	4 907 193		4 907 193					
Autres créanciers	92 907 442		92 907 442					
Comptes de régularisation-Passif	15 891 651		15 891 651					

I.2.27. Tableau des sûretés réelles données ou reçues (B8) au titre de l'exercice 2007

TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	MONTANT COUVERT PAR LA SURETE	NATURE	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SURETE DONNEE A LA DATE DE CLOTURE
SURETES DONNEES	Néant	Néant	Néant	Néant	NEANT
SURETES RECUES					
PERSONNEL DE LA SOCIETE					
Prêts à caractère social	7 094 354	Divers	Diverses dates	Personnel Samir	
Prêt pour construction logements à LT	2 835 706	Hypothèque	Diverses dates Moh+Casa+Kenitra	Personnel Samir	
Prêt logement Rachidia III	1 271 116	Hypothèque	1990 Mohammedia	Personnel Samir	
Prêt logement 3 mars	22 137 687	Hypothèque	1993 Mohammedia	Personnel Samir	
TOTAL	**33 338 864**				

I.2.28. Tableau des sûretés réelles données ou reçues (B8) au titre de l'exercice 2006

TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	MONTANT COUVERT PAR LA SURETE	NATURE	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SURETE DONNEE A LA DATE DE CLOTURE
SURETES DONNEES	Néant	Néant	Néant	Néant	NEANT
SURETES RECUES					
PERSONNEL DE LA SOCIETE					
Prêts à caractère social	4 536 900	Divers	Diverses dates	Personnel Samir	
Prêt pour construction logements à LT	2 175 527	Hypothèque	Diverses dates Moh+Casa+Kenitra	Personnel Samir	
Prêt logement Rachidia III	1 604 575	Hypothèque	1990 Mohammedia	Personnel Samir	
Prêt logement 3 mars	27 117 547	Hypothèque	1993 Mohammedia	Personnel Samir	
TOTAL	**35 434 549**				

I.2.29. Tableau des sûretés réelles données ou reçues (B8) au titre de l'exercice 2005

TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	MONTANT COUVERT PAR LA SURETE	NATURE	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SURETE DONNEE A LA DATE DE CLOTURE
SURETES DONNEES	Néant	Néant	Néant	Néant	NEANT
SURETES RECUES					
PERSONNEL DE LA SOCIETE					
Prêts à caractère social	889 389	Divers	Diverses dates	Personnel Samir	
Prêt pour construction logements à LT	596 000	Hypothèque	Diverses dates Mohammedia+Casa+Kenitra	Personnel Samir	
Prêt logement Rachidia III	2 019 934	Hypothèque	1990 Mohammedia	Personnel Samir	
Prêt logement 3 mars	32 269 602	Hypothèque	1993 Mohammedia	Personnel Samir	
TOTAL	**35 774 925**				

I.2.30. Engagements financiers reçus ou donnes hors opérations du crédit-bail (B9) au titre de l'exercice 2007

LIBELLES	2007	2006
ENGAGEMENTS DONNES		
Avals et cautions		
-Douanes	**1 567 252 518**	**1 537 305 605**
-Fournisseurs (y compris crédits documentaires)	**6 981 560 212**	**7 008 597 027**
-Banques	**358 415 714**	**306 145 918**
Engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires	NEANT	NEANT
Autres engagements donnes	NEANT	NEANT
TOTAL	**8 907 228 444**	**8 852 048 551**
ENGAGEMENTS RECUS		
Avals et cautions		
-banques	**3 349 920 129**	**2 224 595 741**
. crédits documentaires	2 929 465 823	1 886 144 218
. emprunts	358 415 714	306 145 918
. divers (douanes+fournisseurs)	62 038 592	32 305 605
-fournisseurs	**1 217 926 634**	**797 023 001**
-clients	**53 450 000**	**56 250 000**
Autres engagements reçus	NEANT	NEANT
TOTAL	**4 621 296 763**	**3 077 868 742**

I.2.31. Tableau de répartition du capital (C1) 2007

Montant du capital :	**1.189.966.500 Dh**
Montant du capital social souscrit et non appelé :	**0 Dh**
Valeur nominale des titres :	**100 Dh**

Raison sociale	Adresse	Nombre de titres		Valeur nominale par action	Montant du capital		
		2006	2007		Souscrit	Appelé	Libéré
Corral	Corral Petroleum Holdings AB Sandhamns gat AN 51, s-115 90 Stockholm Sweden	8 004 699	8 004 699	100	800 469 900	800 469 900	800 469 900
Flottant	-	3 894 966	3 894 966	100	389 496 600	389 496 600	389 496 600
					1 189 966 500	**1 189 966 500**	**1 189 966 500**

I.2.32. Tableau d'affectation des résultats (C2) 2005-2007

Exercice 2007

A- Origine des résultats affectés	Montants	B- Affectation des résultats	Montants
Report à nouveau		Réserve légale	
Résultats nets en instance d'affectation		Autres réserves	162 000 000
Résultat net de l'exercice	435 058 982	Tantièmes	
Prélèvements sur les réserves		Dividendes	261 792 630
Autres prélèvements		Autres affectations	
		Report à nouveau	11 266 352
TOTAL A	**435 058 982**	**TOTAL B**	**435 058 982**

Exercice 2006

A- Origine des résultats affectés	Montants	B- Affectation des résultats	Montants
Report à nouveau		Réserve légale	
Résultats nets en instance d'affectation		Autres réserves	277 479 071
Résultat net de l'exercice	753 465 671	Tantièmes	
Prélèvements sur les réserves		Dividendes	475 986 600
Autres prélèvements		Autres affectations	
		Report à nouveau	
TOTAL A	**753 465 671**	**TOTAL B**	**753 465 671**

Exercice 2005

A- Origine des résultats affectés	Montants	B- Affectation des résultats	Montants
Report à nouveau	14 988 888	Réserve légale	
Résultats nets en instance d'affectation		Autres réserves	168 485 216
Résultat net de l'exercice	473 977 283	Tantièmes	
Prélèvements sur les réserves		Dividendes	320 480 955
Autres prélèvements		Autres affectations	
		Report à nouveau	
TOTAL A	**488 966 171**	**TOTAL B**	**488 966 171**

I.2.33. Tableau des datations et évènements postérieurs au dernier exercice clos (C5) 2007

I. Datation :

- Date de clôture de l'exercice : 31/12/2007
- Date d'établissement des états de synthèse: 29/03/08

II. Evénements postérieurs au dernier exercice clos :

Néant

II. Etats de synthèses de la Samir – Comptes consolidés

II.1. Principes et méthodes comptables

Les états financiers consolidés du Groupe Samir ont été préparés conformément à la méthodologie adoptée par le Conseil National de Comptabilité en 1999 dans son Avis N° 5.

II.1.1. Modalités et méthodes de consolidation

A. Principes et méthodes de consolidation :

Les sociétés dans lesquelles le Groupe Samir exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint avec un autre groupe sont consolidées en intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les participations dont l'importance rapportée aux comptes consolidés n'est pas significative, ne sont pas consolidées et sont comptabilisées en titres de participation

B. Ecart d'acquisition :

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le coût d'acquisition des titres des sociétés consolidées et l'évaluation totale de la part du groupe dans les actifs et passifs identifiés, à la date de la prise de participation.

Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique Ecarts d'acquisition et amortis sur une durée qui doit refléter, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition. L'écart d'acquisition relatif à la fusion Samir/SCP a été amorti sur cinq ans.

Lorsqu'ils sont négatifs, les justes valeurs des actifs immobilisés non monétaires doivent être réduites proportionnellement jusqu'à l'élimination de cet écart. Seuls des cas exceptionnels peuvent justifier le maintien d'un écart d'acquisition négatif. L'écart d'acquisition négatif lorsqu'il est maintenu, est présenté séparément au passif du bilan, en dessous des capitaux propres; il est rapporté au résultat sur une durée qui doit refléter les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

II.1.2. Règles et méthodes d'évaluation

A. Immobilisations en non valeur :

Elles sont constituées des frais préliminaires et des charges à répartir qui sont amortis linéairement sur cinq ans

B. Immobilisations incorporelles :

Elles sont constituées principalement par les brevets, marques et droits similaires qui sont amortis sur un maximum de cinq ans

C. Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur coût de revient. Elles sont amorties selon les durées et les méthodes d'amortissement suivantes :

- Constructions : 20 ans, Linéaire

- Installations techniques, matériel et outillage : 10 ans, Linéaire
- Matériel de transport : 4 ans, Linéaire

D. Immobilisations financières :

- Titres mis en équivalence :

Les titres des sociétés mises en équivalence sont valorisés à la quote-part des capitaux propres retraités.

- Titres de participation non consolidés :

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées sont inscrits à leur coût d'acquisition.

E. Stocks et travaux en cours :

Les stocks sont composées de :

- Marchandises qui correspondent aux stocks destinés à la vente sont évalués au coût d'acquisition et sont valorisées à leur CMUP.
- Matières et fournitures sont évaluées au coût d'acquisition et valorisées à leur CMUP.
- Produits finis et en cours sont valorisés sur la base des coûts unitaires des produits finis diminués d'une décote de 8%.

F. Créances et dettes en monnaie étrangères :

Pour chaque société du Groupe, les transactions réalisées dans une devise autre que la monnaie locale sont converties au cours de change en vigueur à la date de chacune des transactions.

Les créances et les dettes correspondantes, à l'exception de celles faisant l'objet d'une couverture de change, sont converties en dirhams sur la base du cours de change en vigueur à la date d'arrêté du bilan (cours de clôture). Les gains ou pertes de change latentes qui en résultent sont comptabilisés en Résultat financier.

G. Les impôts différés :

Les impôts différés résultant de la neutralisation des différences temporaires existantes entre les bases taxables et comptables des actifs et passifs consolidés sont enregistrés en appliquant la méthode du report variable selon laquelle les créances ou dettes d'impôt futures sont évaluées au dernier taux d'imposition connu, sans actualisation.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus quand leur recouvrement est probable.

Il n'est constaté d'impôt différé actif sur les déficits reportables et amortissements réputés différés que dans la mesure où leur récupération sur une durée raisonnable est quasi certaine

H. Provisions pour risques et charges :

Des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation des entités formant le Groupe à l'égard d'un tiers.

I. Créances clients :

Les créances clients sont comptabilisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une provision pour couvrir le risque de non recouvrement.

J. Valeurs mobilières de placement :

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur du marché.

II.2. Etats de synthèse des comptes consolidés de la Samir (en Dh)

II.2.1. Bilans consolidés au 31/12/2005-2006-2007 et au 30/06/2008

ACTIF 30.06.2008	Brut	Amortissement	Net
Immobilisations En Non Valeur	**399 116 729**	**371 130 984**	**27 985 745**
Frais préliminaires	286 411 135	265 810 132	20 601 003
Charges à répartir sur plusieurs exercices	112 705 594	105 320 851	7 384 742
Immobilisations Incorporelles	**297 228 432**	**280 132 335**	**17 096 096**
Ecart d'acquisition	63 400 000	63 400 000	0
Immobilisations en recherche et développement	65 128 853	65 128 853	0
Brevets, marques, droits, et valeurs similaires	168 698 429	151 603 483	17 094 946
Autres immobilisations incorporelles	1 150		1 150
Immobilisations Corporelles	**12 873 058 245**	**3 922 236 167**	**8 950 822 078**
Terrains	73 019 651		73 019 651
Constructions	839 122 578	651 358 761	187 763 817
Installations techniques, matériel et outillage	4 360 662 669	3 109 478 509	1 251 184 160
Matériel de transport	44 920 712	39 690 001	5 230 710
Mobilier, matériel de bureau et aménagements	112 851 912	98 618 615	14 233 297
Autres immobilisations corporelles	7 811 503	6 080 363	1 731 140
Immobilisations corporelles en cours	7 434 669 220	17 009 918	7 417 659 302
Immobilisations Financières	**283 519 330**	**2 463 900**	**281 055 430**
Prêts immobiliers	30 426 790		30 426 790
Autres créances financières	13 401 144	911 000	12 490 144
Titres mis en équivalence	217 158 685		217 158 685
Titres de participation	22 056 810	1 552 900	20 503 910
Autres titres immobilisés	475 900		475 900
ACTIF IMMOBILISE	**13 852 922 736**	**4 575 963 386**	**9 276 959 349**
Stocks	**7 649 391 540**	**162 761 046**	**7 486 630 495**
Marchandises	1 465 840 822		1 465 840 822
Matières et fournitures consommables	3 689 776 287	105 733 064	3 584 043 223
Produits en cours	916 469 295		916 469 295
Produits finis	1 577 305 136	57 027 982	1 520 277 154
Créances De L'Actif Circulant	**7 767 663 515**	**119 856 694**	**7 647 806 822**
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	258 541 141		258 541 141
Clients et comptes rattachés	5 994 176 497	40 616 985	5 953 559 512
Personnel	17 099 307	13 461 353	3 637 954
Etat	1 025 272 873		1 025 272 873
Impôts différés actifs	32 361 215		32 361 215
Autres débiteurs	378 422 671	65 778 355	312 644 316
Comptes de régularisation Actif	61 789 811		61 789 811
ACTIF CIRCULANT	**15 417 055 056**	**282 617 739**	**15 134 437 317**
Trésorerie Actif	**235 603 819**	**0**	**235 603 819**
Banque, T.G. et C.C.P.	234 246 399	0	234 246 399
Caisse, Régies d'avances et accréditifs	1 357 419	0	1 357 419
TRESORERIE ACTIF	**235 603 819**	**0**	**235 603 819**
TOTAL ACTIF	**29 505 581 610**	**4 858 581 126**	**24 647 000 485**

ACTIF 2007	Brut	Amortissement	Net
Immobilisations En Non Valeur	**399 129 562**	**361 476 291**	**37 653 271**
Frais préliminaires	286 602 545	259 506 857	27 095 689
Charges à répartir sur plusieurs exercices	112 527 017	101 969 434	10 557 583
Immobilisations Incorporelles	**297 228 432**	**267 702 113**	**29 526 319**
Ecart d'acquisition	63 400 000	63 400 000	0
Immobilisations en recherche et développement	65 128 853	65 128 853	0
Brevets, marques, droits, et valeurs similaires	168 698 429	139 173 260	29 525 169
Autres immobilisations incorporelles	1 150	0	1 150
Immobilisations Corporelles	**10 684 292 686**	**3 814 618 491**	**6 869 674 195**
Terrains	73 093 291	0	73 093 291
Constructions	837 837 569	639 470 245	198 367 324
Installations techniques, matériel et outillage	4 342 661 889	3 014 564 645	1 328 097 245
Matériel de transport	49 762 176	42 242 684	7 519 491
Mobilier, matériel de bureau et aménagements	112 005 356	95 375 753	16 629 602
Autres immobilisations corporelles	7 735 715	5 955 246	1 780 469
Immobilisations corporelles en cours	5 261 196 691	17 009 918	5 244 186 773
Immobilisations Financières	**297 181 882**	**2 463 900**	**294 717 982**
Prêts immobiliers	33 338 864	0	33 338 864
Autres créances financières	6 991 550	911 000	6 080 550
Titres mis en équivalence	234 318 758	0	234 318 758
Titres de participation	22 056 810	1 552 900	20 503 910
Autres titres immobilisés	475 900	0	475 900
ACTIF IMMOBILISE	**11 677 832 562**	**4 446 260 795**	**7 231 571 767**
Stocks	**5 829 534 683**	**138 930 934**	**5 690 603 748**
Marchandises	884 824 308	0	884 824 308
Matières et fournitures consommables	3 013 770 563	89 584 520	2 924 186 043
Produits en cours	280 853 950	0	280 853 950
Produits finis	1 650 085 861	49 346 414	1 600 739 447
Créances De L'Actif Circulant	**5 822 956 847**	**119 856 694**	**5 703 100 154**
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	120 719 413	0	120 719 413
Clients et comptes rattachés	4 471 490 876	40 616 985	4 430 873 891
Personnel	17 105 876	13 461 353	3 644 523
Etat	845 272 944	0	845 272 944
Impôts différés actifs	24 646 423	0	24 646 423
Autres débiteurs	343 304 295	65 778 355	277 525 940
Comptes de régularisation Actif	417 020	0	417 020
ACTIF CIRCULANT	**11 652 491 530**	**258 787 628**	**11 393 703 902**
Trésorerie Actif	**8 168 795**	**0**	**8 168 795**
Banque, T.G. et C.C.P.	7 555 598	0	7 555 598
Caisse, Régies d'avances et accréditifs	613 197	0	613 197
TRESORERIE ACTIF	**8 168 795**	**0**	**8 168 795**
TOTAL ACTIF	**23 338 492 887**	**4 705 048 423**	**18 633 444 464**

ACTIF 2006	Brut	Amortissement	Net
Immobilisations En Non Valeur	**408 328 442**	**345 535 037**	**62 793 405**
Frais préliminaires	283 560 515	253 646 739	29 913 776
Charges à répartir sur plusieurs exercices	124 767 927	91 888 298	32 879 629
Immobilisations Incorporelles	**296 200 650**	**241 681 174**	**54 519 476**
Ecart d'acquisition	63 400 000	63 400 000	
Immobilisations en recherche et développement	170 365 235	115 846 909	54 518 326
Brevets, marques, droits, et valeurs similaires	60 158 853	60 158 853	
Autres immobilisations incorporelles	2 276 562	2 275 412	1 150
Immobilisations Corporelles	**7 414 366 004**	**3 612 028 591**	**3 802 337 413**
Terrains	71 660 055		71 660 055
Constructions	833 653 304	620 924 172	212 729 132
Installations techniques, matériel et outillage	4 049 605 017	2 839 992 706	1 209 612 311
Matériel de transport	48 901 525	40 236 777	8 664 748
Mobilier, matériel de bureau et aménagements	106 394 602	88 260 976	18 133 626
Autres immobilisations corporelles	6 850 568	5 604 042	1 246 526
Immobilisations corporelles en cours	2 297 300 933	17 009 918	2 280 291 014
Immobilisations Financières	**284 985 444**	**21 552 900**	**263 317 800**
Prêts immobiliers	35 434 549		35 434 549
Autres créances financières	9 058 410		9 058 410
Titres mis en équivalence	218 348 941		218 348 941
Titres de participation	21 552 900	21 552 900	
Autres titres immobilisés	475 900	0	475 900
ACTIF IMMOBILISE	**8 403 880 539**	**4 220 797 702**	**4 182 968 094**
Stocks	**4 417 108 453**	**107 627 936**	**4 309 480 517**
Marchandises	374 834 373		374 834 373
Matières et fournitures consommables	2 647 191 362	63 147 263	2 584 044 099
Produits en cours	167 852 018		167 852 018
Produits finis	1 227 230 701	44 480 673	1 182 750 027
Créances De L'Actif Circulant	**4 942 556 686**	**150 475 970**	**4 792 447 305**
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	178 772 603	28 725 444	150 047 159
Clients et comptes rattachés	3 174 316 312	41 410 818	3 132 905 494
Personnel	18 912 910	13 461 353	5 451 556
Etat	1 243 317 619		1 243 317 619
Impôts différés actifs	41 572 389		41 572 389
Autres débiteurs	285 664 854	66 878 355	218 786 499
Comptes de régularisation Actif			366 589
ACTIF CIRCULANT	**9 359 665 139**	**258 103 906**	**9 101 927 822**
Trésorerie Actif	**55 129 701**		**55 129 701**
Banque, T.G. et C.C.P.	53 382 957		53 382 957
Caisse, Régies d'avances et accréditifs	1 746 744		1 746 744
TRESORERIE ACTIF	**55 129 701**		**55 129 701**
TOTAL ACTIF	**17 818 927 225**	**4 478 901 608**	**13 340 025 617**

ACTIF 2005	Brut	Amortissement	Net
Immobilisations En Non Valeur	**491 515 386**	**350 681 156**	**140 834 230**
Frais préliminaires	346 078 486	263 400 102	82 678 384
Charges à répartir sur plusieurs exercices	145 436 900	87 281 054	58 155 846
Immobilisations Incorporelles	**288 824 641**	**211 487 118**	**77 337 523**
Ecart d'acquisition	63 400 000	63 400 000	0
Immobilisations en recherche et développement	58 547 475	58 547 475	0
Brevets, marques, droits, et valeurs similaires	164 600 604	87 264 230	77 336 373
Autres immobilisations incorporelles	2 276 562	2 275 412	1 150
Immobilisations Corporelles	**5 559 876 652**	**3 413 573 950**	**2 146 302 702**
Terrains	60 386 696	0	60 386 696
Constructions	806 002 083	596 801 109	209 200 974
Installations techniques, matériel et outillage	3 579 974 038	2 656 183 557	923 790 481
Matériel de transport	52 693 500	40 182 949	12 510 551
Mobilier, matériel de bureau et aménagements	105 596 068	81 255 438	24 340 630
Autres immobilisations corporelles	6 850 568	5 149 060	1 701 508
Immobilisations corporelles en cours	948 373 699	34 001 836	914 371 863
Immobilisations Financières	**263 836 918**	**21 552 900**	**242 284 018**
Prêts immobiliers	35 774 925	0	35 774 925
Autres créances financières	2 871 096	0	2 871 096
Titres mis en équivalence	203 162 097	0	203 162 097
Titres de participation	21 552 900	21 552 900	0
Autres titres immobilisés	475 900	0	475 900
ACTIF IMMOBILISE	**6 604 053 596**	**3 997 295 123**	**2 606 758 473**
Stocks	**4 209 903 808**	**100 651 567**	**4 109 252 241**
Marchandises	118 574 001	0	118 574 001
Matières et fournitures consommables	2 702 418 944	100 651 567	2 601 767 378
Produits en cours	366 852 750	0	366 852 750
Produits finis	1 022 058 113	0	1 022 058 113
Créances De L'Actif Circulant	**5 439 064 901**	**150 475 970**	**5 288 588 931**
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	73 213 340	28 725 444	44 487 896
Clients et comptes rattachés	3 641 683 932	41 410 818	3 600 273 114
Personnel	21 583 790	13 461 353	8 122 436
Etat	901 364 522	0	901 364 522
Impôts différés actifs	73 496 510	0	73 496 510
Autres débiteurs	510 774 497	66 878 355	443 896 142
Comptes de régularisation Actif	216 948 311	0	216 948 311
ACTIF CIRCULANT	**9 648 968 709**	**251 127 537**	**9 397 841 173**
Trésorerie Actif	**624 289 940**	**0**	**624 289 940**
Banque, T.G. et C.C.P.	623 258 921	0	623 258 921
Caisse, Régies d'avances et accréditifs	1 031 020	0	1 031 020
TRESORERIE ACTIF	**624 289 940**	**0**	**624 289 940**
TOTAL ACTIF	**16 877 312 246**	**4 248 422 660**	**12 628 889 586**

PASSIF	2005	2006	2007	30.06.2008
Capital social	1 189 966 500	1 189 966 500	1 189 966 500	1 189 966 500
Prime d'émission, de fusion, d'apport	757 810 297	757 810 297	757 810 297	757 810 297
Réserves consolidées	2 506 380 739	2 860 442 130	2 776 792 481	2 689 124 461
Résultat net part du groupe	830 067 213	215 442 374	150 325 341	424 758 519
Capitaux propres du groupe	**5 284 224 748**	**5 023 661 301**	**4 874 894 619**	**5 061 659 777**
Résultat des minoritaires	0	0	0	
Intérêts minoritaires	0	0	0	
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	**5 284 224 748**	**5 023 661 301**	**4 874 894 619**	**5 061 659 777**
Capitaux propres assimiles	**0**	**0**	**0**	**0**
Dettes de financement	**48 352 314**	**508 462 330**	**4 165 163 420**	**4 199 639 798**
Autres dettes de financement	48 352 314	508 462 330	4 165 163 420	4 199 639 798
Provisions durables pour risques et charges	**411 181 407**	**281 920 266**	**122 284 998**	**155 866 518**
Provisions pour risques	34 130 651	24 770 799	20 579 913	22 052 497
Provisions pour charges	377 050 756	257 149 467	101 705 085	133 814 021
Ecarts de conversion -passif	**0**	**0**		
FINANCEMENT PERMANENT	**5 743 758 470**	**5 814 043 897**	**9 162 343 038**	**9 417 166 093**
Dettes de passif circulant	**4 493 368 538**	**3 136 957 894**	**3 897 577 618**	**6 995 553 705**
Fournisseurs et comptes rattachés	4 031 076 224	2 938 144 100	3 196 687 681	6 037 052 861
Clients créditeurs, avances et acomptes	30 765 256	29 239 106	37 671 533	65 327 386
Personnel	10 432 952	9 946 159	12 448 757	23 680 262
Organismes Sociaux	38 481 398	18 263 457	19 561 952	17 042 872
Etat	268 637 519	567 268	405 657 308	342 407 673
Comptes d'associés	4 907 193	3 738 492	6 319 410	241 727 084
Autres créanciers	93 025 824	83 101 647	79 808 551	75 223 631
Comptes de régularisation-Passif	16 042 172	53 957 665	139 422 426	193 091 936
Autres provisions pour risques et charges	**25 500 000**	**0**	**0**	**0**
PASSIF CIRCULANT	**4 518 868 538**	**3 136 957 894**	**3 897 577 618**	**6 995 553 705**
Crédits d'escompte	629 233 502	301 180 264	387 635 715	236 177 286
Crédits de trésorerie	500 000 000	2 148 165 561	2 816 357 606	5 681 069 228
Banques (Soldes créditeurs)	1 237 029 077	1 939 678 002	2 369 530 488	2 317 034 173
TRESORERIE -PASSIF	**2 366 262 578**	**4 389 023 826**	**5 573 523 808**	**8 234 280 687**
TOTAL PASSIF	**12 628 889 586**	**13 340 025 617**	**18 633 444 464**	**24 647 000 485**

II.2.2. Compte de produits et de charges consolidé au 30.06.2007 et au 30.06.2008

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES	30.06.2007	30.06.2008
Ventes de marchandises (en l'état)	1 782 369 806	3 516 645 397
Ventes de biens et services produits	12 519 061 095	17 520 343 692
Chiffre d'affaires	**14 301 430 901**	**21 036 989 089**
Variations des stocks de produits (+/-)	-180 261 680	562 834 620
Subventions d'exploitation	20 000 000	18 691 589
Autres produits d'exploitation	15 950 282	844 340
Reprises d'exploitation, transfert de charges	191 221 558	157 095 118
Produits d'exploitation	**14 348 341 061**	**21 776 454 754**
Achats revendus de marchandises	1 396 993 779	4 039 524 918
Achats consommés de matières et fournitures	12 240 252 598	16 634 991 774
Autres charges externes	158 263 561	117 315 919
Impôts et taxes	20 416 993	12 678 151
Charges de personnel	155 058 483	151 881 337
Autres charges d'exploitation	2 848 564	5 160 999
Dotations d'exploitation	226 636 533	318 495 316
Charges d'exploitation	**14 200 470 510**	**21 280 048 414**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**147 870 551**	**496 406 341**
Produits des titres de participation et autres titres immob.		0
Résultat des entités mises en équivalence	29 759 544	26 685 989
Gains de change	82 876 129	296 492 319
Intérêts et autres produits financiers	4 387 651	7 216 684
Produits financiers	**117 023 323**	**330 394 992**
Charges d'intérêts	81 535 379	178 968 611
Pertes de change	27 653 470	41 406 768
Charges financières	**109 188 849**	**220 375 379**
RESULTAT FINANCIER	**7 834 474**	**110 019 613**
RESULTAT COURANT	**155 705 025**	**606 425 953**
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres produits non courants	148	7 825
Reprises non courantes, transferts de charges		
Produits non courants	**148**	**7 825**
Valeurs nettes d'amortissements des immo cédées		
Subventions accordées	2 393 655	2 012 392
Autres charges non courantes	11 165 736	13 276 263
Dotations non courantes aux amort. et aux prov.	1 058 662	
Charges non courantes	**14 618 053**	**15 288 655**
RESULTAT NON COURANT	**-14 617 905**	**-15 280 830**
RESULTAT AVANT IMPÔTS	**141 087 121**	**591 145 124**
Impôts sur les résultats	65 369 000	174 101 397
Impôts différés	30 516 468	-7 714 793
RESULTAT NET	**45 201 653**	**424 758 519**
RESULTAT MINORITAIRES	0	0
RESULTAT PART GROUPE	**45 201 653**	**424 758 519**

II.2.3. Compte de produits et de charges consolidé 2005-2007

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES	2005	2006	2007
Ventes de marchandises (en l'état)	1 471 529 280	2 439 541 451	4 382 033 087
Ventes de biens et services produits	24 452 815 714	26 571 037 808	26 982 065 108
Chiffre d'affaires	**25 924 344 995**	**29 010 579 259**	**31 364 098 195**
Variations des stocks de produits (+/-)	438 330 473	6 171 856	535 857 093
Subventions d'exploitation	183 534 397	103 558 273	37 383 178
Autres produits d'exploitation	15 405 089	222 092 979	18 118 294
Reprises d'exploitation, transfert de charges	304 109 360	211 332 324	240 903 022
Produits d'exploitation	**26 865 724 313**	**29 553 734 691**	**32 196 359 781**
Achats revendus de marchandises	1 385 327 561	2 435 520 639	3 840 671 022
Achats consommés de matières et fournitures	23 066 290 201	25 613 826 162	26 689 613 043
Autres charges externes	425 022 259	267 375 622	319 923 018
Impôts et taxes	43 213 714	44 157 189	41 017 829
Charges de personnel	362 921 469	327 966 189	308 140 922
Autres charges d'exploitation	6 302 064	8 989 089	8 656 245
Dotations d'exploitation	600 226 612	477 026 588	496 562 803
Charges d'exploitation	**25 889 303 879**	**29 174 861 479**	**31 704 584 883**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**976 420 433**	**378 873 212**	**491 774 898**
Produits des titres de participation et autres titres immob.	24 700	7 061 325	24 700
Résultat des entités mises en équivalence	41 243 304	48 648 243	61 393 237
Gains de change	99 817 259	303 019 883	251 829 007
Intérêts et autres produits financiers	15 233 803	10 924 487	10 332 449
Produits financiers	**156 319 067**	**369 653 938**	**323 579 393**
Charges d'intérêts	74 366 013	151 902 227	224 316 329
Pertes de change	278 922 037	107 473 991	59 729 139
Charges financières	**353 288 050**	**259 376 218**	**284 045 468**
RESULTAT FINANCIER	**-196 968 983**	**110 277 720**	**39 533 925**
RESULTAT COURANT	**779 451 450**	**489 150 932**	**531 308 823**
Produits des cessions d'immobilisations	454 019 610	3 638 860	94 541 672
Autres produits non courants	114 522	15 272 371	31 993
Reprises non courantes, transferts de charges	234 318 796	192 324 561	180 320 151
Produits non courants	**688 452 928**	**211 235 792**	**274 893 816**
Valeurs nettes d'amortissements des immo cédées	245 720 487	32 942	4 934 663
Subventions accordées	3 863 806	4 536 467	4 461 611
Autres charges non courantes	38 641 558	242 217 806	456 320 053
Dotations non courantes aux amort. et aux prov.	88 912 091	94 058 662	1 192 232
Charges non courantes	**377 137 942**	**340 845 877**	**466 908 559**
RESULTAT NON COURANT	**311 314 986**	**-129 610 085**	**-192 014 744**
RESULTAT AVANT IMPÔTS	**1 090 766 437**	**359 540 847**	**339 294 080**
Impôts sur les résultats	288 511 049	112 174 352	172 042 773
Impôts différés	-27 811 825	31 924 121	16 925 966
RESULTAT NET	**830 067 213**	**215 442 374**	**150 325 341**
RESULTAT MINORITAIRES	0	0	0
RESULTAT PART GROUPE	**830 067 213**	**215 442 374**	**150 325 341**

II.2.4. Etat des soldes de gestion consolidés 2005-2007

ETAT DES SOLDES DE GESTION	2005	2006	2007
Ventes de marchandises (en l'état)	1 471 529 280	2 439 541 451	4 382 033 087
Achats revendus de marchandises	1 385 327 561	2 435 520 639	3 840 671 022
Marge brute sur ventes (en l'état)	**86 201 720**	**4 020 812**	**541 362 064**
Production de l'exercice	**24 891 146 187**	**26 577 209 664**	**27 517 922 201**
Ventes de biens et services produits	24 452 815 714	26 571 037 808	26 982 065 108
Variation stocks de produits	438 330 473	6 171 856	535 857 093
Consommation de l'exercice	**23 491 312 460**	**25 881 201 785**	**27 009 536 061**
Achats consommés de mat. et fournit.	23 066 290 201	25 613 826 162	26 689 613 043
Autres charges externes	425 022 259	267 375 622	319 923 018
Valeur ajoutée	**1 486 035 447**	**700 028 691**	**1 049 748 204**
Subventions d'exploitation	183 534 397	103 558 273	37 383 178
Impôts et taxes	43 213 714	44 157 189	41 017 829
Charges de personnel	362 921 469	327 966 189	308 140 922
Excédent brut d'exploitation (EBE)	**1 263 434 661**	**431 463 586**	**737 972 630**
Autres produits d'exploitation	15 405 089	222 092 979	18 118 294
Autres charges d'exploitation	6 302 064	8 989 089	8 656 245
Reprise d'exploit: transferts de charges	304 109 360	211 332 324	240 903 022
Dotations d'exploitation	600 226 612	477 026 588	496 562 803
Résultat d'exploitation	**976 420 433**	**378 873 212**	**491 774 898**
Résultat financier	**-196 968 983**	**110 277 720**	**39 533 925**
Résultat courant	**779 451 450**	**489 150 932**	**531 308 823**
Résultat non courant	**311 314 986**	**-129 610 085**	**-192 014 744**
Impôts sur les résultats	288 511 049	112 174 352	172 042 773
Impôts différés	-27 811 825	31 924 121	16 925 966
Résultat net de l'exercice	**830 067 213**	**215 442 374**	**150 325 341**

II.2.5. Tableau de financement 2005-2007

TABLEAU DE FINANCEMENT	2 005	2 006	2 007
Ressources			
Autofinancement	645 619 995	-93 788 789	-149 702 157
CAF	*966 100 950*	*382 197 811*	*112 090 473*
- Distribution de dividendes	*-320 480 955*	*-475 986 600*	*-261 792 630*
Cession d'actifs	333 399 098	11 677 944	77 655 012
Augmentation des dettes de financement	5 018 255	502 713 492	3 731 250 741
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	26 000 000	33 461 400	45 538 240
Incidence des variations de périmètre	126 000 000		
Total Ressources	**1 136 037 347**	**454 064 047**	**3 704 741 836**
Emplois			
Acquisition et augmentation d'immobilisations	1 038 713 024	1 883 881 812	3 346 053 503
Remboursement des dettes de financement	42 879 724	44 182 307	74 027 451
Variation BFR	429 356 679	1 117 921 414	1 516 121 770
Total Emplois	**1 510 949 427**	**3 045 985 533**	**4 936 202 724**
Variation de trésorerie	-374 912 079	-2 591 921 487	-1 231 460 888
Trésorerie début d'exercice	-1 367 060 559	-1 741 972 638	-4 333 894 125
Trésorerie fin d'exercice	**-1 741 972 638**	**-4 333 894 125**	**-5 565 355 013**

II.2.6. Liste des entreprises consolidées au 31 décembre 2007 (A1)

Sociétés consolidées	Capital social (KDh)	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts	Méthodes de consolidation (*)
Salam Gaz	150 000	50%	50%	MEE
SOMAS	60 000	38,46%	38,46%	MEE

II.2.7. Liste des entreprises entrées et des entreprises sorties du périmètre de consolidation au 31 décembre 2007 (A2)

Cession de l'Hôtel Samir le 01/01/2007 au prix de 30.000.000 Dhs.

II.2.8. Liste des entreprises laissées en dehors de la consolidation au 31/12/2007 (A3)

Les sociétés laissées en dehors du périmètre de consolidation sont celles qui ne présentent pas d'importance significative eu égard de l'ensemble consolidé.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION DES OBLIGATIONS EMISES

BULLETIN DE SOUSCRIPTION FERME ET IRREVOCABLE

EMISSION OBLIGATAIRE SAMIR

Destinataire :

[ ]

Date :

[ ]

IDENTIFICATION DU SOUSCRIPTEUR

Dénomination ou Raison sociale :…..…… Nom du teneur de compte : ……..……
N° de compte : …… Dépositaire : ……..
Téléphone : …… Fax : ……..
Code d'identité[1] : …… Qualité souscripteur[2] : ……..
Nationalité du souscripteur : …… Nom et Prénom signataire : ……...
Siège social : …… Fonction : ……..
Adresse (si différente du siège social) : ...…… Mode de paiement : ……..……

CARACTERISTIQUES DES OBLIGATIONS

Emetteur	SAMIR
Valeur nominale	
Nombre d'obligations émises	
Jouissance	
Echéance	
Maturité	
Taux facial	
Mode d'adjudication	
Prix de souscription	Exprimé en pourcentage de la valeur nominale, avec deux décimales. Les bornes inférieures et supérieures de prix sont calculées sur la base (i) du taux facial et (ii) de la fourchette des primes d'émission citées plus haut.
Taux de rendement actuariel	**Le taux de rendement actuariel est le taux annuel qui, a une date donnée, égalise ce taux et à intérêts composés, les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir. Ce taux n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses obligations jusqu'à leur remboursement final.** **Dans le cas de la présente opération et compte tenu de la méthode d'allocation retenue, à savoir « l'adjudication à la Française », ce taux sera déterminé en fonction du prix d'achat proposé par chaque souscripteur.** **Ce taux est également compris à l'intérieur d'une fourchette dont les bornes inférieures et supérieures sont déterminées par référence :**

*La méthode d'allocation relative à l'adjudication à la Française se déclare comme suit : L'émetteur retient les soumissions aux prix les plus élevés correspondant aux taux les moins élevés, jusqu'au total qu'il se propose de mettre en adjudication. Le prix retenu est le prix appliqué à l'ensemble des soumissions servies.

MODALITES DE SOUSCRIPTION

	Tranche A	Tranche B
Nombre de titres demandés		
Montant global (en dirhams)		
Prix (en %)		

Nous souscrivons sous forme d'engagement ferme et irrévocable à l'émission d'obligations SAMIR à hauteur du montant total ci-dessus.

Nous avons pris connaissance que, si les souscriptions dépassent le montant de l'émission, nous serons servis proportionnellement à notre demande.

Nous autorisons par la présente notre dépositaire, ci dessus désigné, à débiter notre compte du montant correspondant aux obligations SAMIR qui nous serons attribués.

Nous déclarons avoir pris connaissance que la commission d'admission à la Bourse de Casablanca s'élève à 0,05‰ du montant des souscriptions, plafonnée à 10 000 Dh HT.

L'exécution du présent bulletin de souscription est conditionnée par la disponibilité des obligations SAMIR.

Cachet et signature du souscripteur

Avertissement :

« L'attention du souscripteur est attirée sur le fait que tout investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse, sous l'influence des facteurs internes ou externes à l'émetteur.

Une note d'information visée par le CDVM est disponible, sans frais, au siège social de l'émetteur, auprès des établissements chargés de recueillir les demandes de souscription et à la Bourse des valeurs de Casablanca »

---

[1]Code d'identité : Registre de commerce pour les personnes morales, Numéro et date d'agrément pour les OPCVM

[2]Qualité du souscripteur

A Etablissements de crédit

B OPCVM

C Sociétés d'assurances, organismes de retraite et de prévoyance

D Fonds d'investissement, fonds de pension

E Autres (compagnies financières et CDG)

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

Le tableau d'amortissement de la présente émission obligataire se présente de la manière suivante :

Date	Intérêts (Kdh)	Capital (Kdh)	Total annuel (Kdh)
31/12/2008			-
31/12/2009	47 200	-	47 200
31/12/2010	47 200	-	47 200
31/12/2011	47 200	-	47 200
31/12/2012	47 200	-	47 200
31/12/2013	47 200	-	47 200
31/12/2014	47 200	-	47 200
31/12/2015	47 200	800 000	847 200